

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu à la Maison communale, dans la salle du Conseil, le lundi 24 juin 2024, à 19:00.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden op het Gemeentehuis in de Raadzaal op maandag 24 juni 2024, om 19:00.

Woluwe-Saint-Lambert, le 13 juin 2024
Sint-Lambrechts-Woluwe, 13 juni 2024

**CONSEIL COMMUNAL DU 24 JUIN 2024
GEMEENTERAAD VAN 24 JUNI 2024**

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

1 Procès-verbal de la séance du 27/05/2024 - Approbation.

Le procès-verbal de la séance 27/05/2024 est approuvé.

Proces-verbaal van de vergadering van 27/05/2024 - Goedkeuring.

Het proces-verbaal van de vergadering van 27/05/2024 wordt goedgekeurd.

UNOFFICIAL_MINUTES_FULL.pdf

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

2 Elections communales 2024 - Ordonnance de police - Affichage électoral - Approbation.

CECI EST UN PROJET

Le Conseil communal,

Vu le Code électoral communal bruxellois ;

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 119 et 135 ;

Vu le Règlement Général de Police approuvé en sa séance du 17 février 2020, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'action sociale, et ses modifications ultérieures ; Vu le Code Electoral Communal Bruxellois (C.E.C.B), et notamment ses articles 22 bis et 30; Considérant que des élections communales se tiendront le 13 octobre 2024 ; Considérant que les candidats figurant sur les listes constituées en vue des prochaines élections communales souhaiteront faire de la publicité électorale par voie d'affichage ; Vu le nombre de panneaux d'affichage électoral qui seront installés sur le territoire de notre Commune ; Considérant que les communes ont pour mission de garantir aux habitants le maintien de la salubrité, de la tranquillité et de l'ordre publics, notamment dans les rues, lieux et édifices publics ; Considérant que pour assurer cette mission en période électorale, il importe de prendre diverses mesures en vue de réglementer l'affichage sur la voie publique ; Qu'il importe d'éviter l'affichage sauvage, tant sur les biens privés que publics et le mobilier urbain, qui entraîne, outre les dégradations, une pollution visuelle importante qui peut nuire à la sécurité et à la tranquillité publique ; Considérant qu'il est nécessaire d'empêcher le surcollage, notamment dans une logique de propreté publique et de développement durable ; Vu les résultats recueillis par les différents partis ou listes lors des dernières élections communales du 14 octobre 2018 ; Considérant qu'au vu de ces résultats, on peut objectivement considérer qu'une répartition équitable des espaces d'affichages peut être faite en tenant compte, d'une part, du fait que le groupe politique ou le parti est actuellement représenté ou non au sein du Conseil communal, ainsi que, d'autre part, en tenant compte de l'appartenance linguistique de ce parti ou de cette liste ;

Qu'en cas d'appartenance à un « cartel » se présentant aux élections communales (réunissant différents partis sur une seule et même liste – par exemple sous le sigle « LB » ou « intérêt communal » ou tout autre sigle composé du nom de divers partis), qu'il soit ou non bilingue, ces mêmes critères seront d'application afin de déterminer le coefficient total d'espace d'affichage qui sera attribué à ce cartel ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 juin 2024 ;ARRÊTE :

Article 1 - Objet :

§ 1. La présente ordonnance s'applique à l'affichage électoral fait sur le territoire de la Commune de Woluwe-Saint-Lambert en vue des élections communales du 13 octobre 2024 et vient compléter les dispositions du « Règlement général de police » qui s'y rapportent.

Article 2 - Dispositions concernant l'affichage électoral :

§1. Sans préjudice de l'application des dispositions du Règlement général de police, l'affichage électoral est interdit sur la voie publique sauf, aux conditions reprises dans la présente ordonnance, sur les panneaux électoraux communaux spécialement prévus à cet effet.§2. Les panneaux communaux destinés à l'affichage électoral sont situés aux emplacements suivants :1. avenue du Roi Chevalier (sur la berne centrale vue côté parking Delhaize City),2. place du Tomberg (sur la pelouse face à l'avenue des Vaillants),3. rue Théodore De Cuyper (face à l'avenue Jacques Brel),4. avenue Marcel Thiry (à l'angle avec la rue Théodore De Cuyper, à la plaine de jeux),5. avenue Emile Vandervelde (à l'angle avec l'avenue Albert Dumont),6. chemin du Struykbeken (le long de la clôture du stade Fallon),7. boulevard de la Woluwe (à l'angle avec la rue Voot),8. boulevard Brand Whitlock (le long de la clôture de l'école),9. chemin des Deux Maisons (derrière l'arrêt de bus),10. cours Paul-Henri Spaak (à l'angle avec le boulevard de la Woluwe). Vingt-deux panneaux sont placés à chacun des emplacements repris ci-dessus.§3. L'affichage sur les panneaux électoraux communaux est effectué exclusivement par le personnel communal désigné à cette fin. Il ne peut en aucun cas être effectué par une personne étrangère au personnel communal, mandatée ou non par les candidats ou représentants d'une quelconque liste.

§4. En ce qui concerne la répartition de l'espace d'affichage, chaque liste représentée au Conseil communal dispose de quatre panneaux d'affichage. Les listes non représentées au Conseil communal se partagent six panneaux d'affichage.

L'affichage se fera dans l'ordre des numéros affectés aux listes dès qu'ils seront connus à partir du 19 septembre 2024. D'ici là, l'affichage se fait dans l'ordre décroissant des résultats obtenus par les listes aux élections communales de 2018.

§5. Chaque liste ou cartel désirant voir ses affiches apposées sur les panneaux électoraux communaux désigne un représentant dûment mandaté pour déposer lesdites affiches aux services communaux ainsi que pour en préciser les modalités d'affichage. Au moment du premier dépôt, ce représentant mentionne le ou les partis politiques qui reconnaissent la liste dont il est le mandataire. Le représentant désigné peut, le cas échéant, communiquer la disposition souhaitée. Celle-ci doit correspondre à l'espace attribué. Les affiches doivent être conformes aux lois et règlements applicables en la matière.

§6. Le dépôt se fait à partir du trentième jour précédant le scrutin. Les affiches électorales doivent obligatoirement être déposées les lundis de 8h à 10h, à Wolu Techni-Cité, chaussée de Stockel 80, entre les mains de Mr Alain CRAPS ou de son remplaçant. §7. Conformément au principe mentionné au §3, ces affiches sont apposées sur les panneaux communaux exclusivement par le personnel communal désigné à cette fin. Un dispositif empêchant le surcollage des affiches est mis en place.

Les représentants des listes peuvent demander un nouvel affichage pour autant que ladite demande soit dûment justifiée.

Il appartient au représentant de chaque liste d'avertir les services communaux de la détérioration éventuelle de ses affiches et de fournir celles qui les remplacent. Il est procédé à un nouvel affichage dans les meilleurs délais en fonction de l'organisation des services communaux chargés de l'affichage.

§8. Depuis le jour de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et jusqu'au 13 octobre 2024 à 16h, l'organisation de caravanes motorisées dans le cadre des élections communales est interdite.

§9. Les réclamations portant sur l'application de la présente ordonnance doivent être introduites devant le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 3 - Sanctions :

Les panneaux électoraux ou dispositifs visés dans le présent règlement sont assimilés à du mobilier urbain. A ce titre, tant le Code pénal que le Règlement général de Police prévoyant des amendes administratives sont d'application en cas de détérioration, notamment par le surcollage d'affiches ou l'ajout d'inscriptions.

Toute personne qui commettrait une infraction à la présente ordonnance est passible d'une amende administrative d'un montant maximum de 500 EUR si elle est majeure, et de 175 EUR maximum si elle est mineure ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits. En outre, les documents apposés, en violation des dispositions du présent règlement seront enlevés d'office par le personnel communal, aux frais des contrevenants et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables, sans préjudice de l'application des sanctions administratives prévues par le Règlement Général de Police, s'il y a lieu.

Article 4 - Diffusion :

Outre les mesures d'affichage prévues à l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale, un exemplaire de la présente ordonnance sera envoyé à chaque liste présentant des candidats aux élections communales, à l'adresse du siège de la liste ou de la personne qui a déposé la liste.

Cette ordonnance entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication et reste en vigueur jusqu'au

13 octobre 2024 à 16h.

La présente délibération est transmise, pour disposition, à l'Autorité de tutelle.

Gemeenteraadsverkiezingen 2024 - Politieverordening - Aanplakking van verkiezingsaffiches - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

Gelet op de Brusselse gemeentelijke kieswet;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op de artikelen 119 en 135;

Gelet op het Algemeen politiereglement goedgekeurd op zijn vergadering van 17 februari 2020 en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, en de latere wijzigingen ervan ;

Gelet op de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking van en de controle op de verkiezingskosten voor de verkiezingen van de provincieraden, de gemeenteraden en de arrondissementsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor sociale actie, en de latere wijzigingen ervan; Gelet op het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek (C.E.C.B), in het bijzonder id op de artikelen 22bis en 30;

Overwegende dat de gemeenteraadsverkiezingen zullen plaatsvinden op 13 oktober 2024; Overwegende dat de kandidaten die voorkomen op de lijsten die zijn opgesteld met het oog op de volgende gemeenteraadsverkiezingen, verkiezingsaffiches wensen op te hangen; Gelet het aantal aan te brengen verkiezingsborden op het grondgebied van onze Gemeente;

Overwegende dat het de taak is van de gemeenten de handhaving van de volksgezondheid, de rust en de orde te garanderen voor de bewoners, in het bijzonder op de openbare weg, op openbare plaatsen en in openbare gebouwen; Overwegende dat het, om deze opdracht tijdens de verkiezingsperiode te kunnen vervullen, belangrijk is om verschillende maatregelen te nemen om de aanplakking op de openbare weg te reguleren; Overwegende dat het belangrijk is om ongecontroleerde aanplakkingen te vermijden, zowel op private en openbare eigendommen als op straatmeubilair, die naast schade ook leiden tot aanzienlijke visuele vervuiling die schadelijk kan zijn voor de openbare veiligheid en rust; Overwegende dat het noodzakelijk is overmatige affichering te voorkomen, met name in het belang van de openbare netheid en duurzame ontwikkeling;

Gelet op de resultaten die de verschillende partijen of lijsten hebben behaald bij de laatste gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018; Overwegend dat, gelet op deze resultaten, objectief kan worden aangenomen dat een billijke verdeling van de aanplakplaatsen mogelijk is, rekening houdend met enerzijds het feit dat de politieke groepering of partij momenteel al dan niet vertegenwoordigd is in de Gemeenteraad, en anderzijds met de taalkundige affiliatie van deze partij of deze lijst;

Dat in geval van lidmaatschap van een "kartel" dat zich kandidaat stelt voor de gemeenteraadsverkiezingen (dat verschillende partijen verenigt op één en dezelfde lijst - bijvoorbeeld onder het acroniem "LB" of "intérêt communal" of een ander acroniem samengesteld uit de namen van verschillende partijen), ongeacht of deze al dan niet tweetalig is, dezelfde criteria zullen worden toegepast om de totale coëfficiënt van de affichageruimte te bepalen die aan dit kartel zal worden toegekend;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13 juni 2024;BESLUIT:

Artikel 1 - Voorwerp:

§ 1 Deze ordonnantie is van toepassing op de verkiezingsaffiches die op het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe worden aangeplakt met het oog op de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 en vult de bepalingen van het “Algemeen politiereglement” aan die daarop betrekking hebben.

Artikel 2 - Bepalingen betreffende verkiezingsaffiches:

§1 Onverminderd de toepassing van de bepalingen van het Algemeen politiereglement zijn verkiezingsaffiches verboden op de openbare weg, behalve, onder de voorwaarden bepaald in deze ordonnantie, op gemeentelijke verkiezingsborden die speciaal voor dit doel zijn voorzien.

§2 De aankondigingsborden van de gemeenteraadsverkiezingen bevinden zich op de volgende plaatsen:1. Koning Ridderlaan (op de centrale berm tegenover de parking van Delhaize City),2. Tombergplein (op het grasveld tegenover de Dapperenlaan),3. Theodore De Cuyperstraat (tegenover de Jacques Brellaan),4. de Marcel Thiry laan (op de hoek met de Théodore De Cuyperstraat, bij de speeltuin),5. Emile Vandervelde laan (op de hoek met de Albert Dumontlaan),6. Struykbekeweg (langs de omheining van het Fallonstadion),7. Woluwedal (op de hoek met de Vootstraat),8. Brand Whitlocklaan (langs de omheining van de school),9. Tweehuizenweg (achter de bushalte),10. Paul-Henri Spaaklaan (op de hoek met Woluwedal).

Op elk van de bovenstaande locaties worden tweeëntwintig borden geplaatst.

§3 De aanplakking op de gemeentelijke verkiezingsborden gebeurt uitsluitend door gemeentepersoneel dat daartoe is aangesteld. Ze mag in geen geval worden uitgevoerd door een andere persoon dan het gemeentepersoneel, al dan niet gemandateerd door de kandidaten of vertegenwoordigers van een lijst.

§4 Wat de toewijzing van afficheplaatsen betreft, beschikt elke lijst die vertegenwoordigd is in de gemeenteraad over vier afficheborden. Lijsten die niet vertegenwoordigd zijn in de gemeenteraad delen zes afficheborden.

De aanplakking gebeurt in de volgorde van de nummers die aan de lijsten zijn toegekend, zodra die bekend zijn vanaf 19 september 2024. Tot die tijd worden de aanplakborden opgehangen in aflopende volgorde van de resultaten die de lijsten hebben behaald bij de gemeenteraadsverkiezingen van 2018.

§ 5 Elke lijst of elk kartel die zijn affiches op de gemeentelijke verkiezingsborden wil laten aanbrengen, duidt een naar behoren gemachtigde vertegenwoordiger aan om deze affiches bij de gemeentelijke diensten in te dienen en de plaatsingsmodaliteiten te bepalen. Bij de eerste aanbidding van de affiches vermeldt de vertegenwoordiger de politieke partij(en) die de lijst waarvan hij de gevolmachtigde is, erkent (erkennen).De aangewezen vertegenwoordiger kan eventueel de gewenste lay-out aangeven. Deze moet overeenkomen met de toegewezen ruimte. De affiches moeten voldoen aan de geldende wet- en regelgeving.

§6 Affiches moeten worden neergelegd vanaf de dertigste dag voor de verkiezing. De affiches moeten worden neergelegd op maandag van 8 tot 10 uur bij Wolu Techni-Cité, Stokkelsesteenweg 80, in handen van de heer Alain CRAPS of zijn plaatsvervanger. §7 Overeenkomstig het principe vermeld in §3 worden deze affiches uitsluitend door het daartoe aangestelde gemeentepersoneel op de gemeentelijke aankondigingsborden aangebracht. Er wordt een voorziening geïnstalleerd om te voorkomen dat de affiches worden overgeplakt.

De vertegenwoordigers van de lijsten kunnen een nieuwe affiche aanvragen op voorwaarde dat het verzoek naar behoren wordt gemotiveerd.

Het is de verantwoordelijkheid van de vertegenwoordiger van elke lijst om de gemeentelijke diensten op de hoogte te brengen van eventuele schade aan zijn affiches en om de affiches te vervangen. Een nieuwe affiche zal zo snel mogelijk worden aangebracht, afhankelijk van de organisatie van de gemeentelijke diensten die verantwoordelijk zijn voor het aanplakken.

§8 Vanaf de datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie tot 13 oktober 2024 16.00 uur is het organiseren van gemotoriseerde caravans ten behoeve van gemeenteraadsverkiezingen verboden.

§9. Klachten over de toepassing van deze verordening moeten worden ingediend bij het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 3 - Sancties:

De verkiezingsborden en -instrumenten waarnaar in dit reglement wordt verwezen, worden beschouwd als straatmeubilair. Als zodanig zijn zowel het Wetboek van Strafrecht als het Algemeen Politiereglement, die voorzien in administratieve boetes, van toepassing in geval van schade, in het bijzonder door het overplakken van affiches of het toevoegen van opschriften.

Iedereen die een overtreding van deze verordening begaat, is strafbaar met een administratieve boete van maximaal 500 euro als hij of zij meerderjarig is, en van maximaal 175 euro als hij of zij minderjarig is en de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op het moment van de overtreding. Bovendien worden documenten die in strijd met de bepalingen van dit reglement zijn aangebracht, automatisch verwijderd door het gemeentepersoneel, op kosten van de overtreders en, bij gebrek daaraan, op kosten van de verantwoordelijke uitgevers, onverminderd de toepassing van de administratieve sancties voorzien in het algemeen politiereglement, indien van toepassing.

Artikel 4 - Verspreiding:

Naast de aanplakacties voorzien in artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet, zal een kopie van deze ordonnantie worden bezorgd aan elke lijst die kandidaten voorstelt voor de gemeenteraadsverkiezingen, op het adres van de maatschappelijke zetel van de lijst of van de persoon die de lijst heeft neergelegd.

Deze ordonnantie treedt in werking de dag na haar bekendmaking en blijft van kracht tot 13 oktober 2024 om 16 uur.

Dit beraadslaging zal ter bepaling worden overgemaakt aan de Toezichthoudende Autoriteit.

3 Ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers et organiques - Modification - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14/06/2012 relative aux déchets, telle que modifiée, et notamment son article 19, § 6 qui dispose que : « *Dans le cadre de la collecte séparée, [...] les communes peuvent, le cas échéant, sur tout ou partie de leur territoire, imposer aux producteurs ou détenteurs de déchets de faire usage, sur le terrain dont ils sont propriétaires ou sur la voirie, de poubelles rigides individuelles dans lesquelles seront placés les sacs de déchets destinés à la collecte des déchets organiques et des déchets résiduels, et ce en tenant compte des caractéristiques urbanistiques du territoire concerné et des capacités des producteurs ou détenteurs de déchets à pouvoir stocker ces poubelles rigides. [...]* » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 09/02/2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/07/2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment les articles 4 et 6 ;

Vu la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, telle que modifiée ;

Vu son ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers, arrêtée le 25/05/2021 ;

Considérant que les communes ont notamment pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics et qu'à cet effet, elles prennent toutes les mesures nécessaires en vue de notamment :

- promouvoir la propreté et l'hygiène des propriétés tant publiques que privées ;
- garantir la santé publique de leurs habitants ;

Considérant que sur le territoire de la commune, les renards, pies et autres animaux errants causent de nombreux désagréments en déchirant les sacs poubelles déposés sur les trottoirs, en attente de leur ramassage ;

Considérant que, dans un premier temps, une ordonnance a été prise, visant les quartiers Kapelleveld-UCL et Woluwe, et ne concernaient que les ménages ;

Considérant la nécessité d'étendre le champ d'application de l'ordonnance susvisée, arrêtée le 25/05/2021, à toute la commune ;

Considérant que cette ordonnance ne préjuge pas de décisions complémentaires sur la base des évaluations du service de la propreté publique ;

Considérant qu'en égard à la nécessité pour les producteurs de déchets de s'équiper de manière adéquate, une mesure transitoire s'appliquera pour ce faire ;

Vu l'avis conforme favorable rendu le 11/05/2023 par l'Agence régionale pour la Propreté ;

Considérant que la loi du 11/12/2023 modifiant la loi du 24/06/2023 relative aux sanctions administratives communales porte notamment le montant maximum de l'amende administrative pour les contrevenants majeurs à 500 EUR (anciennement 350 EUR) ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'adapter le présent règlement en ce sens ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119bis et 135, § 2 ;

Sur proposition de Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024;

DECIDE d'approuver :

la modification suivante à l'Ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers et organiques :

- modification de l'article Article 5.1 comme suit :

« ...

§1 Quiconque contrevient aux dispositions de la présente ordonnance peut être puni d'une amende administrative.

§2 Sans préjudice de toute autre réglementation spécifique, y compris fiscale, cette amende administrative ne peut excéder la somme de 500 EUR ou 175 EUR, selon que le contrevenant est majeur ou mineur au moment des faits.

§3 Quiconque a enfreint les dispositions de la présente ordonnance doit aussitôt régulariser la situation et remettre les choses en état de manière à se conformer à la présente

ordonnance. Pour ce faire, il suivra les éventuelles recommandations de l'autorité compétente. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant. »

- le texte définitif modifié du règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, tel que repris ci-après :

Ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers et organiques

Article 1 :

§1 « Déchets » : les déchets comprenant les :

-« **biodéchets** » : les déchets alimentaires ou de cuisine issus tant des ménages que du secteur non-ménager ;

-« **déchets résiduels** » : les déchets non recyclables provenant de l'activité normale des ménages et du secteur non-ménager.

Sont exclus : les déchets devant être collectés dans les sacs bleus, jaunes et verts.

§2 « Agence régionale pour la Propreté » : l'organisme d'intérêt public créé par l'ordonnance du 19/07/1990 chargé d'assurer les collectes périodiques en porte-à-porte des déchets ménagers et des déchets assimilés et/ou des déchets triés sélectivement.**§3 « Poubelle rigide »** : le conteneur normalisé dont la matière, le volume, la couleur, les inscriptions individuelles sont validés par l'Agence régionale pour la Propreté, et ce, en fonction du type de déchets. Le mode de distribution ainsi que les points de vente sont quant à eux déterminés par la commune.

Article 2 :

§1 Les déchets visés à l'article 1 §1^{er} sont impérativement placés dans les sacs réglementaires à l'intérieur de poubelles rigides telles que définies à l'article 1, §3 de la présente ordonnance.

§2 Le poids des sacs réglementaires ne peut dépasser 15 kg.

§3 Les immeubles à appartements doivent également faire usage de poubelles rigides pour les déchets visés à l'article 1.

§4 Les immeubles à appartements comprenant plus de 5 appartements et un local poubelles devront faire usage de conteneurs collectifs et conclure un contrat d'enlèvement avec un prestataire externe.

§5 Les ménages ou établissements du secteur non-ménager ne pouvant techniquement accueillir les poubelles rigides ou ayant des difficultés justifiées à l'utilisation de ces dernières peuvent être autorisés à poursuivre l'utilisation des sacs réglementaires en adressant une demande de dérogation écrite et motivée auprès du Collège des bourgmestre et échevins qui statuera sur la demande.

Article 3 :

La présente ordonnance s'appliquera progressivement à l'ensemble du territoire communal selon les modalités temporelles arrêtées par le Collège.

Les décisions du Collège seront communiquées pour information au Conseil communal dès

la plus prochaine séance qui suit.

Article 4 :

§1 La/le (Les) poubelle(s) rigide(s)/conteneur(s) est (sont) déposée(s) devant l'immeuble d'où elle/il(s) provient(nent), au(x) jour(s) et selon les modalités fixés par l'Agence régionale pour la Propreté.

Lorsque la collecte a lieu le matin, les poubelles rigides/conteneurs sont déposés la veille de la collecte après 18 heures ou le jour même de la collecte, avant le passage du camion.

Lorsque la collecte est effectuée en soirée, les poubelles rigides/conteneurs sont déposés le jour même, après 18 heures et avant le passage du camion de collecte.

L'usager prendra également toutes les précautions compte tenu des circonstances et prévisions météorologiques.

§2. Les poubelles rigides/conteneurs doivent être placés en bord de chaussée, contre la façade ou contre l'alignement, à l'entrée des voies inaccessibles aux véhicules de collecte ou des chemins privés. Ils ne peuvent en aucun cas gêner ou entraver la circulation des usagers de la voie publique et doivent être parfaitement visibles de la rue. Le dépôt ne peut se faire ni devant la maison ou la propriété voisine, ni au pied des arbres d'alignement, ni autour du mobilier urbain.

§3 Chaque usager devra inscrire sur la poubelle rigide/conteneur le numéro de police de son immeuble.

§4 Au cas où une voirie publique, en raison de son état ou suite à une circonstance particulière, ne serait pas accessible aux véhicules de collecte à l'heure habituelle de passage, l'Agence régionale pour la Propreté, en accord avec l'autorité communale, peut obliger les riverains à placer leurs poubelles rigides à un point de rassemblement déterminé et communiqué par toute voie de communication jugée appropriée.

§5 Sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 9 février 2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, les poubelles rigides doivent être rentrées :

- pour les collectes le matin: le jour même de la collecte au plus tard à 20 heures;
- pour les collectes en soirée: le lendemain au plus tard à dix heures.

§6 Après enlèvement des déchets, l'occupant de l'immeuble dont ils sont issus est tenu de nettoyer la voie publique s'il s'avère que celle-ci a été souillée par leur présence.

§7 Si pour quelque raison que ce soit (neige, verglas, grève...), le ramassage n'a pas été effectué, les récipients de collecte et, d'une manière générale, et sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 9 février 2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, les déchets non enlevés le jour de la collecte par l'Agence régionale pour la Propreté doivent être rentrés par les personnes les ayant déposés, et ce, le jour même du ramassage, à 20 heures au plus tard.

Article 5 :

Article 5.1

§1 Quiconque contrevient aux dispositions de la présente ordonnance peut être puni d'une amende administrative.

§2 Sans préjudice de toute autre réglementation spécifique, y compris fiscale, cette amende administrative ne peut excéder la somme de 500 EUR ou 175 EUR, selon que le contrevenant est majeur ou mineur au moment des faits.

§3 Quiconque a enfreint les dispositions de la présente ordonnance doit aussitôt régulariser la situation et remettre les choses en état de manière à se conformer à la présente ordonnance. Pour ce faire, il suivra les éventuelles recommandations de l'autorité compétente. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 5.2

Conformément à la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, les sanctions administratives et mesures alternatives établies par la présente ordonnance peuvent être augmentées en cas de récidive dans les 24 mois de l'imposition d'une sanction sans qu'il puisse être dérogé aux montants visés à l'article 15.

Article 5.3

Conformément à la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, les sanctions et les mesures alternatives décidées par le fonctionnaire sanctionnateur en application du présent règlement sont proportionnées à la gravité des faits qui les motivent.

Article 5.4

§1 Prestation citoyenne

Le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun, proposer une prestation citoyenne au contrevenant ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits.

Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24/06/2013.

§2 Médiation locale

Le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun et qu'une victime a été identifiée dans le cadre de la procédure administrative, proposer une médiation locale au contrevenant ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits.

Cette médiation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi 24/06/2013.

Article 5.5

§1 Implication parentale

Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une procédure d'implication parentale au père, à la mère, au tuteur ou à la personne ayant la garde du contrevenant mineur de 18 ans accomplis au moment des faits.

Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24/06/2013.

§2 Médiation locale pour les mineurs

Le fonctionnaire sanctionnateur propose une médiation locale au contrevenant mineur âgé de 16 ans accomplis au moment des faits.

Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24/06/2013.

§3 Prestation citoyenne pour les mineurs

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation locale, le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun, proposer une prestation citoyenne au contrevenant mineur âgé de 16 ans accomplis au moment des faits.

Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24/06/2013.

Article 6 :

§1 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} du mois qui suit celui de sa publication conformément à l'article 114 de la nouvelle loi communale.

Dès son entrée en vigueur, la présente ordonnance abroge l'ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers, arrêtée le 25/05/2021.

§2 Toutefois, afin de laisser aux citoyens le temps suffisant pour s'organiser, le non-respect de la présente ordonnance ne fera l'objet que d'un simple avertissement pendant les trois mois qui suivent son entrée en vigueur.

§3 Cette ordonnance ne s'applique pas aux collectes visées par un contrat spécifique conclu avec l'Agence régionale pour la Propreté.

§4 Cette ordonnance s'applique sans préjudice de l'ordonnance du 14/06/2012 relative aux déchets et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 09/02/2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/07/2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ou tout autre texte qui viendrait les remplacer et/ou les modifier.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk en organisch afval - Wijziging - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende het afval; zoals gewijzigd en in het bijzonder artikel 19 § 8 dat bepaalt dat: *"In het kader van de gescheiden ophaling , [...] kunnen de gemeenten, in voorkomend geval, op hun hele grondgebied of op een deel ervan, de producenten of houders van afvalstoffen verplichten om op het terrein waarvan ze eigenaar zijn, of op de weg, gebruik te maken van individuele harde vuilnisbakken waarin de vuilniszakken bestemd voor de ophaling van organische afvalstoffen en restafval worden geplaatst rekening houdend met de stedenbouwkundige kenmerken van het grondgebied in*

kwestie en de mogelijkheden van de producenten of houders van afvalstoffen om die harde vuilnisbakken binnen te zetten.. [...]”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, in het bijzonder artikelen 4 en 6;

Gelet op de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk afval, goedgekeurd op 25/05/2021;

Overwegende dat de gemeenten als opdracht hebben om hun inwoners de voordelen te laten genieten van een goed politieel bestuur, met name op het vlak van netheid, hygiëne, veiligheid en rust in de straten en openbare plaatsen en gebouwen en dat ze daartoe alle nodige maatregelen nemen om onder meer:

- de netheid en hygiëne van zowel openbare als particuliere eigendommen te bevorderen;
- de volksgezondheid van hun inwoners te waarborgen;

Overwegende dat op het grondgebied van de gemeente vossen, eksters en andere zwerfdieren tal van ongemakken veroorzaken door de vuilniszakken die op de trottoirs zijn gedeponeerd, te verscheuren in afwachting van hun ophaling;

Overwegende dat aanvankelijk een ordonnantie werd uitgevaardigd die gericht was op de wijken Kapelleveld-UCL en Woluwe en alleen betrekking had op huishoudens;

Overwegende dat het toepassingsgebied van voornoemde ordonnantie, aangenomen op 25/05/2021, moet worden uitgebreid tot de hele gemeente

Overwegende dat deze ordonnantie niet vooruitloopt op verdere beslissingen op basis van de evaluaties van de dienst openbare netheid;

Overwegende dat de producenten van afvalstoffen zich adequaat moeten uitrusten, zal hiervoor een overgangsmaatregel gelden;

Gelet op het gunstig advies afgeleverd op 11/05/2023 door het gewestelijk agentschap Brussel Net;

Overwegende dat de wet van 11/12/2023 tot wijziging van de wet van 24/06/2023 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties het maximumbedrag van de administratieve geldboete voor meerderjarige overtreeders optrekt tot 500 Eur.(vroeger 350 Eur.);

Overwegende dat het huidige reglement bijgevolg dienovereenkomstig moet worden aangepast;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikelen 117, 119, 119bis en 135, §2;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 1/06/2023;

BESLIST om het volgende goed te keuren:

de volgende wijziging van de Ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk en organisch afval :

- wijziging van artikel 5.1 als volgt:

"...

§ 1 Een ieder die handelt in strijd met de bepalingen van deze ordonnantie kan worden gestraft met een administratieve boete.

§ 2 Onverminderd andere specifieke reglementeringen, waaronder fiscale, mag deze administratieve geldboete niet hoger zijn dan 500 EUR of 175 EUR, afhankelijk van de vraag of de overtreder ten tijde van de overtreding een meerderjarige of een minderjarige was.

§ 3 Een ieder die de bepalingen van deze ordonnantie heeft overtreden, moet de situatie onmiddellijk herstellen en alles opnieuw in overeenstemming brengen met deze ordonnantie. Daartoe zal hij de eventuele aanbevelingen van de bevoegde overheid volgen. Bij gebreke daarvan behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om op kosten en risico van de overtreder actie te ondernemen."

- de gewijzigde definitieve tekst van de Ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk en organisch afval, zoals hieronder opgenomen:

Ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk en organisch afval

Artikel 1:

§ 1 "Afvalstoffen": afvalstoffen, waaronder:

-bioafval": voedsel- of keukenafval van zowel de huishoudelijke als de niet-huishoudelijke sector;

restafval": niet-recycleerbaar afval afkomstig van de normale activiteiten van huishoudens en de niet-huishoudelijke sector.

Uitgesloten: afval dat in blauwe, gele en groene zakken moet worden ingezameld.

§ 2 "Gewestelijke Agentschap voor netheid": de instelling van openbaar nut die is opgericht bij de ordonnantie van 19 juli 1990 en belast is met de periodieke huis-aan-huisophaling van huishoudelijk en soortgelijk afval en/of selectief gesorteerd afval.

§ 3 "Harde vuilnisbak": de gestandaardiseerde container waarvan het materiaal, het volume, de kleur, en de individuele opschriften worden mindervalide door het Gewestelijk Agentschap voor netheid, afhankelijk van het soort afval. De wijze van distributie en de verkooppunten worden bepaald door de gemeente.

Artikel 2:

§1 Het in artikel 1, lid 1, bedoelde afval moet in de voorgeschreven zakken worden geplaatst in vaste bakken als omschreven in artikel 1, lid 3, van deze ordonnantie.

§2 Het gewicht van de voorgeschreven zakken mag niet meer bedragen dan 15 kg.

§3 Flatgebouwen moeten voor het in artikel 1 bedoelde afval eveneens gebruik maken van vaste vuilnisbakken.

§4 Flatgebouwen met meer dan 5 appartementen en een afvalruimte moeten collectieve containers gebruiken en een ophaalcontract sluiten met een externe dienstverlener.

§5 Huishoudens of inrichtingen in de niet-huishoudelijke sector die technisch niet in staat zijn vaste vuilnisbakken te gebruiken of die gerechtvaardigde moeilijkheden ondervinden om deze te gebruiken, kunnen toestemming krijgen om de reglementaire zakken te blijven gebruiken door een schriftelijk en gemotiveerd verzoek om vrijstelling in te dienen bij het College van burgemeester en schepenen, dat zich over de aanvraag uitspreekt.

Artikel 3:

Deze ordonnantie zal geleidelijk in de gehele gemeente van toepassing zijn overeenkomstig de door het College vastgestelde tijdsregeling.

De beslissingen van het College zullen tijdens de volgende zitting ter informatie aan de gemeenteraad worden meegedeeld.

Artikel 4:

§ 1/ harde vuilnisbak(ken) wordt (worden) gedeponeerd voor het gebouw waarvan ze afkomstig is (zijn), op de dag(en) en op de wijze(n) die door het Net Brussel (worden) vastgesteld.

Wanneer de ophaling 's avonds plaatsvindt, worden de harde vuilnisbakken na 18.00 gedeponeerd of op de dag zelf van ophaling voordat de vuilniswagen langskomt.

Wanneer de ophaling 's avonds plaatsvindt, worden de harde vuilnisbakken na 18.00 gedeponeerd of op de dag zelf van ophaling voordat de vuilniswagen langskomt.

De gebruiker moet ook alle voorzorgsmaatregelen treffen in het licht van de omstandigheden en de weersvoorspellingen.

§ 2. De harde vuilnisbakken containers moeten aan de rand van de weg worden geplaatst, tegen de gevel of tegen de rooilijn, bij de ingang van voor vuilniswagens ontoegankelijke rijstroken of privéwegen. Zij mogen in geen geval het verkeer van de gebruikers van de openbare weg hinderen of belemmeren en moeten vanaf de straat perfect zichtbaar zijn. Ze mogen niet gedeponeerd worden voor het huis of het naburige eigendom, noch aan de voet van de rooibomen noch rond het stadsmeubilair.

§ 3 Elke gebruiker moet op de harde vuilnisbak / container het polisnummer van zijn gebouw schrijven.

§ 4 Indien een openbare weg, door zijn toestand of ten gevolge van een bijzondere omstandigheid, niet toegankelijk is voor ophaalwagens op het gebruikelijke tijdstip van doorgang, kan het Gewestelijk Agentschap voor netheid, in overleg met het gemeentebestuur, de inwoners verplichten hun vaste vuilnisbakken te plaatsen op een welbepaalde verzamelplaats die wordt meegedeeld via elk communicatiemiddel dat daartoe geschikt wordt geacht.

§ 5 Onverminderd het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 februari 2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, moeten de harde vuilnisbakken worden binnengezet.

- voor de ophalingen 's morgens; op de dag ophaling uiterlijk om 20.00 uur;

- voor de ophalingen 's avonds: de volgende dag uiterlijk om 10 uur.

§ 6 Na verwijdering van het afval is de bewoner van het gebouw waarvan het afkomstig is, verplicht de openbare weg schoon te maken als blijkt dat deze door de aanwezigheid van de zakken bevuild is.

§7 Indien om welke reden dan ook (sneeuw, ijs, staking...) de ophaling niet heeft plaatsgevonden, moeten de ophaalcontainers en in het algemeen het afval dat op de dag van ophaling door het gewestelijk agentschap Net Brussel niet is opgehaald, ten laatste om 20.00 terug binnen worden gezet door de personen die het op de dag van de ophaling hebben gedeponereerd, onverminderd het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/02/2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering,

Artikel 5:

Artikel 5.1

§ 1 Een ieder die handelt in strijd met de bepalingen van deze ordonnantie kan worden gestraft met een administratieve boete.

§ 2 Onverminderd andere specifieke reglementeringen, waaronder fiscale, mag deze administratieve geldboete niet hoger zijn dan 500 EUR of 175 EUR, afhankelijk van de vraag of de overtreder ten tijde van de overtreding een meerderjarige of een minderjarige was.

§ 3 Een ieder die de bepalingen van deze ordonnantie heeft overtreden, moet de situatie onmiddellijk herstellen en alles opnieuw in overeenstemming brengen met deze ordonnantie. Daartoe zal hij de eventuele aanbevelingen van de bevoegde overheid volgen. Bij gebreke daarvan behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om op kosten en risico van de overtreder actie te ondernemen.

Artikel 5.2

Gelet op de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, kunnen de bij deze verordening vastgestelde administratieve sancties en alternatieve maatregelen in geval van recidive binnen 24 maanden na de oplegging van een sanctie worden verhoogd, zonder dat wordt afgeweken van de in artikel 15 genoemde bedragen.

Artikel 5.3

Gelet op de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, staan de sancties en alternatieve maatregelen waartoe de sanctionerende ambtenaar uit hoofde van dit reglement heeft besloten, in verhouding tot de ernst van de feiten waarvoor zij zijn opgelegd.

Artikel 5.4

§1 Burgerdienst

De sanctionerende ambtenaar kan, wanneer hij dit passend acht, een burgerdienst voorstellen aan de veroordeelde die ten tijde van het strafbare feit de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt.

Deze dienst wordt uitgevoerd volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 24/06/2013.

§ 2 Lokale bemiddeling

De sanctionerende ambtenaar kan, wanneer hij dat passend acht en er in de administratieve procedure een slachtoffer is geïdentificeerd, aan de dader die ten tijde van het strafbare feit de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt, een lokale bemiddeling voorstellen.

Deze bemiddeling wordt uitgevoerd volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 24/06/2013.

Artikel 5,5

Ouderlijke betrokkenheid

De sanctionerende ambtenaar kan de vader, de moeder, de voogd of de persoon die de voogdij heeft over de overtreder die ten tijde van het delict jonger is dan 18 jaar, een procedure van ouderlijke betrokkenheid voorstellen.

Deze procedure wordt uitgevoerd in overeenstemming met de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 24/06/2013.

§ 2 Plaatselijke bemiddeling voor minderjarigen

De sanctionerende ambtenaar stelt lokale bemiddeling voor aan de minderjarige overtreder die ten tijde van het delict 16 jaar oud is.

Deze procedure wordt uitgevoerd in overeenstemming met de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 24/06/2013.

§ 3 Burgerdienst voor minderjarigen

Indien het aanbod van plaatselijke bemiddeling wordt geweigerd of mislukt, kan de sanctionerende ambtenaar, indien hij dit passend acht, een burgerdienst voorstellen aan de minderjarige overtreder die ten tijde van het misdrijf 16 jaar oud is.

Deze dienst wordt uitgevoerd volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 24/06/2013.

Artikel 6:

§ 1 Onderhavige ordonnantie treedt in werking vijf dagen na de publicatie ervan in overeenstemming met artikel 114 van de nieuwe gemeentewet.

Zodra zij in werking treedt, trekt deze ordonnantie de ordonnantie betreffende het gebruik van vaste vuilnisbakken voor de ophaling van huishoudelijk afval, aangenomen op 25 mei 2021, in.

§ 2 Om de burgers echter voldoende tijd te geven om zich te organiseren, zal niet-naleving van deze ordonnantie slechts het voorwerp uitmaken van een eenvoudige waarschuwing gedurende de drie maanden na de inwerkingtreding ervan.

§ 3 Deze ordonnantie is niet van toepassing op ophalingen die onder een specifiek contract met Net Brussel vallen.

§4 Deze ordonnantie is van toepassing onverminderd de ordonnantie van 14/06/2012 betreffende afvalstoffen en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van

09/02/2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering,

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

4 **Règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, arrêté par le Conseil communal en séance publique du 19/03/2012 et modifié en séances du 18/11/2013, du 17/12/2018 et du 24/04/2023 ;

Considérant que la commune, pour des raisons de sécurité, a interdit la circulation des chiens non tenus en laisse ;

Considérant qu'à la demande des propriétaires de chiens, une zone de liberté a toutefois été accordée sur les hauteurs du Parc de Roodebeek ;

Considérant toutefois qu'une seule zone de liberté pour tout le territoire communal est trop faible compte tenu de la demande et de l'étendue du territoire et qu'il semble opportun de permettre aux propriétaires de chiens de les laisser courir sans laisse dans une seconde zone (soit au Stade Fallon) ;

Considérant que la zone clôturée du stade communal semble adéquate mais en limitant les heures d'accès afin de veiller à la tranquillité des riverains ;

Considérant que la loi du 11/12/2023 modifiant la loi du 24/06/2023 relative aux sanctions administratives communales porte notamment le montant maximum de l'amende administrative pour les contrevenants majeurs à 500 EUR (anciennement 350 EUR).

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119 bis et 135 § 2 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 :

DECIDE d'approuver :

- la modification suivante au règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, approuvé en séance publique du 19/03/2012 et modifié en séances du 18/11/2013, des 17/12/2018 et du 24/04/2023 :
 - modification de l'article 6.3 comme suit :

« Sans préjudice des dispositions légales applicables dans les parcs, espaces verts et aires de jeux, l'autorisation du bourgmestre est nécessaire pour :6.3. circuler avec des chiens non tenus en laisse, à

l'exception des endroits spécialement prévus à cet effet :

- *les hauteurs du Parc de Roodebeek ;*
- *la zone clôturée du stade communal entre 09h et 20h du lundi au vendredi. **Le samedi et le dimanche, ainsi que les jours fériés, l'accès est limité de 9h à 12h30** » ;*
 - *modification de l'article 9 : les mots « 350 EUR » sont remplacés par les mots « 500 EUR » :*

*« Toute personne ayant commis une infraction au présent règlement ou non titulaire d'une autorisation requise pour les activités soumises à autorisation sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 13/05/1999, à savoir **500 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis au moment des faits.***

Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.

Des mesures alternatives de prestation citoyenne (facultative) et de médiation locale (obligatoire pour les mineurs et facultative pour les majeurs) sont mises en place.

En ce qui concerne les mineurs, une procédure d'implication parentale facultative est prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, à l'imposition d'une amende administrative. »

- le texte définitif modifié du règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, tel que repris ci-après :

Règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert

Article 1er

Le présent règlement s'applique à tous les usagers des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert à l'exception des parcs et espaces verts gérés par une autre autorité administrative.

Article 2

Sauf s'il en est disposé autrement à l'entrée des lieux précités, notamment par pictogramme, les heures d'ouverture sont les suivantes :

1. pour les parcs et espaces verts :
 - du 1er avril au 30 septembre : de 06h à 23h.
 - du 1er octobre au 31 mars : de 07h à 21h.
2. pour les plaines de jeux :
 - du 1er avril au 30 septembre : de 07h à 22h.
 - du 1er octobre au 31 mars : de 08h à 20h.

Article 3

Sans préjudice des obligations découlant des prescriptions contenues dans les arrêtés de classement et de sauvegarde, toute activité organisée ayant un caractère collectif ou étant susceptible de causer des dommages aux arbres, aux pelouses, aux massifs arbustifs et boisés, aux chemins, sentiers et aux équipements de diverses natures ne peut avoir lieu dans les parcs, espaces verts et aires de jeux en l'absence d'autorisation délivrée par le bourgmestre.

Article 4

Aucun véhicule motorisé n'est autorisé dans lesdits espaces sauf véhicules de sécurité, de service de la commune ou véhicules disposant d'une autorisation du bourgmestre. Leur vitesse de circulation est limitée à 5 km/h.

Article 5

Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, il est interdit dans les espaces visés par le présent règlement :

- 5.1. de franchir les clôtures.
- 5.2. d'endommager les plantations, le mobilier, les constructions, les chemins divers.
- 5.3. d'enlever les bourgeons et les fleurs ou d'arracher des plantes quelconques.
- 5.4. de grimper aux arbres.
- 5.5. de jouer sur les plans d'eau lorsqu'ils sont gelés.
- 5.6. de faire du feu.
- 5.7. de camper.
- 5.8. de pratiquer des activités susceptibles de gêner les riverains et les usagers, de perturber la quiétude des lieux et la tranquillité des promeneurs et d'affecter la flore ou la faune.
- 5.9. de laisser des enfants sans surveillance.
- 5.10. d'utiliser les emplacements et équipements réservés à des jeux spécifiques à d'autres fins.
- 5.11. de jeter des objets et des débris ailleurs que dans les poubelles.
- 5.12. de se livrer à tout dépôt clandestin d'objets ou d'immondices.
- 5.13. d'aller soi-même ou de laisser aller les animaux dans les pièces d'eau.
- 5.14. d'accéder avec des animaux dans les aires de jeux et les zones réservées aux enfants, aux jeux et aux sports ou de les inciter à détruire les engins de jeux, l'équipement ou le mobilier.
- 5.15. de nourrir les animaux, sauf aux endroits prévus à cet effet.
- 5.16. de prendre ou de blesser des animaux, de détruire les nids par quelque moyen que ce soit.
- 5.17. de laisser les animaux domestiques faire leurs besoins dans des lieux non prévus à cet effet.
- 5.18. de s'asseoir sur le dossier des bancs publics de même que de se coucher dessus.
- 5.19. de circuler dans les endroits interdits d'accès.
- 5.20. de stationner devant les entrées et accès des parcs, espaces verts et aires de jeux.
- 5.21. de fumer dans les aires de jeux et les aires réservées aux enfants, aux jeux et aux sports.

Article 6

Sans préjudice des dispositions légales applicables dans les parcs, espaces verts et aires de jeux, l'autorisation du bourgmestre est nécessaire pour :

- 6.1. y introduire des objets encombrants ou des animaux dangereux.
- 6.2. circuler à bicyclette, trottinette, planches à roulettes, patins à roulettes, etc., en dehors des pistes cyclables, des chemins et des sentiers en dur, exception faite des vélos pour enfant de moins de 11 ans.
- 6.3. circuler avec des chiens non tenus en laisse, à l'exception des endroits spécialement prévus à cet effet :
 - les hauteurs du Parc de Roodebeek ;
 - la zone clôturée du stade communal entre 09h et 20h du lundi au jeudi. Dès le vendredi soir jusqu'au dimanche soir ainsi que les jours fériés, l'accès est restreint de 9h à 12h30.
- 6.4. colporter ou vendre quoi que ce soit.
- 6.5. se livrer à toute action publicitaire que ce soit par l'apposition de banderoles, d'affiches ou de panneaux commerciaux ou par l'usage de tout autre procédé.
- 6.6. pêcher dans les étangs ou les bassins.

Article 7

Toute personne qui n'obtempérerait pas aux injonctions des fonctionnaires de police ou aux instructions données par toute autre personne habilitée par le Collège des bourgmestre et échevins pourra être expulsée.

Article 8

Le bourgmestre ou l'autorité qu'il désigne peut ordonner la fermeture des espaces prévus au présent règlement en cas de nécessité.

Article 9

Toute personne ayant commis une infraction au présent règlement ou non titulaire d'une autorisation requise pour les activités soumises à autorisation sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 13/05/1999, à savoir 500 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis au moment des faits.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.

Des mesures alternatives de prestation citoyenne (facultative) et de médiation locale (obligatoire pour les mineurs et facultative pour les majeurs) sont mises en place.

En ce qui concerne les mineurs, une procédure d'implication parentale facultative est prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, à l'imposition d'une amende administrative.

Article 10

Le bourgmestre peut refuser toute occupation temporaire de parc, espace vert ou d'aire de jeux.

Article 11

Tout point non repris dans le présent règlement sera tranché par le Collège des bourgmestre et échevins.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Politierèglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe - Wijziging - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het politierèglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, goedgekeurd door de Gemeenteraad in openbare zitting van 19/03/2012 en gewijzigd in zittingen van 18/11/2013, 17/12/2018 en 24/04/2023;

Overwegende dat de gemeente om veiligheidsredenen het verkeer van honden zonder leiband heft verboden;

Overwegende dat op verzoek van de hondeneigenaars toch een hondenloopzone is toegekend in de hoogtes van het Roodebeekpark;

Overwegende echter dat één enkele hondenloopzone voor het gehele gemeentelijke grondgebied te weinig is gezien de vraag en de omvang van het grondgebied, en dat het aangewezen lijkt de hondeneigenaars toe te staan hun honden los te laten lopen in een tweede zone (in het Fallonstadion);

Overwegende dat de omheinde zone van het gemeentestadion adequaat lijkt, maar dat de toegangsuren moeten worden beperkt om de rust van de wijkbewoners te waarborgen;

Overwegende dat de wet van 11/12/2023 tot wijziging van de wet van 24/06/2023 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Overwegende dat deze wet het maximumbedrag van de administratieve geldboete voor meerderjarige overtreders optrekt tot 500 euro;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119 bis en 135 § 2;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST om het volgende goed te keuren:

- de volgende wijziging van het politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, goedgekeurd in openbare zitting van 19/03/2012 en gewijzigd in zittingen van 18/11/2013, 17/12/2018 en 24/04/2023:
 - wijziging van artikel 6.3 als volgt:

“Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn in de parken, groene ruimtes en speelpleinen is voor de volgende zaken de toestemming van de burgemeester vereist:

6.3. er zich begeven met honden die niet aan de leiband worden gehouden, met uitzondering van de plaatsen die hier speciaal voor zijn voorzien:

- *de hoogtes van het Roodebeekpark;*
- *de omheinde zone van het gemeentestadion tussen 9.00 en 20.00 uur: **Op zaterdag en zondag, evenals op feestdagen, is de toegang beperkt van 9.00 tot 12.30 uur.***
 - wijziging van artikel 9 : de woorden "350 EUR" vervangen door de woorden "500 EUR":

“Iedere persoon die een inbreuk pleegt op onderhavig reglement of die geen houder is van een vereiste toelating voor activiteiten waarvoor een toelating nodig is, zal een administratieve boete opgelegd krijgen volgens de tarieven voorzien door de wet van 13/05/1999, namelijk maximaal 500 EUR indien deze persoon meerderjarig is en maximaal 175 EUR wanneer deze persoon minderjarig is en de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten. Herhaling bestaat wanneer de overtreder reeds werd gesanctioneerd voor eenzelfde inbreuk binnen de vierentwintig maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van de inbreuk.

Er worden alternatieve maatregelen van gemeenschapsdienst (facultatief) en van lokale bemiddeling (verplicht voor de minderjarigen en facultatief voor de meerderjarigen) voorzien.

Wat de minderjarigen betreft, kan er een procedure van ouderlijke betrokkenheid worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve boete.”

- de gewijzigde definitieve tekst van het politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-LambrechtsWoluwe, zoals hieronder opgenomen:

Politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe

Artikel 1

Onderhavig reglement is van toepassing op alle gebruikers van de parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe met uitzondering van de parken en groene ruimtes die door een ander administratief bestuur beheerd worden.

Artikel 2

Behalve indien aan de ingangen van voornoemde plaatsen anders wordt aangeduid, met name door middel van pictogrammen, zijn de openingsuren de volgende;

1. voor de parken en groene ruimtes:
 - van 1 april tot en met 30 september: van 6.00 tot 23.00 uur.

- van 1 oktober tot en met 31 maart: van 7.00 tot 21.00 uur.
2. voor de speelpleinen:
- van 1 april tot en met 30 september: van 7.00 tot 22.00 uur.
 - van 1 oktober tot en met 31 maart: van 8.00 tot 20.00 uur.

Artikel 3

Onverminderd de verplichtingen die voortvloeien uit de voorschriften vervat in de beschermings- en bewaringsbesluiten is, bij ontstentenis van een toelating toegekend door de burgemeester, iedere georganiseerde activiteit met een collectief karakter of van dien aard dat er schade berokkend zou kunnen worden aan de bomen, grasvelden, het struikgewas, de wegen, paden en de verschillende soorten uitrusting niet toegestaan in de parken, groene ruimtes en speelpleinen.

Artikel 4

In voormelde ruimtes zijn geen gemotoriseerde voertuigen toegestaan behalve voertuigen van de veiligheidsdiensten, dienstwagens van de gemeente of voertuigen die een toelating hebben van de burgemeester. Hun snelheid is beperkt tot 5 km/u.

Artikel 5

Onverminderd de bestaande wettelijke bepalingen verbiedt onderhavig reglement de volgende zaken in voormelde ruimtes:

- 5.1. over de omheiningen kruipen.
- 5.2. de diverse aanplantingen, meubilair, constructies, wegen beschadigen.
- 5.3. knoppen en bloemen van welke plant dan ook meenemen of afrukken.
- 5.4. in de bomen klimmen.
- 5.5. op de waterpartijen spelen wanneer deze bevroren zijn.
- 5.6. vuur aanmaken.
- 5.7. kamperen.
- 5.8. activiteiten ontplooiën die de omwonenden en gebruikers zouden kunnen storen, de stilte van de plaats, de rust van de wandelaars, en de flora of de fauna zouden kunnen verstoren.
- 5.9. kinderen onbeheerd laten.
- 5.10. de ruimtes en de uitrustingen die specifiek voor het spel zijn voorbehouden voor andere doeleinden gebruiken.
- 5.11. voorwerpen en afval elders werpen dan in de vuilnisbakken.
- 5.12. iedere vorm van sluikestorten.
- 5.13. zelf waterpartijen betreden of dit toestaan aan dieren.
- 5.14. met dieren de speelpleinen of de zones voorbehouden aan kinderen, aan spelletjes en aan sport betreden of dieren aanzetten om speeltoestellen, uitrusting of het meubilair te vernielen.
- 5.15. de dieren voederen, behalve op de hiervoor voorziene plaatsen.
- 5.16. op welke wijze dan ook dieren vastgrijpen of verwonden of nesten vernielen.
- 5.17. huisdieren hun natuurlijke behoefte laten doen op plaatsen die hier niet voor voorzien zijn.
- 5.18. op de rugleuning van de openbare banken zitten of op de banken gaan liggen.
- 5.19. plaatsen betreden waarvan de toegang verboden is.
- 5.20. voor de ingangen en toegangen van de parken, groene ruimtes en speelpleinen parkeren.
- 5.21. roken in de speelpleinen en de zones voorbehouden aan kinderen, aan spelletjes en aan sport.

Artikel 6

Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn in de parken, groene ruimtes en speelpleinen is voor de volgende zaken de toestemming van de burgemeester vereist:

- 6.1. er hinderlijke voorwerpen of gevaarlijke dieren naartoe brengen.
- 6.2. zich buiten de fietspaden en de verharde wegen en paden verplaatsen per fiets, step, skateboard, rolschaatsen, enz., met uitzondering van fietsjes voor kinderen jonger dan 11 jaar.
- 6.3. er zich begeven met honden die niet aan de leiband worden gehouden, met uitzondering van de plaatsen die hier speciaal voor zijn voorzien:

- de hoogtes van het Roodebeekpark;

- de omheinde zone van het gemeentestadion tussen 9.00 en 20.00 uur. Van vrijdagavond tot zondagavond en op feestdagen is de toegang beperkt van 9.00 tot 12.30 uur.

6.4. leuren of wat dan ook verkopen.

6.5. reclame voeren door spandoeken, affiches of reclameborden aan te brengen, of door het gebruik van gelijk welke andere procedure.

6.6. vissen in de vijvers of de bekkens.

Artikel 7

Iedere persoon die geen gevolg geeft aan de bevelen van de politieambtenaren of aan de richtlijnen van alle andere personen die hiertoe door het College van burgemeester en schepenen bevoegd werden, zal er uitgezet kunnen worden.

Artikel 8

De burgemeester of de door hem aangeduide autoriteit kan, indien nodig, de sluiting bevelen van de ruimtes die in onderhavig reglement bedoeld zijn.

Artikel 9

Iedere persoon die een inbreuk pleegt op onderhavig reglement of die geen houder is van een vereiste toelating voor activiteiten waarvoor een toelating nodig is, zal een administratieve boete opgelegd krijgen volgens de tarieven voorzien door de wet van 13/05/1999, namelijk maximaal 500 EUR indien deze persoon meerderjarig is en maximaal 175 EUR wanneer deze persoon minderjarig is en de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten. Herhaling bestaat wanneer de overtreder reeds werd gesanctioneerd voor eenzelfde inbreuk binnen de vierentwintig maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van de inbreuk.

Er worden alternatieve maatregelen van gemeenschapsdienst (facultatief) en van lokale bemiddeling (verplicht voor de minderjarigen en facultatief voor de meerderjarigen) voorzien.

Wat de minderjarigen betreft, kan er een procedure van ouderlijke betrokkenheid worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve boete.

Artikel 10

De burgemeester kan iedere tijdelijke bezetting van park, groene ruimte of speelplein weigeren.

Artikel 11

Iedere punt dat niet in onderhavig reglement is opgenomen, wordt door het College van burgemeester en schepenen beslist.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

5 Commune de Woluwe-Saint-Lambert c/ Fedasil - Arrêté de réquisition du bourgmestre du 25/04/2024 - Arrêt de la Cour d'appel du 23/05/2024 - Tierce-opposition - Autorisation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL, Vu l'arrêté de police pris par le Bourgmestre en date du 25 avril 2024 réquisitionnant une aile vide du Centre Ariane, sis avenue Ariane 7, afin d'y reloger les occupantes sans titre ni droit de l'hôtel Monty suite à leur expulsion ;Vu que cet arrêté a été dûment notifié à la SRLB (propriétaire du bâtiment), FEDASIL et la Rode Kruis (gestionnaires exclusifs du Centre) à cette même date ;Vu qu'en date du 03 mai 2024, FEDASIL a introduit un recours en extrême urgence contre cet arrêté de réquisition du Bourgmestre ;Qu'en date du 13 mai 2024, le Conseil d'Etat a rejeté ce recours, s'estimant incompétent pour connaître de ce dernier ; qu'en effet, le Conseil d'Etat a considéré que « il résulte des dispositions précitées que, comme l'a jugé l'arrêt n° 69.976 du 3 décembre 1997, 'la

phase judiciaire de la réquisition [...] ressortit au juge de paix, et [...] est régie par l'ensemble des règles prévues par ce Code' et que 'la légalité des décisions du bourgmestre est soumise, sous tous ses aspects, au contrôle du juge de paix'. En l'espèce, le préambule de l'acte attaqué, adopté par le bourgmestre, mentionne, notamment, l'article 134bis de la Nouvelle loi communale, la motivation de cet acte indique qu'il en applique le principe, son dispositif procède à la réquisition d'un immeuble et le moyen unique de la requête invoque la violation de cette disposition légale. Le présent recours porte dès lors *prima facie* sur une contestation visée à l'article 591, 8°, du Code judiciaire » ;Vu qu'en date du 14 mai 2024, l'expulsion des occupants sans titre ni droit de l'hôtel Monty a eu lieu ; que le Bourgmestre a dès lors ordonné l'exécution de son arrêté de réquisition d'une aile vide du Centre Ariane ;Que le même jour, la Commune s'est vu citée à comparaitre par FEDASIL devant le Juge de paix en vue d'obtenir l'annulation de l'arrêté de réquisition mentionné ci-dessus ; que la date de comparution devant le Juge de paix est fixée au 11 juin 2024 ;Considérant qu'il apparaît qu'entre-temps, FEDASIL a également et en parallèle introduit une requête unilatérale en extrême urgence devant le Président du Tribunal de première instance, en vue d'obtenir la suspension des démarches liées à l'exécution de l'arrêté de réquisition ainsi que la déclaration selon laquelle la réquisition d'une aile du centre Ariane par le Bourgmestre est illégale;Que le Président du Tribunal de première instance a rejeté cette requête unilatérale au motif que « aucune explication un tant soit peu crédible n'est donnée quant au recours à la procédure unilatérale, ce qui démontre la nécessité d'une procédure contradictoire en référé, la requérante cherchant cependant « à tout prix à éviter ce débat contradictoire », vu l'existence d'un inventaire erroné, l'absence d'une pièce essentielle à savoir l'arrêt du Conseil d'Etat et l'impossibilité de joindre son conseil » ;Considérant que FEDASIL a introduit un recours devant la Cour d'appel de Bruxelles contre l'ordonnance rendue par le Président du Tribunal de première instanceQu'en date du 23 mai 2024, la Cour d'appel a donné droit à la requête de FEDASIL et l'a jugée recevable et fondée ;Considérant que l'arrêt de la Cour d'appel donne injonction à la Commune de libérer les lieux réquisitionnés du Centre Ariane et d'en rendre la pleine et entière jouissance à FEDASIL à l'issue du délai de trente jours prenant cours à partir de la signification de son arrêt, sous peine d'astreinte ;Considérant que la Commune a reçu la signification de l'arrêt de la Cour d'appel le 30 mai 2024 ;Considérant que la Cour d'appel a rendu cet arrêt par défaut, puisque la Commune n'était pas partie à la procédure initiée unilatéralement par FEDASIL ; qu'une procédure en opposition peut être introduite à l'encontre de cet arrêt ;Considérant qu'il va sans dire que l'arrêt de la Cour d'Appel est contestable en tout point, tant en fait qu'en droit ; que d'une part, la saturation du Centre Ariane et les travaux en cours revendiqués par FEDASIL ne sont nullement démontrés ; que d'autre part, la citation introduite devant le Juge de paix met à néant l'argument de l'urgence de la situation ;Considérant que par décision du 06 juin 2024, et compte tenu de l'urgence provoquée par la requête unilatérale en extrême urgence de FEDASIL, notre Collège a décidé de former opposition contre l'arrêt de la Cour d'appel rendu le 23 mai 2024 afin de pouvoir défendre les intérêts de la Commune ;

Considérant que la décision du Collège doit formellement obtenir du Conseil communal, avant la clôture des débats judiciaires, une autorisation d'agir en ce sens ;

Que l'opposition a entre-temps été bien formée au nom de la Commune ;

Qu'il convient en conséquence à présent d'autoriser formellement l'opposition telle que formée auprès de la Cour d'appel de Bruxelles ; Vu les articles 123,8° et 270, alinéa 1er de la Nouvelle Loi Communale ;DECIDE :

D'autoriser l'opposition telle que formée auprès de la Cour d'appel de Bruxelles contre son arrêt rendu le 23 mai dernier.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à l'Autorité de tutelle, en application de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ainsi de ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe t/ Fedasil - Opvorderingsbesluit van de burgemeester van

6 **Installation de caméras fixes et caméra fixe temporaire type 4V + PTZ de surveillance (2063) dans les lieux ouverts - Demande de la Zone de police Montgomery 5343 - Avis du Conseil communal.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Vu l'article 5, § 2, du chapitre III de la loi du 21/03/2007 précisant que la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu ouvert doit être prise après avis positif du Conseil communal de la commune de Woluwe-Saint-Lambert et sur base de la consultation préalable du chef de corps de la zone de police ;

Vu les articles 117 et 135, § 2, de la nouvelle loi communale ;

Vu la consultation préalable du chef de corps de la zone de police jointe au dossier du 07/06/2024 ;

Vu les informations communiquées par la zone de police, en sa qualité de responsable de traitement, qui sont les suivantes :

- Le responsable du traitement est la zone de police 5343 Montgomery ;
- la dénomination du traitement est : caméras de surveillance fixes placées dans les lieux ouverts ;
- la finalité du traitement : prévenir, constater ou déceler les délits contre les personnes ou les biens;
- la base légale : la loi du 21/03/2007 (M.B. 31/05/2007) et l'article 25/4 de la loi du 05/08/1992;
- l'emplacement de 3 caméras de surveillance et le périmètre de la zone surveillée :
 - **Caméra 2063 : Tomberg / Allée Maison communale**
 - ainsi qu'une caméra fixe temporaire dont la localisation pourra naturellement varier.
 - Les caméras reprises ci-dessous font l'objet d'un changement de localisation :
 - **Caméra 2047 : Château Malou parking**
 - **Caméra 2051 : chaussée de Stockel / Mont-Saint-Lambert**
- les destinataires : les services de police, les autorités judiciaires et les personnes ayant fait une demande d'accès conformément à l'article 12 de la loi ;
- les délais de conservation : un mois tel que le prévoit l'article 5, § 4, alinéa 4 de la loi du 21/03/2007 ;
- les mesures de sécurité : il est renvoyé au document joint au dossier soumis au Conseil communal ;
- la manière de prise de connaissance par les intéressés : un pictogramme signalant l'existence d'une surveillance par caméra sera apposé à l'entrée des secteurs filmés ;
- le point de contact pour le droit d'accès aux images : la zone de police 5343 Montgomery ;
- la personne de contact pour les demandes d'information : le Chef de Corps de la zone de police 5343 Montgomery ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024;

DECIDE :

- après consultation préalable du Chef de corps, de faire part de son avis positif quant au placement des caméras dans les lieux énumérés ci-dessous :
 - **Caméra 2063 : Tomberg / Allée Maison communale**
 - ainsi qu'une caméra fixe temporaire dont la localisation pourra naturellement varier.

- Les caméras reprises ci-dessous font l'objet d'un changement de localisation :
 - **Caméra 2047 : Château Malou parking**
 - **Caméra 2051 : chaussée de Stockel / Mont-Saint-Lambert**

La numérotation des caméras reprises ci-dessus a été ajustée aux fins de correspondre à la liste reçue du Chef de Corps de la zone police annexée à son courrier du 27 mai 2024.

Le placement de caméras fixes de surveillance, de type 4V-PTZ, sera autorisé également sur tous les lieux déjà approuvés par le Conseil du 20/03/2023 ainsi que sur les trois nouveaux lieux précités et la caméra fixe temporaire de surveillance dont la localisation pourra naturellement varier dans le périmètre du territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, conformément à l'art. 5 §2/1 de la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Installatie van vaste en tijdelijke bewakingscamera's van het type 4V + PTZ (2063) in open gebieden - Verzoek van de politiezone 5343 van Montgomery - Advies van de Gemeenteraad.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

Gelet op artikel 5, § 2, van hoofdstuk III van de wet van 21/03/2007 waarin verduidelijkt wordt dat de beslissing om één of meerdere bewakingscamera's te installeren op een niet-besloten plaats genomen moet worden na positief advies van de Gemeenteraad van Sint-Lambrechts-Woluwe en na de voorafgaandelijk raadpleging van de korpschef van de politiezone;

Gelet op artikelen 117 en 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de voorafgaandelijk raadpleging van de korpschef van de politiezone bijgevoegd aan het dossier van 07/06/2024 ;

Gelet op de informatie bezorgd door de politiezone, in zijn hoedanigheid van verantwoordelijke voor de verwerking, die de volgende is:

- de verantwoordelijke voor de verwerking is de politiezone 5343 Montgomery;
- de benaming van de verwerking is: vaste bewakingscamera's in een niet besloten plaats;
- de finaliteit van de verwerking: misdrijven tegen personen of goederen of overlast verhinderen, vaststellen of oplossen;
- de wettelijke basis: wet van 21/03/2007 (B.S. 31/05/2007) en artikel 25/4 van de wet 5/08/1992) op het politieambt;
- de plaatsing van de 3 nieuwe bewakingscamera's en de perimeter van de bewaakte zone:
 - **Camera 2063 : Tomberg / Langs het Gemeentehuis**
 - evenals een tijdelijke vaste camera waarvan de locatie natuurlijk kan variëren.
 - De volgende camera's zijn van plaats veranderd :
 - **Camera 2047 : Parkeerplaats van het Malou Kasteel**
 - **Camera 2051 : Stockelsteenweg / Sint-Lambert-Berg**
- de ontvangers: de politiediensten, de gerechtelijke autoriteiten en de personen die een vraag voor toegang krachtens artikel 12 van de wet hebben ingediend;
- de bewaartermijnen: een maand zoals voorzien in het artikel 5, § 4, lid 4 van de wet van 21/03/2007;

- de veiligheidsmaatregelen: er wordt verwezen naar het document dat bij het dossier gevoegd werd dat aan de Gemeenteraad werd overgemaakt;
- de manier van kennisname van de bewaking door de betrokkenen: er zal een pictogram dat de aanwezigheid van een bewakingscamera aangeeft, aan de toegang tot de gefilmde sectoren worden geplaatst;
- het contactpunt voor het recht van toegang op de beelden: de politiezone 5343 Montgomery;
- de contactpersoon voor de informatieaanvragen: de korpschef van de politiezone 5343 Montgomery;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST:

- na de voorafgaandelijk advies van de korpschef, zijn positief advies mee te delen over de plaatsing van de bewakingscamera's in de hieronder opgesomde plaatsen:
 - **Camera 2063 : Tomberg / Langs het Gemeentehuis**
 - evenals een tijdelijke vaste camera waarvan de locatie natuurlijk kan variëren.
 - De volgende camera's zijn van plaats veranderd :
 - **Camera 2047 : Parkeerplaats van het Malou Kasteel**
 - **Camera 2051 : Stockelsteenweg / Sint-Lambert-Berg**

De nummering van de hierboven vermelde camera's is aangepast om overeen te komen met de lijst die is ontvangen van de Korpschef van de politiezone, die als bijlage bij zijn brief van 27 mei 2024 is gevoegd.

De installatie van vaste bewakingscamera's, type 4V-PTZ, zal eveneens worden toegestaan op alle locaties die reeds werden goedgekeurd door de Raad op 20/03/2023, alsook op de drie nieuwe locaties die hierboven werden vermeld en de tijdelijke vaste bewakingscamera waarvan de locatie natuurlijk kan variëren binnen de perimeter van het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, in overeenstemming met art. 5 §2/1 van de wet van 21/03/2007 houdende regeling van de installatie en het gebruik van bewakingscamera's.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Annexe - avis du chef de corps du 27.05.2024.pdf

7 **Installation de caméras fixes (2063) et caméra fixe temporaire, de type 4V + PTZ de surveillance dans les lieux ouverts - Convention Commune / Zone de police Montgomery 5343 - Avenant n° 5 à la convention 2 - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Vu la loi du 05/08/1992 (art 25/4) sur la fonction de police ;

Vu la loi du 08/12/1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la convention conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la zone de police

Montgomery 5343 approuvée en séance du Conseil communal du 26/06/2017 ;

Vu les articles 117 et 135, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DÉCIDE :

- d'approuver l'avenant n°5 à la convention conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la zone de police Montgomery 5343 approuvée en séance du Conseil communal du 26/06/2017 :

AVENANT N°5 À LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LA COMMUNE DE WOLUWE-SAINTE-LAMBERT ET LA ZONE DE POLICE MONTGOMERY 5343 APPROUVÉE EN SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 26/06/2017.

ENTRE :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal,

Ci-après dénommée : « la commune »,

ET :

La zone de police Montgomery 5343, chaussée Saint-Pierre 122 à 1040 Etterbeek, représentée par M. Vincent DE WOLF, Président du Collège de police et Monsieur Michaël JONNIAUX, Chef de Corps, Ci-après dénommée : « la zone de police »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1

L'article intitulé « Article 1 - OBJET » de la convention conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la zone de police Montgomery 5343 approuvée en séance du Conseil communal du 26/06/2017 est remplacé comme suit :

« La présente convention a pour objet de préciser les relations entre les parties concernant les caméras installées sur le territoire de la commune destinées à surveiller les lieux publics ouverts (tout lieu non délimité par une enceinte et accessible librement au public) dont la gestion est confiée à la zone de police Montgomery.

Les lieux concernés sont les suivants :

Caméra 2001 – secteur Tomberg / avenue Paul Hymans

Caméra 2002 – secteur Tomberg / Parc

Caméra 2003 – secteur Poséidon / Parking

Caméra 2004 – secteur Poséidon / Métro

Caméra 2005 – secteur parking Roodebeek / Métro

Caméra 2006 – secteur Wolubilis

Caméra 2007 – secteur avenue Georges Henri / square Meudon

Caméra 2008 – secteur avenue Georges Henri / square J.B. Degrooff

Caméra 2009 – secteur avenue Georges Henri / boulevard Brand Whitlock

Caméra 2010 – secteur place Saint-Lambert

Caméra 2011 – secteur Andromède / 2 Maisons
Caméra 2012 – secteur Andromède / Plaine de jeux

Caméra 2013 – secteur Andromède / Piétonnier
 Caméra 2014 – secteur Hof Ten Berg / Plaine de jeux
 Caméra 2015 – secteur Hof Ten Berg / Plaine de jeux
 Caméra 2016 – secteur boulevard de la Woluwe / avenue Emile Vandervelde
 Caméra 2017 – secteur Gulledelle / Chemin des Deux Maisons
 Caméra 2018 – secteur avenue Georges Henri / avenue de Mai
 Caméra 2019 - secteur avenue Georges Henri / entrée du parc
 Caméra 2020 – secteur avenue Emile Vandervelde / avenue Jean-François Debecker
 Caméra 2021 – secteur Chemin du Struykbeken / chaussée de Stockel
 Caméra 2022 – secteur avenue Grosjean / avenue des Pleïades / avenue du Centaure
 Caméra 2023 – secteur Marcel Thiry / avenue des Communautés
 Caméra 2024 – secteur avenue de Wezembeek / parking Kraainem
 Caméra 2025 – secteur avenue de Broqueville / avenue Louis Gribaumont
 Caméra 2026 – secteur square Levie
 Caméra 2027 – secteur boulevard de la Woluwe / rue Voot
 Caméra 2028 – secteur boulevard de la Woluwe / Avenue Hippocrate
 Caméra 2029 - secteur place Jean-Baptiste Carnoy UCL
 Caméra 2030 - secteur avenue Emmanuel Mounier / avenue Konrad Adenauer
 Caméra 2031 - secteur Place de la Sainte Famille
 Caméra 2032 - secteur Avenue Marcel Thiry / Rue Théodore De Cuyper
 Caméra 2033 - secteur Tomberg / Rue de la Roche Fatale
 Caméra 2034 - secteur Place du Sacré-Coeur
 Caméra 2035 - secteur avenue Albert Dumont / Val des Seigneurs
 Caméra 2036 - secteur chaussée de Roodebeek / avenue des Constellations
 Caméra 2037 - secteur Parvis Saint-Henri
 Caméra 2038 - secteur square Vergote
 Caméra 2039 – secteur place/rue Saint-Lambert
 Caméra 2040 – secteur Château Malou 1
 Caméra 2041 - secteur Château Malou 2
 Caméra 2042 - secteur Rue Théodore De Cuyper / Hof ten Berg
 Caméra 2043 – secteur avenue de l'Idéal/Place de l'Alma
 Caméra 2044 - secteur Venelle Georges Désir / avenue de la Charmille
 Caméra 2045 : secteur place Jean-Baptiste Carnoy 2
 Caméra 2046 : secteur Venelle Georges Désir / Clos des Bouleaux
Caméra 2047 : secteur Château Malou parking
 Caméra 2048 : secteur Chaussée de Roodebeek / Chemin des 2 Maisons
 Caméra 2049 : secteur avenue Andromède (chemin Galaxy)
 Caméra 2050 : secteur avenue Capricorne
Caméra 2051 : secteur chaussée de Stockel / Mont-Saint-Lambert
 Caméra 2052 : secteur avenue du Val d'Or / rue Antoine Joseph Slegers
 Caméra 2053 : secteur avenue Marcel Thiry / rue d'Aragon
 Caméra 2054 : secteur Roodebeek / Orion / Heydenberg / Croix du Sud
 Caméra 2055 : secteur rue Saint-Lambert / rue des Floralies
 Caméra 2056 : secteur avenue de Calabre / avenue Jean Monnet
 Caméra 2057 : secteur Square Joséphine-Charlotte / avenue de Broqueville
 Caméra 2058 : secteur avenue Jean-François Debecker / rue Joseph Aernout
 Caméra 2059 : secteur boulevard de la Woluwe / avenue Marcel Thiry
 Caméra 2060 : secteur Montagne des Lapins / rue Crabbé
 Caméra 2061 : secteur avenue Konrad Adenauer / avenue Chapelle aux Champs
 Caméra 2062 : secteur Andromède 1 (ZP)
Caméra 2063 : secteur Tomberg / Allée Maison communale
 + Stade Fallon (12 caméras)

La numérotation des caméras reprises ci-dessus a été ajustée aux fins de correspondre à la liste reçue

du Chef de Corps de la zone police annexée à son courrier du 27 mai 2024.

Le placement de caméras fixes de surveillance, de type 4V-PTZ, sera autorisé également sur tous les lieux déjà approuvés par le Conseil du 20/03/2023 ainsi que sur les trois nouveaux lieux précités et la caméra fixe temporaire de surveillance dont la localisation pourra naturellement varier dans le périmètre du territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, conformément à l'art. 5 §2/1 de la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance.

Le présent avenant n° 5 est établi le à Woluwe-Saint-Lambert en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour la zone de police,

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert,

Michaël JONNIAUX,	Vincent DE WOLF,	Patrick LAMBERT,	Olivier
	MAINGAIN,		
Chef de corps	Président	Secrétaire communal	Bourgmestre

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Plaatsing van vaste bewakingscamera's (2063) en tijdelijke vaste bewakingscamera, type 4V + PTZ in niet-besloten plaatsen - Overeenkomst Gemeente / Politiezone Montgomery 5343 - Aanhangsel nr. 5 van de overeenkomst 2 - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

Gelet op de wet van 05/08/1992 (artikel 25/4) op het politieambt;

Gelet op de wet van 08/12/1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de politiezone Montgomery 5343 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26/06/2017;

Gelet op artikelen 117 en 135, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST:

- het aanhangsel nr. 5 van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de politiezone Montgomery 5343 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26/06/2017 goed te keuren:

AANHANGSEL Nr. 5 VAN DE OVEREENKOMST TUSSEN DE GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE EN DE POLITIEZONE MONTGOMERY 5343

GOEDGEKEURD DOOR DE GEMEENTERAAD OP 26/06/2017:

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door de Hr Olivier MAINGAIN, burgemeester, en de Hr Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris,

Hierna “de gemeente” genoemd,

EN:

De politiezone Montgomery 5343, Sint-Pietersteenweg 122 te 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de Hr Vincent DE WOLF, Voorzitter van het Politiecollege en de Hr. Michaël JONNIAUX, korpschef,

Hierna “de politiezone” genoemd,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1

Het artikel genoemd “Artikel 1 - DOEL” van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de politiezone Montgomery 5343 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26/06/2017 wordt vervangen als volgt: “Onderhavige overeenkomst heeft als doel de relaties tussen de partijen te verduidelijken in verband met de camera's die op het grondgebied van de gemeente geïnstalleerd zijn en die bestemd zijn voor het bewaken van niet-besloten plaatsen (elke niet-afgebakende en voor het publiek toegankelijke ruimte) waarvan het beheer aan de politiezone wordt toevertrouwd;

De betrokken plaatsen zijn de volgende:

- Camera 2001 – sector Tomberg / Paul Hymanslaan
- Camera 2002 – sector Tomberg / Park
- Camera 2003 – sector Poseidon / Parkeerplaats
- Camera 2004 – sector Poseidon / Metro
- Camera 2005 – sector Parkeerplaats Roodebeek / Metro
- Camera 2006 – sector Wolubilis
- Camera 2007 – sector Georges Henrilaan / Meudonsquare
- Camera 2008 – sector Georges Henrilaan / J.B. Degrooffplein
- Camera 2009 – sector Georges Henrilaan / Brand Whitlocklaan
- Camera 2010 – sector Sint-Lambertusplein
- Camera 2011 – sector Andromeda / 2 Huizen
- Camera 2012 – sector Andromeda / Speelplein
- Camera 2013 – sector Andromeda / Voetgangerszone
- Camera 2014 – sector Hof-Ten-Berg / Speelplein
- Camera 2015 – sector Hof-Ten-Berg / Speelplein
- Camera 2016 – sector Woluwedal / Emile Vanderveldelaan
- Camera 2017 – sector Gulledelle / Tweehuizenweg
- Camera 2018 – sector Georges Henrilaan / Meilaan
- Camera 2019 – sector Georges Henrilaan / Ingang park
- Camera 2020 – sector Emile Vanderveldelaan / Jean-François Debeckerlaan
- Camera 2021 – sector Struykbekenweg / Stokkelse Steenweg
- Camera 2022 – sector Grosjeanlaan / Plejadenlaan / Centauruslaan
- Camera 2023 – sector Marcel Thiry / Gemeenschappenlaan
- Camera 2024 – sector Wezembeekse Laan / Parkeerplaats Kraainem
- Camera 2025 – sector de Broquevillelaan / Louis Gribaumontlaan
- Camera 2026 – sector Levieplein
- Camera 2027 – sector Woluwedal / Vootstraat

Camera 2028 – sector Woluwedal / Hippokrateslaan
 Camera 2029 – sector Jean-Baptiste Carnoyplein UCL
 Camera 2030 – sector Emmanuel Mounierlaan / Konrad Adenauerlaan
 Camera 2031 – sector Heilige-Familieplein
 Camera 2032 – sector Marcel Thiryiaan / Theodore De Cuypersstraat
 Camera 2033 - sector Tomberg / Noodlottige Rotsstraat
 Camera 2034 - sector Heilig Hartplein
 Camera 2035 - sector Albert Dumontlaan / Landschaplaan
 Camera 2036 - sector Roodebeeksteenweg / Sterrebeeldlaan
 Camera 2037 - sector Sint-Henriksvoorplein
 Camera 2038 - sector Vergotesquare
 Camera 2039 - sector Sint-Lambertusplein/Sint-Lambertusstraat
 Camera 2040 – sector Maloupark 1
 Camera 2041 - sector Maloupark 2
 Camera 2042 – sector Theodore De Cuypersstraat / Hof ten Berglaan
 Camera 2043 - sector Ideaallaan / Almaplaats
 Camera 2044 - sector Georges Désir steeg / Haagbeukenlaan
 Camera 2045 : sector Jean-Baptiste Carnoyplein 2
 Camera 2046 : sector Georges Désir steeg / Berkenhof
Camera 2047 : sector Parkeerplaats van het Maloukasteel
 Camera 2048 : sector Roodebeeksteenweg / Tweede Huizenweg
 Camera 2049 : sector Andromedalaan (Galaxyweg)
 Camera 2050 : sector Steenboklaan
Camera 2051 : sector Stockelsteenweg / Sint-Lambert-Berg
 Camera 2052 : sector Gouddallaan / Antoine Joseph Slegerslaan
 Camera 2053 : sector Marcel Thiryiaan / Aragonstraat
 Camera 2054 : sector Roodebeek / Orion / Heydenberg / Zuiderkruis
 Camera 2055 : sector Sint-Lambertstraat / Floraliënstraat
 Camera 2056 : sector Calabriëlaan / Jean Monnetlaan
 Camera 2057 : sector Joséphine-Charlottesquare / Broquevillelaan
 Camera 2058 : sector Jean-François Debeckerlaan / Joseph Aernoutstraat
 Camera 2059 : sector Woluwelaan / Marcel Thiryiaan
 Camera 2060 : sector Konijnenberg / Crabbéstraat
 Camera 2061 : sector Adenauer / Veldkapelgaarde
 Camera 2062 : sector Andromedalaan, 1 (PZ)
Camera 2063 : sector Tomberg / Langs het Gemeentehuis
 + Stadion Fallon (12 camera's)

De nummering van de hierboven vermelde camera's is aangepast om overeen te komen met de lijst die is ontvangen van de Korpschef van de politiezone, die als bijlage bij zijn brief van 27 mei 2024 is gevoegd.

De installatie van vaste bewakingscamera's, type 4V-PTZ, zal eveneens worden toegestaan op alle locaties die reeds werden goedgekeurd door de Raad op 20/03/2023, alsook op de drie nieuwe locaties die hierboven werden vermeld en de tijdelijke vaste bewakingscamera waarvan de locatie natuurlijk kan variëren binnen de perimeter van het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, in overeenstemming met art. 5 §2/1 van de wet van 21/03/2007 houdende regeling van de installatie en het gebruik van bewakingscamera's.

Onderhavige aanhangsel nr. 5 werd opte opgesteld in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor de politiezone,

Voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe,

Michaël JONNIAUX, Vincent DE WOLF, Patrick LAMBERT, Olivier
MAINGAIN,
Korpschef Voorzitter Gemeentesecretaris Burgemeester

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Annexe - avis du chef de corps du 27.05.2024.pdf

Assurances - Verzekeringen

8 Assurance collective hospitalisation du Service Fédéral des Pensions (SFP) - Service Social Collectif (SSC) - Marché public - Proposition d'adhésion au SSC en vue de participer à l'appel d'offres pour adhérer au contrat-cadre 2026-2031 - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de renouveler l'assurance collective hospitalisation pour les années 2026 à 2031 ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Lambert prévoit, dans le statut du personnel communal, approuvé par le Conseil communal en séance du 22/01/2024, en son article 4 - point 2) que les primes afférentes à l'affiliation des membres du personnel à l'assurance collective « soins de santé » sont payées par la commune ;

Vu la loi du 18/03/2016, notamment sur la reprise du Service Social Collectif (SSC) de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale par le Service Fédéral des Pensions (SFP) ;

Considérant que le Service Fédéral des Pensions - Service Social Collectif, a proposé un contrat-cadre d'assurance collective hospitalisation aux administrations provinciales et locales en vertu de l'article 21, 5° de la loi du 18/03/2016 ;

Vu que le Conseil communal du 18/10/2021 a décidé d'adhérer, avec effet au 01/01/2022, à l'assurance hospitalisation collective que proposait le Service Fédéral des Pensions (SFP) - Service Social Collectif (SSC) pour une durée de 4 ans, soit pour les années 2022 à 2025 ;

Vu le courrier du 15/04/2024 du Service Social Collectif (SSC) par lequel le SSC informe les administrations provinciales et locales que :

- Le contrat-cadre a du succès : ± 750 administrations y ont adhéré ;
- Le SSC est tenu de lancer un nouvel appel d'offres pour un nouveau marché pour les années 2026 à 2031, moyennant une demande de dérogation pour lancer un marché de 6 ans au lieu de 4 ans ;
- Peu d'assureurs sont en mesure d'assumer un contrat d'une telle envergure et qu'il est devenu difficile pour le Service Social Collectif SSC d'assumer techniquement la gestion administrative des administrations non affiliées à leur service ;
- La commune reste affiliée dans le contrat actuel jusqu'au 31/12/2025.

- **La commune, n'étant pas affiliée au SSC, ne pourra plus adhérer au prochain contrat-cadre qui prendra cours le 01/01/2026, sauf si celle-ci décide de s'affilier au SSC.**

Vu que l'affiliation au SSC offre divers avantages aux travailleurs des administrations affiliées et représente un coût de 0,14% de la masse salariale brute soumise aux cotisations de sécurité sociale, soit un coût estimé entre ± 55.000,00 EUR/an.

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative et dans le cadre de l'harmonisation des services entre Commune, CPAS et Wolu-Facilities ;

DECIDE

sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires par le conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- de prendre connaissance du courrier reçu du Service Social Collectif (SSC) sur les nouvelles modalités pour pouvoir adhérer au prochain contrat-cadre d'assurance hospitalisation collective qui fera l'objet du marché public 2026-2031 ;
- de s'affilier ou non au Service Social Collectif (SSC) à partir du 01/01/2026 ;
- de financer la dépense estimée de ± 55.000,00 EUR/an par le crédit à inscrire aux budgets ordinaires des exercices 2026, 2027, 2028, 2029, 2030 et 2031, à l'article budgétaire 00000/118-01/ - /110;
- de transmettre un exemplaire de la présente délibération au Service Social Collectif (SSC).

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Collectieve hospitalisatieverzekering van de Federale Pensioendienst (SFP) - Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) - Overheidsopdracht - Voorstel om toe te treden tot de GSD met het oog op deelname aan de kaderovereenkomst 2026-2031 - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is om de collectieve hospitalisatieverzekering te hernieuwen voor de jaren 2026 tot 2031;

Overwegende dat de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe in het gemeentelijk personeelsreglement, goedgekeurd door de gemeenteraad op zijn vergadering van 22/01/2024, in haar artikel 4 - punt 2) bepaalt dat de premies met betrekking tot de aansluiting van de personeelsleden bij de collectieve verzekering "geneeskundige verzorging" ten laste zijn van de gemeente;

Gelet op de wet van 18/03/2016, met name op de overname van de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) van de Dienst voor Bijzondere Sociale Zekerheid door de Federale Pensioendienst (SFP);

Gelet op het feit dat de Federale Pensioendienst - Gemeenschappelijke Sociale Dienst, aan de provinciale en lokale besturen een kaderovereenkomst heeft voorgesteld voor de collectieve hospitalisatieverzekering krachtens artikel 21, 5° van de wet van 18/03/2016;

Gezien het feit dat de Gemeenteraad van 18/10/2021 beslist heeft om met ingang van 01/01/2022 toe te treden tot de groepsverzekering hospitalisatie aangeboden door de Federale Pensioendienst (FPD) - Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) voor een periode van 4 jaar, namelijk voor de jaren 2022 tot 2025;

Gezien de brief van 15/04/2024 van de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) waarin de GSD de provinciale en lokale besturen informeert dat:

- De kadervereenkomst een succes is: ± 750 besturen hebben zich hierbij aangesloten;
- De GSD is verplicht om een nieuwe aanbesteding uit te schrijven voor een nieuw contract voor de jaren 2026 tot 2031, onder voorbehoud van een verzoek om vrijstelling om een contract van 6 jaar in plaats van 4 jaar uit te schrijven;
- Weinig verzekeraars zijn in staat om een dergelijk grootschalig contract aan te nemen, en het is voor de GSD Gemeenschappelijke Sociale Dienst moeilijk geworden om technisch het administratieve beheer op zich te nemen van administraties die niet bij hun dienst zijn aangesloten;
- De gemeente blijft onder het huidige contract aangesloten tot 31/12/2025.
- **Aangezien de gemeente niet is aangesloten bij de GSD, zal ze niet meer kunnen toetreden tot het volgende kadercontract, dat zal lopen vanaf 01/01/2026, tenzij ze beslist om zich aan te sluiten bij de GSD.**

Overwegende dat de aansluiting bij de GSD verschillende voordelen biedt aan de werknemers van de aangesloten administraties en een kost vertegenwoordigt van 0,14% van de bruto loonmassa onderworpen aan sociale zekerheidsbijdragen, hetzij een geschatte kost van ± 55.000,00 EUR/jaar.

Rekening houdend met het feit dat collectieve aankopen kunnen leiden tot aanzienlijke besparingen en administratieve vereenvoudiging en in het kader van de harmonisatie van de diensten tussen de gemeente, het OCMW en Wolu-Facilities;

BESLUIT

onder voorbehoud van opneming van de nodige kredieten door de gemeenteraad en goedkeuring daarvan door de toezichthoudende autoriteit:

- kennis te nemen van de ontvangen brief van de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) over de nieuwe voorwaarden voor toetreding tot de volgende kaderovereenkomst voor de collectieve hospitalisatieverzekering, dat het voorwerp zal uitmaken van het overheidscontract 2026-2031;
- al dan niet toetreden tot de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) vanaf 01/01/2026;
- de geraamde uitgaven van ± 55.000,00 euro/jaar te financieren uit de in de gewone begrotingen op te nemen kredieten voor de begrotingsjaren 2026, 2027, 2028, 2029, 2030 en 2031, onder de begrotingsartikelen 00000/118-01/ - /110;
- een kopie van deze resolutie te doen toekomen aan de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD).

Deze resolutie wordt ter beschikking gesteld van de Minister-President van het Brussels Gewest.

Bijlage 4 - HRM advies.pdf, Bijlage 3 - Rétroplanning.pdf, Annexe 1 - 2024.04.15 - LT du SSC - Ass hospi - changement important.pdf, Bijlage 5 - Financien advies - begrotingsartikelen te gebruiken.pdf, Annexe 5 - Avis Recette - Article budgétaire à utiliser.pdf, Bijlage 2 - Samenvatting diensten van de GSD.pdf, Bijlage 1 - 2024.04.15 - LT du SSC - Hospiti verzekering - belangrijke verandering.pdf, Annexe 3 - Rétroplanning.pdf, Annexe 2 - Synthèse des services du SSC.pdf, Annexe 4 - Avis GRH.pdf

MÉDIATEUR COMMUNAL - GEMEENTELIJKE BEMIDDELAAR

Méiateur communal - Gemeentelijke bemiddelaar

9 Méiateur communal - Rapport d'activités 2023 - Communication.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale et l'article 23 du règlement portant le code communal de la participation approuvé par le conseil communal le 24/11/2008 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport d'activités 2023 du médiateur communal.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke ombudsman - Activiteitenverslag 2023 - Mededeling.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet en artikel 23 van het reglement betreffende de gemeentelijke participatiecode goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24/11/2008;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/06/2024;

NEEMT KENNIS van het activiteitenverslag 2023 van de gemeentelijke ombudsman.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeente van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Rapport_activités_2023_FR.pdf, Rapport_activités_2023_NL.pdf

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

- 10 **Acquisition d'un souffleur avec batterie - Marché de faible montant (ID 3294) - Désignation du fournisseur : CLABOTS TOOLS - Dépense : 2.200 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'indique de procéder à l'acquisition d'un souffleur avec batterie ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder à l'acquisition d'un souffleur avec batterie ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 2.200 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que 3 firmes ont été consultées et ont remis offre :

- CLABOTS TOOLS, quai des Usines 5-9 à 1000 Bruxelles : 2.166,69 EUR TVAC,
- AGRI BOSS, Mechelsesteenweg 568 à 1930 Nossegem : 2.462,45 EUR TVAC,
- MAPECO, Mechelsesteenweg 315 à 1800 Vilvoorde : 2.499,30 EUR TVAC ;

Considérant que sur les firmes consultées, la firme CLABOTS TOOLS, quai des Usines 5-9 à 1000 Bruxelles, a remis l'offre la plus intéressante pour un montant de 2.166,69 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, de désigner la firme CLABOTS TOOLS, quai des Usines 5-9 à 1000 Bruxelles, pour l'acquisition d'un souffleur avec batterie au montant maximum de 2.200 TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 87500/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme CLABOTS TOOLS, quai des Usines 5-9 à 1000 Bruxelles, pour l'acquisition d'un souffleur avec batterie, conformément à son offre d'un montant de 2.166,69 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de 2.200 EUR à l'article 87500/744-51/7177 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Aankoop van een blazer met batterij - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: Firma CLABOTS TOOLS - Uitgave: 2.200 EUR incl. btw - Informatie.

Note.pdf, Avis SIPP.pdf, Offre Mapeco.pdf, Offre Clabots.pdf, Id 3294 - Délibéré Conbseil.pdf, Offre

11 **Services Sports et F.A.S.E. - Acquisition de quatre défibrillateurs (ID 3281) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HALF BLUE (CARDIOSERVICE) - Dépense : 6.500 EUR TVAC - Information.**

Diensten Sport en G.S.S.T. - Aankoop van vier defibrillatoren (ID 3281) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: HALF BLUE (CARDIOSERVICE) - Uitgave: 6.500 EUR incl. btw - Informatie.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat er op aanvraag van de afdelingen Sport en GSAW vier defibrillatoren moeten worden aangekocht;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 30/05/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat er op aanvraag van de diensten Sport en G.S.S.T. vier defibrillatoren moeten worden aangekocht;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht wordt geraamd op 6.500 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende twee ondernemers werden geraadpleegd:

EURODIST, rue Louis Braille 10 te 1420 Nivelles: 7 903,36 EUR incl. btw,

HALF BLUE (CARDIOSERVICE), Researchpark 40 te 1731 Zellik: 6 457,52 EUR incl. btw;

Overwegende dat de firma HALF BLUE (CARDIOSERVICE) de economisch voordeligste aanbieder voorstelt;

Overwegende dat het dienstig is deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de firma HALF BLUE (CARDIOSERVICE), Researchpark 40 te 1731 Zellik;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

de opdracht van beperkte waarde voor de aankoop van vier externe defibrillatoren voor de diensten Sport en G.S.S.T. te gunnen aan de firma HALF BLUE (CARDIOSERVICE), Researchpark 40 te 1731 Zellik;

de betaling van 6.500 EUR incl. btw uit te voeren met het krediet ingeschreven op artikel

76410/744-98/6750 (3.250 EUR) en artikel 83400/744-98/6752 (3.250 EUR) van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

FASE - Demande matériel.pdf, KM_C45824051716591.pdf

12 **Acquisition d'un transformateur de tension pour réparer le système de charge des véhicules électriques aux serres communales (ID 3296) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : REXEL SA - Dépense : 6.800 EUR TVAC - Information.**

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een spanningstransformator om het oplaadsysteem voor elektrische voertuigen van de gemeentelijke serres te herstellen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een spanningstransformator om het oplaadsysteem voor elektrische voertuigen van de gemeentelijke serres te herstellen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat 2 firma's werden geraadpleegd:

- de firma REXEL sa, gelegen Zuiderlaan 91 bus 3 te 1731 Zellik, voor een bedrag van 6.793,21 EUR incl. btw;

- de firma CEBEO, gelegen Louis Schmidtlaan 3 bus 1 te 1040 Etterbeek, voor een bedrag van 7.368,91 EUR incl. btw;

Overwegende dat de firma REXEL sa, gelegen Zuiderlaan 91 bus 3 te 1731 Zellik, de meest interessante offerte heeft ingediend voor een bedrag van 6.793,21 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76600/724-60/410 (6.800 EUR incl), van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht betreffende de aankoop van een spanningstransformator om het oplaadsysteem voor elektrische voertuigen van de gemeentelijke serres te herstellen;
- de opdracht van beperkte waarde te kiezen als plaatsingsprocedure;
- deze opdracht te gunnen aan de firma REXEL, gelegen Zuiderlaan 91 bus 3 te 1731 Zellik (BE 0437.237.396), tegen het nagerekende offertebedrag van 6.793,21 EUR incl. btw;
- de uitgave van 6.800 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 76600/724-60/410 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels gewestelijk Herfinancieringsfonds van gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Aankoop van een spanningstransformator om het oplaadsysteem voor elektrische voertuigen van de gemeentelijke serres te herstellen (ID 3296) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: REXEL SA - Uitgave: 6.800 EUR incl. btw - Informatie.

Demande de marché transformateur de tension.pdf, ID 3296 - Délibé Collège.pdf, ID 3296 - Délibé Conseil.pdf, Offre Cebeo.pdf, Offre Rexel.pdf

- 13 **Ecole Princesse Paola - Matelas de chute - Acquisition (ID 3284) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : IDEMASPORT - Dépense : 909,42 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser les projets du budget participatif 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique d'acquérir un matelas de chute pour la salle de gymnastique de l'école Princesse Paola ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 909,42 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 72200/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que les trois opérateurs économiques suivants ont été consultés à cette occasion :

IDEMASPORT, rue de l'Avenir 8 à 4890 Thimister : 909,42 EUR TVAC,

GYMNOVA, rue Gaston de Flotte 45 à 13375 Marseille (France) : 1.668,59 EUR TVAC,

ADEC SPORT, rue des Pieds d'Alouette 39 à 5100 Namur : 1.802,90 EUR TVAC ;

Considérant que l'offre de la firme IDEMASPORT répond aux besoins et est économiquement la plus avantageuse ;

Considérant qu'il s'indique d'attribuer le marché à la firme IDEMASPORT ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme IDEMASPORT, rue de l'Avenir 8 à 4890 Thimister, pour l'acquisition d'un matelas de chute pour l'école Princesse Paola, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
d'approuver la dépense de 909,42 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/744-98/6774 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

School "Princesse Paola" - Valmat - Aankoop (ID3284) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier : IDEMASPORT - Uitgave : 909,42 EUR incl. btw - Informatie.

ADEC SPORT.png, Gymnova.pdf, konica550e24051513030.pdf

- 14 **"Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord" - Matériel - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : BEKAFUN BV et THOMANN GmbH - Dépense : 2.570 EUR TVAC - Information.**

Gemeentelijke Muziekacademie voor Muziek en Woord - Materieel - Aankoop - Opdracht van

**beperkte waarde - Aanduiding van de leverancieren: BEKAFUN BV en THOMANN GmbH -
Uitgave: 2.570 EUR incl. btw - Informatie.**

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van materieel voor de Gemeentelijke Muziekacademie voor Muziek en Woord volgend op de toekenning van een subsidie van de Vlaamse Overheid;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van ...;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van materieel voor de Gemeentelijke Muziekacademie voor Muziek en Woord volgend op de toekenning van een subsidie van de Vlaamse Overheid;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat 2 firma's geraadpleegd werden door de Gemeentelijke Muziekacademie voor Muziek en Woord en prijs ingediend hebben:

- BEKAFUN BV: 1.674,29 EUR incl. btw,
- THOMANN GmbH: 886,99 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 73411/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikel 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht betreffende de levering van materieel voor de Gemeentelijke Muziekacademie voor Muziek en Woord;
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan:
 - BEKAFUN BV (BE 0770.510.194), Heilig Hartstraat 23 te 8870 Izegem, tegen het

- nagerekende inschrijvingsbedrag van 1.674,29 EUR incl. btw,
- o THOMANN GmbH, Hans-Thomann-Str. 1 à D - 96138 Burgebrach, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 886,99 EUR incl. btw;
- een bedrag van 2.570 EUR incl. btw in te schrijven (BEKAFUN BV: 1.680 EUR incl. btw en THOMANN GmbH : 890 EUR incl. btw) op artikel 73411/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgaven zullen gefinancierd worden door de subsidie toegekend door de Vlaamse Overheid.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

konica550e24060509000.pdf, Omzendbrief Kunstkuur schooljaar 2023-2024.pdf, konica550e24060508412.pdf, konica550e24060508411.pdf

15 **Centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » - Débroussailleuse - Acquisition (ID 3289) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HORTICOLE BODART - Dépense : 1.200 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique d'acquérir une débroussailleuse pour le centre d'éducation à l'environnement le « Petit Foriest »;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique d'acquérir une débroussailleuse pour le centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 1.200 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 72200/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que les trois opérateurs économiques suivants ont été consultés à cette occasion :

- KEMPENEER TUINMACHINES NV, Ninoofsesteenweg 659 à 1701 Dilbeek : 1.369 EUR TVAC,
- SOMAGRI SPRL, chaussée de Tirlemont 110 à 5030 Gembloux : 1.369 EUR TVAC,
- HORTICOLE BODART, chaussée de Nivelles 35a à 1460 Ittre : 1.194,46 EUR TVAC ;

Considérant que la firme HORTICOLE BODART a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme HORTICOLE BODART, chaussée de Nivelles 35a à 1460 Ittre, pour l'acquisition d'une débroussailleuse pour le centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest », aux conditions de son offre du 18/04/2024, pour un montant de 1.194,46 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 1.200 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/744-98/7120 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Opleidingscentrum voor leefmilieu "Le Petit Foriest" - Bosmaaier - Aankoop (ID 3289) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: HORTICOLE BODART - Uitgave: 1.200 EUR incl. btw - Informatie.

konica550e24052415162.pdf, konica550e24052415161.pdf, konica550e24052415160.pdf

16 **Prinses Paolaschool - Stabiliteitsstudie in het kader van de studie voor de uitbreiding (ID 3273) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: STABILAS - Uitgave: 11.500 EUR incl. btw - Informatie.**

"Prinses Paolaschool" - Etude de stabilité dans le cadre de l'étude d'extension (ID 3273) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : STABILAS - Dépense : 11.500 EUR TVAC - Information.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot stabiliteitsstudie in het kader van de studie voor de uitbreiding van de Prinses Paolaschool;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/06/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een stabiliteitsstudie in het kader van de studie voor de uitbreiding van de Prinses Paolaschool;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 11.500 EUR incl. btw;

Overwegende dat het om een opdracht van beperkte waarde gaat;

Overwegende dat de volgende firma's geraadpleegd werden:

- PROJECTS - STABILAS: 9.897,80 EUR incl. btw,
- STRUCTIS: 12.886,50 EUR incl. btw,
- ENESTA: heeft geen offerte ingediend,
- PERNAY: heeft geen offerte ingediend,
- JZH: heeft geen offerte ingediend,
- B SOLUTIONS: heeft geen offerte ingediend,
- FRANZ DUPONT: heeft geen offerte ingediend;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 72200/722-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST :

- de opdracht voor een stabiliteitsstudie in het kader van de studie voor de uitbreiding van de Prinses Paolaschool te gunnen aan de firma STABILAS (BE 0558.849.266), Spoorweglaan 29 te 2610 Antwerpen, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 9.897,80 EUR incl. btw;
- een bedrag van 11.500 EUR vast te leggen;
- de betaling goed te keuren met het krediet ingeschreven op artikel 72200/722-60/7052 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

17 **D.D.P.P. - Etude globale de mobilité du quartier Linthout (ID 3304) - Procédure négociée sans publication préalable - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Bureaux d'études à consulter : 8 - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service DDPP – Planification Stratégique, il s'indique de lancer un marché portant sur la réalisation d'une étude globale de mobilité du quartier Linthout;

Vu l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service DDPP – Planification Stratégique, il s'indique de lancer un marché portant sur la réalisation d'une étude globale de mobilité du quartier Linthout;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-3304;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000,00 EUR TVAC;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 42100/747-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :- AGORA BUREAU D'ETUDES, 79 Av. Van Volxem à 1190 Bruxelles ;

- TRANSITEC, 196, rue Th. Verhaegen à 1060 Bruxelles ;
- ESPACES-MOBILITES, 22 rue d'Arlon à 1050 Bruxelles ;
- ICEDD asbl, 4 bld. Frère Orban à 5000 Namur ;
- TRACTEBEL ENGINEERING, 34-36 bld Simon Bolivar à 1000 Bruxelles ;

- ARIES CONSULTANTS, 55 rue Royale à 1000 Bruxelles ;
- ARCADIS BELGIUM, 1 rue du Marquis à 1000 Bruxelles ;
- GEOSOLUTIONS, 16 avenue Reine Astrid à 5000 Namur.

Vu la Nouvelle loi communale et notamment l'article 234 §3 ;

DECIDE :

- d'approuver le lancement d'un marché ayant pour objet la réalisation d'une étude globale portant sur la mobilité du quartier Linthout;
- d'approuver le choix de la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché en application des articles 42 §1, 1 °a) de la loi du 17/06/2016, 90 1° de l'A.R. du 18/04/2017 ainsi que l'A.R. du 14/01/2013 et ses modifications ultérieures sur les marchés publics et 234 §3 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver le cahier des charges y afférant, rédigé par la division Administration et Marchés ;
- d'approuver la dépense estimée de 50.000 EUR TVAC à imputer à l'article 42100/747-60 du budget extraordinaire 2024 ;
- d'approuver la liste des firmes suivantes à consulter dans le cadre de ce marché :
 - AGORA BUREAU D'ETUDES, 79 Av. Van Volxem à 1190 Bruxelles ;
 - TRANSITEC, 196, rue Th. Verhaegen à 1060 Bruxelles ;
 - ESPACES-MOBILITES, 22 rue d'Arlon à 1050 Bruxelles ;
 - ICEDD asbl, 4 bld. Frère Orban à 5000 Namur ;
 - TRACTEBEL ENGINEERING, 34-36 bld Simon Bolivar à 1000 Bruxelles ;
 - ARIES CONSULTANTS, 55 rue Royale à 1000 Bruxelles ;
 - ARCADIS BELGIUM, 1 rue du Marquis à 1000 Bruxelles ;
 - GEOSOLUTIONS, 16 avenue Reine Astrid à 5000 Namur.

Les fonds nécessaires au paiement de cette dépense seront prélevés sur le fonds de réserve extraordinaire.

Cette décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

D.O.P.V. - Uitgebreid mobiliteitsonderzoek van de wijk Linthout (ID 3304) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Uitgave : 50.000 EUR incl. btw - Te raadplegen studie bureaus: 8 - Informatie.

3304_2024_06_10_CCH - Modele 3P.doc, 20240604-Demande_marché_Etude mobilité-Quartier Linthout-Exigences techniques et clauses du cahier des charges-suite réunion 04-06-vu GM-remVDdélai-avec remaque FD.doc

18 **Budget participatif 2023 (ID 3286) - Procédure négociée sans publicité préalable - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser les projets du budget participatif 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser les projets du budget participatif 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3286 relatif au marché « Budget participatif 2023 (ID 3286) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

ELEMEN'TERRE, rue Théophile Vander Elst 160 à 1170 Watermael-Boitsfort,
VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly,
WALGREEN, avenue Fond Generet Dion 42 à 1325 Chaumont-Gistoux ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 76600/725-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

d'approuver le cahier des charges n° 2024-3286 et le montant estimé de 50.000 EUR TVAC du marché « Budget participatif 2023 (ID 3286) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

ELEMEN'TERRE, rue Théophile Vander Elst 160 à 1170 Watermael-Boitsfort,
VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly,
WALGREEN, avenue Fond Generet Dion 42 à 1325 Chaumont-Gistoux ;

de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 76600/725-60/6919.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Participatieprojecten 2023 (ID 3286) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Uitgave : 50.000 EUR incl. btw - Informatie.

avis DD signé.pdf, 3286_2024_05_23_CCH - Modele 3P.doc, KM_C45824052708340.pdf, CLAUSES TECHNIQUES BUPA 2023.docx, Estimatif-Modèle 3P- BUPA 2023.xlsx

19 Gestion Espace Public - Achat de 5 conteneurs de 770 L (ID 3291) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MANUTAN - Dépense : 2.100 EUR TVAC - Information.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 3 conteneurs bleu de 770L, 1 conteneur noir de 770L et 1 conteneur jaune de 770L pour le service de la Propreté publique;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous:

"LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 3 conteneurs bleus de 770 L, 1 conteneur noir de 770 L et 1 conteneur jaune de 770 L pour le service Propreté publique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 2.100 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les trois firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché :

- MANUTAN : 2.054,16 EUR TVAC,
- MOSBENELUX : 2.398,18 EUR TVAC,
- STIMA : pas d'offre remise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice

2024, à l'article 87500/744-98 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht, en vue d'acquérir 3 conteneurs bleus de 770 L, 1 conteneur noir de 770 L et 1 conteneur jaune de 770 L, conformément à son offre du 14/05/2024, pour un montant de 2.054,16 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement de 2.100 EUR à l'article 87500/744-98/7050 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Beheer Openbare Ruimte - Levering van 6 containers van 770 L (ID 3291) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MANUTAN - Uitgave: 2.100 EUR incl. btw - Informatie.

DEMANDE DE MARCHE + OFFRES.pdf

20 **Gestion Espace Public - Acquisition de 5 chariots porte-sac pour le service Propreté publique (ID 3292) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MOS BENELUX - Dépense : 3.300 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 5 chariots porte-sac pour le service Propreté publique ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 5 chariots porte-sac pour le service Propreté publique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques

et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- GLASDON : n'a pas pu remettre offre suivant les clauses techniques,
- MANUTAN : n'a pas pu remettre offre,
- MOS BENELUX : 3.273,96 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 87500/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à la fourniture de 5 chariots porte-sac pour le service Propreté publique ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au seul soumissionnaire ayant remis offre, à savoir MOS BENELUX (BE 0439.037.440), rue de la Sucrierie 33A à 4280 Hannut, pour le montant d'offre contrôlé de 3.273,96 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 3.300 EUR ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 87500/744-51/7060 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Beheer Openbare Ruimte - Aankoop van 5 wagentjes voor vuilniszak voor de dienst Openbare Reinheid (ID 3292) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MOS BENELUX - Uitgave: 3.300 EUR incl. btw - Informatie.

annexe Manutan.pdf, Avis SIPP.pdf, avis_DD_CHARIOTS PORTE SAC.pdf, annexe Glasdon.pdf, Demande de marché chariots porte-sac signée.pdf, AVIS SUBSIDES Achat de chariots porte-sac.docx, MOS_offre de prix.pdf, Note adm & marchés signée.pdf

21 **Gestion Espace Public - Zones de dépôt (ID 3293) - Aménagement - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : EUROVIA BELGIUM - Dépense : 36.100 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'aménager des zones de dépôt pour les trottinettes et vélos partagés ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'aménager des zones de dépôt pour les trottinettes et vélos partagés ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées et ont remis offre :

- TRAVAUX STEPHANOIS : 37.570,50 EUR TVAC,
- LES ENTREPRISES MELIN : 37.207,50 EUR TVAC,
- EUROVIA BELGIUM : 36.090,19 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 42100/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à l'aménagement de zones de dépôt pour les trottinettes et vélos partagés ;
- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec le soumissionnaire EUROVIA BELGIUM (BE 0402.784.778), allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht, pour le montant d'offre contrôlé de 36.090,19 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 36.100 EUR à l'article 42100/731-60/7175 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Beheer Openbare Ruimte - Dropzones (ID 3293) - Aanleg - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: EUROVIA BELGIUM - Uitgave: 36.100 EUR incl. btw - Informatie.

DROPZONES_2024_NOTA_VANDERELST_ATTRIBUTION_SIGNEE.PDF, DROPZONES_avis_DD_OO4.1_.pdf, DROPZONES_2024_DEMANDE DE MARCHE_SIGNEE.PDF, EUROVIA.PDF, demande de prix Melin.pdf, Avis subsides.docx, TRAVAUX_STEPHANOIS.PDF, demande de prix Eurovia.pdf, demande de prix Travaux Stephanois.pdf, MELIN.PDF

22 Gestion Espace public - Inventaire signalisation et zones vertes (ID 3300) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : TECCON - Dépense : 18.000 EUR TVAC - Information.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een inventaris van signalisatie en groenes zones;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet; Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 20/06/2024; NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

« HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een inventaris van signalisatie en groenes zones;

Gelet op de wet van 17/06/2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat volgende ondernemers uitgenodigd werden om deel te nemen aan deze opdracht:

- Land-Expert, Dr. V. De Walsplein 35 bus 5 te 3070 Kortenberg;
- Teccon, Kleimoer 16 te 9030 Mariakerke;

Overwegende dat 2 offertes ontvangen werden:

- Land-Expert, Dr. V. De Walsplein 35 bus 5 te 3070 Kortenberg (52.223,60 EUR);
- Teccon, Kleimoer 16 te 9030 Mariakerke (16.068,80 EUR);

Overwegende dat er voorgesteld wordt deze opdracht te gunnen aan de economisch meest voordelige bieder (op basis van de prijs), zijnde Teccon, Kleimoer 16 te 9030 Mariakerke tegen het nagerekende offertebedrag van 16.068,80 EUR;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2024, op artikel 42100/747-60 van de buitengewone begroting en dat de financiering gebeurt door afhouding van het buitengewoon reservefonds;

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3;

BESLIST :

- Goekeuring te verlenen aan de opdracht van beperkte waarde “inventaris van signalisatie en groenes zones-ID3033”;
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de economisch meest voordelige bieder (op basis van de prijs), zijnde Teccon, Kleimoer 16 te 9030 Mariakerke tegen het nagerekende offertebedrag van 16.068,80 EUR.
- de betaling zal gebeuren overeenkomstig de bepalingen voorzien in de offerte en met het krediet ingeschreven in het budget van 2024, op artikel 42100/747-60 van de buitengewone begroting waarop een bedrag van 18.000 EUR incl. btw wordt vastgelegd.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door afhouding van het buitengewoon reservefonds. Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Beheer Openbare Ruimte - Inventaris signalisatie en groenzones (ID 3300) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: TECCON - Uitgave: 18.000 EUR incl. btw - Informatie.

ID3300InvitationsOffresNoteAttribution.pdf, ID3300DemandeDeMarche.pdf

23 **Maison communale - Fourniture de bancs et de bacs d'orangerie pour l'avant de la maison communale (ID 3299) - Procédure négociée sans publicité préalable - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 75.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des bancs et des bacs d'orangerie pour l'avant de la maison communale;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des bancs et des bacs d'orangerie pour l'avant de la maison communale;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-3299 relatif au marché "Fourniture de bancs et de bacs – ID3299";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 75.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ACE MOBILIER URBAIN, Chemin du Notaire 2, Zoning du Scailmont à 7170 Manage ;
- PONCELET SIGNALISATION SA, Rue de l'Arbre Saint-Michel 89 à 4400 Flemalle ;
- HUSSON, Route de l'Europe Zone Industrielle BP 1 à FR-68650 Lapoutroie ;

Considérant que la date du 24/06/2024 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 42500/741-52 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire;

Vu l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve d'inscription des crédits nécessaires par le Conseil communal à la modification budgétaire n° 2 du budget 2024 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges N° 2024-3299 et le montant estimé du marché "Fourniture de bancs et de bacs (ID 3299)". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 75.000 EUR TVAC.
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ACE MOBILIER URBAIN, Chemin du Notaire 2, Zoning du Scailmont à 7170 Manage ;
 - PONCELET SIGNALISATION SA, Rue de l'Arbre Saint-Michel 89 à 4400 Flemalle ;
 - HUSSON, Route de l'Europe Zone Industrielle BP 1 à FR-68650 Lapoutroie.
- de fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 24/06/2024.
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 42500/741-52.
- de financer cette dépense par le prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.
- d'informer le conseil communal de la présente décision."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentehuis - Levering van banken en bakken (ID 3299) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgaven: 75.000 EUR incl. btw - Informatie.

3299_2024_06_05_CCH - Modele 3P_1.doc, Demande_marché_bac et banc_hotel_communal.pdf, Avis_DD_bacs de culture et bancs_HC_20240527 (1).pdf, 3299_2024_06_13_COL_Approbation -

24 Moulin à vent - Travaux de rénovation - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BOERS & PEUSENS BVBA - Dépense : 15.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.

Windmolen - Renovatiewerken - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BOERS & PEUSENS bvba - Uitgave: 15.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

DIT IS ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot renovatiewerken in de windmolen ;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 13/06/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot renovatiewerken in de windmolen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het een opdracht van beperkte waarde betreft;

Gelet op de offerte van de firma BOERS & PEUSENS bvba, Hundelgemsesteenweg 1340 te 9820 Merelbeke, van 13.733,50 EUR incl. btw;

Overwegende dat een subsidieaanvraag bij de Directie Cultureel Erfgoed werd ingediend;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 77300/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat voorgesteld wordt om 15.000 EUR incl. btw vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor renovatie werken in de windmolen te gunnen aan de firma BOERS & PEUSENS bvba, Hundelgemsesteenweg, 1340 te 9820 Merelbeke;
- de betaling uit te voeren overeenkomstig de bepalingen van de offerte ten bedrage van 13.733,50 EUR incl. btw;
- een bedrag van 15.000 EUR incl. btw vast te leggen op artikel 77300/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;
- de Gemeenteraad voor te stellen de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie en ter goedkeuring van de wijziging van het investeringsprogramma op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

offre BOERS & PEUSENS.pdf, Demande de marché 59268.pdf

25 **Acquisition de 5 chaudières - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : FACQ - Dépense : 10.233,35 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

Aankoop 5 verwarmingsketels - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: FACQ - Uitgave: 10.233,35 EUR incl. btw - Goedkeuring door het College - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat er op aanvraag van de afdelingen Sport en GSAW vier defibrillatoren moeten worden aangekocht;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 30/05/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van 5 verwarmingsketels;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de firma FACQ, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem, een offerte heeft ingediend voor een bedrag van 10.233,33 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikelen 10400/724-60 (2.046,67 EUR), 76410/724-60 (2.046,67 EUR), 72200/724-60 (2.046,66 EUR) en 92200/724-60 (4.093,33 EUR) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht betreffende de levering van 5 verwarmingskelels (1 voor de bioscoopzaal van het gemeentehuis, 1 voor het tennishuisje, 1 voor de huisbewaarder van de school "Vervloesem" en 2 voor de gemeentewoningen (Sint-Lambertusstraat 82 en 118/6));
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de enige bidder, zijnde de firma FACQ (BE 0416.587.977), Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem, tegen het nagerekende offertebedrag van 10.233,33 EUR incl. btw;
- de uitgave van 10.233,33 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikelen 10400/724-60/6935 (2.046,67 EUR), 76410/724-60/6936 (2.046,67 EUR), 72200/724-60/6937 (2.046,66 EUR) en 92200/724-60/6938 (4.093,33 EUR) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;
- de Gemeenteraad voor te stellen de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie en ter goedkeuring van de wijziging van het investeringsprogramma op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Avis.pdf, Offre.pdf, Demande de marché.pdf

- 26 **Divers bâtiments communaux - Remplacement de quatre systèmes de détection incendie -
Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : GIMI - Dépense : 23.100 EUR TVAC -
Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL, Considérant qu'à la demande du service Gestion du Patrimoine, il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de quatre systèmes de détection incendie dans divers bâtiments communaux (WTC, école Georges Désir – Notre petite Ecole – crèche Prince Baudouin, crèche KDV Roodebeek) ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ; Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ; PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de quatre systèmes de détection incendie dans divers bâtiments communaux (WTC, école Georges Désir - Notre petite école, crèches Prince Baudouin et « KDV Roodebeek ») ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 23.100 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- GIMI, rue Pierre Henvar 70 B à 4053 Chaudfontaine,
- BEMAC, avenue du Progrès 28 B à 4432 Ans ;

Considérant que seule la firme suivante a remis offre :

- GIMI, rue Pierre Henvar 70 B à 4053 Chaudfontaine : 22.565,16 EUR TVAC (WTC : 11.258,11 EUR TVAC, école Georges Désir - Notre petite école : 1.000,95 EUR TVAC, crèches Prince Baudouin et « KDV Roodebeek » : 10.306,10 EUR TVAC) ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, de désigner la firme GIMI, rue Pierre Henvar 70 B à 4053 Chaudfontaine, pour le remplacement de quatre systèmes de détection incendie dans divers bâtiments communaux, au montant de son offre contrôlé de 22.565,16 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus au budget extraordinaire de l'exercice 2024, aux articles 13700/724-60, 72200/724-60 et 84400/724-60 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme GIMI, rue Pierre Henvar 70B à 4053 Chaudfontaine, pour le remplacement de quatre systèmes de détection incendie dans divers bâtiments communaux, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense et d'engager le montant total de 23.100 EUR au budget extraordinaire de l'exercice 2024, selon la répartition suivante :

- WTC : 11.500 EUR TVAC à l'article 13700/724-60/7178,
- école Georges Désir - Notre petite école : 1.100 EUR TVAC à l'article 72200/724-60/7179,
- crèches Prince Baudouin et « KDV Roodebeek » : 10.500 EUR TVAC à l'article 84400/724-60/7180 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Divers bâtiments communaux - Remplacement de quatre systèmes de détection incendie ».

Cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Verschillende gemeentelijke gebouwen - Vervanging van vier branddetectiesystemen - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier : GIMI - Uitgave : 23.100 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

Demande_marché_entretien_remplacement centraux incendie.pdf, Offre_Gimi_SO01420 - dépôt et menuiserie.pdf, Offre_Gimi_SO01423 - Notre petite école.pdf, 20240405 - mail GIMI validité de l'offre.pdf, 20240405-Bemac renoncement marché.pdf, Offre_Gimi_SO01425 - Crèche Baudouin.pdf, Offre_Gimi_SO01424 - KDV.pdf

27 Castel - Acquisition d'un accélérateur ionique - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : FOXECO - Dépense : 1.300 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du Patrimoine, il s'indique de procéder à l'acquisition d'un accélérateur ionique pour le Castel ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du Patrimoine, il s'indique de procéder à l'acquisition d'un accélérateur ionique pour le Castel ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques

et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 1.300 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Vu l'offre de la firme FOXECO, rue de Gozée 300 à 6110 Montigny-le-Tilleul, d'un montant de 1.228,15 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est disponible à l'article 73410/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme FOXECO, rue de Gozée, 300 à 6110 Montigny-le-Tilleul pour l'acquisition d'un accélérateur ionique conformément à son offre d'un montant de 1.228,15 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de 1.300,00 EUR à l'article 73410/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Castel - Acquisition d'un accélérateur ionique ».

Cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Castel - Aankoop van een ionische versneller - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: FOXECO - Uitgave: 1.300 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

Demande de marché 59338.pdf, Offre FOXECO.pdf

28 **Gestion du patrimoine communal - Projet site « Van Meyel - Baudouin » - Etude de sol - Centrale d'achat - Bruxelles Environnement - Fournisseur : SOL-EX - Dépense : 22.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser les projets du budget participatif 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine et dans le cadre du projet du futur site « Van Meyel - Baudouin », il s'indique de commander deux études de sol ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17/06/2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47 § 2 de la loi du 17/06/2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation d'un marché public ;

Considérant que Bruxelles Environnement a attribué, le 20/10/2022, le marché relatif aux études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région bruxelloise (lot 3) en centrale d'achat au bureau d'études SOL-EX, rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux ;

Considérant que Bruxelles Environnement permet aux pouvoirs locaux d'adhérer à cette centrale d'achat ;

Vu la décision du Conseil communal prise en sa séance du 14/11/2022, approuvant la convention telle que modifiée par Bruxelles Environnement ;

Vu les offres de SOL-EX, rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux, du 29/04/2024 ;

Considérant que l'estimation de la dépense de 22.000 EUR TVAC est à imputer à l'article 72200/722-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

d'approuver, en application des articles 2, 6° et 47 § 2 de la loi du 17/06/2016, des arrêtés royaux des 18/04/2017 et 14/01/2013 et de l'article 236 de la nouvelle loi communale, la commande deux études de sol dans le cadre du projet du futur site « Van Meyel - Baudouin », via la centrale d'achat de Bruxelles Environnement, auprès de l'adjudicataire SOL-EX, rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux, aux conditions de ses offres du 29/04/2024 ;

d'approuver la dépense estimée à 22.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/722-60/6859 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements.

Cette dépense sera financée au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Beheer van het gemeentelijk patrimonium - Werfproject "Van Meyel - Baudouin" - Grondonderzoek - Aankoopcentrale - Leefmilieu Brussel - Leverancier : SOL-EX - Uitgave : 22.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

Convention_Woluwe_Saint_Lambert_SolEx (signé par les parties).pdf, Offre + devis RES 1875 (CM).pdf, Offre TI 1908 (CM).pdf

29 **Place du Temps Libre - Fourniture de mobilier urbain (ID 3290) - Procédure négociée sans publicité préalable - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser les projets du budget participatif 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère opportun de placer du mobilier urbain sur la place du Temps Libre ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1er, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1er, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3290 relatif au marché « Place du Temps Libre - Fourniture de mobilier urbain (ID 3290) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ADEZZ BV, Liessenstraat 4 à 5405 AG Uden (Pays-Bas),
- VERA NV, Vuurgatstraat 86 à 3090 Overijse,
- AGREBA SRL, avenue J.F. Debecker 31 A en c/c,
- KUBIK-CREATION SRL, rue des Blés d'Or 8 à 1360 Perwez ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 42500/741-52 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3290 et le montant estimé de 50.000 EUR TVAC du marché « Place du Temps Libre - Fourniture de mobilier urbain (ID 3290) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ADEZZ BV, Liessenstraat 4 à 5405 AG Uden (Pays-Bas),
 - VERA NV, Vuurgatstraat 86 à 3090 Overijse,
 - AGREBA SRL, avenue J.F. Debecker 31 A en c/c,
 - KUBIK-CREATION SRL, rue des Blés d'Or 8 à 1360 Perwez ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 42500/741-52/6954 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vrijetijdsplein - Levering van stadsmeubilair (ID 3290) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave : 50.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat er op aanvraag van de afdelingen Sport en GSAW vier defibrillatoren moeten worden aangekocht;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 30/05/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de levering van stadsmeubilair voor het Vrijtijdsplein;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1, 1^o, a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, lid 1, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2024-3290 betreffende de opdracht “Vrijtijdsplein - Levering van stadsmeubilair (ID 3290)”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 50.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- ADEZZ bv, Liessenstraat 4 te 5405 AG Uden (Nederland),
- VERA nv, Vuurgatstraat 86 te 3090 Overijse,
- AGREBA bv, J.F. Debeckerlaan 31 A t/g,
- KUBIK-CREATION srl, rue des Blés d'Or 8 te 1360 Perwez;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42500/741-52 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024 en dat de financiering gebeurt door afhouding van het buitengewoon reservefonds, onder voorbehoud van wijziging van het investeringsprogramma;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2024-3290 en de raming van 50.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Vrijtijdsplein - Levering van stadsmeubilair (ID 3290)”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - ADEZZ bv, Liessenstraat 4 te 5405 AG Uden (Nederland),
 - VERA nv, Vuurgatstraat 86 te 3090 Overijse,
 - AGREBA bv, J.F. Debeckerlaan 31 A t/g,
 - KUBIK-CREATION srl, rue des Blés d'Or 8 te 1360 Perwez;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 42500/741-52/6954 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024;
- de Gemeenteraad voor te stellen de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Technische clausules - stadsmeubilair 2024 - vrijetijdsplein.docx, 59105-avisDD_mobilier_pl_temps_libre.pdf, 3290_2024_05_28_Bestek - Model 3P.doc, Demande_marché_mobilier urbain place tps libre.doc, 3290_2024_05_28_CCH - Modele 3P.doc, CLAUSES TECHNIQUES bacs place du temps libre.docx

GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

30 Avenue Georges Henri 359 - Logements - Fixation des loyers - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de l'immeuble sis avenue Georges Henri 359 ;

Considérant que celui-ci vient de faire l'objet d'une rénovation importante ;

Considérant que deux logements sont prêts à la location ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les loyers qui seront exigés ;

Vu la grille des loyers de référence de la Région bruxelloise ;

Considérant que, sur la base des éléments factuels introduits dans le logiciel, le loyer de référence pour ces appartements se situe :

- pour l'appartement +1 : entre 859 et 1049 EUR,
- pour l'appartement +2-3 : entre 887 et 1085 EUR ;

Considérant que, sur la base des montants investis par la commune pour l'acquisition et la rénovation de cet immeuble et d'un taux de rendement brut de 3,65 %, les loyers des logements devraient être de 946,12 EUR et 1.057,43 EUR ;

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;DECIDE

- de fixer les loyers pour les appartements de l'immeuble sis avenue Georges Henri 359 comme suit
 - appartement +1 : 945 EUR,
 - appartement +2-3 : 1055 EUR.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les

communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Georges Henrilaan 359 - Huisvesting - Vaststelling van de huurprijzen - Goedkeuring.

grille loyer +1.pdf, grille loyer +2 et +3.pdf, taux de rendement logements 2024.pdf

31 **Avenue Andromède 83 - Occupation par l'antenne Nicole Dereppe - Avenant au bail - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que l'Habitation Moderne est propriétaire de l'immeuble sis avenue Andromède 83 ;

Vu le contrat de bail signé le 18/02/2003 ;

Considérant que ces locaux étaient initialement destinés à accueillir l'antenne locale de la Croix Rouge de Belgique ;

Considérant que la Croix Rouge a été relocalisée ;

Considérant que la commune a implanté dans les locaux l'antenne NICOLE DEREPPE qui regroupe des activités du service Prévention de la commune, tels qu'un atelier de recherche active d'emploi, une antenne scolaire, des permanences psychosociales, des projets socio-culturels, la médiation de proximité, les éducateurs de rue,... afin de renforcer la cohésion sociale du quartier.

Considérant que l'usage de locaux ont changé et qu'il y a donc lieu de clarifier la situation juridique liée à cette occupation ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

DECIDE :

d'approuver l'avenant ci-dessous :

AVENANT AU CONTRAT DE BAIL DU 18/02/2003 ANDROMEDE 83

Entre les soussignés :

D'une part :

L'Habitation Moderne S.C.R.L Mont-Saint-Lambert 21200 Bruxelles

Société Immobilière de Service Public, agréée par la Société du Logement de la Région Bruxelloise, sous le numéro 270 et inscrite sous le numéro 104 au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale auprès du Tribunal du Commerce de Bruxelles, ayant son siège social en ses bureaux, à Woluwe-Saint-Lambert, Mont-Saint-Lambert 2, représentée par :

M. Pierre-Alexandre de MAERE d'AERTRYCKE, Président

M. Michael LORIAUX, Vice-Président

et M. Benoît MAIRY, Directeur Général

agissant conformément à l'article 17 des statuts, ci-après dénommée «le bailleur»

et d'autre part :

Commune de Woluwe-Saint-Lambert Avenue Paul Hymans 21200 Bruxelles

représentée par :

M. Patrick LAMBERT, Secrétaire communal

Et M. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre

Dénommés par ci-après LE PRENEUR

Préambule

La commune loue depuis 2003 des locaux situés avenue Andromède 83. Ceux-ci étaient initialement destinés à accueillir l'antenne locale de la Croix Rouge de Belgique. Celle-ci a été relocalisée. La commune a implanté dans les locaux l'antenne Nicole Dereppe qui regroupe des activités du service Prévention de la commune, tels qu'un atelier de recherche active d'emploi, une antenne scolaire, des permanences psychosociales, des projets socio-culturels, la médiation de proximité, les éducateurs de rue,... afin de renforcer la cohésion sociale du quartier.

Il a donc été convenu de modifier l'article 3 de la convention comme suit :

Ancien article 3 : Le preneur destinera exclusivement les lieux loués à usage principal de la section locale de la Croix-Rouge. Cette destination ne pourra être changée sans l'accord écrit et préalable du bailleur. Les locaux ne pourront être sous-loués ou mis à la disposition de tierce personne qui exercerait des activités comme indépendant autres que celles prévues à l'usage principal du présent contrat. Aucun changement de cette destination en cours de bail ne sera opposable au bailleur, sauf son accord préalable et écrit.

Nouvel article 3 : Le preneur destinera exclusivement les lieux à l'implantation de services publics ayant directement pour mission renforcer la cohésion sociale du quartier. Cette destination ne pourra être changée sans l'accord écrit et préalable du bailleur. Les locaux ne pourront être sous-loués ou mis à la disposition de tierce personne qui exercerait des activités comme indépendant autres que celles prévues à l'usage principal du présent contrat. Aucun changement de cette destination en cours de bail ne sera opposable au bailleur, sauf son accord préalable et écrit.

Fait en deux deux exemplaires, chacune des parties déclarant en avoir reçu un exemplaire.

A Woluwe-Saint-Lambert,

Le...../...../2024

Signatures précédées de la mention « Lu et approuvé »

Le bailleur,

B. MAIRY
d'AERTRYCKE

Directeur Général

M. LORIAUX

Vice-Président

P.A. de MAERE

Président

Le preneur,

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

Secrétaire Communal

Bourgmestre

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Andromedelaan 83 - Gebruik door de antenne Nicole Dereppe - Aanhangsel bij de huurovereenkomst - Goedkeuring.

Andromède 83.PDF

32 Villa Montald - Rez-de-chaussée (Partie) - Convention - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15/06/2023 de mettre fin à la convention relative à l'occupation de la Villa Montald par l'asbl Villa Montald et de maintenir les activités de la maison de jeunes sous une autre relation contractuelle ;

Vu le projet de convention rédigé en collaboration avec la VGC et Jeugdhuizen Ondersteuning Brussel (ENTREE.brussels) ;

Considérant qu'une durée de 6 mois est prévue afin d'évaluer au mieux le cadre de la relation pour l'avenir après une période test ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

CONVENTION-TYPE D'OCCUPATION DES LOCAUX COMMUNAUX PAR UNE ASSOCIATION

ENTRE

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de (nom, prénom), (fonction), et (nom, prénom), secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 24/06/2024 ;

Ci-après dénommée « la commune » ;

ET

L'asbl Jeugdhuizen Ondersteuning Brussel (ENTREE.brussels), ayant son siège à 13 Place Anneessens, 1000 Bruxelles, représentée par _____, le(s) responsable(s) de l'association, agissant en qualité de _____ en exécution de la délibération du conseil d'administration de .././.... et/ou de l'assemblée générale de .././..... ;

Ci-après dénommée « l'association » ou « l'occupant » ;

PREAMBULE :

Cette convention est conclue entre la commune et l'association en tenant compte du fait que cette dernière fournit un service d'intérêt public, culturel ou sportif, destiné en priorité aux citoyens de la commune.

La mise à disposition gratuite de locaux à cette association contribue donc à l'élargissement de l'offre de services accessibles et adaptés aux besoins des citoyens de la commune.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention

La présente convention régit l'occupation des locaux décrits ci-dessous par l'association qui les utilise pour ses activités. Les locaux se situent à 270 chaussée de Roodebeek (Villa Montald), 1200 Woluwe-Saint-Lambert, conformément au plan ci-joint, sous liseré rouge et un sous-sol. Les sanitaires sous liseré vert sont partagés avec les autres occupants de la Villa.

L'association utilise les locaux en collaboration avec MJ de Schakel ; l'organisation utilise les locaux pour développer des activités pour les jeunes, avec des tiers et des organisations pour l'encadrement de la jeunesse et les collectifs de jeunes, ainsi qu'avec des particuliers.

Les locaux mis à disposition ne seront utilisés que pour les activités de l'association, à l'exclusion de toute autre utilisation. L'association ne peut permettre l'utilisation des locaux à des fins d'hébergement sans l'accord écrit préalable du Collège des bourgmestre et échevins de la commune. L'association est tenue de faire un usage effectif des locaux donnés en occupation.

Dans le cadre de ses activités, l'asbl peut accueillir des personnes physiques ou morales. Cependant, aucune activité commerciale ou assimilée ne pourra être exercée dans les locaux et l'asbl ne pourra tirer un profit financier de ces occupations (uniquement répercuter les frais d'exploitation du bien), ainsi que des revenus provenant de la vente de boissons et des revenus provenant de l'organisation de fêtes et d'activités.

Si les activités de l'association ne présentaient plus d'intérêt public, culturel, social ou sportif et/ou n'étaient plus principalement destinées aux citoyens de la commune, la commune mettra fin à la convention dans les conditions mentionnées à l'article 2.

L'association s'engage à veiller au bon usage du lieu et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage et s'engage également à notifier par écrit à l'administration (service Propriétés communales) toute modification des statuts et tout changement concernant la personne chargée des relations avec la commune.

2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/07/2024. Elle est conclue pour une durée déterminée de 6 mois. Par la suite, une convention révisée sera signée entre les parties concernées pour une durée indéterminée.

La commune ou l'association peut mettre fin à la convention à tout moment moyennant un congé de 10 mois, par courrier recommandé. Le congé prend cours le 01 septembre suivant sa notification.

3. Caution

Avant la remise des clés, l'association doit fournir une caution dont le montant est calculé sur la base de 2,00 EUR par m² utilisé. Toutefois, le dépôt ne peut être inférieur à 350,00 EUR. Le montant exact de la caution sera déterminé lors de la signature de la convention. L'association s'acquitte de cette obligation en déposant des espèces sur un compte individualisé ouvert à son nom auprès d'un organisme financier de son choix. Les intérêts de la somme ainsi placée seront capitalisés sur le compte individualisé.

Ce placement confère à la commune le privilège des avoirs du compte pour toutes les créances résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations de l'association.

Le compte bancaire de la caution, tant pour le principal que pour les intérêts, ne peut être aliéné sans la présentation soit d'une autorisation écrite établie au plus tôt lors de la résiliation de la présente convention, soit d'une copie d'une décision de justice.

4. Charges

Sont à charge de l'association:

- les frais liés à la consommation privée d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage, ainsi qu'à l'abonnement à ces services ;

La répartition des frais de chauffage sera calculée sur la base de répartiteur de chaleur. La répartition des consommations d'électricité et d'eau, autant que techniquement possible, sera réalisée sur la base de compteurs de passage.

- en cas de sinistre, la franchise légale déduite par l'assureur du bâtiment (voir article 5) ;
- les frais de téléphone ainsi que l'abonnement à ces services ;
- les frais, taxes, redevances, abonnements d'internet ;
- le nettoyage des locaux occupés ;
- les réparations aux frais de l'occupant des locaux occupés ;
- le remboursement de la surprime relative à la clause d'abandon de recours contre l'occupant.

La répartition des frais de chauffage sera calculée sur la base de répartiteur de chaleur. La répartition des consommations d'électricité et d'eau, autant que techniquement possible, sera réalisée sur la base de compteurs de passage. A défaut, sur la base d'une moyenne de jours/semaines/mois d'utilisation par utilisateur et par surface

En l'absence de compteurs individuels ou d'accord séparé, la répartition des frais communs et de la consommation collective d'énergie se fera au prorata de la surface occupée.

La commune fournira un décompte détaillé des charges à l'association au moins une fois par an. Cette dernière a le droit d'analyser les comptes et d'exiger la présentation de pièces justificatives.

Dès réception du décompte susmentionné, la commune ou l'association verse à l'autre partie la différence entre les provisions versées et les coûts réels.

La provision peut être ajustée par la commune en fonction des frais réels tels qu'ils résultent du dernier décompte effectué.

Hormis les petites réparations incombant aux occupants conformément à la doctrine et jurisprudence constante, la commune assure la gestion technique de l'immeuble.

En cas de problème, l'occupant est invité à s'adresser à la commune et est tenue de lui signaler immédiatement :

1. tout trouble de fait et de droit relatif au bien donné en occupation ;
2. tout dommage dont la réparation est à charge de l'occupant.

À défaut d'avoir averti la commune, l'association est tenue pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenue d'indemniser la commune de ce chef.

Chaque année, entre le 01/05 et le 31/07, les parties organisent, de commun accord, à tout le moins une visite des lieux afin d'établir les travaux éventuellement à réaliser sur le bien.

Le service communal Gestion du patrimoine/Propriétés communales est le service de contact.

5. Assurances

La commune a souscrit une police d'assurance de type « intégrale incendie » (incendie, dégâts des eaux, bris de vitrage) comprenant une clause d'abandon de recours envers l'association.

Par conséquent, celle-ci ne doit pas souscrire de police d'assurance incendie, dégâts des eaux et bris de vitrage. L'association devra rembourser à la commune le montant de la franchise légale qui sera déduite par l'assureur du bâtiment.

Il lui est loisible de souscrire une police couvrant son mobilier.

L'association doit souscrire également une police couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du bien.

Une preuve de cette police d'assurance, ainsi que du paiement de la prime y afférant, doit être transmise à la commune dans le mois de la signature de la présente convention et à chaque date d'anniversaire de la convention. Si la commune n'a pas reçu la preuve de la police d'assurance et/ou du paiement de la prime dans le délai dont question ci-avant, elle adresse par lettre recommandée une mise en demeure d'y satisfaire dans le délai de 30 jours calendrier à compter du deuxième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée. Passé ce délai, la présente convention est résolue de plein droit aux torts de l'association.

Dans tous les cas, la commune renonce, sans réserve, à tout recours contre la commune du chef des dispositions prévues aux articles 1721 et 1386 du Code civil. La commune ne pourra notamment être rendue responsable de vols, déprédations et dégradations dont l'association pourrait être victime.

L'association assumera personnellement et, à la décharge de la commune toute responsabilité des

accidents ainsi que des dommages qui pourraient se produire dans les locaux mis à sa disposition.

6. Taxes et impôts

L'association est redevable des impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou à l'occupation du bien donné en occupation (par exemple, taxe sur l'enlèvement des ordures).

Les frais d'enregistrement sont à charge de l'association.

Le précompte immobilier est à charge de la commune.

7. État des lieux

Au plus tard avant l'occupation des lieux par l'association et à la fin de la convention, après l'enlèvement du mobilier appartenant à l'association et avant la remise des clés, un état des lieux détaillé et amiable sera établi.

A cette occasion, les parties procèdent également à l'enregistrement de l'index de tous les compteurs.

L'association rend les lieux dans l'état établi suivant l'état des lieux, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels. Dans ce cas, le montant des dommages et intérêts sera fixé par le service Propriétés communales.

L'association répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles aient eu lieu sans sa faute. L'association répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'elle accueille dans les locaux donnés en occupation.

8. /

9. Réparations

La commune peut effectuer toute réparation lui incombant.

Par dérogation à l'article 1724 du Code civil, l'association est tenue de tolérer, sans indemnisation, l'exécution de tous travaux que la commune juge utile de réaliser dans le cadre d'un plan de rénovation ou d'aménagement même si elle se prolonge au-delà de 40 jours.

10. Modifications au bien

L'association ne pourra modifier les lieux donnés en occupation sans accord préalable et écrit de la commune. Elle ne pourra faire usage de la façade pour y placer une antenne de radio ou de télévision ou, plus généralement, d'y placer ou d'y fixer quoi que ce soit.

La commune n'est pas tenue de verser une indemnité si elle conserve les modifications apportées à l'immeuble sans autorisation. Elle peut également exiger la remise en état des lieux et si l'association ne répond pas, après une mise en demeure, elle peut elle-même faire exécuter les travaux aux frais de l'association.

Dans le cadre de cette convention, l'association peut, avec l'accord préalable du Collège des bourgmestre et échevins, peindre ou tapisser dans des tons neutres avec des matériaux de bonne qualité. L'utilisation d'appareils électriques susceptibles de causer des nuisances doit faire l'objet d'un accord avec le service communal Propriétés communales.

L'association est par ailleurs autorisée, dans le respect des normes urbanistiques, à placer son logo et celui de son pouvoir subsidiant.

11. Accès au bien donné en occupation

Un délégué de la commune aura, en tout temps, accès au bien donné en occupation pour le visiter et s'assurer de la bonne exécution par l'association de toutes ses obligations. Il devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir l'association 48 heures à l'avance.

12. Élection de domicile et statuts

Pour l'exécution de la convention, l'association fait élection de domicile à son siège social.

Pour l'association, toute nomination, démission ou révocation d'un responsable, ainsi que les modifications des statuts, ou la dissolution de l'association seront communiquées par écrit à la commune au moyen d'un extrait de la décision de l'organe compétent (services de la Culture et des Propriétés communales) dans les huit jours qui suivent la décision, en indiquant l'adresse du successeur ou du liquidateur de l'association.

En l'absence de cette communication et de la signature du nouveau responsable, la commune se réserve le droit de se retourner contre le seul responsable qu'elle connaît.

13. Sous-location, jouissance, animaux

En aucun cas, l'association ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

Aucun animal ne sera admis dans les locaux, à l'exception des animaux d'assistance. Toute demande de dérogation à cette disposition fera l'objet d'une demande expresse et préalable au Collège des bourgmestre et échevins.

14. Application des lois

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

15. Juridiction compétente

Seuls les tribunaux de Bruxelles sont compétents. Le cas échéant, la langue de la convention déterminera le tribunal compétent, en fonction du régime linguistique.

16. Enregistrement

L'association fera enregistrer la convention dans les 2 mois, prenant cours à partir de la date de sa signature.

17. Résiliation pour faute

L'occupant supporte tous les coûts, frais et dépenses résultant de cette résiliation.

18. Redevance d'occupation forfaitaire

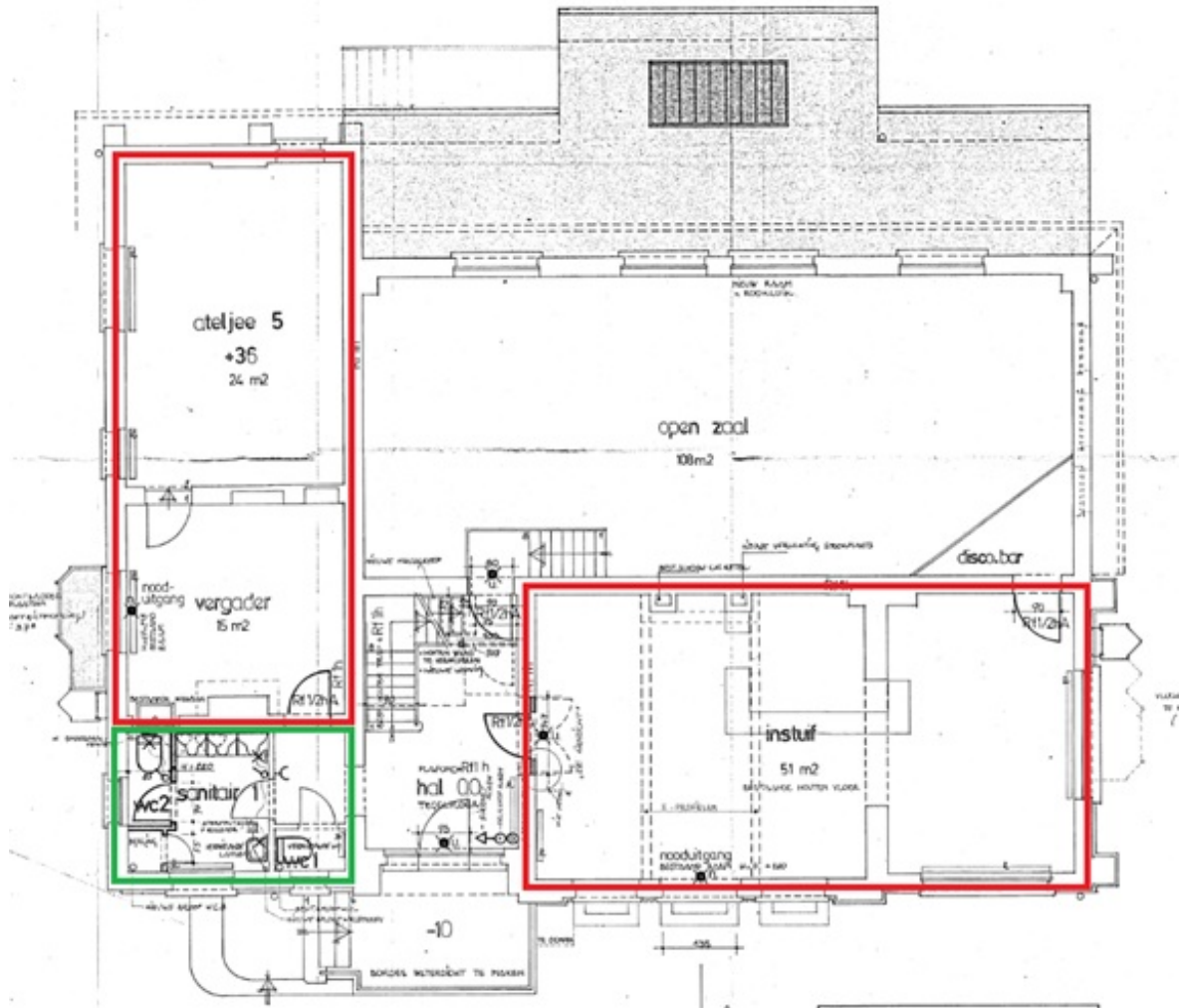
Si l'occupant reste dans le bâtiment à la fin du droit d'occupation (résiliation du droit d'occupation ou préavis), les parties fixent la redevance d'occupation à un montant forfaitaire de 50,00 EUR par m²/mois. Cela n'exclut en rien la possibilité pour la commune de réclamer d'éventuels dommages et intérêts en raison de la poursuite illégale de l'occupation du bâtiment.

Fait à Sint-Lambrechts-Woluwe, le _____ en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Signature de l'association,	Signature de la commune,	
	Le secrétaire communal,	(Membre du Collège),

Annexes



L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Villa Montald - Benedenverdieping (Deel) - Overeenkomst - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 15/06/2023 om de overeenkomst betreffende het gebruik van de Villa Montald door de vzw Villa Montald te beëindigen en de activiteiten van het jeugdhuis onder een andere contractuele relatie te behouden;

Gelet op de type-overeenkomst opgesteld in samenwerking met de VGC en Jeugdhuisen Ondersteuning Brussel (ENTREE.brussels);

Overwegende dat er een periode van 6 maanden gepland is om na een testperiode het kader van de relatie voor de toekomst zo goed mogelijk te evalueren;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

TYPE-OVEREENKOMST VOOR HET GEBRUIK VAN GEMEENTELIJKE LOKALEN DOOR EEN VERENIGING

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van (naam, voornaam), (functie), en (naam, voornaam), gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24/06/2024;

Hierna "de gemeente" genoemd

EN:

De vzw Jeugdhuizen Ondersteuning Brussel (ENTREE.brussels) met zetel te Anneessensplein 13 à 1000 Brussels, vertegenwoordigd door ,verantwoordelijke(n) van de vereniging, handelend in de hoedanigheid van en volgens de beraadslaging van de Raad van bestuur van ../../.... en/of de Algemene vergadering van ../../.....

Hierna "de vereniging" of "de gebruiker" genoemd

INLEIDING:

Deze overeenkomst wordt gesloten tussen de gemeente en de vereniging rekening houdend met het feit dat deze laatste een dienst van openbaar, cultureel of sportief belang aanbiedt, die hoofdzakelijk bestemd is voor de burgers van de gemeente.

De terbeschikkingstelling van gratis lokalen aan deze vereniging draagt dus bij tot de uitbreiding van het aanbod van toegankelijke diensten, aangepast aan de behoeften van de burgers van de gemeente.

WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:

1. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst regelt het gebruik van het hieronder beschreven goed door de vereniging die het voor haar activiteiten gebruikt. Het goed is gelegen te Sint-Lambrechts-Woluwe, Roodebeeksesteenweg 270 (Villa Montald) conform bijgevoegd plan, onder rode rand en een kelder. De sanitaire voorzieningen in de groene boord worden gedeeld met de andere gebruikers van de Villa.

De vereniging gebruikt de lokalen in samenwerking met MJ de Schakel, gebruikt de organisatie de ruimtes om activiteiten te ontwikkelen voor jongeren, met derde partijen en organisaties betreffende jeugdwerk en jongerencollectieven alsook particulieren.

Het ter beschikking gestelde goed zal enkel gebruikt worden voor de activiteiten van de vereniging, met uitsluiting van ieder ander gebruik. De vereniging mag niet toelaten dat de lokalen gebruikt worden voor huisvesting behoudens schriftelijke en voorafgaandelijke toestemming van het College van burgemeester en schepenen van de gemeente. De vereniging is ertoe gehouden het in gebruik gegeven goed effectief te gebruiken.

In het kader van haar activiteiten mag de vzw particulieren of rechtspersonen ontvangen. Er mogen echter geen commerciële of gelijkaardige activiteiten worden uitgeoefend in de lokalen en de vzw mag geen financiële winst halen uit deze activiteiten (enkel de werkingskosten van het goed doorrekenen) en de inkomsten voortvloeiend uit de verkoop van drank en de inkomsten voortvloeiend uit het organiseren van feesten en activiteiten.

Indien de activiteiten van de vereniging niet langer van openbaar, cultureel, sociaal of sportief belang zouden zijn en/of niet langer hoofdzakelijk voor de burgers van de gemeente bestemd zouden zijn, zal de gemeente de overeenkomst beëindigen onder de in artikel 2 genoemde voorwaarden.

De vereniging verbindt er zich toe te waken over het goede gebruik van de plaats en over het respect van de elementaire regels van onderhoud en goede buurtschap en verbindt er zich eveneens toe iedere wijziging in de statuten en iedere verandering betreffende de persoon belast met de relaties met de gemeente schriftelijk te melden aan de administratie (dienst Gemeente-eigendommen).

2. Duur

Deze gebruiksovereenkomst treedt in werking op 01/07/2024. Ze wordt gesloten voor een bepaalde duur van 6 maanden. Hierna wordt een herziene overeenkomst tussen de betrokken partijen getekend van onbepaalde duur.

De gemeente of de vereniging kan de overeenkomst op elk moment beëindigen met een opzegtermijn van 10 maanden per aangetekende brief. De opzegging wordt van kracht op 01 september volgend op de kennisgeving.

3. Waarborg

Voor het overhandigen van de sleutels moet de vereniging een waarborg stellen waarvan het bedrag berekend wordt op basis van 2,00 EUR per gebruikte m². De waarborg mag evenwel niet kleiner zijn dan 350,00 EUR. Het exacte bedrag van de waarborg zal bepaald worden bij de ondertekening van de overeenkomst. Ze voldoet aan deze verplichting door het plaatsen van contanten op een geïndividualiseerde rekening die op haar naam geopend wordt bij een financieel organisme van haar keuze. De intresten van de zo geplaatste som worden gekapitaliseerd op de geïndividualiseerde rekening. Door deze plaatsing krijgt de gemeente het voorrecht op het actief van de rekening voor alle vorderingen voortkomende uit het geheel of gedeeltelijk niet naleven van de verplichtingen van de vereniging.

Er kan niet beschikt worden over de bankrekening van de waarborg, zowel voor de hoofdsom als voor de intresten, zonder het voorleggen van ofwel een schriftelijke toelating ten vroegste opgemaakt bij het beëindigen van deze overeenkomst ofwel een kopie van een gerechtelijke beslissing.

4. Lasten

Zijn ten laste van de vereniging:

- de kosten die voortvloeien uit het private verbruik van water, gas, elektriciteit en verwarming, en uit het abonnement op deze diensten;

De verdeling van de verwarmingskosten zal worden berekend op basis van warmtedistributie. Voor zover technisch mogelijk worden elektriciteits- en waterverbruik toegerekend op basis van debietmeters.

- in geval van schade, de wettelijke franchise die afgehouden wordt door de verzekeraar van het gebouw (zie artikel 5);
- de telefoonkosten en het abonnement op deze diensten;
- de kosten, belastingen, bijdragen, abonnementen voor internet;
- het schoonmaken van de gebruikte lokalen;
- herstellingen ten laste van de gebruiker van de gebruikte lokalen;
- de terugbetaling van de premietoeslag in verband met het beding van afstand van verhaal op de gebruiker;

De verdeling van de verwarmingskosten zal worden berekend op basis van een warmteverdelers. Voor zover technisch mogelijk wordt de verdeling van het elektriciteits- en waterverbruik toegerekend op basis van doorstroommeters. Bij gebreke daarvan op basis van een gemiddeld aantal dagen/weken/maanden gebruik per gebruiker en per oppervlakte.

Bij ontstentenis van afzonderlijke meters of van een aparte overeenkomst, gebeurt de verdeling van de gezamenlijke kosten en van het collectieve energieverbruik naar rato van de bezette oppervlakte. De gemeente zal minstens eenmaal per jaar een gedetailleerde kostenstaat van de lasten aan de vereniging bezorgen. Deze heeft het recht om de rekeningen te analyseren en het voorleggen van bewijsstukken te eisen. Bij ontvangst van de voornoemde kostenstaat betaalt de gemeente of de vereniging aan de andere partij het verschil tussen de betaalde provisies en de reële kosten. De provisie kan door de gemeente aangepast worden in functie van de reële uitgaven zoals die voortkomen uit de laatste uitgevoerde afrekening.

Met uitzondering van kleine reparaties, die onder de verantwoordelijkheid van de gebruikers vallen in overeenstemming met de gevestigde doctrine en jurisprudentie, verzekert de gemeente het technisch beheer van het gebouw.

De gebruiker wordt uitgenodigd om zich bij problemen tot de gemeente te richten en haar onmiddellijk de volgende zaken te melden:

1. Ieder feitelijk of juridisch probleem betreffende het in gebruik gegeven goed;
2. Alle schade waarvan de herstelling ten laste van de gebruiker valt.

Indien de gemeente hiervan niet op de hoogte werd gesteld, kan de vereniging verantwoordelijk gesteld worden voor alle bijkomende schade en kan zij op grond hiervan eraan gehouden worden de gemeente schadeloos te stellen.

Elk jaar, tussen 01/05 en 31/07, organiseren de partijen in onderling overleg minstens één bezoek aan het pand om vast te stellen welke eventuele werkzaamheden aan het pand moeten worden uitgevoerd. De gemeentelijke dienst Erfgoedbeheer/Gemeente-eigendommen is het aanspreekpunt.

5. Verzekeringen

De gemeente heeft een verzekeringspolis afgesloten van het type "volledige brandverzekering" (brand, waterschade, glasbreuk) die een clause bevat die verhaal op de vereniging uitsluit.

Deze moet dus geen brandverzekering of verzekering voor waterschade en glasbreuk afsluiten. Ze zal het bedrag van de wettelijke franchise dat de verzekeraar van het gebouw inhoudt aan de gemeente moeten terugbetalen. Het staat haar vrij een verzekering af te sluiten die het meubilair dekt.

De vereniging moet een polis aangaan die haar risico's dekt betreffende haar burgerlijke aansprakelijkheid en die van haar agenten en aangestelden voor alle schadegevallen die kunnen voorvallen in het kader van de uitbating van het goed. De vereniging zal een kopie van deze polis en het betalingsbewijs van de premie aan de gemeente overmaken binnen de maand na ondertekening van deze overeenkomst en op iedere verjaardag van de overeenkomst. Indien de gemeente het bewijs

van de verzekeringspolis en/of de betaling van de premie niet binnen de bovenvermelde termijn heeft ontvangen, stuurt zij een aanmaning per aangetekende brief om hieraan te voldoen binnen de 30 kalenderdagen vanaf de tweede dag na de verzending van de aangetekende brief. Na deze periode wordt deze overeenkomst automatisch opgeheven ten nadele van de vereniging.

In ieder geval verzaakt de vereniging zonder voorbehoud aan ieder beroep tegen de gemeente in hoofde van de beschikkingen voorzien in artikelen 1721 en 1386 van het Burgerlijk Wetboek. De gemeente kan meer bepaald niet aansprakelijk gesteld worden voor diefstal, beroving en schade waarvan de vereniging het slachtoffer zou kunnen zijn.

De vereniging neemt persoonlijk, ter ontlasting van de gemeente, de verantwoordelijkheid op zich voor de ongelukken en de daardoor ontstane schade die zich kunnen voordoen in de haar ter beschikking gestelde lokalen.

6. Taksen en belastingen

De vereniging staat in voor de belastingen of taksen betreffende het genot of het gebruik van het in gebruik gegeven goed (bijvoorbeeld belasting op het ophalen van huisvuil). De registratiekosten zijn ten laste van de vereniging. De onroerende voorheffing is ten laste van de gemeente.

7. Plaatsbeschrijving

Ten laatste voor de vereniging de plaats in gebruik neemt en op het einde van de overeenkomst, na het verwijderen van het meubilair dat aan de vereniging toebehoort en voor het teruggeven van de sleutels, wordt een minnelijke gedetailleerde plaatsbeschrijving opgemaakt. Bij deze gelegenheid gaan de partijen ook over tot het opnemen van de index van alle tellers.

De vereniging laat de plaats achter in de staat waarin zij deze aangetroffen heeft, volgens de plaatsbeschrijving, behalve vergane of door ouderdom aangetaste zaken of door overmacht. De partijen zullen de eventuele schade vaststellen. In dit geval zal de dienst Gemeente-eigendommen het bedrag van de schade en van de intresten vaststellen.

De vereniging staat in voor de beschadigingen of het verval die tijdens het gebruik voorkomen behalve indien zij kan bewijzen dat die plaatsvonden buiten haar schuld. De vereniging staat ook in voor de schade en het verval veroorzaakt door personen die zij in de in gebruik gegeven lokalen ontvangt.

8. /

9. Herstellingen

De gemeente kan iedere herstelling uitvoeren die ten haren laste is. In afwijking van artikel 1724 van het Burgerlijk Wetboek, moet de vereniging dulden dat de gemeente, zonder vergoeding, de werken uitvoert die zij nodig acht in het kader van een renovatieplan of een herinrichting zelfs als dit langer duurt dan 40 dagen.

10. Wijzigingen aan het goed

De vereniging mag de in gebruik gegeven plaatsen niet wijzigen zonder voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord van de gemeente. Zij mag geen gebruik maken van de gevel om er een radio- of televisieantenne op te plaatsen of meer algemeen om er eender wat op te plaatsen of te bevestigen.

De gemeente moet geen enkele vergoeding betalen als zij wijzigingen, zonder toelating aangebracht aan het gebouw, behoudt. Ze mag ook eisen dat de plaatsen in hun oorspronkelijke staat hersteld worden en indien de vereniging niet reageert, na een ingebrekestelling, zelf de werken doen uitvoeren op kosten van de vereniging.

In het kader van deze overeenkomst mag de vereniging, na voorafgaandelijk akkoord van het College van burgemeester en schepenen, schilderen of behangen in neutrale tinten met materialen van goede kwaliteit. Het gebruik van elektrische toestellen die overlast kunnen veroorzaken moet overeengekomen worden met de dienst Gemeente-eigendommen. De vereniging mag ook haar logo en dat van haar subsidiërende overheid plaatsen, in overeenstemming met de stedenbouwkundige voorschriften.

11. Toegang tot het in gebruik gegeven goed

Een afgevaardigde van de gemeente heeft, te allen tijde, toegang tot het in gebruik gegeven goed om het te bezichtigen en zich ervan te verzekeren dat de vereniging al haar verplichtingen nakomt. Hij moet nochtans de vereniging 48 uur op voorhand verwittigen behalve bij bijzondere dringendheid.

12. Keuze van woonplaats en statuten

Voor de uitvoering van de overeenkomst kiest de vereniging haar maatschappelijke zetel als domicilie.

Voor de vereniging zal iedere benoeming, ontslag of afzetting van een beheerder, alsook de wijzigingen aan de statuten, of de ontbinding van de vereniging schriftelijk meegedeeld worden aan de gemeente bij middel van een uittreksel van de beslissing van het bevoegde orgaan (diensten Cultuur en Gemeente-eigendommen) binnen de acht dagen na de beslissing met vermelding van het adres van de opvolger of de vereffenaar van de vereniging.

Bij gebrek aan deze mededeling en de handtekening van de nieuwe verantwoordelijke behoudt de gemeente zich het recht voor om zich te keren tegen de enige verantwoordelijke die zij kent.

13. Onderverhuren, vruchtgebruik, dieren

De vereniging mag in geen enkel geval het geheel of een deel van het goed onderverhuren noch zijn rechten erop afstaan.

Er worden geen dieren toegelaten in de lokalen, met uitzondering van hulpdieren. Elke aanvraag tot afwijking van deze beschikking zal het voorwerp uitmaken van een uitdrukkelijke en voorafgaandelijke vraag aan het College van burgemeester en schepenen.

14. Toepassing van de wetten

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

15. Bevoegde jurisdictie

Enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd. In voorkomend geval bepaalt de taal van de overeenkomst de bevoegde rechter, afhankelijk van het taalstelsel.

16. Registratie

De vereniging registreert de overeenkomst binnen 2 maanden na de datum van ondertekening.

17. Ontbinding wegens fout

De gebruiker draagt alle kosten, lasten en uitgaven die uit een dergelijke beëindiging voortvloeien.

18. Forfaitaire bezettingsvergoeding

Indien de gebruiker aan het einde van het gebruiksrecht in het gebouw blijft (beëindiging van het gebruiksrecht of opzeggingstermijn), zullen de partijen de bezettingsvergoeding vaststellen op een forfaitaire vergoeding van 50,00 EUR per m²/maand. Dit sluit op geen enkele wijze uit dat de gemeente aanspraak kan maken op enige schade als gevolg van de onrechtmatige voortzetting van het gebruik van het gebouw.

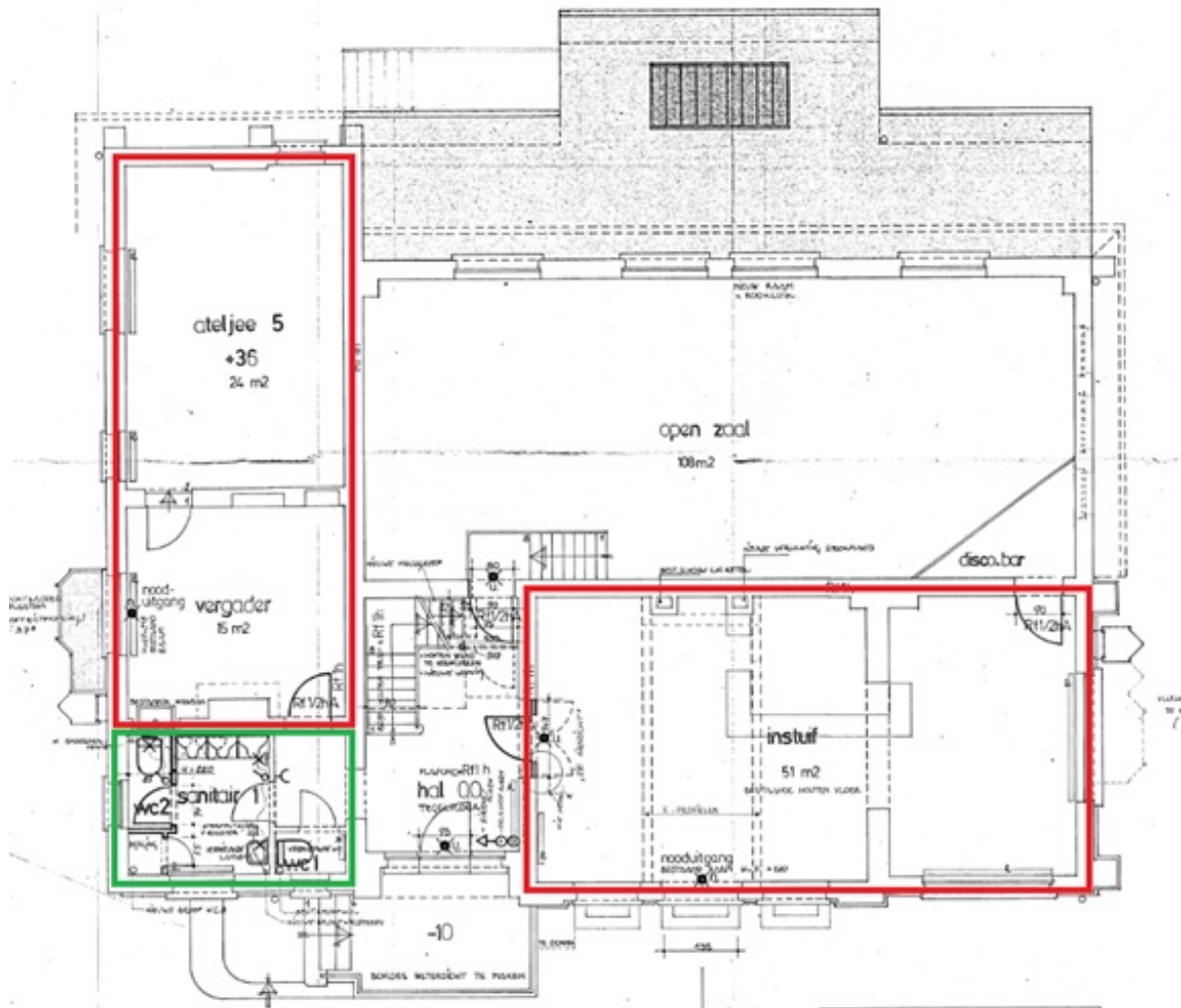
Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op _____ in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de vereniging, Handtekening van de vereniging,

De Gemeentesecretaris, (Lid van het College),

Bijlagen



De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Heer Minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de Ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 **Stade Fallon - Antennes de mobilophonie - Conventions - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de la parcelle cadastrale numéro 26L8 Woluwe-Saint-Lambert, 1ère Division, Section B reprenant une grande partie du Stade Fallon ;

Vu sa delibération du 19/09/2002 approuvant deux conventions pour l'installation d'antennes de mobilophonie au stade communal ;

Vu la decision du Collège des bourgmestre et échevins du 3 décembre 2020 décidant de résilier ces conventions avec effet au 04/08/2024 ;

Considérant que les opérateurs ont désiré négocier des nouvelles conventions ;

Considérant que la suppression de ces antennes créerait une nette diminution de la couverture de réseau, d'autant plus problématique lors d'événements sportifs concentrant de nombreuses personnes.

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

DECIDE d'approuver les deux conventions reprises ci-dessous :

CONTRAT DE BAIL
Code du site : BX3164E

ENTRE D'UNE PART :

L'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert
Dont le siège est situé Avenue Paul Hymans 2 à 1200 Bruxelles
Représentée ici par son Bourgmestre, Monsieur Olivier Maingain et son Secrétaire Communal, Monsieur Patrick Lambert, ci-après dénommé « Le BAILLEUR ou Le BAILLEUR »,

ET D'AUTRE PART :

Belgium Tower Partners SA, avec siège situé 1831 Diegem, Culliganlaan 2C et enregistrée sous le numéro d'entreprise 0783 543 729 (RPM Bruxelles), représentée ici par Monsieur Leonardus van Dijk, en sa qualité de Chief Operating Officer (COO), ci-après dénommée « BTP » ou « Le PRENEUR »;

Le BAILLEUR et BTP sont ci-après dénommés conjointement « Les PARTIES », et chacun séparément « La PARTIE » ;

LES PARTIES reconnaissent avoir la capacité juridique de signer le présent bail et d'accorder les droits qui y sont prévus ;

Le présent contrat de bail (y compris ses annexes) est ci-après dénommé « Le CONTRAT » ;

Préambule :

Les PARTIES ont conclu un contrat d'occupation précaire signé le 04/06/2003, ayant pour objet :

- la mise à disposition d'une surface d'environ 50 m² afin d'y implanter une station de télécommunication (la « Surface »), située : avenue J.F. Debecker 54 et enregistré au cadastre sous le numéro 26P7 commune de Woluwé-Saint Lambert-1ère division Section B
- de procéder au remplacement de deux pylônes d'éclairage afin d'implanter sur l'un d'eux des antennes et équipements de télécommunication tout en maintenant les appareils d'éclairage existants.

- en date du 26/01/2021 le BAILLEUR a signifié au PRENEUR sa décision de résilier la convention d'occupation précaire suite à une décision Collège des bourgmestre et échevins du 3 décembre 2020 avec effet au 04/08/2024.

- la convention d'occupation précaire prévoyait, à la fin du contrat et après démontage des équipements de l'opérateur, le transfert, sans frais, de la propriété des structures de soutènement et de soulèvement (fondation et pylône) à la commune.

Il a été convenu et accepté ce qui suit :

La convention d'Occupation à Titre Précaire signé le 04/06/2003 est, à partir du 01/08/2024, remplacée par le présent contrat de Bail.

Le transfert de la propriété du pylône n°1 (structures de soutènement et de soulèvement) repris à l'annexe B.2 est postposé à l'issue de la présente convention conformément à l'article 6.3.

Article 1 – Objet du contrat

1.1. La Commune déclare :

- Etre plein BAILLEUR du bien immobilier situé à 1200 Bruxelles Avenue J.F. Debecker 54 et inscrit au registre cadastral sous le numéro 26L8 Woluwe-Saint-Lambert, 1ère Division, Section B, ci-après dénommé "le Bien Immobilier" (Annexe D) ;
- Posséder le droit de libre disposition du Bien Immobilier et qu'il n'existe pas de créances, d'hypothèque ou de privilèges sur le bien qui compromettent l'utilisation normale du Bien Loué par Le PRENEUR.

1.2. Le BAILLEUR donne en location au PRENEUR qui accepte des emprises reprises sous liseré rouge au plan joint à l'annexe B.1 (ci-après dénommées la « Surface » ou « le Bien Loué »), situé sur le Bien Immobilier.

1.3. Le bien loué sera utilisée pour exploiter une station de télécommunication (systèmes de télécommunication, ensemble de leurs accessoires et des appareillages périphériques) aux conditions stipulées dans le présent contrat.

1.4. Le BAILLEUR autorise le PRENEUR à y placer un container avec des équipements de télécommunications et à relier ceux-ci au réseau de téléphonie et électrique en domaine public ainsi qu'aux antennes et équipements du PRENEUR sur le pylône d'éclairage n° 1 repris au plan repris en annexe B.2.

De plus, le BAILLEUR autorise le PRENEUR et ses utilisateurs à placer des antennes et équipements de télécommunication sur ce pylône d'éclairage.

1.5. Le PRENEUR et ses utilisateurs peuvent améliorer, modifier ou étendre les équipements dans et sur le Bien Loué à tout moment, en tenant compte des progrès scientifiques, techniques et technologiques en la matière, et des exigences applicables en matière de partage de sites d'antennes et d'utilisation conjointe de l'infrastructure.

1.6. Le BAILLEUR accorde au PRENEUR le droit solliciter, l'agrandissement du Bien Loué (le « Bien Loué Supplémentaire »), afin qu'il puisse apporter des modifications, des compléments, des remplacements, des remises à neuf ou des extensions à tout équipement se trouvant dans ou sur le Bien Loué. La demande est envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision. Le cas échéant, en cas d'augmentation substantielle de la superficie initiale avec le Bien Loué Supplémentaire, le montant du loyer repris à l'article 5 pourra être revu au tarif de 25 EUR/m²/an à indexer conformément à l'article 5.4.

1.7. Dans les quinze jours calendrier de l'entrée en vigueur de la présente convention, un état des lieux détaillé du Bien Loué et du pylône n° 1 sera établi par les parties, contradictoirement et aux frais du PRENEUR, le cas échéant, par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord, désigné à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, chambres francophones.

A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit, le PRENEUR devra restituer le Bien Loué et le pylône n°1 en parfait état, sous réserve de l'usure normale.

Les parties conviennent qu'à la fin de la présente convention, un état des lieux détaillé sera établi, contradictoirement et aux frais du PRENEUR, le cas échéant, par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord, désigné à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, chambres francophones.

Article 2 : Obligations du BAILLEUR

2.1. Le BAILLEUR s'engage à laisser jouir paisiblement le PRENEUR du Bien Loué et à entretenir le Bien Immobilier aux abords immédiats du Bien Loué afin de lui assurer cette jouissance paisible.

2.2. Le BAILLEUR s'engage à n'accorder aucun droit d'utilisation ou d'occupation à titre quelconque (bail, concession, etc.) à quiconque pour l'installation ou l'exploitation de systèmes de communication mobile ou de tous autres systèmes susceptibles de nuire à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance des Installations, sans l'accord préalable et écrit du PRENEUR.

2.3. Le BAILLEUR autorise le PRENEUR et à ses utilisateurs à demander et obtenir, en son nom ou pour compte du BAILLEUR, tous les permis, approbations et autres autorisations nécessaires ou utiles pour l'installation, l'utilisation, l'entretien, la conservation, la réparation et la modification du Bien Loué, y compris l'espace à l'extérieur du Bien Loué pour ce qui concerne les câbles et les raccordements utiles. La pose des câbles et des raccordements utiles doit cependant faire l'objet d'un accord préalable du BAILLEUR. La demande est envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision.

2.4. Le BAILLEUR coopérera avec le PRENEUR et ses utilisateurs si cela est nécessaire pour l'introduction et le suivi des demandes et l'obtention des permis, approbations et autorisations mentionnés ci-dessus. Le BAILLEUR transmettra au PRENEUR tous les documents relatifs au Bien Immobilier qui lui seront nécessaires ou qui seront nécessaires à ses utilisateurs.

2.5. Le BAILLEUR donne également l'autorisation au PRENEUR et à ses utilisateurs d'effectuer tous les essais, inspections et études préparatoires nécessaires sur le Bien Immobilier pour autant qu'ils ne portent pas atteinte à l'état et à la conservation du Bien Immobilier. Si tel devait être le cas, l'accord préalable du BAILLEUR serait requis.

2.6. Le BAILLEUR reconnaît que, sauf force majeure, le fonctionnement continu et adéquat du Bien Loué doit toujours être assuré. Aussi, le BAILLEUR informera au préalable le PRENEUR de son intention d'exécuter sur le Bien Immobilier des travaux à proximité du Bien Loué ou d'effectuer des travaux susceptibles d'influer sur le fonctionnement des Installations, et ce, moyennant un préavis 90 jours calendrier, sauf force majeure ou urgence.

2.7. Le BAILLEUR informera préalablement le PRENEUR de toute modification aux appareils d'éclairage afin de mettre à jour les calculs de stabilité du pylône n°1.

Article 3: Obligations du PRENEUR

3.1. Le PRENEUR s'engage à respecter et à faire respecter toutes les prescriptions légales et réglementaires concernant Bien loué et la station de télécommunication.

3.2. De plus, le PRENEUR s'engage à demander ou à ce que ses utilisateurs demandent toutes les autorisations nécessaires à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance des Installations. Les travaux ne pourront débuter qu'après obtention, par le PRENEUR ou ses utilisateurs, de toutes ces autorisations.

3.3. Le PRENEUR s'engage à utiliser et faire utiliser par ses utilisateurs le Bien Loué en bon père de famille et à payer le loyer et les charges au BAILLEUR comme déterminé à l'article 5.

3.4. Le PRENEUR évitera toute action et utilisation du Bien Loué qui pourrait compromettre le fonctionnement normal des installations existantes du BAILLEUR.

3.5. Le PRENEUR reconnaît que, sauf force majeure, le fonctionnement continu et adéquat de l'éclairage doit toujours être assuré.

3.6. Le PRENEUR informera au préalable le BAILLEUR de son intention d'entreprendre des travaux sur le Bien Immobilier ou sur le Bien Loué et ce, moyennant un préavis de trois mois, sauf force majeure ou urgence.

3.7. Le PRENEUR s'engage à garantir l'entretien structurel des pylônes d'éclairage (hors appareils d'éclairage) n° 1 et 2 tels que définis à l'annexe B.2, à effectuer les contrôles périodiques et la maintenance requis des pylônes et des équipements de sécurité. Il prendra en charge les calculs de stabilité nécessaires à chaque modification d'équipements sur le pylône n°1. D'autre part, le PRENEUR s'engage à réserver une charge minimale correspondant à la charge actuelle pour le cadre et les appareils d'éclairage du BAILLEUR.

3.8. A l'échéance du présent Contrat pour quelque raison que ce soit, le PRENEUR enlèvera, dans un délai de 90 jours calendrier, ses installations à ses frais à l'exception des structures de support dans le sol (pour autant qu'il y en ait) et du pylône d'éclairage n° 1 conformément à l'article 7.4.

Le BAILLEUR prend toutes les mesures nécessaires pour que les équipements se trouvant sur ou dans le Bien Loué puissent être enlevés par le PRENEUR, ses utilisateurs ou toute autre personne désignée par le PRENEUR.

Article 4 : Début – Durée – Fin

4.1. Le contrat prendra effectivement cours le 01/08/2024 et est conclu pour une durée de neuf (9) années consécutives.

4.2. Il sera automatiquement renouvelé pour six (6) ans et aux mêmes conditions, à moins que le PRENEUR ne communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 180 jours calendrier avant l'échéance des neuf (9) années en cours.

4.3. À l'issue de cette période de neuf et six ans, le contrat est automatiquement renouvelé par périodes de six (6) ans et aux mêmes conditions, à moins que le BAILLEUR ne communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 730 jours calendrier avant l'échéance de la période en cours ou que le PRENEUR communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 180 jours calendrier avant l'échéance de la période en cours.

4.4. Chaque prolongation sera soumise aux mêmes termes et conditions que ceux convenus dans le contrat en cours.

4.5. Le PRENEUR est autorisé à mettre fin à tout moment au présent contrat de bail moyennant un préavis de 180 jours calendrier, si les besoins du réseau, les besoins commerciaux ou opérationnels du PRENEUR ou si certaines spécifications des systèmes de télécommunication ou tout autre système destiné aux télécommunications ont pour effet de rendre les conditions du contrat inacceptables. Dans ce cas, le PRENEUR doit au BAILLEUR une indemnité forfaitaire équivalente à un an de loyer annuel tel que fixé à l'article 5.1. de la présente convention.

4.6. En cas d'expropriation par mesure d'intérêt général, le présent contrat de bail expirera à la date à laquelle l'autorité expropriante aura effectivement pris possession du Bien Loué. Les Parties conviennent dans ce cas de renoncer aux éventuelles actions qu'elles seraient susceptibles d'intenter

réciproquement. Elles feront valoir conjointement leurs droits à l'égard de l'autorité expropriante.

Article 5 : Loyer – Mode de paiement – Taxes – Indexation – Charges

5.1. En contrepartie de la location de la Surface, le PRENEUR s'engage à payer un loyer annuel d'un montant de 7.800,00- EUR (**sept mille huit cent EUR**) comme suit :

- moment du paiement : annuellement, au plus tard le dixième jour calendrier du mois anniversaire de début de ce contrat de Bail (ou si le dixième jour est un dimanche ou un jour férié, le premier jour ouvrable qui suit) ;
- Premier paiement : le 10/08/2024
- numéro de compte IBAN BE39 0910 1186 2119 de la commune de Woluwe-Saint-Lambert avec comme référence : Pylône 1 Stade communal loyer

5.2. Tous les impôts et taxes directement liés à l'installation, à l'entretien et à la gestion de l'équipement dans et sur le Bien Loué sont à la charge du PRENEUR ou de ses utilisateurs.

5.3. Toutes les taxes sur les redevances (de location), ainsi que toutes les retenues à la source sur les redevances (de location) et, d'une manière générale, tous les impôts ou taxes relatifs au droit de propriété sur le Bien Loué sont à la charge du BAILLEUR. Le BAILLEUR bénéficie actuellement d'une exonération de précompte immobilier pour le Bien Immobilier. Si cette situation devait être revue du fait de l'exploitation visée par la présente convention, les conséquences financières seraient à charge du PRENEUR. Dans cette hypothèse, une division de la parcelle sera sollicitée par le BAILLEUR afin de déterminer précisément la part du revenu cadastral afférant à l'objet de la présente convention.

5.4. Le loyer sera ajusté annuellement à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat en fonction des fluctuations de l'indice santé (tableaux de 2013), moyennant l'application de la formule ci-dessous :

$F \times I$ i	F = loyer de base visé à l'article 3.1 I = index du mois qui précède le mois de l'ajustement i = index du mois d'entrée en vigueur de ce contrat de BAIL.
------------------	--

Au cas où la formule d'ajustement se heurterait à des objections de droit, le calcul de la fluctuation se fera sur la base des dispositions légales en vigueur au moment de l'ajustement.

5.5. Sur simple demande écrite, le PRENEUR remboursera le BAILLEUR des frais relatifs à la consommation d'électricité de ses installations et de celle de ses utilisateurs sur la base du relevé du compteur de passage et au tarif unitaire payé par le BAILLEUR.

Article 6 : Accès

6.1. Le BAILLEUR accorde expressément au PRENEUR et à ses utilisateurs un accès complet, illimité et permanent au Bien Immobilier pour l'installation, l'utilisation, l'entretien, la réparation ou la modification d'équipements sur le Bien Loué. Cet accès est accordé 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à toute personne désignée à cet effet par le PRENEUR ou ses utilisateurs.

6.2. Le BAILLEUR devra donc, sur simple demande du PRENEUR, accorder l'accès au Bien Immobilier au personnel de celui-ci et à toutes les personnes autorisées par celui-ci à compter de la date de signature du présent Contrat.

6.3. Le BAILLEUR fournira au PRENEUR et à ses utilisateurs les clés, badges et codes nécessaires pour accéder au Bien Immobilier (maximum 2 exemplaires). Le PRENEUR et ses utilisateurs sont autorisés à installer un coffre-fort à clés à proximité de l'accès au Bien Loué.

6.4. Le BAILLEUR confirme par la présente qu'aucun autre consentement n'est requis de la part d'un tiers pour avoir un accès complet et sans restriction au Bien Immobilier. Si le consentement de toute autre personne est requis pour accéder au Bien Immobilier, le BAILLEUR s'engage à l'obtenir.

Article 7 : Propriété

7.1. Tous les éléments et composants de l'équipement sur ou dans le Bien Loué sont et resteront la propriété exclusive du PRENEUR ou de ses utilisateurs en vertu d'un droit de superficie-conséquence conformément à l'article 3.182 du nouveau Code Civil.

7.2. Les structures de support souterraines (pour autant qu'il y en ait) et le pylône d'éclairage n° 1 deviendront automatiquement la propriété du BAILLEUR à la fin du Contrat.

Article 8 : Transfert ou vente du Bien Immobilier – Droit de préemption – Force contraignante

8.1. Le présent contrat de bail lie les Parties ainsi que leurs successeurs, représentants, personnel et mandataires.

8.2. En cas de cession (donation, vente...) du Bien Loué par le BAILLEUR à un tiers, celui-ci (nouveau BAILLEUR) ne pourra mettre fin au contrat de bail que dans les cas et aux conditions visés à l'article 4 du présent contrat, uniquement si le contrat de bail a une date certaine avant la cession du Bien loué par le BAILLEUR ou si le PRENEUR occupe au moins depuis 6 mois le Bien Loué, à défaut d'une telle date certaine.

8.3. Le BAILLEUR informera non seulement l'acheteur ou le cessionnaire de certains droits de l'existence et du contenu du Contrat, mais aussi de la durée restante de celui-ci, y compris l'état des possibilités de prolongation dont le PRENEUR dispose encore.

Article 9 – Cession et sous-location

9.1. Le PRENEUR peut solliciter la cession du présent contrat de bail. La demande est envoyée au BAILLEUR par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision. Tous les droits et obligations du PRENEUR vis-à-vis du BAILLEUR conformément aux dispositions du présent contrat prendront fin au moment de la cession du contrat de bail. Le nouveau PRENEUR reprendra tous les droits et obligations du PRENEUR aux termes du présent contrat, et ce, à la date de la cession.

9.2. Le PRENEUR peut sous-louer le présent contrat de bail, à condition d'en informer le BAILLEUR par lettre recommandée. Chaque sous-location devra respecter les dispositions du présent contrat.

Article 10 : Destruction du Bien Loué

10.1. Dans le cas où le Bien Loué, indépendamment de la volonté du BAILLEUR, serait partiellement ou totalement détruit et que le BAILLEUR décide de reconstruire le Bien Loué, le PRENEUR et ses utilisateurs auront le droit de reconstruire leurs équipements sur le Bien Loué reconstruit.

10.2. Dans le cas où le Bien Loué original ne peut plus être utilisé pendant les travaux de reconstruction ou si le BAILLEUR décide de ne pas reconstruire le Bien Loué, le BAILLEUR fournira, au mieux de ses capacités, une alternative équivalente (Mise à disposition du PRENEUR un emplacement de maximum 150m² pour le placement d'une installation provisoire, pylône et station de

base, pendant la durée des travaux de reconstruction).

Article 11 : Responsabilités et Assurances

11.1. Le PRENEUR n'est responsable, tant à l'égard des tiers que du BAILLEUR, que des dommages directs qui résulteraient de la présence ou du fonctionnement de ces installations pendant le montage et pendant toute la durée du Contrat. Le PRENEUR souscrira auprès d'une compagnie d'assurance agréée une assurance spéciale qui couvre tant les dommages matériels, corporels et immatériels.

11.2. A cet effet, le PRENEUR doit souscrire une assurance couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du bien.

11.3. Le PRENEUR souscrira également une police d'assurance en responsabilité civile occupant auprès d'une compagnie d'assurance reconnue et agréée pour couvrir les périls nommés comprenant au minimum les garanties de base à savoir l'incendie, les dégâts des eaux, les risques locatifs et les sinistres de voisinage. Le BAILLEUR fera insérer dans sa police incendie un abandon de recours contre le PRENEUR, sauf en cas de faute lourde ou de dol. Le PRENEUR fera également insérer un abandon de recours réciproque à l'égard du BAILLEUR et son assureur.

11.4. Une preuve de ces polices d'assurance, ainsi que du paiement de la prime y afférant, doit être transmise au BAILLEUR dans les huit jours calendrier de la signature de la présente convention. Si le BAILLEUR n'a pas reçu la preuve de cette polie d'assurance et/ou du paiement de la prime dans le délai dont question ci-avant, le BAILLEUR adresse par lettre recommandée une mise en demeure d'y satisfaire dans le délai de 30 jours calendrier à compter du deuxième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée. Passé ce délai, la présente convention est résolue de plein droit aux torts du PRENEUR.

11.5. La responsabilité du PRENEUR sera toujours limitée à un montant maximum de 1.250.000 EUR par sinistre par an.

Article 12 : Notifications

12.1. Les notifications à l'autre partie doivent toujours être faites aux adresses suivantes et à l'attention des personnes mentionnées ci-dessous :

BTP	BAILLEUR
BELGIUM TOWER PARTNERS SA	Administration communale de Woluwe-Saint Lambert
Culliganlaan 2C Boîte 7 – 1831 Diegem	Avenue Paul Hymans 2
A l'attention de BTP Estates	Service Gestion du Patrimoine / Propriétés communales
estates@belgiumtowerpartners.com	prop.eig@woluwe1200.be
Tél: 02/373.81.81	Tél : 02/761.28.18 ou 02/761.28.20

12.2. Les parties s'informent mutuellement dans les meilleurs délais, et si possible à l'avance, de toute modification de ces coordonnées.

Article 13 : Traitement des données à caractère personnel

13.1. Pour l'application du présent article, les termes utilisés sont définis comme le prévoit le règlement 2016/679 (" règlement général sur la protection des données " ou " RGPD "). Le PRENEUR traite les données à caractère personnel dans le cadre du présent Contrat en tant que responsable du traitement des données. A cet égard, le PRENEUR informe le BAILLEUR de ce traitement de données à caractère personnel conformément aux articles 13 et 14 du RGPD par le biais de la déclaration relative au traitement des données personnelles figurant à l'Annexe A du présent Contrat, qui en fait partie intégrante.

Article 14 : Clauses abusives

14.1. Les Parties attirent leur attention mutuelle sur les articles VI.91/3 à VI.91/6 du Code de droit économique et déclarent que, selon elles, le présent Contrat ne contient pas de clauses abusives au

sens de la législation précitée, compte tenu des circonstances concrètes dans lesquelles ce Contrat a été conclu. En particulier, chaque partie déclare que chaque clause du présent contrat est le résultat de véritables négociations menées sur un pied d'égalité avec l'autre partie, et qu'elle accepte chaque clause en comprenant parfaitement son contenu et ses conséquences juridiques, en les considérant comme justes, équilibrées et appropriées au regard de l'ensemble du contrat et des objectifs qu'elle poursuit avec ce contrat. Les Parties déclarent que les risques respectifs qu'elles doivent supporter dans le cadre du présent Contrat ont été pris en compte de manière appropriée et suffisante dans le loyer, de sorte que tout risque supporté par une Partie est compensé par une contrepartie équivalente de la part de l'autre Partie.

Article 15 : Enregistrement

15.1. Le PRENEUR s'engage à faire enregistrer ce contrat. Tous les frais, droits et éventuelles amendes en rapport avec l'enregistrement de ce contrat sont à charge du PRENEUR.

Article 16 : Dispositions diverses

16.1. Le présent Contrat constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties et annule et remplace tous les accords et conventions antérieurs, oraux ou écrits, y compris le bail du 04/06/2003 entre les Parties ou leurs prédécesseurs concernant l'objet du présent Contrat.

16.2. Les Parties conviennent que le présent Contrat peut être signé et délivré au moyen de signatures électroniques par l'une ou l'autre Partie et que les signatures figurant dans le présent Contrat constituent des signatures originales.

16.3. La date de signature du présent Contrat par la dernière Partie à l'avoir signé sera considérée comme la date du présent Contrat.

16.4. Toutes les adaptations et tous les amendements au présent contrat doivent être effectués par écrit et acceptés explicitement par les deux Parties.

16.5. Si l'une des clauses du présent contrat venait à être déclarée nulle en tout ou en partie, toutes les autres dispositions demeureront néanmoins applicables sauf si cette nullité devait rompre l'équilibre contractuel initial.

16.6. Les tribunaux francophones de Bruxelles seront seuls compétents.

Annexes :

- A. Déclaration relative au traitement des données personnelles
- B. Description du Bien Loué
- C. Certificat de compte bancaire
- D. Preuve de propriété
- E. Copie, recto et verso, de la carte d'identité du BAILLEUR ou de son représentant légal.
- F. Dans le cas des entreprises : preuve du pouvoir de signature du représentant du BAILLEUR.

Signature(s) du BAILLEUR Patrick LAMBERT
Olivier MAINGAIN

Secrétaire communal

Bourgmestre

Fait à Le
..... **Signature BELGIUM TOWER**
PARTNERS SA Leonardus VAN DIJK

Fait à Diegem Le

Annexe A - Déclaration relative au traitement des données personnelles

BTP loue un bien immobilier et a donc besoin de certaines données personnelles du BAILLEUR à cette fin.

Le BAILLEUR ("vous") fournit des données personnelles dans le cadre d'un contrat de bail conclu avec BTP. BTP agit en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel que vous avez fournies et, à ce titre, s'efforce de respecter le cadre juridique applicable, tel que la loi belge sur la protection de la vie privée du 30 juillet 2018 et le règlement général européen sur la protection des données n° 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD »).

Vous reconnaissez avoir lu et accepté la présente déclaration relative au traitement des données personnelles (« Déclaration ») et consentez ainsi au traitement de vos données personnelles tel que décrit dans la présente.

1. Qui traite vos données personnelles ?

BTP agit en tant que contrôleur de données. En outre, BTP fait appel à des sous-traitants qui traitent vos données personnelles pour le compte de BTP.

BTP fait appel aux sous-traitants suivants pour le traitement de vos données à caractère personnel :
Sous-traitants en relation avec la sauvegarde informatique des données à caractère personnel.

2. Pourquoi traitons-nous vos données personnelles ?

BTP collecte et traite vos données personnelles aux fins suivantes, ainsi qu'à d'autres fins compatibles avec celles-ci :

1. Exécution des obligations de paiement en vertu du Contrat ;
2. A des fins de communication avec le BAILLEUR ;
3. La gestion des pylônes de transmission situés sur les propriétés louées ;

BTP traite et conserve vos données à caractère personnel aussi longtemps que nécessaire aux fins décrites ci-dessus.

3. Sur quelle base juridique traitons-nous vos données personnelles ?

Nous traitons vos données personnelles dans le cadre de la préparation et de l'exécution du contrat de bail conclu entre vous et BTP (art. 6.1.b RGPD), et/ou des intérêts légitimes de BTP, y compris l'optimisation de la gestion des paiements appropriés et de la communication avec les BAILLEURS (art. 6.1.f RGPD).

4. Comment vos données personnelles sont-elles collectées ?

Nous obtenons vos données personnelles directement de vous, par exemple en remplissant des formulaires ou en nous fournissant d'autres informations.

5. Quelles catégories de données à caractère personnel sont traitées ?

BTP traite les catégories suivantes de données à caractère personnel :

1. Données d'identification, telles que votre nom complet ;
2. Modalités du paiement ;
3. Coordonnées du contact, telles que votre numéro de téléphone, votre adresse et votre adresse

électronique ;

4. Preuve de la propriété d'un bien immobilier ou d'un terrain.

6. Mes données personnelles sont-elles transférées à des tiers au sein de l'UE ?

Vos données personnelles peuvent être partagées avec les catégories de sous-traitants décrites à l'article 1 de la présente déclaration.

Pour le reste, vos données personnelles ne seront pas vendues, transférées ou communiquées à des tiers par BTP.

7. Mes données personnelles sont-elles traitées en dehors de l'UE ?

Dans certains cas, vos données personnelles seront transférées et/ou traitées dans des pays situés en dehors de l'Union européenne. Dans ce cas, nous ferons tout notre possible pour nous assurer que cela se déroule conformément à la législation applicable en matière de protection des données et nous mettrons en place des garanties appropriées, telles que des clauses contractuelles standard si cette législation l'exige, afin de promouvoir un niveau adéquat de protection de vos données personnelles.

8. Quels sont mes droits ?

Vous pouvez exercer un certain nombre de droits relatifs à vos données personnelles vis-à-vis de BTP, dans la mesure où vous disposez effectivement de ces droits en vertu de la législation applicable en matière de protection des données.

Vous pouvez exercer ces droits par courrier électronique à l'adresse : estates@belgiumtowerpartners.com ou par lettre à l'adresse suivante : BELGIUM TOWER PARTNERS, Culliganlaan 2C boîte 7, 1831 Diegem, accompagné d'une preuve de votre identité. BTP répondra à ces demandes et donnera suite ou non à ces demandes conformément à la législation applicable et en principe dans un délai d'un mois, également conformément à la législation applicable.

Vous pouvez également contacter ou porter plainte auprès de l'Autorité de Protection des Données.

Droit d'opposition

Vous avez le droit, sur la base de votre situation particulière, de vous opposer au traitement de vos données personnelles sur la base de l'intérêt justifié de BTP.

Droit de retirer le consentement

Vous avez le droit de retirer votre consentement à tout moment. Ce retrait n'affecte pas la licéité du traitement fondé sur le consentement avant ce retrait.

Droit d'accès

Vous avez le droit d'accéder à vos données personnelles et d'obtenir une copie de ces données. Vous avez également le droit de recevoir certaines informations sur le traitement de vos données personnelles, notamment les finalités du traitement, les catégories de données personnelles, les catégories de destinataires, etc.

Droit de rectification

Vous avez le droit de faire rectifier des données personnelles inexactes ou de faire compléter des données personnelles incomplètes.

Droit à l'effacement

Vous avez le droit de faire effacer vos données personnelles si et dans la mesure où :

1. vos données personnelles ne sont plus nécessaires aux fins visées ;
2. il n'existe plus de base juridique pour le traitement ;

3. vous vous opposez au traitement et il n'existe pas de motifs légitimes impérieux pour le traitement par BTP, ou vous vous opposez au traitement à des fins de marketing direct ;
4. vos données personnelles ont été traitées illégalement ; ou
5. vos données personnelles doivent être supprimées pour se conformer à une obligation légale à laquelle BTP est soumis.

Droit à la limitation du traitement

Vous avez le droit d'obtenir de BTP une limitation du traitement si et dans la mesure où :

1. vous contestez l'exactitude des données à caractère personnel, pendant une période qui permet à BTP de vérifier cette exactitude ;
2. le traitement est illégal et vous vous opposez à l'effacement des données personnelles et demandez plutôt la restriction de leur utilisation ;
3. BTP n'a plus besoin des données personnelles aux fins du traitement, mais vous en avez besoin pour une demande légale ;
4. vous vous êtes opposé au traitement, en attendant de vérifier si les motifs légitimes de BTP l'emportent sur les vôtres.

En cas de restriction du traitement, les données à caractère personnel peuvent encore être conservées par BTP.

Droit à la portabilité des données

Pour les données à caractère personnel qui (i) sont traitées dans le cadre de l'exécution du contrat ou sur base de votre autorisation, (ii) sont communiquées par vos soins à BTP et (iii) sont traitées par des moyens automatisés, vous avez le droit de les obtenir de BTP dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, ainsi que le droit de les transférer ou de les faire transférer directement à un autre responsable du traitement, dans la mesure où cela est techniquement possible.

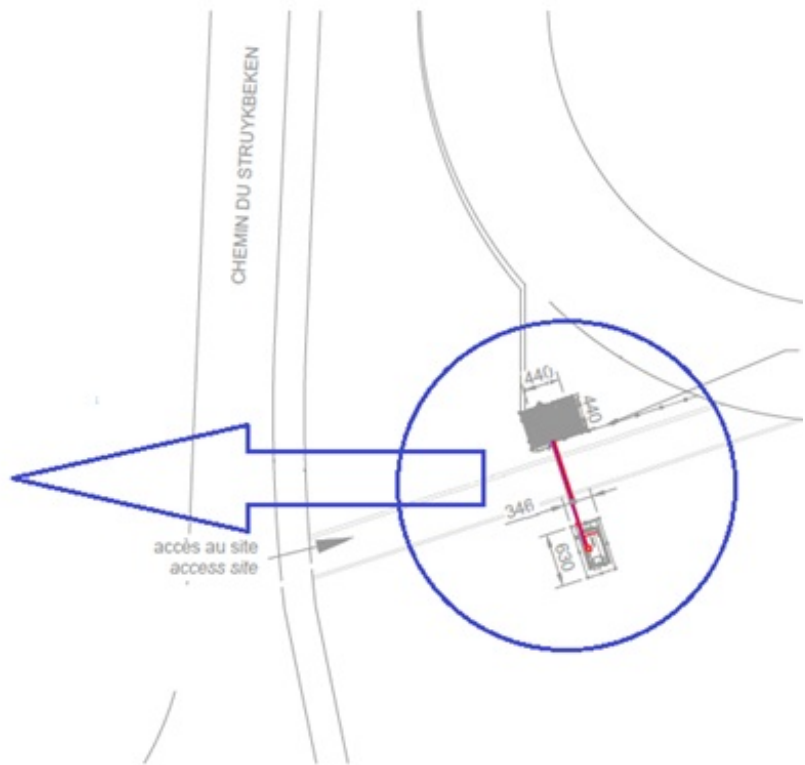
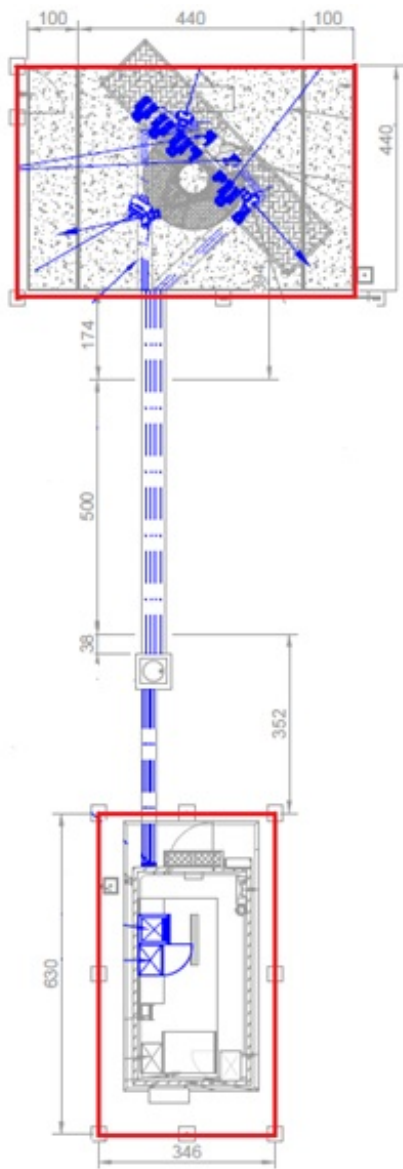
9. Amendements

BTP se réserve le droit d'apporter des changements et des modifications à la présente Déclaration. BTP communiquera clairement ces modifications ou amendements, après quoi vous les accepterez expressément.

10. Contact

Pour toute question, l'exercice de vos droits et pour toute autre information relative au traitement de vos données personnelles par ou au nom de BTP, veuillez contacter : estates@belgiumtowerpartners.com .

Annexe B.1 : plan des emprises



Annexe B.2 : numérotation des pylônes



CONTRAT DE BAIL
Numéro :02CSL

Entre d'une part :

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de Monsieur Olivier MAINGAIN, Bourgmestre et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, (n° d'entreprise de la commune 0207.389.859) agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du ...,

dénommée ci-après le BAILLEUR,

et d'autre part :**Proximus SA de droit public**

située à:

Boulevard du Roi Albert II, 27

1030 Bruxelles

TVA BE 0202.239.951 R.P.M. Bruxelles

ici représentée par :

Monsieur Wim WIERCX, Domain Manager INVESTMENT

dénommée ci-après le PRENEUR,

le PRENEUR et le BAILLEUR seront dénommés ensemble les PARTIES.

Préambule

- Les PARTIES ont conclu un contrat d'occupation précaire, portant la référence 02CSL signé le 07/03/2002, ayant pour objet :
 - la mise à disposition d'une surface d'environ 50 m² afin d'y implanter une station de télécommunication (la « Surface »), située : avenue J.F. Debecker 54 et enregistré au cadastre sous le numéro 26P7 commune de Woluwé-Saint Lambert-1ère division Section B
 - de procéder au remplacement de deux pylônes d'éclairage afin d'implanter sur l'un d'eux des antennes et équipements de télécommunication tout en maintenant les appareils d'éclairage existants.
- en date du 26/01/2021 le BAILLEUR a signifié à Proximus sa décision de résilier la convention d'occupation précaire suite à une décision du Collège des bourgmestre et échevins du 3 décembre 2020 avec effet au 04/08/2024.
- la convention d'occupation précaire prévoyait, à la fin du contrat et après démontage des équipements de l'opérateur, le transfert, sans frais, de la propriété des structures de soutènement et de soulèvement (fondation et pylône) à la commune.

Il a été convenu et accepté ce qui suit :

La convention d'Occupation à Titre Précaire 02CSL signé le 07/03/2002 est, à partir du 01/08/2024, remplacée par le présent contrat de Bail.

Le transfert de la propriété du pylône n°4 (structures de soutènement et de soulèvement) repris à l'annexe 2 est postposé à l'issue de la présente convention conformément à l'article 4.4.

Article 1 – Objet du contrat**1.1. La Commune déclare :**

- Etre plein BAILLEUR du bien immobilier situé à 1200 Bruxelles Avenue J.F. Debecker 54 et inscrit au registre cadastral sous le numéro 26L8 Woluwe-Saint-Lambert, 1ère Division,

Section B, ci-après dénommé "le Bien Immobilier";

- Posséder le droit de libre disposition du Bien Immobilier et qu'il n'existe pas de créances, d'hypothèque ou de privilèges sur le bien qui compromettent l'utilisation normale du Bien Loué par Le PRENEUR.

1.2. Le BAILLEUR donne en location au PRENEUR qui accepte des emprises reprises sous liseré rouge au plan joint à l'annexe 1 (ci-après dénommées la « Surface » ou « le Bien Loué »), situé sur le bien immobilier.

1.3. Le Bien Loué sera utilisée pour exploiter une station de télécommunication (systèmes de télécommunication, ensemble de leurs accessoires et des appareillages périphériques) aux conditions stipulées dans le présent contrat.

1.4. Le BAILLEUR autorise le PRENEUR à y placer un container avec des équipements de télécommunications et à relier ceux-ci au réseau de téléphonie et électrique en domaine public ainsi qu'aux antennes et équipements du PRENEUR sur le pylône d'éclairage n° 4 repris au plan repris en annexe 2.

De plus, le BAILLEUR autorise le PRENEUR à placer des antennes et équipements de télécommunication sur ce pylône d'éclairage.

1.5. Le PRENEUR peut améliorer, modifier ou étendre les équipements dans et sur le Bien Loué à tout moment, en tenant compte des progrès scientifiques, techniques et technologiques en la matière, et des exigences applicables en matière de partage de sites d'antennes et d'utilisation conjointe de l'infrastructure.

1.6. Le BAILLEUR accorde au PRENEUR le droit solliciter, l'agrandissement du Bien Loué (le « Bien Loué Supplémentaire »), afin qu'il puisse apporter des modifications, des compléments, des remplacements, des remises à neuf ou des extensions à tout équipement se trouvant dans ou sur le Bien Loué. La demande est envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision. Le cas échéant, en cas d'augmentation substantielle de la superficie initiale avec le Bien Loué Supplémentaire, le montant du loyer repris à l'article 5 pourra être revu au tarif de 25 EUR/m²/an à indexer conformément à l'article 5.4.

1.7. Dans les quinze jours calendrier de l'entrée en vigueur de la présente convention, un état des lieux détaillé du Bien Loué et du pylône n° 1 sera établi par les parties, contradictoirement et aux frais du PRENEUR, le cas échéant, par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord, désigné à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, chambres francophones.

1.8. A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit, le PRENEUR devra restituer le Bien Loué et le pylône n°4 en parfait état, sous réserve de l'usure normale.

Les parties conviennent qu'à la fin de la présente convention, un état des lieux détaillé sera établi, contradictoirement et aux frais du PRENEUR, le cas échéant, par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord, désigné à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, chambres francophones.

Article 2 : Obligations du BAILLEUR

2.1. Le BAILLEUR s'engage à laisser jouir paisiblement le PRENEUR du Bien Loué et à entretenir le Bien Immobilier aux abords immédiats du Bien Loué afin de lui assurer cette jouissance paisible.

2.2. Le BAILLEUR s'engage à n'accorder aucun droit d'utilisation ou d'occupation à titre quelconque (bail, concession, etc.) à quiconque pour l'installation ou l'exploitation de systèmes de

communication mobile ou de tous autres systèmes susceptibles de nuire à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance des Installations, sans l'accord préalable et écrit du PRENEUR.

2.3. Le BAILLEUR autorise le PRENEUR à demander et obtenir, en son nom ou pour compte du BAILLEUR, tous les permis, approbations et autres autorisations nécessaires ou utiles pour l'installation, l'utilisation, l'entretien, la conservation, la réparation et la modification du Bien Loué, y compris l'espace à l'extérieur du Bien Loué pour ce qui concerne les câbles et les raccordements utiles. La pose des câbles et des raccordements utiles doit cependant faire l'objet d'un accord préalable du BAILLEUR. La demande est envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision.

2.4. Le BAILLEUR coopérera avec le PRENEUR si cela est nécessaire pour l'introduction et le suivi des demandes et l'obtention des permis, approbations et autorisations mentionnés ci-dessus. Le BAILLEUR transmettra au PRENEUR tous les documents relatifs au Bien Immobilier qui lui seront nécessaires pour autant qu'ils ne portent pas atteinte à l'état et à la conservation du Bien Immobilier. Si tel devait être le cas, l'accord préalable du BAILLEUR serait requis.

2.5. Le BAILLEUR donne également l'autorisation au PRENEUR d'effectuer tous les essais, inspections et études préparatoires nécessaires sur le Bien Immobilier.

2.6. Le BAILLEUR reconnaît que, sauf force majeure, le fonctionnement continu et adéquat du Bien Loué doit toujours être assuré. Aussi, le BAILLEUR informera au préalable le PRENEUR de son intention d'exécuter sur le Bien Immobilier des travaux à proximité du Bien Loué ou d'effectuer des travaux susceptibles d'influer sur le fonctionnement des Installations, et ce, moyennant un préavis de 90 jours calendrier, sauf force majeure ou urgence.

2.7. Le BAILLEUR informera préalablement le PRENEUR de toute modification aux appareils d'éclairage afin de mettre à jour les calculs de stabilité du pylône n°4.

Article 3: Obligations du PRENEUR

3.1. Le PRENEUR s'engage à respecter toutes les prescriptions légales et réglementaires concernant Bien loué et la station de télécommunication.

3.2. De plus, le PRENEUR s'engage à demander toutes les autorisations nécessaires à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance des Installations. Les travaux ne pourront débuter qu'après obtention, par le PRENEUR, de toutes ces autorisations.

3.3. Le PRENEUR s'engage à utiliser le Bien Loué en bon père de famille et à payer le loyer et les charges au BAILLEUR comme déterminé à l'article 5.

3.4. Le PRENEUR évitera toute action et utilisation du Bien Loué qui pourrait compromettre le fonctionnement normal des installations existantes du BAILLEUR.

3.5. Le PRENEUR reconnaît que, sauf force majeure, le fonctionnement continu et adéquat de l'éclairage doit toujours être assuré.

3.6. Le PRENEUR informera au préalable le BAILLEUR de son intention d'entreprendre des travaux sur le Bien Immobilier ou sur le Bien Loué et ce, moyennant un préavis de trois mois, sauf force majeure ou urgence.

3.7. Le PRENEUR s'engage à garantir l'entretien structurel des pylônes d'éclairage (hors appareils

d'éclairage) n° 3 et 4 tels que définis à l'annexe 2, à effectuer les contrôles périodiques et la maintenance requis des pylônes et des équipements de sécurité. Il prendra en charge les calculs de stabilité nécessaires à chaque modification d'équipements sur le pylône n°4.. D'autre part, le PRENEUR s'engage à réserver une charge minimale correspondant à la charge actuelle pour le cadre et les appareils d'éclairage du BAILLEUR.

3.8. A l'échéance du présent Contrat pour quelque raison que ce soit, le PRENEUR enlèvera, dans un délai de 90 jours calendrier, ses installations à ses frais à l'exception des structures de support dans le sol (pour autant qu'il y en ait) et du pylône d'éclairage n° 4 conformément à l'article 7.4.

3.9. Le BAILLEUR prend toutes les mesures nécessaires pour que les équipements se trouvant sur ou dans le Bien Loué puissent être enlevés par le PRENEUR ou toute autre personne qu'il désignerait.

Article 4 : Début – Durée – Fin

4.1. Le contrat prendra effectivement cours le 01/08/2024 et est conclu pour une durée de neuf (9) années consécutives.

4.2. Il sera automatiquement renouvelé pour six (6) ans et aux mêmes conditions, à moins que le PRENEUR ne communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 180 jours calendrier avant l'échéance des neuf (9) années en cours.

4.3. À l'issue de cette période de neuf et six ans, le contrat est automatiquement renouvelé par périodes de six (6) ans et aux mêmes conditions, à moins que le BAILLEUR ne communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 730 jours calendrier avant l'échéance de la période en cours ou que le PRENEUR communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 180 jours calendrier avant l'échéance de la période en cours.

4.4. Chaque prolongation sera soumise aux mêmes termes et conditions que ceux convenus dans le contrat en cours.

4.5. Le PRENEUR est autorisé à mettre fin à tout moment au présent contrat de bail moyennant un préavis de 180 jours calendrier, si les besoins du réseau, les besoins commerciaux ou opérationnels du PRENEUR ou si certaines spécifications des systèmes de télécommunication ou tout autre système destiné aux télécommunications ont pour effet de rendre les conditions du contrat inacceptables. Dans ce cas, le PRENEUR doit au BAILLEUR une indemnité forfaitaire équivalente à un an de loyer annuel tel que fixé à l'article 5.2. de la présente convention.

4.6. En cas d'expropriation par mesure d'intérêt général, le présent contrat de bail expirera à la date à laquelle l'autorité expropriante aura effectivement pris possession du Bien Loué. Les Parties conviennent dans ce cas de renoncer aux éventuelles actions qu'elles seraient susceptibles d'intenter réciproquement. Elles feront valoir conjointement leurs droits à l'égard de l'autorité expropriante.

Article 5 : Loyer – Mode de paiement – Taxes – Indexation – Charges

5.1. En contrepartie de la location de la Surface, le PRENEUR s'engage à payer un loyer annuel d'un montant de 7.800,00- EUR (sept mille huit cent EUR) comme suit :

- moment du paiement : annuellement, au plus tard le dixième jour calendrier du mois anniversaire de début de ce contrat de Bail (ou si le dixième jour est un dimanche ou un jour férié, le premier jour ouvrable qui suit) ;
- premier paiement : le 10/08/2024
- numéro de compte IBAN BE39 0910 1186 2119 de la commune de Woluwe-Saint-Lambert

avec comme référence : Pylône 4 Stade communal loyer

5.2. Tous les impôts et taxes directement liés à l'installation, à l'entretien et à la gestion de l'équipement dans et sur le Bien Loué sont à la charge du PRENEUR.

5.3. Toutes les taxes sur les redevances (de location), ainsi que toutes les retenues à la source sur les redevances (de location) et, d'une manière générale, tous les impôts ou taxes relatifs au droit de propriété sur le Bien Loué sont à la charge du BAILLEUR. Le BAILLEUR bénéficie actuellement d'une exonération de précompte immobilier pour le Bien Immobilier. Si cette situation devait être revue du fait de l'exploitation visée par la présente convention, les conséquences financières seraient à charge du PRENEUR. Dans cette hypothèse, une division de la parcelle sera sollicitée par le BAILLEUR afin de déterminer précisément la part du revenu cadastral afférant à l'objet de la présente convention.

5.4. Le loyer sera ajusté annuellement à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat en fonction des fluctuations de l'indice santé (tableaux de 2013), moyennant l'application de la formule ci-dessous :

$F \times I$ i	F = loyer de base visé à l'article 3.1 I = index du mois qui précède le mois de l'ajustement i = index du mois d'entrée en vigueur de ce contrat de BAIL.
---------------------	--

5.5. Au cas où la formule d'ajustement se heurterait à des objections de droit, le calcul de la fluctuation se fera sur la base des dispositions légales en vigueur au moment de l'ajustement.

5.6. Sur simple demande écrite, le PRENEUR remboursera le BAILLEUR des frais relatifs à la consommation d'électricité de ses installations sur la base du relevé du compteur de passage et au tarif unitaire payé par le BAILLEUR.

Article 6 : Accès

6.1. Le BAILLEUR accorde expressément au PRENEUR un accès complet, illimité et permanent au Bien Immobilier pour l'installation, l'utilisation, l'entretien, la réparation ou la modification d'équipements sur le Bien Loué. Cet accès est accordé 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à toute personne désignée à cet effet par le PRENEUR.

6.2. Le BAILLEUR devra donc, sur simple demande du PRENEUR, accorder l'accès au Bien Immobilier au personnel de celui-ci et à toutes les personnes autorisées par celui-ci à compter de la date de signature du présent Contrat.

6.3. Le BAILLEUR fournira au PRENEUR, badges et codes nécessaires pour accéder au Bien Immobilier (maximum 2 exemplaires). Le PRENEUR est autorisé à installer un coffre-fort à clés à proximité de l'accès au Bien Loué.

6.4. Le BAILLEUR confirme par la présente qu'aucun autre consentement n'est requis de la part d'un tiers pour avoir un accès complet et sans restriction au Bien Immobilier. Si le consentement de toute autre personne est requis pour accéder au Bien Immobilier, le BAILLEUR s'engage à l'obtenir.

Article 7 : Propriété

7.1. Tous les éléments et composants de l'équipement sur ou dans le Bien Loué sont et resteront la propriété exclusive du PRENEUR en vertu d'un droit de superficie-conséquence conformément à

l'article 3.182 du nouveau Code Civil.

7.2. Les structures de support souterraines (pour autant qu'il y en ait) et le pylône d'éclairage n° 4 deviendront automatiquement la propriété du BAILLEUR à la fin du Contrat.

Article 8 : Transfert ou vente du Bien Immobilier – Droit de préemption – Force contraignante

8.1. Le présent contrat de bail lie les Parties ainsi que leurs successeurs, représentants, personnel et mandataires.

8.2. En cas de cession (donation, vente...) du Bien Loué par le BAILLEUR à un tiers, celui-ci (nouveau BAILLEUR) ne pourra mettre fin au contrat de bail que dans les cas et aux conditions visés à l'article 4 du présent contrat, uniquement si le contrat de bail a une date certaine avant la cession du Bien loué par le BAILLEUR ou si le PRENEUR occupe au moins depuis 6 mois le Bien Loué, à défaut d'une telle date certaine.

8.3. Le BAILLEUR informera non seulement l'acheteur ou le cessionnaire de certains droits de l'existence et du contenu du Contrat, mais aussi de la durée restante de celui-ci, y compris l'état des possibilités de prolongation dont le PRENEUR dispose encore.

Article 9 – Cession et sous-location

9.1. Le PRENEUR peut solliciter la cession du présent contrat de bail. La demande est envoyée au BAILLEUR par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision. Tous les droits et obligations du PRENEUR vis-à-vis du BAILLEUR conformément aux dispositions du présent contrat prendront fin au moment de la cession du contrat de bail. Le nouveau PRENEUR reprendra tous les droits et obligations du PRENEUR aux termes du présent contrat, et ce, à la date de la cession.

9.2. Le PRENEUR peut sous-louer le présent contrat de bail moyennant accord préalable du BAILLEUR. Chaque sous-location devra respecter les dispositions du présent contrat.

Article 10 : Destruction du Bien Loué

10.1. Dans le cas où le Bien Loué, indépendamment de la volonté du BAILLEUR, serait partiellement ou totalement détruit et que le BAILLEUR décide de reconstruire le Bien Loué, le PRENEUR aura le droit de reconstruire ses équipements sur le Bien Loué reconstruit.

10.2. Dans le cas où le Bien Loué original ne peut plus être utilisé pendant les travaux de reconstruction ou si le BAILLEUR décide de ne pas reconstruire le Bien Loué, le BAILLEUR fournira, au mieux de ses capacités, une alternative équivalente (Mise à disposition du PRENEUR un emplacement de maximum 150m² pour le placement d'une installation provisoire, pylône et station de base, pendant la durée des travaux de reconstruction).

Article 11 : Responsabilités et Assurances

11.1. Le PRENEUR n'est responsable, tant à l'égard des tiers que du BAILLEUR, que des dommages directs qui résulteraient de la présence ou du fonctionnement de ces installations pendant le montage et pendant toute la durée du Contrat. Le PRENEUR souscrira auprès d'une compagnie d'assurance agréée une assurance spéciale qui couvre tant les dommages matériels, corporels et immatériels.

11.2. A cet effet, le PRENEUR doit souscrire une assurance couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du bien.

11.3. Le PRENEUR souscrira également une police d'assurance en responsabilité civile occupant auprès d'une compagnie d'assurance reconnue et agréée pour couvrir les périls nommés comprenant au minimum les garanties de base à savoir l'incendie, les dégâts des eaux, les risques locatifs et les sinistres de voisinage. Le BAILLEUR fera insérer dans sa police incendie un abandon de recours contre le PRENEUR, sauf en cas de faute lourde ou de dol. Le PRENEUR fera également insérer un abandon de recours réciproque à l'égard du BAILLEUR et son assureur.

11.4. Une preuve de ces polices d'assurance, ainsi que du paiement de la prime y afférant, doit être transmise au BAILLEUR dans les huit jours calendrier de la signature de la présente convention. Si le BAILLEUR n'a pas reçu la preuve de cette polie d'assurance et/ou du paiement de la prime dans le délai dont question ci-avant, le BAILLEUR adresse par lettre recommandée une mise en demeure d'y satisfaire dans le délai de 30 jours calendrier à compter du deuxième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée. Passé ce délai, la présente convention est résolue de plein droit aux torts du PRENEUR.

11.5. La responsabilité du PRENEUR sera toujours limitée à un montant maximum de 1.250.000 EUR par sinistre par an.

Article 12 : Notifications

12.1. Les notifications à l'autre partie doivent toujours être faites aux adresses suivantes et à l'attention des personnes mentionnées ci-dessous :

PRENEUR	BAILLEUR
	Administration communale de Woluwe-Saint Lambert
	Avenue Paul Hymans 2
A l'attention de	Service Gestion du Patrimoine/Propriétés communales
	prop.eig@woluwe1200.be
Tél:	Tél : 02/761.28.18 ou 02/761.28.20

12.2. Les parties s'informent mutuellement dans les meilleurs délais, et si possible à l'avance, de toute modification de ces coordonnées.

Article 13 : Traitement des données à caractère personnel

13.1. Le PRENEUR ne peut ni traiter ni communiquer les données personnelles du BAILLEUR à des tiers sauf en cas de nécessité dans le cadre d'obligations contractuelles et légales. Pour plus d'information concernant la gestion des données privées par Proximus, nous nous référons à la politique de confidentialité de Proximus qui est disponible sur www.proximus.be/privacy.

Article 14 : Clauses abusives

14.1. Les Parties attirent leur attention mutuelle sur les articles VI.91/3 à VI.91/6 du Code de droit économique et déclarent que, selon elles, le présent Contrat ne contient pas de clauses abusives au sens de la législation précitée, compte tenu des circonstances concrètes dans lesquelles ce Contrat a été conclu. En particulier, chaque partie déclare que chaque clause du présent contrat est le résultat de

véritables négociations menées sur un pied d'égalité avec l'autre partie, et qu'elle accepte chaque clause en comprenant parfaitement son contenu et ses conséquences juridiques, en les considérant comme justes, équilibrées et appropriées au regard de l'ensemble du contrat et des objectifs qu'elle poursuit avec ce contrat. Les Parties déclarent que les risques respectifs qu'elles doivent supporter dans le cadre du présent Contrat ont été pris en compte de manière appropriée et suffisante dans le loyer, de sorte que tout risque supporté par une Partie est compensé par une contrepartie équivalente de la part de l'autre Partie.

Article 15 : Enregistrement

15.1. Le PRENEUR s'engage à faire enregistrer ce contrat. Tous les frais, droits et éventuelles amendes en rapport avec l'enregistrement de ce contrat sont à charge du PRENEUR.

Article 16 : Dispositions diverses

16.1. Le présent Contrat constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties et annule et remplace tous les accords et conventions antérieurs, oraux ou écrits, y compris le bail du 04/06/2003 entre les Parties ou leurs prédécesseurs concernant l'objet du présent Contrat.

16.2. Les Parties conviennent que le présent Contrat peut être signé et délivré au moyen de signatures électroniques par l'une ou l'autre Partie et que les signatures figurant dans le présent Contrat constituent des signatures originales.

16.3. La date de signature du présent Contrat par la dernière Partie à l'avoir signé sera considérée comme la date du présent Contrat.

16.4. Toutes les adaptations et tous les amendements au présent contrat doivent être effectués par écrit et acceptés explicitement par les deux Parties.

16.5. Si l'une des clauses du présent contrat venait à être déclarée nulle en tout ou en partie, toutes les autres dispositions demeureraient néanmoins applicables sauf si cette nullité devait rompre l'équilibre contractuel initial.

16.6. Les tribunaux francophones de Bruxelles seront seuls compétents.

Fait à Bruxelles en date du en trois exemplaires dont chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire et dont un exemplaire est destiné à l'enregistrement.

BAILLEUR:	
Patrick Lambert Secrétaire communal	Olivier Maingain Bourgmestre
PRENEUR:	
Wim Wiercx Domain Manager INVESTMENT	

Annexe 1 : plan des emprises



Annexe 2 : numérotation des pylônes



La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Fallonstadion - Relaisantennes van mobilofonie - Overeenkomsten - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het kadastraal perceel nr. 26L8 Sint-Lambrechts-Woluwe, 1ste afdeling, afdeling B, dat een groot deel van het Fallonstadion omvat;

Gelet op zijn beraadslaging van 19/09/2002 houdende goedkeuring van twee overeenkomsten voor de installatie van gsm-antennes aan het gemeentelijk stadion;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 3 december 2020 om deze overeenkomsten te beëindigen met ingang van 04/08/2024;

Overwegende dat de operatoren wensen te onderhandelen over nieuwe overeenkomsten;

Overwegende dat de verwijdering van deze antennes zou leiden tot een aanzienlijke vermindering van de dekking van het netwerk, wat des te problematischer zou zijn tijdens sportevenementen die worden bijgewoond door grote aantallen mensen.

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 30/05/2024;

BESLUIT de twee onderstaande overeenkomsten goed te keuren:

HUUROVEREENKOMST Code van de site: BX3164ETUSSEN ENERZIJDS: Het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe Met maatschappelijke zetel gevestigd is te Paul Hymanslaan 2, 1200 Brussel Hier vertegenwoordigd door haar Burgemeester, de Heer Olivier Maingain en haar Gemeentesecretaris, de Heer Patrick Lambert, hierna genoemd “de VERHUURDER”

EN ANDERZIJDS Belgium Tower Partners NV, met maatschappelijke zetel te 1831 Diegem, Culliganlaan 2C en ingeschreven onder het ondernemingsnummer 0783 543 729 (Brussel RPM), hier vertegenwoordigd door de heer Leonardus van Dijk, in zijn hoedanigheid van Chief Operating Officer (COO), hierna genoemd “BTP” of “DE HUURDER”; De HUURDER EN DE VERHUURDER worden hierna gezamenlijk aangeduid als “DE PARTIJEN”, en elk afzonderlijk als “DE PARTIJ”;

DE PARTIJEN erkennen dat zij de rechtsbevoegdheid hebben om deze huurovereenkomst aan te gaan en de rechten hieronder te verlenen; Deze Huurovereenkomst (inclusief de Bijlagen) wordt hierna aangeduid als “DE OVEREENKOMST”; Preambule: De PARTIJEN hebben een tijdelijke bezettingsovereenkomst gesloten, ondertekend op 04/06/2003, met als doel: - het ter beschikking stellen van een oppervlakte van ongeveer 50 m² met het oog op de installatie van een telecommunicatiestation (de “oppervlakte”), gelegen te: J.F. Debeckerlaan 54 en ingeschreven in het kadaster onder het nummer 26P7 gemeente Sint Lambert-Woluwe-1ère afdeling B- de vervanging van twee verlichtingsmasten met het oog op de installatie van telecommunicatieantennes en -apparatuur op één ervan, met behoud van de bestaande verlichtingsarmaturen. - Op 26/01/2021 heeft de verhuurder de huurder in kennis gesteld van zijn beslissing om de overeenkomst van tijdelijke bezetting te beëindigen ingevolge een beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 3 december 2020 met ingang van 04/08/2024.- Aan het einde van de overeenkomst, na de ontmanteling van het materieel van de exploitant, voorzag de overeenkomst voor tijdelijke bezetting in de kosteloze overdracht van de eigendom van de draag- en hijsconstructies (fundering en pyloon) aan de gemeente. Er werd overeengekomen en aanvaard wat volgt: De tijdelijke gebruiksovereenkomst ondertekend op 04/06/2003 wordt vervangen door deze huurovereenkomst vanaf 01/08/2024. De eigendomsoverdracht van pyloon nr. 1 (draag- en hijsconstructies) vermeld in bijlage B.2 wordt uitgesteld tot het einde van deze overeenkomst overeenkomstig artikel 6.3. Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst 1.1. De gemeente verklaart: - dat zij de volle VERHUURDER is van het goed gelegen te 1200 Brussel, J.F. Debeckerlaan 54 en ingeschreven in het kadaster onder het nummer 26L8 Sint-Lambrechts-Woluwe, 1ste afdeling B, hierna “het eigendom” genoemd (Bijlage D); - dat zij beschikt over het recht van vrije beschikking over het eigendom en dat er geen schulden, hypotheek of pandrechten op het eigendom rusten die het normale gebruik van het pand door de huurder in het gedrang zouden brengen.

1.2. De VERHUURDER verhuurt aan de HUURDER, die aanvaardt, de gebieden weergegeven onder een rode rand op het plan bijgevoegd als Bijlage B.1 (hierna genoemd de “oppervlakte” of “het gehuurde goed”), gelegen op het onroerend goed. 1.3. Het gehuurde goed zal worden gebruikt voor de uitbating van een telecommunicatiestation (telecommunicatiesystemen, al hun toebehoren en randapparatuur) onder de voorwaarden bepaald in deze overeenkomst. 1.4. De VERHUURDER machtigt de HUURDER om een container met telecommunicatieapparatuur te plaatsen en deze aan te sluiten op het telefoon- en elektriciteitsnetwerk in het openbaar domein alsook op de antennes en apparatuur van de VERHUURDER op lichtmast nr. 1 aangeduid op het plan in bijlage B.2. Bovendien geeft de VERHUURDER toestemming aan de HUURDER en haar gebruikers om antennes en

telecommunicatieapparatuur op deze lichtmast te plaatsen.1.5. De HUURDER en zijn gebruikers kunnen te allen tijde de apparatuur in en op het Gehuurde verbeteren, wijzigen of uitbreiden, rekening houdend met de wetenschappelijke, technische en technologische vooruitgang op dit gebied, en de toepasselijke vereisten met betrekking tot het delen van antenne-opstelpunten en het gezamenlijk gebruik van de infrastructuur.1.6. De VERHUURDER verleent de HUURDER het recht om uitbreiding van het gehuurde goed (het “Bijkomend gehuurde goed”) aan te vragen, zodat hij wijzigingen, toevoegingen, vervangingen, opknappbeurten of uitbreidingen kan aanbrengen aan alle apparatuur die zich in of op het gehuurde goed bevindt. Het verzoek wordt verzonden per aangetekende post met ontvangstbevestiging. Bij gebrek aan antwoord van de VERHUURDER binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt het verzoek geacht aanvaard te zijn. In geval van weigering moet de VERHUURDER zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren. In voorkomend geval kan, in geval van een substantiële verhoging van de oorspronkelijke oppervlakte met het Bijkomend Huurobject, het huurbedrag bepaald in artikel 5 herzien worden ten belope van 25 EUR/m²/jaar, te indexeren overeenkomstig artikel 5.4.1.7. Binnen de vijftien kalenderdagen na de inwerkingtreding van deze overeenkomst zal door de partijen, in aanwezigheid van beide partijen en op kosten van de HUURDER, een gedetailleerde plaatsbeschrijving, van het gehuurde goed en mast nr. 1 worden opgemaakt, desgevallend door een deskundige die in onderling overleg wordt gekozen of, bij gebreke aan overeenstemming, op verzoek van de meest gerede partij, door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel, Franstalige kamer. Bij het verstrijken van deze overeenkomst, om welke reden dan ook, zal de HUURDER het gehuurde goed en mast nr. 1 in perfecte staat teruggeven, behoudens normale slijtage. De partijen komen overeen dat op het einde van deze overeenkomst een gedetailleerde inventaris van de inrichting zal worden opgemaakt, gezamenlijk en op kosten van de HUURDER, indien nodig, door een expert gekozen in onderling overleg of, bij gebreke aan akkoord, benoemd op verzoek van de meest gerede partij, door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel, Franstalige kamer.

Artikel 2: Verplichtingen van de verhuurder

2.1. De Verhuurder verbindt zich ertoe om de Huurder het vreedzame genot van het Gehuurde toe te staan en om het Vastgoed in de onmiddellijke nabijheid van het Gehuurde te onderhouden teneinde dit vreedzame genot te verzekeren.2.2. De Verhuurder verbindt zich ertoe geen enkel gebruiks- of inzettingsrecht (huur, concessie, enz.) te verlenen aan wie dan ook voor de installatie of exploitatie van mobiele communicatiesystemen of andere systemen die de installatie, de exploitatie en het onderhoud van de Faciliteiten kunnen verstoren, zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Huurder.2.3. De Verhuurder machtigt de Huurder en zijn gebruikers om in zijn naam of in naam van de Verhuurder alle vergunningen, goedkeuringen en andere toelatingen aan te vragen en te verkrijgen die nodig of nuttig zijn voor de installatie, het gebruik, het onderhoud, de instandhouding, de herstelling en de wijziging van het Huurobject, met inbegrip van de ruimte buiten het Huurobject met betrekking tot de nuttige kabels en aansluitingen. Voor de installatie van nuttige kabels en aansluitingen is evenwel het voorafgaand akkoord van de Verhuurder vereist. Het verzoek wordt aangetekend met ontvangstbewijs verstuurd. Bij gebrek aan antwoord van de Verhuurder binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt de aanvraag als aanvaard beschouwd. In geval van weigering moet de Verhuurder zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren.2.4. De verhuurder zal indien nodig samenwerken met de huurder en zijn gebruikers voor de indiening en opvolging van de aanvragen en het verkrijgen van de hierboven vermelde vergunningen, goedkeuringen en toelatingen. De verhuurder zal aan de huurder alle documenten met betrekking tot het Vastgoed verstrekken die nodig zijn voor de huurder of zijn gebruikers.2.5. De verhuurder machtigt de huurder en zijn gebruikers eveneens om alle nodige tests, inspecties en voorbereidende studies uit te voeren op het Eigendom op voorwaarde dat deze de staat en het behoud van het Eigendom niet aantasten. Indien dit wel het geval is, is de voorafgaande toestemming van de verhuurder vereist.2.6. De verhuurder erkent dat, behalve in geval van overmacht, de continue en adequate werking van het Huurobject steeds moet worden verzekerd.

Daarom zal de verhuurder de huurder op voorhand op de hoogte brengen van zijn voornemen om werken uit te voeren aan het Vastgoed in de nabijheid van het Huurobject of om werken uit te voeren die de werking van de Faciliteiten kunnen beïnvloeden, met een vooropzeg van 90 kalenderdagen, behalve in geval van overmacht of noodsituatie.2.7. De verhuurder zal de huurder op voorhand op de hoogte brengen van elke wijziging aan de verlichtingsuitrusting teneinde de stabiliteitsberekeningen voor mast nr. 1 bij te werken. Artikel 3: Verplichtingen van de huurder

3.1. De Huurder verbindt zich ertoe alle wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende het gehuurde goed en het telecommunicatiestation na te leven en te doen naleven.

3.2 Bovendien verbindt de Huurder zich ertoe alle vergunningen die nodig zijn voor de installatie, de exploitatie en het onderhoud van de faciliteiten aan te vragen of te laten aanvragen door haar gebruikers. Met de werkzaamheden mag pas worden begonnen nadat de Huurder of zijn gebruikers al deze vergunningen hebben verkregen. 3.3. De Huurder verbindt zich ertoe het Huurobject te gebruiken en ervoor te zorgen dat zijn gebruikers het Huurobject als een goed huisvader gebruiken en de huur en lasten aan de Verhuurder te betalen zoals bepaald in artikel 5.3.4. De Huurder zal elke handeling of gebruik van het gehuurde vermijden die de normale werking van de bestaande installaties van de Verhuurder in gevaar kan brengen.3.5. De Huurder erkent dat, behoudens overmacht, de continue en adequate werking van de verlichting steeds moet worden verzekerd. 3.6

De Huurder zal de Verhuurder vooraf op de hoogte brengen van zijn voornemen om werken uit te voeren aan het goed of het gehuurde goed, met een vooropzeg van drie maanden, behalve in geval van overmacht of een noodgeval.3.7 De Huurder verbindt zich ertoe het structureel onderhoud van de lichtmasten (exclusief verlichtingsarmaturen) nrs. 1 en 2 zoals gedefinieerd in bijlage B.2 te garanderen en de vereiste periodieke inspecties en het onderhoud van de masten en veiligheidsuitrusting uit te voeren. Hij zal verantwoordelijk zijn voor de stabiliteitsberekeningen die vereist zijn voor elke wijziging aan de uitrusting van pyloon nr. 1. Bovendien verbindt de Huurder zich ertoe een minimale belasting te reserveren die overeenstemt met de huidige belasting voor het frame en de verlichtingsuitrusting van de Verhuurder.3.8 Bij het aflopen van deze Overeenkomst, om welke reden dan ook, zal de Huurder zijn installaties binnen 90 kalenderdagen op eigen kosten verwijderen met uitzondering van de draagconstructies in de grond (voor zover aanwezig) en lichtmast nr. 1 conform artikel 7.4. De Verhuurder zal alle nodige maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat de installaties die zich op of in het Gehuurde goed bevinden, kunnen worden verwijderd door de Huurder, zijn gebruikers of elke andere persoon aangeduid door de Huurder. Artikel 4: Begin-Duur -Einde4.1. De overeenkomst gaat in op 01/08/2024 en wordt afgesloten voor een duur van negen (9) opeenvolgende jaren.4.2. Ze wordt automatisch verlengd voor zes (6) jaar onder dezelfde voorwaarden, tenzij de huurder ten minste 180 kalenderdagen voor het einde van de lopende negen (9) jaar per aangetekende brief zijn voornemen kenbaar maakt om ze niet te verlengen.4.3. Op het einde van deze periode van negen en zes jaar, wordt de overeenkomst automatisch verlengd voor periodes van zes (6) jaar en onder dezelfde voorwaarden, tenzij de verhuurder ten minste 730 kalenderdagen voor het verstrijken van de lopende periode per aangetekend schrijven laat weten niet van plan te zijn de overeenkomst te verlengen of de huurder ten minste 180 kalenderdagen voor het verstrijken van de lopende periode per aangetekend schrijven laat weten niet van plan te zijn de overeenkomst te verlengen.

4.4. Elke verlenging zal onderworpen zijn aan dezelfde voorwaarden als deze overeengekomen in huidige overeenkomst contract.4.5. De huurder heeft het recht om deze huurovereenkomst te allen tijde te beëindigen, met inachtneming van een opzegtermijn van 180 kalenderdagen, indien de netwerk-, commerciële of operationele behoeften van de huurder of indien bepaalde specificaties van de telecommunicatiesystemen of enig ander systeem bestemd voor telecommunicatie tot gevolg hebben dat de voorwaarden van de overeenkomst onaanvaardbaar worden. In dit geval is de huurder aan de verhuurder een forfaitaire schadevergoeding verschuldigd gelijk aan één jaar huur zoals uiteengezet in artikel 5.1. van deze overeenkomst. 4.6 In geval van onteigening ten algemene nutte vervalt deze huurovereenkomst op de datum waarop de onteigene overheid daadwerkelijk bezit neemt van het huurobject. In dit geval komen Partijen overeen afstand te doen van alle vorderingen die zij jegens elkaar zouden kunnen hebben. Zij zullen gezamenlijk hun rechten doen gelden jegens de

5.1. Als tegenprestatie voor de huur van de oppervlakte verbindt de huurder zich ertoe een jaarlijkse huur te betalen van 7.800,00 EUR (zevenduizend achthonderd EUR) als volgt: - tijdstip van betaling: jaarlijks, uiterlijk op de tiende kalenderdag van de verjaardagsmaand van de aanvang van deze Huurovereenkomst (of indien de tiende dag een zondag of feestdag is, de eerstvolgende werkdag);- eerste betaling: 10/08/2024- rekeningnummer IBAN BE39 0910 1186 2119 van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe met referentie: Mast 1 huur gemeentelijk stadion.5.2. Alle belastingen en heffingen die rechtstreeks verband houden met de installatie, het onderhoud en het beheer van de apparatuur in en op het Gehuurde zijn de verantwoordelijkheid van de huurder of zijn gebruikers.5.3. Alle belastingen op (huur)royalty's, evenals alle voorheffingen op de vergoedingen (huur) en, in het algemeen, alle belastingen of heffingen met betrekking tot het eigendomsrecht over het Gehuurde, zijn voor rekening van de verhuurder. De verhuurder is momenteel vrijgesteld van roerende voorheffing op het Vastgoed. Als deze situatie zou worden herzien als gevolg van de exploitatie waarop deze overeenkomst betrekking heeft, zullen de financiële gevolgen voor rekening van de huurder zijn. In dit geval zal de verhuurder een splitsing van het perceel vragen om het aandeel van de kadastrale inkomsten met betrekking tot het voorwerp van deze overeenkomst nauwkeurig te kunnen bepalen. 5.4. De huurprijs zal jaarlijks op de verjaardag van de inwerkingtreding van deze overeenkomst worden aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex (tabellen 2013), door toepassing van onderstaande formule:

$F \times I^i$ F = basis huurprijs bedoeld in artikel 3.11 = index van de maand die voorafgaat aan de maand van aanpassing i = index van de maand waarop deze huurovereenkomst in werking treedt.

In geval van juridische bezwaren tegen de aanpassingsformule wordt de fluctuatie berekend op basis van de wettelijke bepalingen die van kracht zijn op het moment van de aanpassing.5.5. Op eenvoudig schriftelijk verzoek vergoedt de huurder de kosten aan de verhuurder met betrekking tot het elektriciteitsverbruik van zijn installaties en die van zijn gebruikers op basis van de meterstand en tegen het door de verhuurder betaalde eenheidstarief. Artikel 6: Toegang 6.1. De verhuurder verleent de huurder en zijn gebruikers uitdrukkelijk volledige, onbeperkte en permanente toegang tot het Eigendom voor de installatie, het gebruik, het onderhoud, de herstelling of de wijziging van apparatuur op het Gehuurde Eigendom. Deze toegang wordt 24 uur per dag en 7 dagen per week verleend aan elke persoon die hiertoe door de huurder of haar gebruikers is aangewezen.6.2. De verhuurder zal daarom op eenvoudig verzoek van de huurder toegang tot het Gehuurde verlenen aan het personeel van de huurder en aan alle personen die door de huurder gemachtigd zijn vanaf de datum van ondertekening van deze overeenkomst.6.3. De verhuurder zal aan de huurder en zijn gebruikers de sleutels, badges en codes verstrekken die nodig zijn om toegang te krijgen tot het Vastgoed (maximaal 2 exemplaren). De huurder en zijn gebruikers zijn gemachtigd om een sleutelkluis te installeren in de nabijheid van de toegang tot het gehuurde goed.6.4. De VERHUURDER bevestigt hierbij dat er geen verdere toestemming nodig is van een derde partij om volledige en onbeperkte toegang te hebben tot het Eigendom. Indien de toestemming van enige andere persoon vereist is om het goed te betreden, verbindt de verhuurder ertoe deze te verkrijgen. Artikel 7: Eigendom

7.1. Alle elementen en onderdelen van de uitrusting op of in het Huurobject zijn en blijven de exclusieve eigendom van de huurder krachtens een recht van opstal in overeenstemming met artikel 3.182 van het nieuwe Burgerlijk Wetboek.7.2. De ondergrondse draagstructuren (voor zover ze bestaan) en lichtmast nr. 4 worden automatisch eigendom van de verhuurder op het einde van de overeenkomst. Artikel 8: Overdracht of verkoop van het eigendom - Voorkooprecht - Afdwingbaarheid8.1. Deze huurovereenkomst is bindend voor de partijen en hun opvolgers, vertegenwoordigers, personeel en agenten.

8.2. In geval van overdracht (schenking, verkoop, etc.) van het Huurobject door de verhuurder aan een derde, kan deze laatste (nieuwe verhuurder) de huurovereenkomst enkel beëindigen in de gevallen en onder de voorwaarden zoals bepaald in artikel 4 van deze overeenkomst, en enkel indien de huurovereenkomst een bepaalde datum heeft voorafgaand aan de overdracht van het Huurobject door

de verhuurder of indien de huurder het Huurobject gedurende minstens 6 maanden in gebruik heeft genomen bij gebrek aan een dergelijke bepaalde datum.8.3. De verhuurder zal de koper of de rechtverkrijgende van bepaalde rechten niet alleen informeren over het bestaan en de inhoud van de Overeenkomst, maar ook over de resterende looptijd van de Overeenkomst, met inbegrip van de status van de verlengingsopties die de huurder nog ter beschikking staan.Artikel 9 – Overdracht en onderverhuur9.1 De huurder kan de overdracht van deze huurovereenkomst aanvragen. Het verzoek wordt per aangetekende brief met ontvangstbevestiging naar de verhuurder gestuurd. Bij gebrek aan antwoord van de verhuurder binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt het verzoek geacht aanvaard te zijn. In geval van weigering moet de verhuurder zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren. Op het ogenblik van de overdracht van de huurovereenkomst vervallen alle rechten en plichten van de huurder tegenover de verhuurder overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst. De nieuwe huurder zal alle rechten en verplichtingen van de huurder uit hoofde van deze overeenkomst overnemen vanaf de datum van de overdracht.9.2. De huurder mag deze huurovereenkomst onderverhuren mits voorafgaande toestemming van de verhuurder; Elke onderverhuur moet voldoen aan de bepalingen van deze overeenkomst.Artikel 10: Vernietiging van het gehuurde goed

10.1. In het geval dat het Huurobject, onafhankelijk van de wil van de verhuurder, geheel of gedeeltelijk wordt vernietigd en de verhuurder besluit het Huurobject te herbouwen, hebben de huurder en haar gebruikers het recht om hun apparatuur te herbouwen op het herbouwde Huurobject.10.2. Indien het oorspronkelijke Huurobject niet meer gebruikt kan worden tijdens de heropbouwwerken of indien de verhuurder beslist om het Huurobject niet te herbouwen, zal de verhuurder naar best vermogen zorgen voor een gelijkwaardig alternatief (Terbeschikkingstelling aan de huurder van een terrein van maximum 150m² voor de plaatsing van een tijdelijke installatie, mast en basisstation, voor de duur van de heropbouwwerken).Artikel 11: Verantwoordelijkheid en verzekeringen

11.1 De HUURDER is enkel aansprakelijk, zowel tegenover derden als tegenover de VERHUURDER, voor rechtstreekse schade die voortvloeit uit de aanwezigheid of de werking van deze installaties tijdens de installatie en gedurende de volledige duur van de overeenkomst. De HUURDER zal een speciale verzekering afsluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij ter dekking van materiële, lichamelijke en immateriële schade.

11.2 Daartoe dient de HUURDER een verzekering af te sluiten die zijn risico's dekt met betrekking tot zijn burgerlijke aansprakelijkheid, alsook die van zijn aangestelden en werknemers voor elke vordering die zou kunnen ontstaan in verband met het gebruik van het goed.11.3 De HUURDER zal ook een aansprakelijkheidsverzekering voor bewoners afsluiten bij een erkende en goedgekeurde verzekeringsmaatschappij om de genoemde gevaren te dekken, met inbegrip van ten minste de basiswaarborgen, d.w.z. brand, waterschade, huurrisico's en buurtschade. De VERHUURDER zal in zijn brandpolis een afstand van verhaal opnemen tegen de HUURDER, behalve in geval van grove nalatigheid of fraude. De HUURDER zal eveneens een wederzijdse afstand van verhaal tegen de VERHUURDER en zijn verzekeraar opnemen.11.4 Het bewijs van deze verzekeringspolissen, evenals de betaling van de bijhorende premie, moet binnen de acht kalenderdagen na ondertekening van deze overeenkomst aan de VERHUURDER bezorgd worden. Indien de VERHUURDER het bewijs van deze verzekeringspolis en/of van de betaling van de premie niet heeft ontvangen binnen de hierboven vermelde termijn, zal de VERHUURDER een ingebrekestelling versturen per aangetekend schrijven om hieraan te voldoen binnen de 30 kalenderdagen vanaf de tweede dag volgend op de verzending van het aangetekend schrijven. Na het verstrijken van deze termijn wordt deze overeenkomst automatisch beëindigd ten nadele van de HUURDER.11.5. De aansprakelijkheid van de HUURDER is steeds beperkt tot een maximumbedrag van EUR 1.250.000 per schadegeval per jaar.Artikel 12: kennisgevingen

12.1. Kennisgevingen aan de andere partij moeten altijd worden gericht aan de volgende adressen en ter attentie van de hieronder vermelde personen:

12.2 Partijen zullen elkaar zo spoedig mogelijk, en indien mogelijk vooraf, op de hoogte stellen van iedere wijziging in deze contactgegevens.

Artikel 13: Verwerking van persoonsgegevens

13.1. Voor de toepassing van dit artikel worden de gebruikte termen gedefinieerd zoals uiteengezet in Verordening 2016/679 (“Algemene Verordening Gegevensbescherming” of “GDPR”). De Huurder verwerkt persoonsgegevens onder deze overeenkomst als de verantwoordelijke voor de verwerking. In dit verband zal de Huurder de Verhuurder op de hoogte stellen van deze verwerking van persoonsgegevens in overeenstemming met artikelen 13 en 14 van de AVG door middel van de verklaring met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens die is opgenomen in Bijlage A bij deze overeenkomst, die er integraal deel van uitmaakt. Artikel 14: Oneerlijke bedingen

14.1. De Partijen vestigen elkaars aandacht op de artikelen VI.91/3 tot VI.91/6 van het Wetboek van Economisch Recht en verklaren dat deze overeenkomst naar hun mening geen oneerlijke bedingen bevat in de zin van voornoemde wetgeving, rekening houdend met de specifieke omstandigheden waarin deze overeenkomst werd gesloten. In het bijzonder verklaart elke partij dat elke clausule van deze overeenkomst het resultaat is van echte onderhandelingen op gelijke voet met de andere partij, en dat zij elke clausule aanvaardt met een volledig begrip van de inhoud en de juridische gevolgen ervan, en dat zij deze billijk, evenwichtig en gepast acht met betrekking tot de overeenkomst als geheel en de doelstellingen die zij met deze overeenkomst nastreeft. De Partijen verklaren dat de respectieve risico's die door hen in verband met deze overeenkomst moeten worden gedragen, adequaat en voldoende in aanmerking zijn genomen in de huurprijs, zodat elk risico dat door de ene Partij wordt gedragen, wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige tegenprestatie van de andere Partij. Artikel 15: Registratie 15.1. De huurder verbindt zich ertoe deze overeenkomst te registreren. Alle kosten, erelonen en eventuele boetes met betrekking tot de registratie van dit contract zijn ten laste van de huurder. Artikel 16: Diverse bepalingen 16.1. Deze Overeenkomst vormt de volledige overeenkomst tussen de Partijen en annuleert en vervangt alle eerdere mondelinge of schriftelijke overeenkomsten en afspraken, inclusief de huurovereenkomst van 04/06/2003 tussen de Partijen of hun voorgangers met betrekking tot het onderwerp van deze Overeenkomst. 16.2. De Partijen komen overeen dat deze Overeenkomst kan worden ondertekend en afgeleverd door middel van elektronische handtekeningen door elke Partij en dat de handtekeningen die in deze Overeenkomst voorkomen originele handtekeningen zijn. 16.3. De datum van ondertekening van deze Overeenkomst door de partij die deze als laatste heeft ondertekend, wordt geacht de datum van deze Overeenkomst te zijn. 16.4. Alle aanpassingen en wijzigingen van deze Overeenkomst dienen schriftelijk te geschieden en uitdrukkelijk door beide Partijen te worden aanvaard. 16.5. Indien een van de bepalingen van deze Overeenkomst geheel of gedeeltelijk nietig zou worden verklaard, blijven alle andere bepalingen niettemin van toepassing, tenzij een dergelijke nietigheid het oorspronkelijke contractuele evenwicht zou verstoren. 16.6. De Franstalige rechtbanken van Brussel zijn exclusief bevoegd. Bijlagen: A. Verklaring over de verwerking van persoonsgegevens B. Beschrijving van het gehuurde goed C. Bankrekeningcertificaat D. Bewijs van eigendom E. Kopie, voor- en achterzijde, van de identiteitskaart van de Verhuurder of van zijn wettelijke vertegenwoordiger F. In het geval van bedrijven: bewijs van bevoegdheid voor ondertekening van de vertegenwoordiger van de verhuurder

Handtekening van de verhuurder Patrick LAMBERT

Gemeentesecretaris Olivier MAINGAIN

Burgemeester

.....Op.....
 Handtekening BELGIUM TOWER PARTNERS SA Leonardus VAN DIJK

Gedaan te DiegemOp.....

Bijlage A - Verklaring over de verwerking van persoonlijke gegevens BTP huurt een woning en heeft daarvoor bepaalde persoonsgegevens van de Verhuurder nodig. De VERHUURER (“u”) verstrekt persoonsgegevens als onderdeel van een huurovereenkomst met BTP. BTP treedt op als verantwoordelijke voor de verwerking van de door u verstrekte persoonsgegevens en spant zich als zodanig in om te voldoen aan het toepasselijke wettelijke kader, zoals de Belgische Privacywet van 30 juli 2018 en de Europese Algemene Verordening Gegevensbescherming 2016/679 van 27 april 2016 (“AVG”). U erkent dat u deze verklaring met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens (“Verklaring”) hebt gelezen en aanvaard en daarmee instemt met de verwerking van uw persoonsgegevens zoals hierin beschreven.

1. Wie verwerkt de persoonsgegevens? BTP treedt op als gegevensbeheerder. Daarnaast maakt BTP gebruik van onderaannemers die uw persoonsgegevens verwerken in naam van BTP. BTP gebruikt de volgende onderaannemers om uw persoonsgegevens te verwerken: Onderaannemers in verband met de geautomatiseerde opslag van persoonsgegevens.
2. Waarom verwerken wij u persoonsgegevens? BTP verzamelt en verwerkt uw persoonsgegevens voor de volgende doeleinden, evenals voor andere doeleinden die daarmee verenigbaar zijn:
 1. Het nakomen van betalingsverplichtingen onder de overeenkomst;
 2. Om te communiceren met de Verhuurder;
 3. Beheer van zendmasten die zich op de gehuurde eigendommen bevinden; BTP verwerkt en bewaart uw persoonsgegevens zo lang als nodig is voor de hierboven beschreven doeleinden.
3. Op welke juridische basis verwerken wij uw persoonsgegevens? Wij verwerken uw persoonsgegevens in verband met de voorbereiding en uitvoering van de huurovereenkomst tussen u en BTP (art. 6.1.b RGPD), en/of de gerechtvaardigde belangen van BTP, waaronder het optimaliseren van het beheer van passende betalingen en communicatie met de verhuurders (6.1.AVG).
4. Hoe worden uw persoonsgegevens verzameld? Wij verkrijgen uw persoonlijke gegevens rechtstreeks van u, bijvoorbeeld door formulieren in te vullen of ons andere informatie te verstrekken.
5. Welke categorieën persoonsgegevens worden verwerkt?

BTP verwerkt de volgende categorieën persoonsgegevens:

1. Identificatiegegevens, zoals uw volledige naam;
2. Betalingsvoorwaarden;
3. Contactgegevens, zoals je telefoonnummer, adres en e-mailadres;
4. Bewijs van eigendom van een onroerend goed of grond.
6. Worden mijn persoonlijke gegevens doorgegeven aan derden binnen de EU? Uw persoonsgegevens kunnen gedeeld worden met de categorieën van onderaannemers beschreven in artikel 1 van deze verklaring. Voor het overige worden uw persoonsgegevens niet verkocht, overgedragen of meegedeeld aan derden door BTP.
7. Worden mijn persoonsgegevens werkt buiten de EU? In sommige gevallen worden uw persoonsgegevens doorgegeven en/of verwerkt in landen buiten de Europese Unie. In dergelijke gevallen zullen we ons uiterste best doen om ervoor te zorgen dat dit gebeurt in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving inzake gegevensbescherming en zullen we passende waarborgen invoeren, zoals standaard contractuele clausules indien vereist door dergelijke wetgeving, om een adequaat niveau van bescherming van uw persoonsgegevens te bevorderen.
8. Wat zijn mijn rechten? U kunt een aantal rechten uitoefenen met betrekking tot uw persoonsgegevens ten opzichte van BTP, voor zover u deze rechten daadwerkelijk hebt onder de toepasselijke wetgeving inzake gegevensbescherming. U kunt deze rechten uitoefenen door een e-mail te sturen naar estates@belgiumtowerpartners.com of een brief naar het volgende adres BELGIUM TOWER PARTNERS, Culliganlaan 2C bus 7, 1831 Diegem, vergezeld van een bewijs van uw identiteit. BTP zal op dergelijke verzoeken reageren en er al dan niet gevolg aan geven in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving en in principe binnen één maand, eveneens in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving. U kunt ook contact opnemen of een klacht indienen bij de

Gegevensbeschermingsautoriteit. Recht op bezwaar U hebt het recht om op basis van uw specifieke situatie bezwaar te maken tegen de verwerking van uw persoonsgegevens op grond van een gerechtvaardigd belang van BTP. Recht om toestemming in te trekken U hebt het recht om uw toestemming te allen tijde in te trekken. Een dergelijke intrekking heeft geen invloed op de rechtmatigheid van de verwerking op basis van de toestemming voorafgaand aan de intrekking. Recht op toegang U hebt het recht om uw persoonsgegevens in te zien en een kopie van die gegevens te krijgen. U hebt ook het recht om bepaalde informatie te ontvangen over de verwerking van uw persoonsgegevens, waaronder de doeleinden van de verwerking, de categorieën persoonsgegevens, de categorieën ontvangers, enz. Recht op rectificatie U hebt het recht om onjuiste persoonsgegevens te laten rectificeren of onvolledige persoonsgegevens te laten aanvullen. Recht op wissen U hebt het recht om uw persoonsgegevens te laten wissen indien en voor zover: 1. uw persoonsgegevens niet langer nodig zijn voor de doeleinden waarvoor ze zijn verzameld; 2. er niet langer een rechtsgrondslag is voor de verwerking; 3. u bezwaar maakt tegen de verwerking en er geen dwingende legitieme gronden zijn voor de verwerking door BTP, of u bezwaar maakt tegen de verwerking voor direct marketingdoeleinden; 4. uw persoonsgegevens onrechtmatig zijn verwerkt, of 5. uw persoonsgegevens moeten worden verwijderd om te voldoen aan een wettelijke verplichting waaraan BTP is onderworpen. Recht op beperking van de verwerking U hebt het recht om van BTP een beperking van de verwerking te verkrijgen indien en voor zover: 1. u de juistheid van de persoonsgegevens betwist, gedurende een periode die BTP toelaat deze juistheid te verifiëren; 2. de verwerking onwettig is en u bezwaar maakt tegen het wissen van de persoonsgegevens en in plaats daarvan verzoekt om beperking van het gebruik ervan; 3. BTP de persoonsgegevens niet langer nodig heeft voor de doeleinden van de verwerking, maar u ze nodig hebt voor een juridisch verzoek; 4. u hebt bezwaar gemaakt tegen de verwerking, in afwachting van verificatie of de legitieme gronden van BTP zwaarder wegen dan de uwe. Als de verwerking is beperkt, kunnen de persoonsgegevens nog steeds worden bewaard door BTP. Recht op overdracht van gegevens Voor persoonsgegevens die (i) worden verwerkt in het kader van de uitvoering van de overeenkomst of op basis van uw toestemming, (ii) door u aan BTP worden meegegeeld en (iii) langs geautomatiseerde weg worden verwerkt, hebt u het recht om ze van BTP te verkrijgen in een gestructureerd, algemeen gebruikt en leesbaar formaat, alsook het recht om ze rechtstreeks over te dragen of te laten overdragen aan een andere verwerkingsverantwoordelijke, voor zover dit technisch mogelijk is. 9. Wijzigingen BTP behoudt zich het recht voor om wijzigingen en aanpassingen aan deze verklaring aan te brengen. BTP zal deze wijzigingen of amendementen duidelijk communiceren, waarna u ze uitdrukkelijk zult aanvaarden. 10. Contact Als u vragen hebt, uw rechten wilt uitoefenen of andere informatie wilt over de verwerking van uw persoonsgegevens door of namens BTP, kunt u contact opnemen met: estates@belgiumtowerpartners.com. Bijlage B.1: grondplan

Bijlage B.2: nummering van de masten

Huurovereenkomst Nummer: 02CSL

Eenzijds: Het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier Maingain en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, (ondernemingsnummer van de gemeente 0207.389.859) handelend krachtens het besluit van de gemeenteraad van ...,

hierna te noemen de VERHUURDER, en anderzijds: Proximus NV van publiek rechtgevestigd

Hier vertegenwoordigd door:De heer Wim WIERCX, Domain Manager INVESTMENT

hierna genoemd de HURDER genoemd,

de huurder en de verhuurder worden samen de partijen genoemd.Preamble- De PARTIJEN hebben een tijdelijke gebruiksovereenkomst gesloten, met referentie 02CSL, ondertekend op 07/03/2002, met als doel:-het ter beschikking stellen van een oppervlakte van ongeveer 50 m² met het oog op de installatie van een telecommunicatiestation (de “oppervlakte”), gelegen te: J.F. Debeckerlaan 54 en ingeschreven in het kadaster onder het nummer 26P7 gemeente Sint Lambrechts-Woluwe-1ère afdeling B- om twee verlichtingsmasten te vervangen met het oog op de installatie van telecommunicatieantennes en -apparatuur op één ervan, met behoud van de bestaande verlichtingsarmaturen. - Op 26/01/2021 heeft de Verhuurder Proximus op de hoogte gebracht van zijn beslissing om de overeenkomst van tijdelijke bezetting te beëindigen ingevolge een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 met ingang van 04/08/2024. - Aan het einde van de overeenkomst en na de ontmanteling van het materieel van de exploitant voorzag de overeenkomst voor onzekere bezetting in de kosteloze overdracht van de eigendom van de draag- en hysconstructies (fundering en mast) aan de gemeente.Er werd overeengekomen als volgt:De tijdelijke gebruiksovereenkomst 02CSL ondertekend op 07/03/2002 wordt vervangen door onderhavige huurovereenkomst met ingang van 01/08/2024.De eigendomsoverdracht van mast nr. 4 (draag- en hysstructuren) vermeld in bijlage 2 wordt uitgesteld tot het einde van deze overeenkomst conform artikel 4.4.Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst 14.7. De gemeente verklaart:- dat zij de volle VERHUURDER is van het goed gelegen te 1200 Brussel, J.F. Debeckerlaan 54 en ingeschreven in het kadaster onder het nummer 26L8 Sint-Lambrechts-Woluwe, 1ste afdeling B, hierna “het eigendom” genoemd (Bijlage D);- dat zij beschikt over het recht van vrije beschikking over het eigendom en dat er geen schulden, hypotheek of pandrechten op het eigendom rusten die het normale gebruik van het pand door de huurder in het gedrang zouden brengen

16.8. De VERHUURDER verhuurt aan de HURDER, die aanvaardt, de gebieden weergegeven onder een rode rand op het plan bijgevoegd als Bijlage B.1 (hierna genoemd de “oppervlakte” of “het gehuurde goed), gelegen op het onroerend goed.16.9. Het gehuurde goed zal worden gebruikt voor de uitbating van een telecommunicatiestation (telecommunicatiesystemen, al hun toebehoren en randapparatuur) onder de voorwaarden bepaald in deze overeenkomst. 16.10. De VERHUURDER machtigt de HURDER om een container met telecommunicatieapparatuur te plaatsen en deze aan te sluiten op het telefoon- en elektriciteitsnetwerk in het openbaar domein alsook op de antennes en apparatuur van de VERHUURDER op lichtmast nr. 1 aangeduid op het plan in bijlage B.2.Bovendien geeft de VERHUURDER toestemming aan de HURDER en haar gebruikers om antennes en telecommunicatieapparatuur op deze lichtmast te plaatsen.16.11. De HURDER en zijn gebruikers kunnen te allen tijde de apparatuur in en op het Gehuurde verbeteren, wijzigen of uitbreiden, rekening houdend met de wetenschappelijke, technische en technologische vooruitgang op dit gebied, en de toepasselijke vereisten met betrekking tot het delen van antenne-opstelpunten en het gezamenlijk gebruik van de infrastructuur.16.12. De VERHUURDER verleent de HURDER het recht om uitbreiding van het gehuurde goed (het “Bijkomend gehuurde goed”) aan te vragen, zodat hij wijzigingen, toevoegingen, vervangingen, opknappbeurten of uitbreidingen kan aanbrengen aan alle apparatuur die zich in of op het gehuurde goed bevindt. Het verzoek wordt verzonden per aangetekende post met ontvangstbevestiging. Bij gebrek aan antwoord van de VERHUURDER binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt het verzoek geacht aanvaard te zijn. In geval van weigering moet de VERHUURDER zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren. In voorkomend geval kan, in geval van een substantiële verhoging van de oorspronkelijke oppervlakte met het Bijkomend Huurobject, het huurbedrag bepaald in artikel 5 herzien worden ten belope van 25 EUR/m²/jaar, te indexeren overeenkomstig artikel 5.4.16.13. Binnen de vijftien kalenderdagen na de inwerkingtreding van deze overeenkomst zal door de partijen, in aanwezigheid van beide partijen en op kosten van de HURDER, een gedetailleerde plaatsbeschrijving, van het gehuurde goed en mast nr. 1 worden

opgemaakt, desgevallend door een deskundige die in onderling overleg wordt gekozen of, bij gebreke aan overeenstemming, op verzoek van de meest gerede partij, door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel, Franstalige kamer.16.14. Bij het verstrijken van deze overeenkomst, om welke reden dan ook, zal de HUURDER het gehuurde goed en mast nr. 1 in perfecte staat teruggeven, behoudens normale slijtage. De partijen komen overeen dat op het einde van deze overeenkomst een gedetailleerde inventaris van de inrichting zal worden opgemaakt, gezamenlijk en op kosten van de HUURDER, indien nodig, door een expert gekozen in onderling overleg of, bij gebreke aan akkoord, benoemd op verzoek van de meest gerede partij, door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel, Franstalige kamer. Artikel 2: Verplichtingen van de verhuurder 17.1. De Verhuurder verbindt zich ertoe om de Huurder het vreedzame genot van het Gehuurde toe te staan en om het Vastgoed in de onmiddellijke nabijheid van het Gehuurde te onderhouden teneinde dit vreedzame genot te verzekeren. 17.2. De Verhuurder verbindt zich ertoe geen enkel gebruiks- of inzettingsrecht (huur, concessie, enz.) te verlenen aan wie dan ook voor de installatie of exploitatie van mobiele communicatiesystemen of andere systemen die de installatie, de exploitatie en het onderhoud van de Faciliteiten kunnen verstoren, zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Huurder. 17.3. De Verhuurder machtigt de Huurder en zijn gebruikers om in zijn naam of in naam van de Verhuurder alle vergunningen, goedkeuringen en andere toelatingen aan te vragen en te verkrijgen die nodig of nuttig zijn voor de installatie, het gebruik, het onderhoud, de instandhouding, de herstelling en de wijziging van het Huurobject, met inbegrip van de ruimte buiten het Huurobject met betrekking tot de nuttige kabels en aansluitingen. Voor de installatie van nuttige kabels en aansluitingen is evenwel het voorafgaand akkoord van de Verhuurder vereist. Het verzoek wordt aangetekend met ontvangstbewijs verstuurd. Bij gebrek aan antwoord van de Verhuurder binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt de aanvraag als aanvaard beschouwd. In geval van weigering moet de Verhuurder zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren. 17.4. De verhuurder zal indien nodig samenwerken met de huurder en zijn gebruikers voor de indiening en opvolging van de aanvragen en het verkrijgen van de hierboven vermelde vergunningen, goedkeuringen en toelatingen. De verhuurder zal aan de huurder alle documenten met betrekking tot het Vastgoed verstrekken die nodig zijn voor de huurder of zijn gebruikers. 17.5. De verhuurder machtigt de huurder en zijn gebruikers eveneens om alle nodige tests, inspecties en voorbereidende studies uit te voeren op het Eigendom op voorwaarde dat deze de staat en het behoud van het Eigendom niet aantasten. Indien dit wel het geval is, is de voorafgaande toestemming van de verhuurder vereist. 17.6. De verhuurder erkent dat, behalve in geval van overmacht, de continue en adequate werking van het Huurobject steeds moet worden verzekerd. Daarom zal de verhuurder de huurder op voorhand op de hoogte brengen van zijn voornemen om werken uit te voeren aan het Vastgoed in de nabijheid van het Huurobject of om werken uit te voeren die de werking van de Faciliteiten kunnen beïnvloeden, met een vooropzeg van 90 kalenderdagen, behalve in geval van overmacht of nood situatie. 17.7. De verhuurder zal de huurder op voorhand op de hoogte brengen van elke wijziging aan de verlichtingsuitrusting teneinde de stabiliteitsberekeningen voor mast nr. 4 bij te werken. Artikel 3: Verplichtingen van de HUURDER 18.1. De Huurder verbindt zich ertoe alle wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende het gehuurde goed en het telecommunicatiestation na te leven en te doen naleven. 18.2. Bovendien verbindt de Huurder er zich ertoe alle vergunningen die nodig zijn voor de installatie, de exploitatie en het onderhoud van de faciliteiten aan te vragen of te laten aanvragen door haar gebruikers. Met de werkzaamheden mag pas worden begonnen nadat de Huurder of zijn gebruikers al deze vergunningen hebben verkregen. 18.3. De Huurder verbindt zich ertoe het Huurobject te gebruiken en ervoor te zorgen dat zijn gebruikers het Huurobject als een goed huisvader gebruiken en de huur en lasten aan de Verhuurder te betalen zoals bepaald in artikel 5.18.4. De Huurder zal elke handeling of gebruik van het gehuurde vermijden die de normale werking van de bestaande installaties van de Verhuurder in gevaar kan brengen. 18.5. De Huurder erkent dat, behoudens overmacht, de continue en adequate werking van de verlichting steeds moet worden verzekerd. 18.6. De Huurder zal de Verhuurder vooraf op de hoogte brengen van zijn voornemen om werken uit te voeren aan het goed of het gehuurde goed, met een vooropzeg van drie maanden, behalve in geval van overmacht of een noodgeval. 18.7. De Huurder verbindt zich ertoe het structureel onderhoud van de lichtmasten (exclusief verlichtingsarmaturen) nrs. 1 en 2 zoals gedefinieerd in bijlage B.2 te

garanderen en de vereiste periodieke inspecties en het onderhoud van de masten en veiligheidsuitrusting uit te voeren. Hij zal verantwoordelijk zijn voor de stabiliteitsberekeningen die vereist zijn voor elke wijziging aan de uitrusting van mast nr. 4. Bovendien verbindt de Huurder zich ertoe een minimale belasting te reserveren die overeenstemt met de huidige belasting voor het frame en de verlichtingsuitrusting van de Verhuurder.18.8. Bij het aflopen van deze overeenkomst, om welke reden dan ook, zal de Huurder binnen de 90 kalenderdagen zijn installaties op eigen kosten verwijderen, met uitzondering van de draagstructuren in de grond (voor zover aanwezig) en lichtmast nr. 4 overeenkomstig artikel 7.4.18.8. De Verhuurder zal alle nodige maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat de installaties die zich op of in het Gehuurde goed bevinden, kunnen worden verwijderd door de Huurder, zijn gebruikers of elke andere persoon aangeduid door de Huurder. Artikel 4: Begin – Duur – Einde 19.1. De overeenkomst gaat in op 01/08/2024 en wordt afgesloten voor een duur van negen (9) opeenvolgende jaren.19.2. Ze wordt automatisch verlengd voor zes (6) jaar onder dezelfde voorwaarden, tenzij de huurder ten minste 180 kalenderdagen voor het einde van de lopende negen (9) jaar per aangetekende brief zijn voornemen kenbaar maakt om ze niet te verlengen.19.3. Op het einde van deze periode van negen en zes jaar, wordt de overeenkomst automatisch verlengd voor periodes van zes (6) jaar en onder dezelfde voorwaarden, tenzij de verhuurder ten minste 730 kalenderdagen voor het verstrijken van de lopende periode per aangetekend schrijven laat weten niet van plan te zijn de overeenkomst te verlengen of de huurder ten minste 180 kalenderdagen voor het verstrijken van de lopende periode per aangetekend schrijven laat weten niet van plan te zijn de overeenkomst te verlengen. 19.4. Elke verlenging zal onderworpen zijn aan dezelfde voorwaarden als deze overeengekomen in huidige overeenkomst contract.19.5. De huurder heeft het recht om deze huurovereenkomst te allen tijde te beëindigen, met inachtneming van een opzegtermijn van 180 kalenderdagen, indien de netwerk-, commerciële of operationele behoeften van de huurder of indien bepaalde specificaties van de telecommunicatiesystemen of enig ander systeem bestemd voor telecommunicatie tot gevolg hebben dat de voorwaarden van de overeenkomst onaanvaardbaar worden. In dit geval is de huurder aan de verhuurder een forfaitaire schadevergoeding verschuldigd gelijk aan één jaar huur zoals uiteengezet in artikel 5.2. van deze overeenkomst. 19.6 In geval van onteigening ten algemenen nutte vervalt deze huurovereenkomst op de datum waarop de onteigenende overheid daadwerkelijk bezit neemt van het huurobject. In dit geval komen Partijen overeen afstand te doen van alle vorderingen die zij jegens elkaar zouden kunnen hebben. Zij zullen gezamenlijk hun rechten doen gelden jegens de onteigenende autoriteit. Artikel 5: Huurprijs – Betaalwijze – Belastingen – Indexering – Lasten 20.2. Als tegenprestatie voor de huur van de oppervlakte verbindt de huurder zich ertoe een jaarlijkse huur te betalen van 7.800,00 EUR (zevenduizend achthonderd EUR) als volgt: - tijdstip van betaling: jaarlijks, uiterlijk op de tiende kalenderdag van de verjaardagsmaand van de aanvang van deze Huurovereenkomst (of indien de tiende dag een zondag of feestdag is, de eerstvolgende werkdag);- eerste betaling: 10/08/2024- rekeningnummer IBAN BE39 0910 1186 2119 van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe met referentie: Mast 1 huur gemeentelijk stadion 20.3. Alle belastingen en heffingen die rechtstreeks verband houden met de installatie, het onderhoud en het beheer van de apparatuur in en op het Gehuurde zijn ten lasten van de huurder. 20.4. Alle belastingen op (huur)vergoedingen, evenals alle voorheffingen op de vergoedingen (huur) en, in het algemeen, alle belastingen of heffingen met betrekking tot het eigendomsrecht over het Gehuurde, zijn voor rekening van de verhuurder. De verhuurder is momenteel vrijgesteld van roerende voorheffing op het Vastgoed. Als deze situatie zou worden herzien als gevolg van de exploitatie waarop deze overeenkomst betrekking heeft, zullen de financiële gevolgen voor rekening van de huurder zijn. In dit geval zal de verhuurder een splitsing van het perceel vragen om het aandeel van de kadastrale inkomsten met betrekking tot het voorwerp van deze overeenkomst nauwkeurig te kunnen bepalen. 20.5. De huurprijs zal jaarlijks op de verjaardag van de inwerkingtreding van deze overeenkomst worden aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex (tabellen 2013), door toepassing van onderstaande formule:

$F \times I_i$ F = basis huurprijs bedoeld in artikel 3.11 I = index van de maand die voorafgaat aan de maand van aanpassing i = index van de maand waarop deze huurovereenkomst in werking treedt.

20.6. In geval van juridische bezwaren tegen de aanpassingsformule wordt de fluctuatie berekend op basis van de wettelijke bepalingen die van kracht zijn op het moment van de aanpassing. 20.7. Op

eenvoudig schriftelijk verzoek vergoedt de huurder de kosten aan de verhuurder met betrekking tot het elektriciteitsverbruik van zijn installaties en die van zijn gebruikers op basis van de meterstand en tegen het door de verhuurder betaalde eenheidstarief. Artikel 6: Toegang 21.1. De verhuurder verleent de huurder en zijn gebruikers uitdrukkelijk volledige, onbeperkte en permanente toegang tot het Eigendom voor de installatie, het gebruik, het onderhoud, de herstelling of de wijziging van apparatuur op het Gehuurde Eigendom. Deze toegang wordt 24 uur per dag en 7 dagen per week verleend aan elke persoon die hiertoe door de huurder of haar gebruikers is aangewezen. 21.2. De verhuurder zal daarom op eenvoudig verzoek van de huurder toegang tot het Gehuurde verlenen aan het personeel van de huurder en aan alle personen die door de huurder gemachtigd zijn vanaf de datum van ondertekening van deze overeenkomst. 21.3. De verhuurder zal aan de huurder en zijn gebruikers de sleutels, badges en codes verstrekken die nodig zijn om toegang te krijgen tot het Vastgoed (maximaal 2 exemplaren). De huurder en zijn gebruikers zijn gemachtigd om een sleutelkluis te installeren in de nabijheid van de toegang tot het gehuurde goed. 21.4. De VERHUURDER bevestigt hierbij dat er geen verdere toestemming nodig is van een derde partij om volledige en onbeperkte toegang te hebben tot het Eigendom. Indien de toestemming van enige andere persoon vereist is om het goed te betreden, verbindt de verhuurder ertoe deze te verkrijgen. Artikel 7: Eigendom 22.1. Alle elementen en onderdelen van de uitrusting op of in het Huurobject zijn en blijven de exclusieve eigendom van de huurder krachtens een recht van opstal in overeenstemming met artikel 3.182 van het nieuwe Burgerlijk Wetboek. 22.2. De ondergrondse draagstructuren (voor zover ze bestaan) en lichtmast nr. 4 worden automatisch eigendom van de verhuurder op het einde van de overeenkomst. Artikel 8: Overdracht of verkoop van eigendom - Voorkooprecht - Afdwingbaarheid 23.1 Deze huurovereenkomst is bindend voor Partijen en hun opvolgers, vertegenwoordigers, personeel en agenten. 23.2 In geval van overdracht (schenking, verkoop, etc.) van het Huurobject door de verhuurder aan een derde, kan deze laatste (nieuwe verhuurder de huurovereenkomst enkel beëindigen in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald in artikel 4 van deze overeenkomst, en enkel indien de huurovereenkomst een bepaalde datum heeft voorafgaand aan de overdracht van het Huurobject door de verhuurder of indien de huurder het Huurobject gedurende minstens 6 maanden in gebruik heeft genomen, bij gebrek aan een dergelijke bepaalde datum. 23.3. De verhuurder zal de koper of de verkrijger van bepaalde rechten niet alleen informeren over het bestaan en de inhoud van de Overeenkomst, maar ook over de resterende looptijd van de Overeenkomst, inclusief de status van eventuele verlengingsopties die de huurder nog ter beschikking staan. Artikel 9 – Overdracht en onderverhuur 24.1. De huurder kan de overdracht van deze huurovereenkomst aanvragen. Het verzoek wordt per aangetekende brief met ontvangstbevestiging naar de verhuurder gestuurd. Bij gebrek aan antwoord van de verhuurder binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt het verzoek geacht aanvaard te zijn. In geval van weigering moet de verhuurder zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren. Op het ogenblik van de overdracht van de huurovereenkomst vervallen alle rechten en plichten van de huurder tegenover de verhuurder overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst. De nieuwe huurder zal alle rechten en verplichtingen van de huurder uit hoofde van deze overeenkomst overnemen vanaf de datum van de overdracht. 24.2. De huurder mag deze huurovereenkomst onderverhuren mits voorafgaande toestemming van de verhuurder; Elke onderverhuur moet voldoen aan de bepalingen van deze overeenkomst. Artikel 10: Vernietiging van het gehuurde goed 25.1. In het geval dat het gehuurde goed, onafhankelijk van de wil van de verhuurder, geheel of gedeeltelijk wordt vernietigd en de verhuurder besluit het gehuurde goed te herbouwen, heeft de huurder het recht om zijn apparatuur te herbouwen op het herbouwde gehuurde goed. 25.2. Indien het oorspronkelijke gehuurde goed niet meer gebruikt kan worden tijdens de heropbouwwerken of indien de verhuurder beslist om het gehuurde goed niet te herbouwen, zal de verhuurder naar best vermogen een gelijkwaardig alternatief voorzien (Terbeschikkingstelling aan de huurder van een terrein van maximum 150m² voor de plaatsing van een tijdelijke installatie, mast en basisstation, voor de duur van de heropbouwwerken). Artikel 11: Aansprakelijkheid en verzekeringen 26.1. De HUURDER is enkel aansprakelijk, zowel tegenover derden als tegenover de VERHUURDER, voor rechtstreekse schade die voortvloeit uit de aanwezigheid of de werking van deze installaties tijdens de installatie en gedurende de volledige duur van de overeenkomst. De HUURDER zal een speciale verzekering afsluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij ter

dekking van materiële, lichamelijke en immateriële schade.26.2. Daartoe dient de HURDER een verzekering af te sluiten die zijn risico's dekt met betrekking tot zijn burgerlijke aansprakelijkheid, alsook die van zijn aangestelden en werknemers voor elke vordering die zou kunnen ontstaan in verband met het gebruik van het goed.26.3. De HURDER zal ook een aansprakelijkheidsverzekering voor bewoners afsluiten bij een erkende en goedgekeurde verzekeringsmaatschappij om de genoemde gevaren te dekken, met inbegrip van ten minste de basiswaarborgen, d.w.z. brand, waterschade, huurrisico's en buurtschade. De VERHUURDER zal in zijn brandpolis een afstand van verhaal opnemen tegen de HURDER, behalve in geval van grove nalatigheid of fraude. De HURDER zal eveneens een wederzijdse afstand van verhaal tegen de VERHUURDER en zijn verzekeraar opnemen.26.4. Het bewijs van deze verzekeringspolissen, evenals de betaling van de bijhorende premie, moet binnen de acht kalenderdagen na ondertekening van deze overeenkomst aan de VERHUURDER bezorgd worden. Indien de VERHUURDER het bewijs van deze verzekeringspolis en/of van de betaling van de premie niet heeft ontvangen binnen de hierboven vermelde termijn, zal de VERHUURDER een ingebrekestelling versturen per aangetekend schrijven om hieraan te voldoen binnen de 30 kalenderdagen vanaf de tweede dag volgend op de verzending van het aangetekend schrijven. Na het verstrijken van deze termijn wordt deze overeenkomst automatisch beëindigd ten nadele van de HURDER.26.5. De aansprakelijkheid van de HURDER is steeds beperkt tot een maximumbedrag van EUR 1.250.000 per schadegeval per jaar.

Artikel 12: Kennisgevingen27.1. Kennisgevingen aan de andere partij moeten altijd worden gericht aan de volgende adressen en ter attentie van de hieronder vermelde personen:

HURDER	VERHUURDER	Gemeentebestuur Sint-Lambrechts-Woluwe	Paul Hymanslaan 2
		Dienst beheer van het erfgoed/gemeenteeigendommen	prop.eig@woluwe1200.be
		Tel.: 02/761.28.18	of 02/761.28.20

27.2. Partijen zullen elkaar zo spoedig mogelijk, en indien mogelijk vooraf, op de hoogte stellen van iedere wijziging in deze contactgegevens.

Artikel 13: Verwerking van persoonsgegevens28.1. De HURDER mag de persoonsgegevens van de VERHUURDER niet verwerken of meedelen aan derden, behalve wanneer dit noodzakelijk is in het kader van contractuele en wettelijke verplichtingen. Voor meer informatie over het beheer van privégegevens door Proximus verwijzen we naar het privacybeleid van Proximus dat beschikbaar is op www.proximus.be/privacy.

Artikel 14: Oneerlijke bedingen29.1. De partijen vestigen elkaars aandacht op de artikelen VI.91/3 tot VI.91/6 van het Wetboek van economisch recht en verklaren dat deze overeenkomst naar hun mening geen oneerlijke bedingen bevat in de zin van voornoemde wetgeving, rekening houdend met de specifieke omstandigheden waarin deze overeenkomst is overeengekomen het resultaat is van echte onderhandelingen op gelijke voet met de andere partij, en dat zij elke clause aanvaardt met een volledig begrip van de inhoud en de juridische gevolgen ervan, en dat zij deze billijk, evenwichtig en gepast acht met betrekking tot de overeenkomst als geheel en de doelstellingen die zij met deze overeenkomst nastreeft. De Partijen verklaren dat de respectieve risico's die door hen in verband met deze overeenkomst moeten worden gedragen, adequaat en voldoende in aanmerking zijn genomen in de huurprijs, zodat elk risico dat door de ene Partij wordt gedragen, wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige tegenprestatie van de andere Partij.

Artikel 15: Registratie30.1. De HURDER verbindt zich ertoe deze overeenkomst te registreren. Alle kosten, erelonen en eventuele boetes met betrekking tot de registratie van dit contract zijn ten laste van de HURDER.

Artikel 16: Diverse bepalingen 31.1. Deze Overeenkomst vormt de volledige overeenkomst tussen de Partijen en annuleert en vervangt alle eerdere mondelinge of schriftelijke overeenkomsten en afspraken, inclusief de huurovereenkomst van 04/06/2003 tussen de Partijen of hun voorgangers met betrekking tot het onderwerp van deze Overeenkomst. 31.2. De Partijen komen overeen dat deze Overeenkomst kan worden ondertekend en afgeleverd door middel van elektronische handtekeningen door elke Partij en dat de handtekeningen die in deze Overeenkomst voorkomen originele handtekeningen zijn.31.3. De datum van ondertekening van deze Overeenkomst door de partij die deze als laatste heeft ondertekend, wordt geacht de datum van deze Overeenkomst te zijn.31.4. Alle aanpassingen en wijzigingen van deze Overeenkomst dienen schriftelijk te geschieden en uitdrukkelijk door beide Partijen te worden aanvaard.31.5. Indien een van de bepalingen van deze Overeenkomst geheel of gedeeltelijk nietig zou worden verklaard, blijven

alle andere bepalingen niettemin van toepassing, tenzij een dergelijke nietigheid het oorspronkelijke contractuele evenwicht zou verstoren.31.6. De Franstalige rechtbanken van Brussel zijn exclusief bevoegd.Gedaan te Brussel, op, in drie exemplaren, waarvan elke partij erkent een exemplaar te hebben ontvangen en waarvan een voor registratie is bestemd.

DE VERHUURDER:

Patrick LambertDe gemeentesecretaris

Olivier MaingainDe Burgemeester

DE HUURDER:

Wim WiercxDomain Manager INVESTMENT

Bijlage 1: grondplan

Bijlage 2: nummering van de masten

Deze beraadslaging zal ter beschikking worden gesteld aan de Minister-President van het Brussels Gewest.

cbe 03.12.2020 résiliation_fr_32449.pdf

34 **Chaussée de Roodebeek 302 - Convention - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL, Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15/06/2023 de mettre fin à la convention relative à l'occupation du bien visé en titre par l'asbl Villa Montald et de proposer à l'asbl Gemeenschapscentrum Op Weule d'occuper ce bien afin d'y développer des activités à destination, principalement, de la communauté néerlandophone de la commune ;Vu le projet de convention rédigé en collaboration avec la VGC et l'asbl Gemeenschapscentrum Op Weule; Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

CONVENTION-TYPE D'OCCUPATION DES LOCAUX COMMUNAUX PAR UNE ASSOCIATION

ENTRE La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège du bourgmestre et échevins en la personne de (nom, prénom) (fonction) et (nom, prénom), secrétaire communal agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 24/06/2024 ;Ci-après dénommée « la commune ETL'asbl GEMEENSCHAPSCENTRUM OP-WEULE, ayant son siège à 91 Rue Saint-Lambert, représentée par le(s) responsable(s) de l'association, agissant en qualité en exécution de la délibération du conseil d'administration de .././.... et/ou de l'assemblée générale de .././.....Ci-après dénommée « l'association» ou « l'occupant »IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Cette convention est conclue entre la commune et l'association en tenant compte du fait que cette dernière fournit un service d'intérêt public, culturel ou sportif, destiné en priorité aux citoyens de la commune.

La mise à disposition gratuite de locaux à cette association contribue donc à l'élargissement de l'offre de services accessibles et adaptés aux besoins des citoyens de la commune.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention

La présente convention régit l'occupation des locaux décrits ci-dessous par la commune qui les affecte à l'usage de bibliothèque néerlandophone. Les locaux se situent à Chaussée de Roodebeek, 302. L'association occupe seule les locaux. Les biens mis à disposition ne seront utilisés que pour les activités de l'association, à l'exclusion de toute autre utilisation. L'association ne peut permettre l'utilisation des locaux à des fins d'hébergement sans l'accord écrit préalable du Collège du bourgmestre et échevins. L'association est tenue de faire un usage effectif des biens mis à disposition.

Dans le cadre de ses activités, l'asbl peut accueillir des personnes physiques ou morales. Cependant, aucune activité commerciale ou assimilée ne pourra être exercée dans les locaux et l'asbl ne pourra tirer un profit financier de ces occupations (uniquement répercuter les frais d'exploitation du bien).

Par la présente convention, la commune marque son accord sur la présence dans les locaux des groupements suivants :- les scouts Kruisboog-Hadewijch, - l'association lituanienne de Belgique, - le projet Tito-Time Out de l'école KIW

Si l'une de ces associations quitte les locaux, elle peut être remplacée par une autre association sans but lucratif (animation jeunesse), moyennant accord préalable du Collège des bourgmestre et échevins.

Si les activités de l'association ne présentaient plus d'intérêt public, culturel, social ou sportif et/ou n'étaient plus principalement destinées aux citoyens de la commune, la commune mettra fin à la convention dans les conditions mentionnées à l'article 2.

L'association s'engage à veiller au bon usage du lieu et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage et s'engage également à notifier par écrit à l'administration (Service propriétés communales) toute modification des statuts et tout changement concernant la personne chargée des relations avec la commune.

2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/07/2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

La Commune ou l'association peut mettre fin à la convention à tout moment moyennant un congé de 10 mois, par courrier recommandé. Le congé prend cours le 01 septembre suivant sa notification.

3. Caution

Avant la remise des clés, l'association doit fournir une caution dont le montant est calculé sur la base de 2,00 EUR par m² utilisé. Toutefois, le dépôt ne peut être inférieur à 350,00 EUR. Le montant exact de la caution sera déterminé lors de la signature de la convention. Il s'acquitte de cette obligation en déposant des espèces sur un compte individualisé ouvert à son nom auprès d'un organisme financier de son choix. Les intérêts de la somme ainsi placée seront capitalisés sur le compte individualisé. Ce placement confère à la commune le privilège des avoirs du compte pour toutes les créances résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations de l'association.

Le compte bancaire de la garantie, tant pour le principal que pour les intérêts, ne peut être aliéné sans la présentation soit d'une autorisation écrite établie au plus tôt lors de la résiliation de la présente convention, soit d'une copie d'une décision de justice.

4. Charges

Sont à charge de l'association:- les frais liés à la consommation privée d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage, ainsi qu'à l'abonnement à ces services ;- en cas de sinistre, la franchise légale déduite par l'assureur du bâtiment (voir article 5) ;- les frais de téléphone et internet ainsi que l'abonnement à ces services ;- les frais, taxes, redevances, abonnements relatifs à la radio, la télévision ou la télédistribution (voir article 6) et internet ;- le nettoyage des locaux occupés ;- les réparations dites locatives des locaux occupés ;- le remboursement de la surprime relative à la clause d'abandon de recours contre le locataire.

Hormis les petites réparations incombant aux occupants conformément à la doctrine et jurisprudence constante, la commune assure la gestion technique de l'immeuble.

En cas de problème, l'occupant est invité à s'adresser à la commune et est tenue de lui signaler immédiatement :

1. Tout trouble de fait et de droit relatif au bien loué ;2. Tout dommage dont la réparation est à charge de l'occupant.

À défaut d'avoir averti la commune, l'association est tenue pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenue d'indemniser la commune de ce chef.

Chaque année, entre le 01/05 et le 31/07, les parties organisent, de commun accord, à tout le moins une visite des lieux afin d'établir les travaux éventuellement à réaliser sur le bien.Le service communal Gestion du Patrimoine/Propriétés communales est le service de contact.

5. Assurances

La commune a souscrit une police d'assurance de type "intégrale incendie" (incendie, dégâts des eaux, bris de vitrage,...) comprenant une clause d'abandon de recours envers l'utilisateur.Par conséquent, l'utilisateur n'est donc pas tenue de souscrire une assurance incendie périls nommés. Il devra rembourser à la commune le montant de la franchise légale retenue par l'assureur du bâtiment. S'il est clairement établi que l'utilisateur est responsable d'un sinistre pour lequel l'assurance doit intervenir, il paiera la franchise, qu'il ait agi pour son propre compte ou pour le compte de qui que ce soit. Si le montant du sinistre est inférieur à la franchise ou si une indemnisation par la compagnie d'assurance est exclue, l'utilisateur devra prendre en charge la réparation ou le remplacement des éléments endommagés.L'utilisateur est libre de souscrire une assurance couvrant le mobilier.L'utilisateur doit souscrire également une police couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du bien.Une preuve de cette police d'assurance, ainsi que du paiement de la prime y afférant, doit être transmise à la commune dans le mois de la signature de la présente convention et à chaque date d'anniversaire de la convention. Si la commune n'a pas reçu la preuve de la police d'assurance et/ou du paiement de la prime dans le délai dont question ci-avant, elle adresse par lettre recommandée une mise en demeure d'y satisfaire dans le délai de 30 jours calendrier à compter du deuxième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée. Passé ce délai, la présente convention est résolue de plein droit aux torts de l'utilisateur.La commune ne pourra notamment être rendue responsable de vols, déprédations et dégradations dont l'utilisateur pourrait être victime.L'utilisateur assumera personnellement et, à la décharge de la commune, toute responsabilité des accidents ainsi que des dommages qui pourraient se produire dans les locaux mis à disposition. À cette fin, l'utilisateur est seul responsable des dommages causés aux bien et personnes qui se trouvent dans ou sur le bien de la présente convention, à l'exception des groupes énumérés ci-dessus qui utilisent également le bâtiment et qui assument leur propre responsabilité.

6. Taxes et impôts

L'association est redevable des impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou à l'utilisation du bien donné en jouissance (par exemple, taxe sur l'enlèvement des ordures). Les frais d'enregistrement sont à charge de l'association. Le précompte immobilier est à charge de la commune.

7. États des lieux

Au plus tard avant l'occupation des lieux par l'association et à la fin de la convention, après avoir enlèvement du mobilier appartenant et avant la remise des clés, un état des lieux détaillé et amiable sera établi. A cette occasion, les parties procèdent également à l'enregistrement de l'index de tous les compteurs.

L'association rend les lieux dans l'état établi suivant l'état des lieux, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels. Dans ce cas, le montant des dommages et intérêts sera fixé par le service propriétés communales.

L'association répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. L'association répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'elle accueille dans les lieux loués.

8. Entretien

Conformément à l'article 1754 du code civil, les réparations locatives et l'entretien, selon les règles de l'art, sont à la charge de l'utilisateur. Elles comprennent notamment :- le ramonage annuel des cheminées à usage privatif ;- l'entretien des installations privées de gaz, d'électricité et de chauffage (si la commune a signé un contrat d'entretien collectif pour l'entretien annuel de la chaudière pour le compte de l'utilisateur, elle en répercute le prix sur l'utilisateur)- l'entretien des installations sanitaires ;- le débouchage des canalisations d'eaux usées- le remplacement des vitres cassées ;- l'entretien des revêtements muraux et de sol, des portes, des fenêtres, des volets, des serrures, etc. ;- l'entretien des jardins privés.- L'entretien de l'alarme incendie- L'entretien de l'alarme intrusion.

Tout dommage résultant du non-respect de ces obligations sera réparé aux frais de l'utilisateur. Si l'utilisateur, après mise en demeure par lettre recommandée, n'exécute pas à temps les travaux d'entretien et de réparation qui lui incombent, la commune a le droit de les exécuter elle-même ou de les faire exécuter par un tiers pour le compte de l'utilisateur. Ce dernier doit verser à la commune le montant des sommes qu'il a payées. Les autres réparations sont à la charge de l'utilisateur, notamment celles qui résultent de l'usure normale, de la vétusté, de la force majeure et d'un vice de construction

9. Réparations

La commune peut effectuer toute réparation lui incombant. Par dérogation à l'article 1724 du Code civil, l'association est tenue de tolérer, sans indemnisation, l'exécution de tous travaux que la commune juge utile de réaliser dans le cadre d'un plan de rénovation ou d'aménagement même si elle se prolonge au-delà de 40 jours.

10. Modifications au bien

L'association ne pourra modifier les lieux loués sans accord préalable et écrit de la commune. Elle ne pourra faire usage de la façade pour y fixer ou y poser d'y placer une antenne de radio ou de télévision ou, plus généralement, d'y placer ou d'y fixer quoi que ce soit.

La commune n'est pas tenue de verser une indemnité si elle conserve les modifications apportées à l'immeuble sans autorisation. Elle peut également exiger la remise en état des lieux et si l'association ne répond pas, après une mise en demeure, elle peut elle-même faire exécuter les travaux aux frais de l'association.

Dans le cadre de cette convention, l'association peut, avec l'accord préalable du Collège du Bourgmestre et Échevins, peindre ou tapisser dans des tons neutres avec des matériaux de bonne qualité. L'utilisation d'appareils électriques susceptibles de causer des nuisances doit faire l'objet d'un accord avec le Service communal propriétés communales. L'association est par ailleurs autorisée, dans le respect des normes urbanistiques, à placer son logo et celui de son pouvoir subsidiant.

11. Accès au bien occupé

Un délégué de la commune aura, en tout temps, accès au bien loué pour le visiter et s'assurer de la bonne exécution par l'association de toutes ses obligations. Il devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir l'association 48 heures à l'avance.

12. Élection de domicile et statuts

Pour l'exécution de la convention, l'association fait élection de domicile à son siège social.

Pour l'association, toute nomination, démission ou révocation d'un responsable, ainsi que les modifications des statuts, ou la dissolution de l'association seront communiquées par écrit à la commune au moyen d'un extrait de la décision de l'organe compétent (services de la Culture et des Biens communaux) dans les huit jours qui suivent la décision, en indiquant l'adresse du successeur ou du liquidateur de l'association.

En l'absence de cette communication et de la signature du nouveau responsable, la commune se réserve le droit de se retourner contre le seul responsable qu'elle connaît.

13 Sous-location, jouissance, animaux

En aucun cas, l'association ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

Aucun animal ne sera admis dans les locaux, à l'exception des chiens-guides d'aveugles. Toute demande de dérogation à cette disposition fera l'objet d'une demande expresse et préalable au Collège du bourgmestre et échevins.

14. Application des lois

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

15. Juridiction compétente

Seuls les tribunaux de Bruxelles sont compétents. Le cas échéant, la langue de la convention déterminera le tribunal compétent, en fonction du régime linguistique.

16. Enregistrement

L'association commune fera enregistrer la convention dans les 2 mois, prenant cours à partir de la date de sa signature.

17. Résiliation pour faute

L'utilisateur supporte tous les coûts, frais et dépenses résultant de cette résiliation.

18. Redevance d'occupation forfaitaire

Si l'utilisateur reste dans le bâtiment à la fin du droit d'utilisation (résiliation du droit d'utilisation ou résiliation), les parties fixent la redevance d'occupation à un montant forfaitaire de 50,00 EUR par m²/mois. Cela n'exclut en rien la possibilité pour la commune de réclamer d'éventuels dommages et intérêts en raison de la poursuite illégale de l'utilisation du bâtiment.

Fait à Sint-Lambrechts-Woluwe en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Signature de l'association,
(membre du Collège),

Signature de l'association,

Le secrétaire communal,

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Roodebeeksesteenweg 302 - Overeenkomst - Goedkeuring

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD, Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 15/06/2023 om de overeenkomst in verband met het betrekken van het betrokken goed door de vzw Villa Montald op te zeggen en de vzw Gemeenschapscentrum Op Weule voor te stellen dit goed te betrekken om er activiteiten te ontwikkelen, voornamelijk voor de Nederlandstalige gemeenschap van de gemeente. Gelet op de ontwerpovereenkomst opgesteld in samenwerking met de VGC en de vzw Gemeenschapscentrum Op Weule; Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet; Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024; BESLIST de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

TYPE-OVEREENKOMST VOOR HET GEBRUIK VAN GEMEENTELIJKE LOKALEN DOOR EEN VERENIGING

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van (naam, voornaam), (functie), en (naam, voornaam), gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24/06/2024;

Hierna "de gemeente" genoemd

EN:

De vzw GEMEENSCHAPSCENTRUM OP-WEULE met zetel te Sint-Lambertusstraat 91, vertegenwoordigd door , verantwoordelijke(n) van de vereniging, handelend in de hoedanigheid van en volgens de beraadslaging van de Raad van bestuur van .././.... en/of de Algemene vergadering van .././.....

Hierna "de vereniging" of "de gebruiker" genoemd

INLEIDING:

Deze overeenkomst wordt gesloten tussen de gemeente en de vereniging rekening houdend met het feit dat deze laatste een dienst van openbaar, cultureel of sportief belang aanbiedt, die hoofdzakelijk bestemd is voor de burgers van de gemeente.

De terbeschikkingstelling van gratis lokalen aan deze vereniging draagt dus bij tot de uitbreiding van het aanbod van toegankelijke diensten, aangepast aan de behoeften van de burgers van de gemeente.

WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:

1. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst regelt het gebruik van het hieronder beschreven gebouw door de vereniging die het voor haar activiteiten gebruikt. Het gebouw is gelegen te Sint-Lambrechts-Woluwe, Roodebeeksesteenweg 302

De vereniging gebruikt de lokalen alleen.

Het ter beschikking gestelde goed zal enkel gebruikt worden voor de activiteiten van de vereniging, met uitsluiting van ieder ander gebruik. De vereniging mag niet toelaten dat de lokalen gebruikt worden voor huisvesting behoudens schriftelijke en voorafgaandelijke toestemming van het College van burgemeester en schepenen van de gemeente. De vereniging is ertoe gehouden het in gebruik gegeven goed effectief te gebruiken.

In het kader van haar activiteiten mag de vzw particulieren of rechtspersonen ontvangen. Er mogen echter geen commerciële of gelijkaardige activiteiten worden uitgeoefend in de lokalen en de vzw mag geen financiële winst halen uit deze activiteiten (enkel de werkingskosten van het goed doorrekenen).

Door middel van deze overeenkomst geeft de gemeente toestemming voor de aanwezigheid op het terrein van de volgende groepen:- de scouts Kruisboog-Hadewijch, - de Litouwse vereniging van België, - het project Tito-Time van de school KIW

Als één van deze verenigingen uit de lokalen zou vertrekken, dan kan deze vervangen worden door een andere non-profit (jeugdwerk)vereniging, met voorafgaand akkoord van het college van burgemeester en schepenen.

Indien de activiteiten van de vereniging niet langer van openbaar, cultureel, sociaal of sportief belang zouden zijn en/of niet langer hoofdzakelijk voor de burgers van de gemeente bestemd zouden zijn, zal de gemeente de overeenkomst beëindigen onder de in artikel 2 genoemde voorwaarden.

De vereniging verbindt er zich toe te waken over het goede gebruik van de plaats en over het respect van de elementaire regels van onderhoud en goede buurtschap en verbindt er zich eveneens toe iedere wijziging in de statuten en iedere verandering betreffende de persoon belast met de relaties met de gemeente schriftelijk te melden aan de administratie (dienst Gemeente-eigendommen).

2. Duur

Deze gebruiksovereenkomst treedt in werking op 01/07/2024. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

De gemeente of de vereniging kan de overeenkomst op elk moment beëindigen met een opzegtermijn van 10 maanden per aangetekende brief. De opzegging wordt van kracht op 01 september volgend op de kennisgeving.

3. Waarborg

Voor het overhandigen van de sleutels moet de vereniging een waarborg stellen waarvan het bedrag berekend wordt op basis van 2,00 EUR per gebruikte m². De waarborg mag evenwel niet kleiner zijn dan 350,00 EUR. Het exacte bedrag van de waarborg zal bepaald worden bij de ondertekening van de overeenkomst. Ze voldoet aan deze verplichting door het plaatsen van contanten op een geïndividualiseerde rekening die op haar naam geopend wordt bij een financieel organisme van haar keuze. De intresten van de zo geplaatste som worden gekapitaliseerd op de geïndividualiseerde rekening. Door deze plaatsing krijgt de gemeente het voorrecht op het actief van de rekening voor alle vorderingen voortkomende uit het geheel of gedeeltelijk niet naleven van de verplichtingen van de vereniging.

Er kan niet beschikt worden over de bankrekening van de waarborg, zowel voor de hoofdsom als voor de intresten, zonder het voorleggen van ofwel een schriftelijke toelating ten vroegste opgemaakt bij het beëindigen van deze overeenkomst ofwel een kopie van een gerechtelijke beslissing.

4. Lasten

Zijn ten laste van de vereniging:- de kosten die voortvloeien uit het private verbruik van water, gas, elektriciteit en verwarming, en uit het abonnement op deze diensten;- in geval van schade, de wettelijke franchise die afgehouden wordt door de verzekeraar van het gebouw (zie artikel 5);- de telefoonkosten en het abonnement op deze diensten;- de kosten, belastingen, bijdragen, abonnementen voor radio, televisie of kabeltelevisie (zie artikel 6) en internet;- het schoonmaken van de gebruikte lokalen;- herstellingen ten laste van de gebruiker van de gebruikte lokalen;- de terugbetaling van de premietoelage in verband met het beding van afstand van verhaal op de gebruiker;

Met uitzondering van kleine reparaties, die onder de verantwoordelijkheid van de bewoners vallen in overeenstemming met de gevestigde doctrine en jurisprudentie, verzekert de gemeente het technisch beheer van het gebouw.

De gebruiker wordt uitgenodigd om zich bij problemen tot de gemeente te richten en haar onmiddellijk de volgende zaken te melden:

1. Ieder feitelijk of juridisch probleem betreffende het in gebruik gegeven goed;
2. Alle schade waarvan de herstelling ten laste van de gebruiker valt.

Indien de gemeente hiervan niet op de hoogte werd gesteld, kan de vereniging verantwoordelijk gesteld worden voor alle bijkomende schade en kan zij op grond hiervan eraan gehouden worden de gemeente schadeloos te stellen.

Elk jaar, tussen 01/05 en 31/07, organiseren de partijen in onderling overleg minstens één bezoek aan het pand om vast te stellen welke eventuele werkzaamheden aan het pand moeten worden uitgevoerd. De gemeentelijke dienst Erfgoedbeheer/Gemeente-eigendommen is het aanspreekpunt.

5. Verzekeringen

De gemeente heeft een "integrale brand"-verzekering op afgesloten (brand, waterschade, gebroken ruiten, enz.) die een clausule bevat die afziet van verhaal tegen de gebruiker. Bijgevolg hoeft de gebruiker geen brandverzekering op naam af te sluiten. Hij zal de gemeente het bedrag van de wettelijke franchise moeten terugbetalen dat door de verzekeraar van het gebouw wordt ingehouden. Als duidelijk is vastgesteld dat de gebruiker verantwoordelijk is voor een schade waarvoor de verzekering moet worden betaald, moet hij het de franchise betalen, ongeacht of hij voor zichzelf of voor iemand anders heeft gehandeld. Als het bedrag van de schadeclaim lager is dan het eigen risico of als vergoeding door de verzekeringsmaatschappij is uitgesloten, moet de gebruiker de reparatie of vervanging van de beschadigde zaken betalen. Het staat de gebruiker vrij om een verzekering af te sluiten die het meubilair dekt. De gebruiker moet ook een polis afsluiten die zijn eigen risico dekt met betrekking tot wettelijke aansprakelijkheid, evenals die van zijn agenten en werknemers, voor elke claim die kan ontstaan in verband met het gebruik van de woning. Het bewijs van deze verzekering en van de betaling van de desbetreffende premie moet binnen een maand na ondertekening van deze overeenkomst en op elke verjaardag van de overeenkomst aan de gemeente worden toegezonden. Indien de gemeente het bewijs van de verzekering en/of de betaling van de premie niet binnen de voormelde termijn heeft ontvangen, stuurt zij een ingebrekestelling per aangetekende brief binnen de 30 kalenderdagen vanaf de tweede dag die volgt op de verzending van de aangetekende brief. Na het verstrijken van deze termijn wordt deze overeenkomst automatisch beëindigd ten nadele van de gebruiker. De gemeente kan met name niet aansprakelijk worden gesteld voor diefstal, schade of inbraak door de gebruiker. De gebruiker is persoonlijk verantwoordelijk voor alle ongevallen of schade die zich kunnen voordoen in de ter beschikking gestelde ruimten, tot

kwijting van de gemeente. Hiertoe is de gebruiker als enige verantwoordelijk voor alle schade veroorzaakt aan eigendommen en personen in of op het terrein dat onder deze overeenkomst valt, met uitzondering van de hierboven genoemde groepen die het gebouw ook gebruiken en die hun eigen verantwoordelijkheid nemen.

6. Taksen en belastingen

De vereniging staat in voor de belastingen of taksen betreffende het genot of het gebruik van het in gebruik gegeven goed (bijvoorbeeld belasting op het ophalen van huisvuil). De registratiekosten zijn ten laste van de vereniging. De onroerende voorheffing is ten laste van de gemeente.

7. Plaatsbeschrijving

Ten laatste voor de vereniging de plaats in gebruik neemt en op het einde van de overeenkomst, na het verwijderen van het meubilair dat aan de vereniging toebehoort en voor het teruggeven van de sleutels, wordt een minnelijke gedetailleerde plaatsbeschrijving opgemaakt. Bij deze gelegenheid gaan de partijen ook over tot het opnemen van de index van alle tellers.

De vereniging laat de plaats achter in de staat waarin zij deze aangetroffen heeft, volgens de plaatsbeschrijving, behalve vergane of door ouderdom aangetaste zaken of door overmacht. De partijen zullen de eventuele schade vaststellen. In dit geval zal de dienst Gemeente-eigendommen het bedrag van de schade en van de intresten vaststellen.

De vereniging staat in voor de beschadigingen of het verval die tijdens het gebruik voorkomen behalve indien zij kan bewijzen dat die plaatsvonden buiten haar schuld. De vereniging staat ook in voor de schade en het verval veroorzaakt door personen die zij in de in gebruik gegeven lokalen ontvangt.

8. Onderhoud

In overeenstemming met artikel 1754 van het Burgerlijk Wetboek zijn de huurherstellingen en het onderhoud, in overeenstemming met de regels van de kunst, ten laste van de gebruiker. Zij omvatten in het bijzonder:- het jaarlijks vegen van schoorstenen voor privédoeleinden;- het onderhoud van de privé-installaties van gas, elektriciteit en verwarming (indien de gemeente voor rekening van de gebruiker een collectief onderhoudscontract heeft ondertekend voor het jaarlijks onderhoud van de verwarmingsketel, zal ze de prijs doorrekenen aan de gebruiker);- het onderhoud van sanitaire voorzieningen;- de ontstopping van de afvalwaterleidingen;- de vervanging van gebroken ruiten;- het onderhoud van wand- en vloerbekleding, deuren, ramen, luiken, sloten, enz.:- het onderhoud van privé-tuinen.- het onderhoud van het brandalarm - het onderhoud van het diefstalalarm Eventuele schade als gevolg van het niet nakomen van deze verplichtingen wordt op kosten van de gebruiker hersteld. Indien de gebruiker na ingebrekestelling per aangetekende brief de onderhouds- en reparatiewerkzaamheden waarvoor hij verantwoordelijk is niet tijdig uitvoert, heeft de gemeente het recht om deze zelf uit te voeren of te laten uitvoeren door een derde partij namens de gebruiker. Deze laatste moet de gemeente het bedrag van de door haar uitbetaalde bedragen betalen. Andere reparaties vallen onder de verantwoordelijkheid van de gebruiker, in het bijzonder die welke het gevolg zijn van normale slijtage, veroudering, overmacht en een defect in het gebouw.

9. Herstellingen

De gemeente kan iedere herstelling uitvoeren die ten haren laste is. In afwijking van artikel 1724 van het Burgerlijk Wetboek, moet de vereniging dulden dat de gemeente, zonder vergoeding, de werken uitvoert die zij nodig acht in het kader van een renovatieplan of een herinrichting zelfs als dit langer duurt dan 40 dagen.

10. Wijzigingen aan het goed

De vereniging mag de in gebruik gegeven plaatsen niet wijzigen zonder voorafgaandelijk en

schriftelijk akkoord van de gemeente. Zij mag geen gebruik maken van de gevel om er een radio- of televisieantenne op te plaatsen of meer algemeen om er eender wat op te plaatsen of te bevestigen.

De gemeente moet geen enkele vergoeding betalen als zij wijzigingen, zonder toelating aangebracht aan het gebouw, behoudt. Ze mag ook eisen dat de plaatsen in hun oorspronkelijke staat hersteld worden en indien de vereniging niet reageert, na een ingebrekestelling, zelf de werken doen uitvoeren op kosten van de vereniging.

In het kader van deze overeenkomst mag de vereniging, na voorafgaandelijk akkoord van het College van burgemeester en schepenen, schilderen of behangen in neutrale tinten met materialen van goede kwaliteit. Het gebruik van elektrische toestellen die overlast kunnen veroorzaken moet overeengekomen worden met de dienst Gemeente-eigendommen. De vereniging mag ook haar logo en dat van haar subsidiërende overheid plaatsen, in overeenstemming met de stedenbouwkundige voorschriften.

11. Toegang tot het in gebruik gegeven goed

Een afgevaardigde van de gemeente heeft, te allen tijde, toegang tot het in gebruik gegeven goed om het te bezichtigen en zich ervan te verzekeren dat de vereniging al haar verplichtingen nakomt. Hij moet nochtans de vereniging 48 uur op voorhand verwittigen behalve bij bijzondere dringendheid.

12. Keuze van woonplaats en statuten

Voor de uitvoering van de overeenkomst kiest de vereniging haar maatschappelijke zetel als domicilie

Voor de vereniging zal iedere benoeming, ontslag of afzetting van een beheerder, alsook de wijzigingen aan de statuten, of de ontbinding van de vereniging schriftelijk meegedeeld worden aan de gemeente bij middel van een uittreksel van de beslissing van het bevoegde orgaan (diensten Cultuur en Gemeente-eigendommen) binnen de acht dagen na de beslissing met vermelding van het adres van de opvolger of de vereffenaar van de vereniging.

Bij gebrek aan deze mededeling en de handtekening van de nieuwe verantwoordelijke behoudt de gemeente zich het recht voor om zich te keren tegen de enige verantwoordelijke die zij kent.

13. Onderverhuren, vruchtgebruik, dieren

De vereniging mag in geen enkel geval het geheel of een deel van het goed onderverhuren noch zijn rechten erop afstaan.

Er worden geen dieren toegelaten in de lokalen. Elke aanvraag tot afwijking van deze beschikking zal het voorwerp uitmaken van een uitdrukkelijke en voorafgaandelijke vraag aan het College van burgemeester en schepenen.

14. Toepassing van de wetten

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

15. Bevoegde jurisdictie

Enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd. In voorkomend geval bepaalt de taal van de overeenkomst de bevoegde rechter, afhankelijk van het taalstelsel.

16. Registratie

De vereniging registreert de overeenkomst binnen 2 maanden na de datum van ondertekening.

17. Ontbinding wegens fout

De gebruiker draagt alle kosten, lasten en uitgaven die uit een dergelijke beëindiging voortvloeien.

18. Forfaitaire bezettingsvergoeding

Indien de gebruiker aan het einde van het gebruiksrecht in het gebouw blijft (beëindiging van het gebruiksrecht of opzeggingstermijn), zullen de partijen de bezettingsvergoeding vaststellen op een forfaitaire vergoeding van 50,00 EUR per m²/maand. Dit sluit op geen enkele wijze uit dat de gemeente aanspraak kan maken op enige schade als gevolg van de onrechtmatige voortzetting van het gebruik van het gebouw.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op _____ in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de vereniging, Handtekening van de vereniging, De Gemeentesecretaris, (Lid van het College),

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Heer Minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de Ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

35 **Rue Saint-Lambert 141- Acquisition - Compromis - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que le SRL Saint Lambert Properties est propriétaire de bureaux et de leurs accessoires (local d'archives, garages et emplacements de parking) situés rue Saint-Lambert 141 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert;

Considérant qu'il s'agit d'un ensemble de bureaux de 1800 m² de superficie situé à proximité du futur commissariat et à moins d'un kilomètre à pied de la maison communale ;

Considérant que ces locaux pourraient accueillir entre 120 et 150 postes de travail et permettraient une grande rationalisation dans la gestion des locaux de l'administration ;

Vu l'estimation établie le 14/05/2024 par Bruxelles fiscalité qui confirme que le prix unitaire de tous les points de comparaison est supérieur au prix unitaire demandé (1 124 €/m² brut) ;

Vu l'utilité publique de l'opération immobilière visée ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition des bureaux et de ses accessoires au prix de 2.441.000. EUR sous réserve d'approbation de la modification budgétaire 2 par l'autorité de tutelle ;
- d'inscrire cette dépense à l'article 12400/712-60 du budget de l'année 2024;
- de financer cette dépense au moyen d'un emprunt à contracter auprès du fond régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales ;
- d'approuver le projet de compromis rédigé par le notaire, Maitre Régis Dechamps, tel que

repris ci-après :

Intégrer compromis

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Sint-Lambertusstraat 141 - Verwerving - Compromis - Goedkeuring.

Saint-Lambert 141 x Colliers - Brochure.pdf, courrier offre garage 03.06.2024.pdf, Acceptation offre signée.pdf, courrier offre 17.05.2024.pdf, immoweb.be_fr_imprimer_11150299.pdf, 18_0068_01 Waardebepaling .pdf, Acceptation offre garages.pdf

36 Chaussée de Stockel 44 - Bail - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que l'Habitation Moderne est propriétaire de l'immeuble sis chaussée de Stockel 44 ;

Vu la convention signée le 20/12/1976 ;

Considérant qu'en date du 01/10/2021, les activités de l'ASBL Action sociale ont été transférées à la commune ;

Considérant que l'asbl a ensuite été dissoute et liquidée ;

Considérant que les locaux visés abritent toujours des activités organisées par la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une nouvelle convention liant la S.C. l'Habitation Moderne et la commune ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

DECIDE

d'approuver le bail repris ci-dessous:

BAIL

ENTRE,

D'une part, La commune de Woluwe-Saint-Lambert, ayant son siège à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 et représentée par le Collège des Bourgmestres et Échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre et M. Patrick LAMBERT, Secrétaire communal (n° d'entreprise de la commune 0207.389.859) agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 17/06/2024,

ci-après dénommée « la Commune »,

ET

D'autre part, La S.C. l'Habitation Moderne, société immobilière de service public inscrite sous le numéro 104 au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale auprès du Tribunal du Commerce de Bruxelles, dont le siège social est situé à 1200 Woluwe Saint Lambert, Mont Saint-

Lambert 2 - n° d'entreprise: 0401.967.505, représentée par M. Pierre-Alexandre de MAERE d'AERTRYCKE, Président, M. Michaël LORIAUX, Vice-Président et M. Benoît MAIRY, Directeur général,

ci-après dénommée « L'Habitation Moderne »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1: Objet du bail

L'Habitation Moderne donne en location à la Commune, qui l'accepte aux conditions du présent contrat, les locaux sis chaussée de Stockel 44 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert selon le plan ci-annexé faisant partie intégrante de la présente convention afin d'y accueillir des activités organisées par la commune. Cette destination ne pourra être changée sans l'accord écrit et préalable de L'Habitation Moderne. Les locaux ne pourront être sous-loués ou mis à la disposition de tierce personne.

Les locaux sont bien connus de la Commune qui déclare les avoir reçus dans l'état décrit dans l'état des lieux détaillé dressé contradictoirement et signé avant l'entrée en jouissance.

Cet état des lieux restera annexé au présent bail.

L'Habitation Moderne se réserve toutefois le droit d'occuper ces locaux pour des activités sur la base d'une planification annuelle, communiquée au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède celle de l'occupation planifiée. Chaque occupation planifiée est confirmée 7 jours calendrier à l'attention du service des Propriétés communales avant la date de l'activité. La planification n'exclut pas des occupations ponctuelles annoncées minimum 14 jours calendrier au service des Propriétés communales avant la date de l'activité.

Article 2: durée

Le présent bail entre en vigueur pour une durée indéterminée à partir du 01/07/2024.

L'une ou l'autre des deux parties peut y mettre fin moyennant un préavis de six mois. Le renon sera donné par lettre recommandée.

Article 3: Loyer et charges

Le loyer mensuel est fixé à la somme de 1.250 EUR, payable anticipativement le premier jour de chaque mois sur le compte BE40 3100 1880 6063 avec la référence 999/0012/03375. Les charges communes et les charges individuelles pour la consommation de chauffage, eau chaude, eau froide et gaz font l'objet de provisions mensuelles fixées à 680 euros et payable en même temps que le loyer mensuel. Le décompte des charges sera envoyé annuellement et le montant des provisions sera revu suivant les projections futures.

Article 4: Indexation du loyer

Chaque année, le loyer sera réajusté en fonction du coefficient d'indexation appliqué aux logements sociaux. Cet ajustement sera appliqué à partir du 1er janvier de chaque année.

Article 5: Entretien et réparation

La Commune s'engage à effectuer toutes les dépenses d'entretien et de réparation du bien afin de la maintenir dans son état au jour de l'entrée en vigueur du bail. Elle est également tenue de signaler immédiatement à L'Habitation Moderne tout dommage dont la réparation est à charge de celle-ci. A défaut de l'avoir averti, la Commune est tenue pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenue d'indemniser L'Habitation Moderne de ce chef. Les représentants de L'Habitation Moderne ont toujours le droit de visiter les lieux afin de s'assurer du bon état et de la bonne gestion de ceux-ci. La date et l'heure de la visite seront alors fixées de commun accord.

Article 6: Travaux

L'Habitation Moderne peut effectuer toute réparation urgente lui incombant. Par dérogation à l'article 1724 du Code Civil, la Commune est tenue de tolérer, sans indemnisation, l'exécution – dans un délai raisonnable – de tous travaux que l'Habitation Moderne juge utile de réaliser dans le cadre d'un plan de rénovation ou d'aménagement. Si les travaux donnent lieu à une privation partielle de jouissance, la société peut accorder une diminution temporaire du loyer. Il est interdit à la Commune d'apporter des transformations au bien loué sans l'accord écrit et préalable de L'Habitation Moderne. Les améliorations, embellissements et transformations s'effectuent aux frais, risques et périls de la Commune et resteront acquis sans indemnisation. L'Habitation Moderne se réserve le droit d'exiger la remise des lieux dans leur état primitif avant le départ de la Commune.

La fixation de tout objet sur le toit, sur les murs extérieurs ou sur toute autre partie extérieure de l'immeuble dans lequel sont situés les locaux requiert l'accord écrit préalable de l'Habitation Moderne. Au cas où la Commune contreviendrait à cette disposition, l'Habitation Moderne serait en droit, après lui avoir adressé vainement une mise en demeure, de procéder à l'enlèvement de tout objet litigieux et à tous travaux de réparation complémentaires aux frais de la Commune.

Article 7: Assurance

L'Habitation Moderne a souscrit une police d'assurance du type « intégrale incendie » comprenant une clause d'abandon de recours envers la Commune. Par conséquent, celle-ci ne doit se faire couvrir que pour ses meubles et le recours des voisins. Le remboursement des primes relatives à cet abandon de recours sera repris dans le décompte des charges communes.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert en deux exemplaires, le/...../2024.

Pour la Commune :

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

Pour l'Habitation Moderne :

Le Directeur général,

Le Vice-Président,

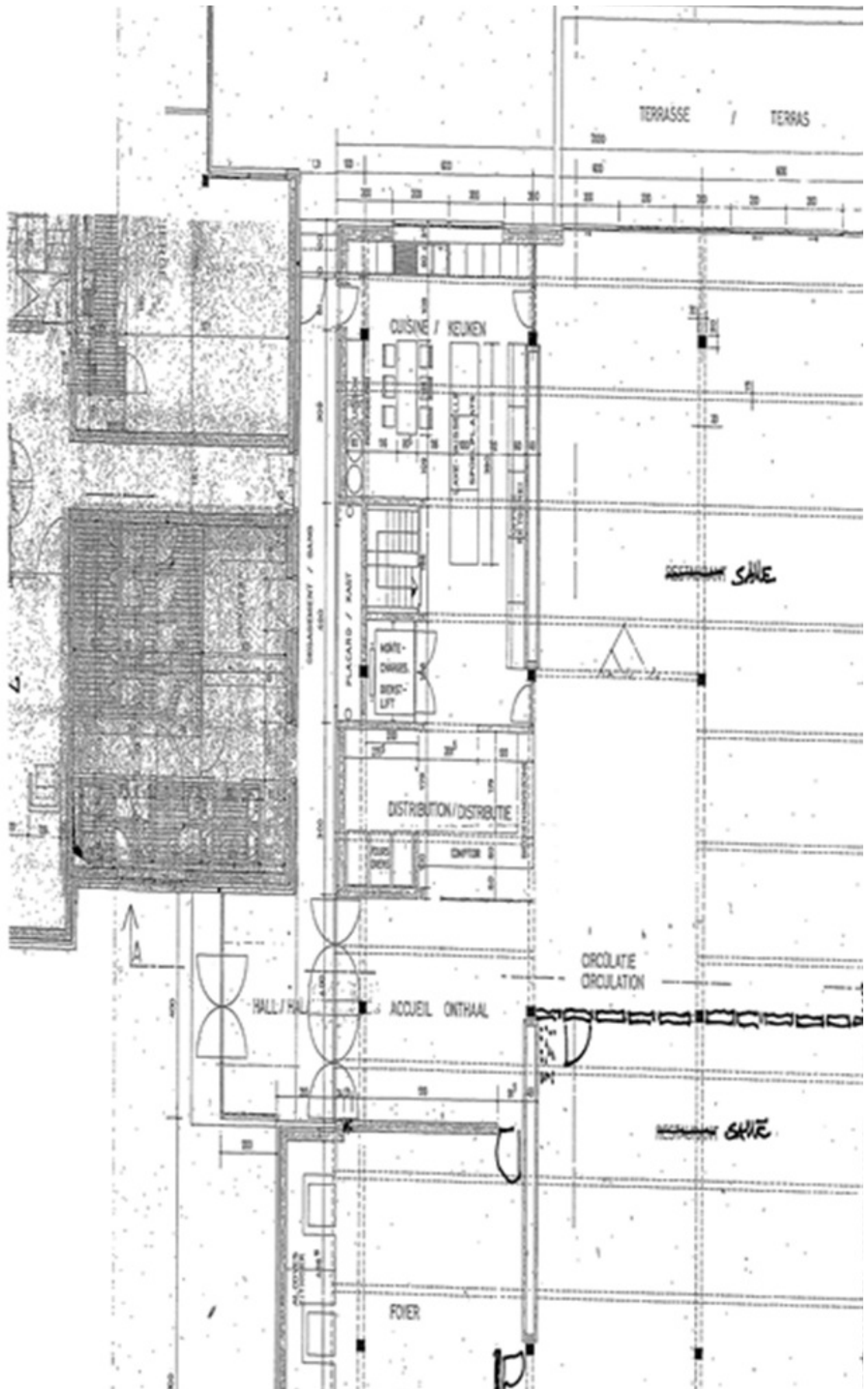
Le Président,

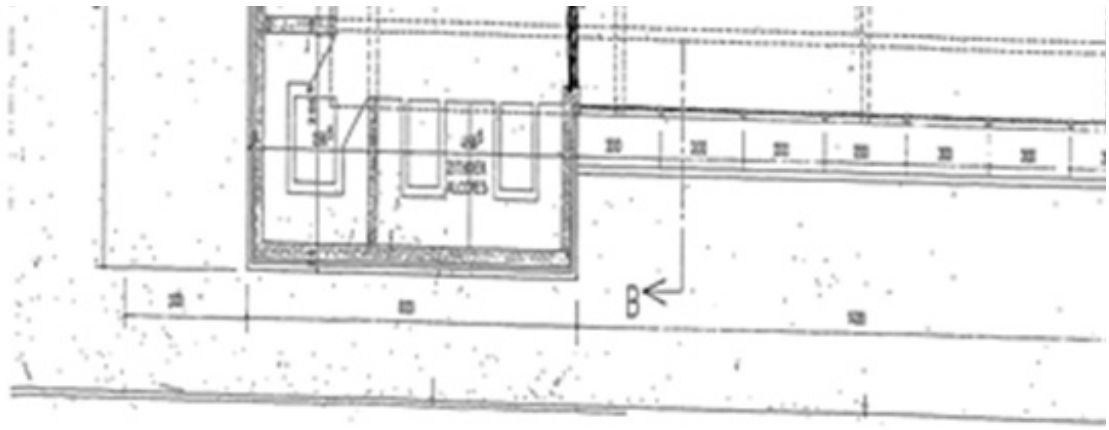
Benoît MAIRY

Michaël LORIAUX

Pierre-Alexandre de MAERE d'AERTRYCKE

Annexe :





L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Stockelsteenweg 44 - Overeenkomst - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de Moderne Woning eigenaar is van het onroerend goed gelegen in de Stokkelsesteenweg 44;

Gelet op de overeenkomst ondertekend op 20/12/1976;

Overwegende dat op 01/10/2021 de activiteiten van de vzw werden overgedragen aan de gemeente;

Overwegende dat de vzw vervolgens werd ontbonden en vereffend;

Overwegende dat in de lokalen in kwestie nog steeds activiteiten die door de gemeente georganiseerd worden plaatsvinden;

Overwegende dat er een nieuwe overeenkomst moet gesloten worden tussen de Moderne Woningen de gemeente.

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 6/06/2024;

BESLIST

BESLIST de overeenkomst zoals hieronder opgenomen, goed te keuren:

HUUROVEREENKOMST

TUSSEN,

Eenzijds, De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, met zetel in de Paul Hymanslaan 1 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de

persoon van dhr. Olivier MAINGAIN, burgemeester en dhr. Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris (ondernemingsnummer van de gemeente 0207.389.859), handelend in uitvoering van de beraadslaging van de gemeenteraad van 17/06/2024;

hierna "de gemeente" genoemd;

En

Anderzijds, De Moderne Woning,, een openbare vastgoedmaatschappij, die onder nummer 104 is ingeschreven in het register van burgerlijke vennootschappen met handelsvorm bij de Rechtbank van Koophandel te Brussel, met maatschappelijke zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Lambertusberg 2 - ondernemingsnummer: 0401.967.505, vertegenwoordigd door dhr. Pierre-Alexandre de MAERE d'AERTRYCKE, Voorzitter, dhr. Michaël LORIAUX, Ondervoorzitter en dhr. Benoît MAIRY, Gedelegeerd Bestuurder.

hierna "de Moderne Woning" genoemd

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1: Voorwerp van de huurovereenkomst

De Moderne Woning verhuurt aan de gemeente, die dit aanvaardt onder de voorwaarden van deze overeenkomst, de lokalen gelegen aan de Stokkelsesteenweg 44, 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, volgens het plan dat integraal deel uitmaakt van deze overeenkomst, met het oog op de organisatie van activiteiten door de gemeente. Deze bestemming mag niet worden gewijzigd zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Moderne Woning.

De lokalen mogen niet worden onderverhuurd of ter beschikking gesteld van derden.

De lokalen zijn goed bekend bij de gemeente, die verklaart ze te hebben ontvangen in de staat zoals beschreven in de gedetailleerde plaatsbeschrijving die door beide partijen is opgesteld en ondertekend vóór de inbezitneming.

Deze plaatsbeschrijving blijft aan deze huurovereenkomst gehecht.

De Moderne Woning behoudt zich echter het recht voor om deze ruimten te gebruiken voor activiteiten op basis van een jaarplanning, die uiterlijk op 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar van de geplande bezetting moet worden meegedeeld. Elke geplande bezetting moet 7 kalenderdagen voor de datum van de activiteit worden bevestigd ter attentie van de dienst Gemeente-eigendommen. Deze planning sluit eenmalige bezettingen niet uit, die ten minste 14 kalenderdagen voor de datum van de activiteit moeten worden gemeld aan de dienst Gemeente-eigendommen.

Artikel 2: duur

Deze huurovereenkomst geldt voor onbepaalde tijd vanaf 01/07/2024.

Elke partij kan het beëindigen met een opzegtermijn van zes maanden maand. De opzegging dient per aangetekende brief te geschieden.

Artikel 3: Huur en lasten

De maandelijkse huur is vastgesteld op een bedrag van 1.250 EUR, vooraf te betalen op de eerste dag van elke maand op rekening BE40 3100 1880 6063 met referentie 999/0012/03375. De gemeenschappelijke en individuele lasten voor verwarming, warm water, koud water en gas zijn onderworpen aan een maandelijkse provisie van 680 euro die tegelijk met de maandelijkse huur betaald moet worden. Het overzicht van de lasten wordt jaarlijks verstuurd en het bedrag van de voorzieningen wordt herzien op basis van toekomstige prognoses.

Artikel 4: Indexering van de huurprijs

Elk jaar wordt de huur aangepast volgens de indexeringscoëfficiënt die wordt toegepast op sociale woningen. Deze aanpassing wordt toegepast vanaf 1 januari van elk jaar.

Artikel 5: ONDERHOUD EN REPARATIES

De gemeente verbindt zich ertoe alle onderhouds- en herstellingswerken aan het goed uit te voeren om het in dezelfde staat te houden als op de dag van de inwerkingtreding van de huurovereenkomst. Ze is ook verplicht om de Moderne Woning onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke schade die ze moet herstellen. Doet zij dit niet, dan wordt de gemeente aansprakelijk gesteld voor het verergeren van de schade en kan zij verplicht worden de Moderne Woning hiervoor schadeloos te stellen. De vertegenwoordigers van de Moderne Woning hebben altijd het recht om de lokalen te bezoeken om te controleren of ze in goede staat zijn en goed worden beheerd. De datum en het tijdstip van het bezoek worden dan in onderling overleg vastgesteld.

Artikel 6: Werken

De Moderne Woning kan iedere dringende herstelling uitvoeren die ten hare laste is. In afwijking van artikel 1724 van het Burgerlijk Wetboek is de gemeente verplicht om de uitvoering - binnen een redelijke termijn - van alle werkzaamheden die de Moderne Woning in het kader van een renovatie- of inrichtingsplan nuttig acht, zonder vergoeding te gedogen. Als de werkzaamheden leiden tot gedeeltelijke onttrekking aan het gebruik, kan de vennootschap een tijdelijke huurvermindering toestaan. Het is de gemeente verboden veranderingen aan het gehuurde aan te brengen zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Moderne Woning. Verbeteringen, verfraaiingen en veranderingen worden uitgevoerd op kosten, risico en gevaar van de gemeente en worden verworven zonder vergoeding. De Moderne Woning behoudt zich het recht voor om te eisen dat de lokalen in hun oorspronkelijke staat worden hersteld voordat de gemeente vertrekt.

Voor het bevestigen van enig voorwerp aan het dak, de buitenmuren of enig ander extern deel van het gebouw waarin de lokalen zich bevinden, is de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Moderne Woning vereist. Bij overtreding van deze bepaling heeft de Moderne Woning het recht om, na vergeefse ingebrekestelling, het betwiste voorwerp te verwijderen en eventuele bijkomende herstellingswerken uit te voeren op kosten van de gebruiker.

Artikel 7: Verzekering

De Moderne Woning heeft een verzekeringspolis afgesloten van het type "volledige brandverzekering" die een clausule van afstand van verhaal bevat tegenover de gemeente. Bijgevolg moet de huurder enkel een dekking afsluiten voor zijn inboedel en het verhaal van zijn burelen. De terugbetaling van de premies met betrekking tot deze afstand van verhaal zal worden opgenomen in de afrekening van de gemeenschappelijke lasten.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe in twee exemplaren op...../...../ 2024.

Voor de gemeente:

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

Patrick LAMBERT

Olivier Maingain

Voor de Moderne Woning:

Gedelegeerd bestuurder, De vicevoorzitter
Voorzitter,

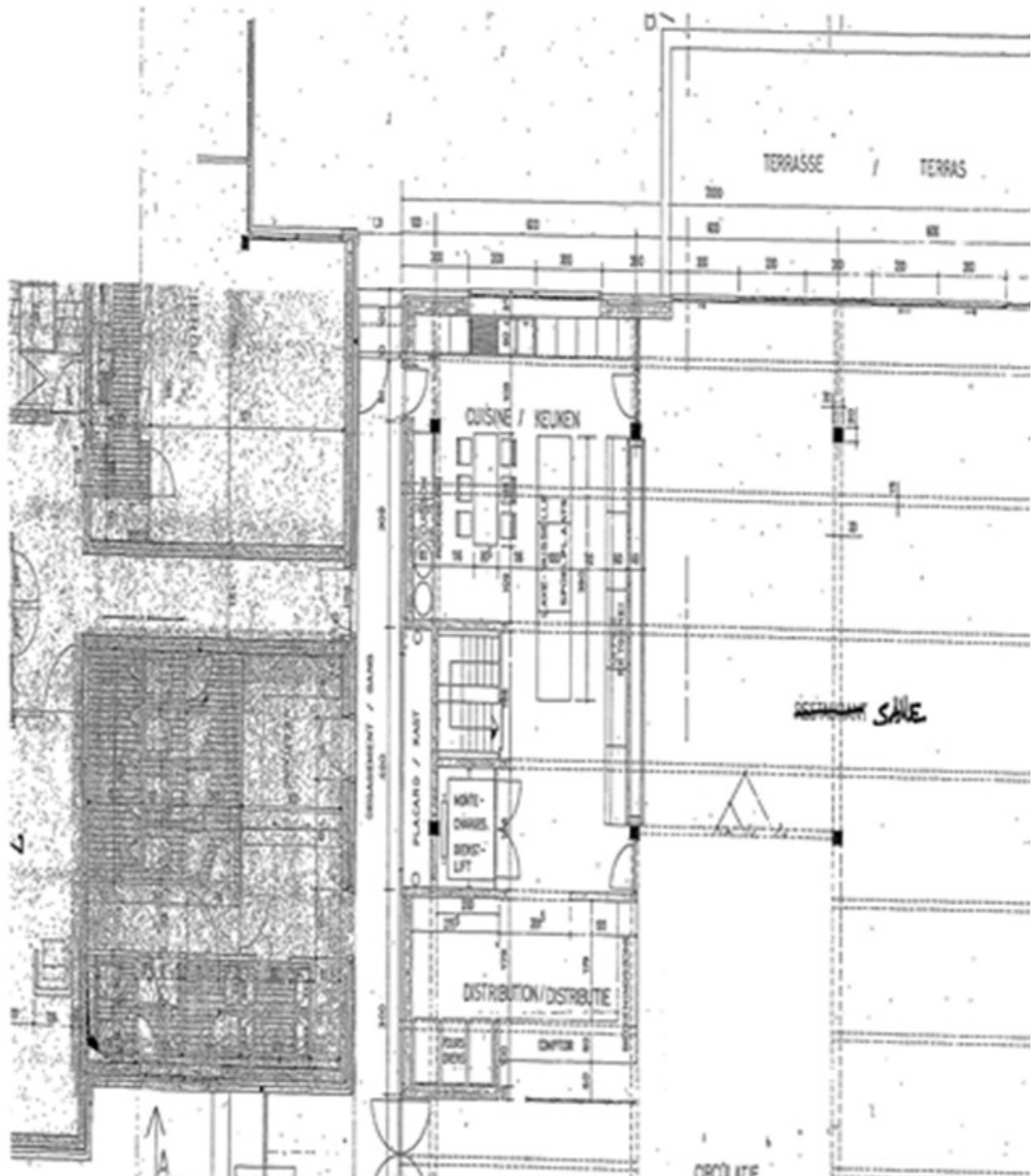
De

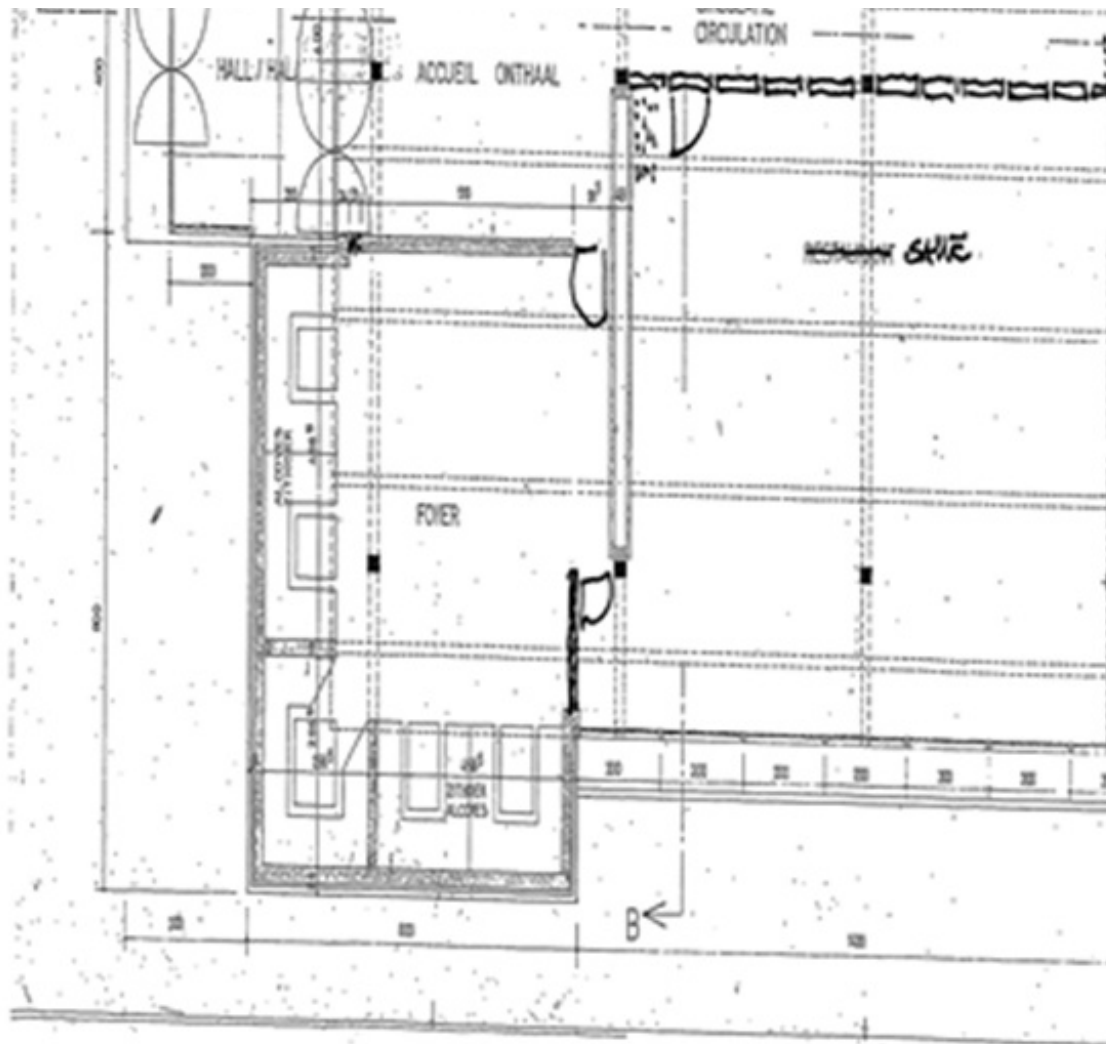
Benoit MAIRY

Michaël LORIAUX
d'AERTRYCKE

Pierre-Alexandre de MAERE

Bijlage:





De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Heer Minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de Ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Plan salle Malou+WC.pdf

CULTURE - CULTUUR

Culture - Cultuur

- 37 **ASBL Cinéfilms - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Montant : 9.000 EUR - Octroi - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 9.000 EUR, a été prévu au budget 2024 à l'article 76215/332-02 en faveur de l'ASBL Cinéfilms ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en date du 13/06/2024;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Cinéfilms ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 9.000 EUR, inscrite au budget 2024 à l'article 76215/332-02/-/762/7225 en faveur de l'ASBL Cinéfilms.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Cinéfilms" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 9.000 EUR - Goedkeuring.

CINEFILMS - Etats financiers.pdf, Cinefils RA 2023.pdf, WOLUBILIS.pdf

38 ASBL Wolu-Inter-Quartiers - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 4.050 EUR - Octroi - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside, d'un montant de 4.050 EUR, a été prévue au budget 2024 à l'article 76207/332-02/-/762/ en faveur de l'ASBL Wolu-Inter-Quartiers;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, le compte 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bougmestre et échevins en date du 13/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, du compte 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Wolu-Inter-Quartiers ;
- de confirmer l'octroi d'un subside, d'un montant de 4.050 EUR, inscrit au budget 2024 à l'article 76207/332-02/7131, en faveur de l'ASBL Wolu-Inter-Quartiers.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Wolu-Inter-Quartiers" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 4.050 EUR - Toekenning - Goedkeuring.

20240524-Bilan WIQ au 31-12-2023.pdf, RA2023.pdf, ListeMembre.pdf, 20240524-Résultats WIQ 2023.pdf

RELATIONS PUBLIQUES - PUBLIEKE RELATIES

Location de salles - Verhuur van zalen

39 Salles communales - Contrat de location et conditions générales - Modification - Approbation.

CECI EST UJN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de salles diverses ;

Considérant que ces salles sont louées conformément aux conditions fixées par le Conseil communal en sa séance du 16/12/2019 et modifiées en sa séance du 25/02/2021.

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour ces conditions d'occupation ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE

D'approuver le contrat de location-type et les conditions générales repris ci-dessous :

Conditions générales d'occupation des salles communales

Article 1 Les présentes conditions générales sont applicables aux locations de courte durée des salles communales suivantes :

MÉTAIRIE VAN MEYEL Petite salle- Capacité : 25 personnes

Grande salle- Capacité : 40 personnes

HÔTEL COMMUNAL Cafétérie- Capacité : 40 personnes

Salle de conférence- Capacité : 150 personnes- Supports techniques disponibles : o Sonorisation fixe o Jeu d'orgue électrique o Appareil de projection

WOLUBILISA311- Capacité : 100 personnes

MAISON DES ASSOCIATIONS 1- Capacité : 60 personnes

LA ROTONDE- Capacité : 200 personnes

MAISON DES ASSOCIATIONS 2- Capacité : 80 personnes

VILLA MONTALD (salle de concert)- Capacité : 100 personnes

Les salles pourront être louées pour y organiser des réunions, colloques, formations, conférences, réceptions, repas et soirées. Cette liste est non exhaustive. Chaque demande de location devra faire mention d'un descriptif de l'évènement prévu.

Article 2 Toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, tout groupement ou association de fait peut occuper tout ou partie des locaux visés à l'article 1 moyennant l'autorisation préalable du Collège des bourgmestre et échevins et à la condition de la signature du contrat-type d'occupation. A défaut de réception par l'administration des versements visés à l'article 12 avant la date de la location, l'accès aux salles pourra être refusé. L'autorisation ne pourra être accordée qu'un an au plus tôt avant la date d'occupation demandée.

Le Collège peut refuser les demandes d'occupation en raison de la nature des activités ou de l'objet social du demandeur si ceux-ci sont contraires aux principes démocratiques, à la loi tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et/ou au respect des principes inscrits dans les conventions internationales ou européennes protectrices des droits humains et des droits des minorités.

Article 3 La personne physique qui introduit une demande d'occupation à titre personnel assumera toutes les responsabilités résultant de l'occupation des locaux (par exemple : dégradations aux locaux, vol d'effets personnels...). La personne physique qui introduit une demande au nom d'une association dépourvue de personnalité juridique s'engage également à titre personnel et assumera toutes les responsabilités résultant de l'occupation. La personne physique qui introduit une demande au nom d'une personne morale de droit privé ou de droit public engage la responsabilité de cette personne morale. La commune doit être informée, lors de la demande de réservation, de l'identité de l'occupant réel (par exemple en cas d'intervention d'un organisateur évènementiel).

Article 4§ 1. L'occupant est obligatoirement couvert par la police d'assurance « RC – Occupations des locaux » souscrite par la commune. Cette assurance garantit la responsabilité civile pouvant être mise à charge de l'occupant du chef de dommages causés aux tiers, au bâtiment occupé et au contenu mis à sa disposition, à la suite d'un accident et résultant de l'organisation de l'évènement prévu. Le paiement de la prime due par la commune est à charge de l'occupant. La prime est calculée sur la base des jours d'occupation effective, aux conditions de la police d'assurance. Les dommages résultant de l'eau, d'incendie et d'explosion sont exclus de ladite assurance.

§ 2. La commune a souscrit une assurance « RC objective » ainsi qu'une assurance incendie et périls connexes. L'occupant bénéficie d'un abandon de recours via le contrat d'assurance « Incendie et périls connexes ».

§ 3. L'occupant peut obtenir une attestation d'assurance sur simple demande.

Article 5 § 1. La commune ne peut être tenue responsable des vols, pertes et dégradations aux objets introduits par l'occupant dans les lieux. En aucun cas la commune ne peut être considérée comme dépositaire desdits objets. § 2. L'occupant ne peut réclamer à la commune aucune indemnité en cas d'annulation ou d'interruption de la location lorsque celle-ci résulte de circonstances indépendantes de la volonté de la commune.

Article 6 L'occupant est tenu d'utiliser les lieux en bon père de famille et conformément au descriptif

de l'évènement repris dans la demande de location et accepté par le Collège des bourgmestre et échevins. Les locaux sont strictement non-fumeurs. Il lui est également interdit de sous-louer les lieux pris en location ou de céder son droit d'occupation.

Par ailleurs, l'occupant veille à respecter la capacité maximale de la/des salle(s).

A défaut de respect de ces dispositions, un délégué de la commune est autorisé à prendre toute mesure qu'il jugerait nécessaire pour les faire respecter.

Article 7 Les lieux sont réputés être loués en bon état et devront être rendus comme tels. Un état des lieux d'entrée et un état des lieux de sortie seront établis contradictoirement entre la commune représentée par son délégué et l'occupant. Aucune occupation par le demandeur ne sera autorisée avant l'établissement de l'état des lieux d'entrée.

Article 8 Les accès aux locaux et les couloirs de circulation doivent en toutes circonstances être dégagés. Il est interdit d'utiliser du matériel susceptible de provoquer un incendie ou tout autre dégât.

Article 9 L'autorisation d'occupation délivrée en application du présent règlement ne dispense pas l'occupant de se conformer aux lois et règlements existants, notamment en matière de lutte contre le bruit, de droits d'auteur, de droits voisins au droit d'auteur, de taxes sur les spectacles et divertissements, de protection contre l'incendie..., cette énumération n'étant pas exhaustive.

L'occupant est tenu au respect strict des normes imposées par la Région bruxelloise en matière de son amplifié. Il doit s'assurer que la personne qui s'occupe de la diffusion du son amplifié ait accès en continu aux appareils mesurant les niveaux sonores diffusés dans la salle et respecte les niveaux sonores autorisés. Si des tickets et/ou affiches sont édités dans le cadre de l'évènement organisé, l'occupant est tenu d'y indiquer le niveau sonore qui y sera diffusé. Les salles communales s'inscrivent dans la catégorie 2 : diffusion du son amplifié jusqu'à un niveau de 95 dB et 110 dB calculés sur une durée de 15 minutes.

Article 10 Les tarifs d'occupation des salles visées à l'article 1 du présent règlement sont arrêtés comme indiqués dans les tableaux repris en annexe.

Une réduction de 20 % s'applique aux occupants suivants :- personnes inscrites ou mentionnées dans les registres de la population de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ; - personnes morales de droit privé ou de droit public sans but lucratif dont le siège social est établi sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

Ces tarifs s'entendent hors TVA. Ils n'incluent pas le montant de la prime d'assurance visée à l'article 4 de la présente convention. Les tarifs incluent le nettoyage. Toutefois, les locaux doivent être entièrement remis en ordre par l'occupant et les déchets doivent être évacués

Pour chaque autorisation délivrée, à l'exception de la Rotonde, une garantie de 275 EUR devra être constituée conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après. Pour la salle de la Rotonde, la garantie est fixée à 1000 EUR. Elle sera remboursée à l'occupant après exécution de toutes ses obligations. Le cas échéant, la commune pourra prélever sur cette somme les frais de réparation et de remise en état consécutifs à l'occupation, sans préjudice d'une indemnisation pour un montant supérieur. Le cas échéant, la garantie sera restituée au plus tôt 8 jours et au plus tard 30 jours après l'état des lieux de sortie.

Article 11 Au cas où l'occupant contreviendrait à l'une ou l'autre disposition du présent règlement, le Collège des bourgmestre et échevins pourra refuser toute occupation ultérieure, sans préjudice de réclamer la réparation des dommages résultant de la violation du présent règlement.

Article 12 Le tarif de la location, de la prime d'assurance et la garantie devront être versés au compte IBAN BE09 0000 0257 6257 de l'administration communale, dans un délai fixé par l'administration communale. A défaut, l'accès à la salle pourra être refusé.

Article 13 En cas de renonciation à la réservation : - plus de 30 jours calendrier avant la date d'occupation : 15 % (avec un minimum de 25 EUR) du tarif de la location (hors réduction éventuelle) resteront acquis à la commune, sauf justification acceptée par le Collège des bourgmestre et échevins ; - entre 30 jours calendrier et 15 jours calendrier avant la date d'occupation : 25 % (avec un minimum de 50 EUR) du tarif de la location (hors réduction éventuelle) resteront acquis à la commune, sauf justification acceptée par le Collège des bourgmestre et échevins ; - moins de 15 jours calendrier avant la date d'occupation : 50 % (avec un minimum de 100 EUR) du tarif de la location (hors réduction éventuelle) resteront acquis à la commune, sauf justification acceptée par le Collège des bourgmestre et échevins.

Article 14 Les personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public ou associations de fait qui poursuivent des buts humanitaires, philanthropiques ou sociaux et qui en font la demande peuvent être exonérées totalement ou partiellement des divers frais de location, sur décision du Collège des bourgmestre et échevins.

Article 15 Le Collège des bourgmestre et échevins tranchera tout cas non prévu par les présentes conditions générales. Il peut, par ailleurs, fixer des conditions supplémentaires s'il l'estime nécessaire en raison de la nature des activités prévues par le demandeur.

Article 16 Le droit belge est d'application et les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents.

Annexe 1 : TABLEAU DES TARIFS POUR OCCUPATIONS PONCTUELLES

MÉTAIRIE VAN MEYEL	Journée samedi, dimanche et jour férié (8h-18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h->23h)	Soirée vendredi, samedi et jour férié (18h->3h)	Week-end (samedi 18h-dimanche 18h)	Petite salle	65	65	80	-Grande salle	145	145	240	510	
HÔTEL COMMUNAL	Journée du lundi au jeudi (8h-18h)	Journée vendredi, samedi et jour férié (8h-18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h->)	Soirée vendredi, samedi et jour férié (18h->)	Week-end (vendredi 18h-dimanche 18h)	Cafétéria	72	84	72	84	156	Salle de conférence	160 200 180 215 420	
						Matériel :			Sonorisation fixe	+ 60	Jeu d'orgue électrique	+ 60	Appareil de projection	+ 60
									WOLUBILIS	Journée du lundi au vendredi (8h-18h)	Journée samedi, dimanche et jour férié (8h-18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h->)	Soirée vendredi, samedi, dimanche et jour férié (18h->)	Week-end (vendredi 18h-dimanche 18h)
						A311	110	145	120	155	360	MAISON DES ASSOCIATIONS 1	4 heures entre 8h et 23h	

84	LA ROTONDE	Du lundi au jeudi entre 9h et 16 h	3 h. maximum d'occupation	Du lundi au jeudi de 9h à 23h	30	Vendredi et samedi : de 9h au lendemain	3h ; le dimanche de 9h à 23h	Réveillon de Noël et de Nouvel-An	66/heure	505	1080	2160	Utilisation de la cuisine	-	300	300	300						
													MAISON DES ASSOCIATIONS 2	Du lundi au vendredi (8h-18h)	Journée samedi, dimanche et jour férié (8h-18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h->23h)	Soirée vendredi ou samedi ou dimanche et jour férié (18h->2h + 1h de rangement)	Week-end (vendredi 18h-dimanche 18h)	120	240	120	265	450
													LA VILLA MONTALD	Salle de concert	4 heures								

Annexe 2 : TABLEAU DES TARIFS POUR OCCUPATIONS MULTIPLES

MÉTAIRIE VAN MEYEL Une occupation hebdomadaire, hors congés scolaires, pendant un an Une occupation mensuelle, hors congés scolaires, pendant un an 984 198
HÔTEL COMMUNAL ET WOLUBILIS Réduction pour des cycles de minimum 3 séances 50 % par rapport aux tarifs du tableau 1
MAISON DES ASSOCIATIONS 1 Une occupation hebdomadaire (jours ouvrables) pendant un an Une occupation mensuelle (jours ouvrables) pendant un an 900 180
MAISON DES ASSOCIATIONS 2 Une occupation hebdomadaire, hors congés scolaires, pendant un an Une occupation mensuelle, hors congés scolaires, pendant un an 984 198
LA VILLA MONTALD(Salle de concert) Une occupation hebdomadaire (jours ouvrables) pendant un an Une occupation mensuelle (jours ouvrables) pendant un an 984 198

L'intitulé de la présente décision sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentezalen - Huurovereenkomst en algemene voorwaarden - Wijziging - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van verschillende zalen;

Overwegende dat deze zalen worden verhuurd volgens de voorwaarden die door de gemeenteraad zijn vastgesteld in zijn vergadering van 16/12/2019 en gewijzigd in zijn vergadering van 25/02/2021;

Overwegende dat het aangewezen is om deze gebruiksvoorwaarden aan te passen;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op het voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST

de typegebruiksovereenkomst en onderstaande algemene voorwaarden goed te keuren:

Algemene gebruiksvoorwaarden van de gemeentezalen

Artikel 1 Deze algemene voorwaarden zijn van toepassing op de kortetermijnverhuur van de gemeentezalen:

MEIERIJ VAN MEYEL Kleine zaal- Capaciteit: 25 personen

Grote zaal- Capaciteit: 40 personen

GEMEENTEHUIS Cafetaria- Capaciteit: 40 personen

Conferentiezaal- Capaciteit: 150 personen- Beschikbare technische ondersteuning: o Vaste geluidsinstallatie o Elektrisch orgel o Projector

WOLUBILIS A311- Capaciteit: 100 personen

HUIS VAN VERENIGINGEN 1- Capaciteit: 60 personen

LA ROTONDE- Capaciteit: 60 personen

HUIS VAN VERENIGINGEN 2- Capaciteit: 80 personen

VILLA MONTALD (concertzaal)- Capaciteit: 100 personen

De zalen kunnen worden gehuurd voor de organisatie van vergaderingen, colloquia, opleidingen, conferenties, recepties, maaltijden of feestavonden. Deze lijst is niet exhaustief. Bij elke huuraanvraag moet een beschrijving van het voorziene evenement worden gevoegd.

Artikel 2 Iedere natuurlijke persoon of privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersoon, elke groepering of feitelijke vereniging mag de onder artikel 1 vermelde lokalen geheel of gedeeltelijk gebruiken met de voorafgaande toelating van het College van burgemeester en schepenen en op voorwaarde dat er een typecontract voor het gebruik van de ruimtes getekend wordt. Wanneer het bestuur de overschrijvingen vermeld in artikel 12 niet ontvangen heeft voor de datum van de huur van de ruimtes, kan de toegang tot de zalen geweigerd worden. De toelating zal slechts mogen worden verleend één jaar ten vroegste voor de gevraagde gebruiksdatum.

Het College mag de gebruiksaanvragen weigeren op basis van de aard van de activiteiten of het maatschappelijke doel van de aanvrager, indien deze strijdig zijn met de democratische beginselen, met de wet tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en/of met de naleving van de beginselen voorzien in de internationale of Europese verdragen ter bescherming van de mensenrechten en van de rechten van de minderheden.

Artikel 3 De natuurlijke personen die in eigen naam een gebruiksaanvraag indienen, dragen alle verantwoordelijkheid voortvloeiend uit het gebruik van de lokalen (bv. schade aan de lokalen, diefstal van persoonlijke bezittingen...). De natuurlijke personen die een aanvraag indienen in naam van een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid, verbinden zich eveneens ten persoonlijke titel en dragen alle verantwoordelijkheid voortvloeiend uit het gebruik van de lokalen. De natuurlijke personen die een aanvraag indienen in naam van een privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersoon, binden deze rechtspersoon. Bij de aanvraag voor reservatie moet de gemeente op de hoogte worden gebracht van de identiteit van de effectieve gebruiker (bv. ingeval er een eventorganisator tussenkomt).

Artikel 4 § 1. De gebruiker is verplicht gedekt door de verzekeringspolis "BA – Gebruik van de lokalen" die door de gemeente is afgesloten. Deze verzekering dekt de burgerlijke aansprakelijkheid die ten laste kan worden gelegd van de gebruiker in hoofde van schade berokkend aan derden, aan het gehuurde pand en aan de ter beschikking gestelde inhoud, als gevolg van een ongeval en als gevolg van de organisatie van het voorziene event. De betaling van de door de gemeente verschuldigde premie valt ten laste van de gebruiker. De premie wordt berekend op basis van het aantal dagen effectief gebruik en volgens de voorwaarden van de verzekeringspolis. De schade die het gevolg is van water, brand en ontploffing is uitgesloten van die verzekering.

§ 2. De gemeente heeft een verzekering "Objectieve BA" alsook een verzekering "Brand en aanverwante risico's" afgesloten. De gebruiker geniet van een afstand van verhaal via de verzekeringsovereenkomst "Brand en aanverwante risico's".

§ 3. De bezetter kan op eenvoudige aanvraag een verzekeringsattest krijgen.

Artikel 5 § 1. De gemeente kan niet aansprakelijk worden gesteld voor diefstal, verlies en schade aan voorwerpen die de gebruiker in de lokalen binnenbrengt. De gemeente kan in geen enkel geval worden beschouwd als bewaarder van voormelde voorwerpen.

§ 2. De bezetter kan geen enkele schadevergoeding van de gemeente eisen wanneer de huur geannuleerd of onderbroken wordt wegens omstandigheden die los staan van de wil van de gemeente. Artikel 6 De gebruiker moet de lokalen gebruiken als goede huisvader en in overeenstemming met de beschrijving vermeld in de huuraanvraag, zoals aanvaard door het College van burgemeester en schepenen. Er geldt een strikt rookverbod in de lokalen. Het is eveneens verboden om de lokalen onder te verhuren of het gebruiksrecht ervan af te staan.

Bovendien zal de bezetter erover waken dat de maximumcapaciteit van de za(a)l(en) niet overschreden wordt.

Wanneer deze richtlijnen niet nageleefd worden, is een afgevaardigde van de gemeente bevoegd om alle maatregelen te nemen die hij nodig acht om ervoor te zorgen dat ze nageleefd worden.

Artikel 7 De lokalen worden geacht in goede staat te zijn verhuurd en moeten als dusdanig worden terugbezorgd. Er zal bij het betrekken en het verlaten van de lokalen telkens een tegensprekelijke plaatsbeschrijving worden opgesteld door de gemeente, vertegenwoordigd door haar vertegenwoordiger, en de gebruiker. Er zal geen enkel gebruik door de aanvrager worden toegestaan

zonder voorafgaande plaatsbeschrijving.

Artikel 8 De toegangen tot de lokalen en de gangen moeten in alle omstandigheden vrij blijven. Het is verboden materieel en stoffen te gebruiken die brand of gelijk welke andere schade kunnen veroorzaken.

Artikel 9 De in toepassing van dit reglement verleende toelating tot gebruik ontslaat de gebruiker er niet van om de bestaande wetten en reglementen na te leven, o.a. betreffende geluidshinder, auteursrechten, naburige rechten van het auteursrecht, belasting op vertoningen en gemakkelikheden, brandbeveiliging..., waarbij deze opsomming niet limitatief is.

De gebruiker wordt eraan gehouden de normen van het Brussels Gewest met betrekking tot versterkte geluiden strikt na te leven. Hij moet zich ervan verzekeren dat de persoon die zich bezighoudt met de verspreiding van het versterkte geluid voortdurend toegang heeft tot de apparaten die de geluidsniveaus meten die in de zaal uitgezonden worden en dat deze persoon de toegestane geluidsniveaus naleeft. Indien er in het kader van het georganiseerde evenement tickets en/of affiches worden uitgegeven, wordt de gebruiker eraan gehouden er het geluidsniveau op te vermelden dat er zal gelden. De gemeentezalen vallen onder categorie 2: verspreiding van versterkt geluid tot op een niveau van 95 dB en 110dB berekend op een tijdsspanne van 15 minuten.

Artikel 10 De gebruikstarieven van de onder artikel 1 van dit reglement vermelde lokalen zijn vastgesteld zoals voorzien in bijgevoegde tabellen.

Er geldt een korting van 20 % voor de volgende gebruikers:- personen ingeschreven of vermeld in de bevolkingsregisters van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe;- privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen zonder winstoogmerk waarvan de maatschappelijke zetel op het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe gevestigd is.

Deze tarieven gelden exclusief btw. In deze tarieven is het bedrag van de verzekeringspremie, waarvan sprake in artikel 4 van deze overeenkomst, niet inbegrepen. Ze omvatten echter wel het poetsen maar het pand moet echter volledig worden gereorganiseerd door de bewoner en het afval moet worden geëvacueerd

Bij elke uitgereikte toestemming moet er een waarborg van 275 EUR worden betaald in overeenstemming met de bepalingen van artikel 12 hierna, behalve voor de Rotonde. Voor de Rotonde werd de waarborg op 1000 EUR bepaald. Die waarborg zal aan de gebruiker worden terugbetaald na uitvoering van al zijn verplichtingen. Desgevallend kan de gemeente van dat bedrag kosten aftrekken voor herstellingen die het gevolg zijn van het gebruik, onverminderd de mogelijkheid om een grotere schadevergoeding te eisen. De waarborg zal worden terugbetaald niet eerder dan 8 dagen en niet later dan 30 dagen na de plaatsbeschrijving bij einde gebruik.

Artikel 11 Ingeval de gebruiker zich niet schikt naar een of andere bepaling van dit reglement, kan het College van burgemeester en schepenen elk toekomstig gebruik weigeren, onverminderd het recht de herstelling te eisen van de schade voortspruitend uit de overtreding van dit reglement.

Artikel 12 Het tarief voor de huur, de verzekeringspremie en de waarborg moeten worden gestort op het rekeningnummer IBAN BE09 0000 0257 6257 van het gemeentebestuur, binnen de door het gemeentebestuur bepaalde termijn. Bij gebrek daaraan kan de toegang tot de zaal worden geweigerd.

Artikel 13 Indien de reservering opgezegd wordt: - meer dan 30 kalenderdagen voor de datum van gebruik: is men 15 % (met een minimum van 25 EUR) van het verhuurtarief (exclusief eventuele korting) aan de gemeente verschuldigd, behoudens een rechtvaardiging die het College van burgemeester en schepenen aanvaardt;- tussen 30 kalenderdagen en 15 kalenderdagen voor de datum van gebruik: is men 25 % (met een minimum van 50 EUR) van het verhuurtarief (exclusief eventuele korting) aan de gemeente verschuldigd, behoudens een rechtvaardiging die het College van burgemeester en schepenen aanvaardt;- minder dan 15 kalenderdagen voor de datum van gebruik: is men 50 % (met een minimum van 100 EUR) van het verhuurtarief (exclusief eventuele korting) aan de gemeente verschuldigd, behoudens een rechtvaardiging die het College van burgemeester en schepenen aanvaardt.

Artikel 14 Het College van burgemeester en schepenen mag een volledige of gedeeltelijke vrijstelling van de diverse gebruikskosten verlenen aan natuurlijke of private of publieke rechtspersonen of feitelijke verenigingen die humanitaire, weldadigheids- of sociale doeleinden nastreven en die erom vragen.

Artikel 15 Het College van burgemeester en schepenen beslist over elk geval dat niet in deze algemene

voorwaarden is voorzien. Het College kan bovendien aanvullende voorwaarden bepalen als het deze nodig acht in het licht van de aard van de door de aanvrager voorziene activiteiten.

Artikel 16 Het Belgisch recht is van toepassing en alleen de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd.

Bijlage 1: TARIFERINGSTABEL VOOR EENMALIG GEBRUIK

MEIERIJ VAN MEYEL Dag zaterdag, zondag en feestdag (8u-18u) Avond van maandag t/m donderdag (18u->) Avond vrijdag, zaterdag en feestdag (18u->) Weekend (zaterdag 18u-zondag 18u) Kleine zaal 65 65 80 -Grote zaal 145 145 240 510 GEMEENTEHUIS Dag van maandag t/m donderdag (8u-18u) Dag vrijdag, zaterdag en feestdag (8u-18u) Avond van maandag t/m donderdag (18u->) Avond vrijdag, zaterdag en feestdag (18u->) Weekend (vrijdag 18u-zondag 18u) Cafeteria 72 84 72 84 156 Conferentiezaal 160 200 180 215 420 Materiaal: Vaste geluidsinstallatie + 60 Elektrisch orgel + 60 Projector + 60 WOLUBILIS Dag van maandag t/m vrijdag (8u-18u) Dag zaterdag, zondag en feestdag (8u-18u) Avond van maandag t/m donderdag (18u->) Avond vrijdag, zaterdag, zondag en feestdag (18u->) Weekend (vrijdag 18u-zondag 18u) A311 110 145 120 155 360 HUIS VAN VERENIGINGEN 1 4 uur tussen 08u en 23u 84 DE ROTONDE Dag van maandag t/m donderdag (9u-16u) Van maandag tot donderdag 9u tot 23u 30 Vrijdag en zaterdag: 9u tot 3u; zondag: 9u tot 23u Réveillon van kerst- of oudejaars nacht 66/uur 505 1080 2160 Gebruik van de keuken - 300 300 300 HUIS VAN VERENIGINGEN 2 Dag van maandag t/m vrijdag (8u-18u) Dag zaterdag, zondag en feestdag (8u-18u) Avond van maandag t/m donderdag (18u->23u) Avond vrijdag, zaterdag, zondag en feestdag (18u->2u + 1 uur opslag) Weekend (vrijdag 18u-zondag 18u) 120 240 120 265 450 VILLA MONTALD 4 uren tussen 8u en 23u 85

Bijlage 2: TARIFERINGSTABEL VOOR VEELVULDIG GEBRUIK

MEIERIJ VAN MEYEL Een wekelijkse bezetting, buiten de schoolvakanties, gedurende een jaar Een maandelijks bezetting, buiten de schoolvakanties, gedurende een jaar 984 198 GEMEENTEHUIS EN WOLUBILIS Korting voor cyclussen van minimaal 3 zittingen 50 % t.o.v. de tarieven in tabel 1 HUIS VAN VERENIGINGEN 1 Een wekelijkse bezetting (werkdagen) gedurende een jaar Een maandelijks bezetting (werkdagen) gedurende een jaar 900 180 HUIS VAN VERENIGINGEN 2 Een wekelijkse bezetting (buiten schoolvakanties) gedurende een jaar Een maandelijks bezetting (buiten schoolvakanties) gedurende een jaar 984 198 LA VILLA MONTALD (concertzaal) Een wekelijkse bezetting (werkdagen) gedurende een jaar Een maandelijks bezetting (werkdagen) gedurende een jaar 984 198

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Délibé+Salles+Conseil+communales+-+Modifications+juin+2024_FR.doc.pdf,

Délibé+Salles+Conseil+communales+-+Modifications+juin+2024+NL.docx (2).pdf

SPORTS / JEUNESSE - SPORT / JEUGD

Sports - Sport

40 **ASBL Poséidon - Comptes, bilan, rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 480.000 EUR - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines

subventions; Considérant que des subventions pour un montant total de 480.000 EUR ont été prévues au budget 2024 sous l'art. D.O. 76420/332-02 en faveur de l'ASBL Poséidon ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été soumis au Collège en date du 13/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités de l'ASBL Poséidon ;
- de confirmer l'octroi des subventions pour un montant total de 480.000 EUR, inscrites au budget 2024 sous l'art. D.O. 76420/332-02/7205, à l'ASBL Poséidon ;

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que les arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw Poseidon - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 480.000 EUR - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de begroting 2024 onder art. G.U. 76420/332-02 toelagen voor een totaal bedrag van 480.000 EUR voorzien zijn ten voordele van de vzw Poséidon;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de rekeningen 2023, de balans op 31/12/2023 en het activiteitenverslag 2023 van de voornoemde vereniging;

Overwegende dat deze bescheiden aan het College voorgelegd werden op 13/06/2024;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,

BESLIST:

- kennis te nemen van de rekeningen 2023, de balans op 31/12/2023 en van het activiteitenverslag van de vzw Poséidon;
- de toekenning van de toelagen voor een totaal bedrag van 480.000 EUR, voorzien in de begroting 2024 onder de art. G.U. 76420/332-02/7205 aan de vzw Poséidon te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Minister-Voorzitter van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van

de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

2024Rapport_2023.pdf

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

Emploi - Tewerkstelling

41 ASBL Wolu-Services - Comptes, bilan et rapports d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 157.000 EUR - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subsides, d'un montant total de 157.000 EUR ont été prévus au budget 2023 aux articles 83201/332-02 (150.000 EUR) et 84907/332-02 (7.000 EUR) en faveur de l'ASBL Wolu-Services ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et les rapports d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en séance du 13/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et des rapports d'activités 2023 de l'ASBL Wolu-Services ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant total de 157.000 EUR, inscrit au budget 2024 aux articles 83201/332-02 (150.000 EUR) et 84907/332-02 (7.000 EUR), en faveur de l'ASBL Wolu-Services.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw Wolu-Services - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 157.000 EUR - Goedkeuring.

6-PCS HTB-Rapport d'activités 2023.pdf, BILAN 31-12-2023.pdf, RAPPORT APRES AG.pdf, 2-CASG-Rapport d'activités 2023.pdf, 4-ARAE-Rapport d'activités 2023.pdf, 5-PCS Galaxie-Rapport d'activités 2023.pdf, 1-ASBL-Rapport d'activités 2023.pdf, 3-SMD-Rapport d'activités 2023.pdf

RECETTE - GEMEENTEKAS

Recette - Gemeentekas

42 Budget 2023 - Modification 99 - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le budget initial de l'exercice 2023 et ses modifications ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Vu la circulaire du 09/02/2024 relative à la clôture des comptes communaux 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une révision de certaines allocations ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- le budget de l'exercice 2023 est modifié conformément aux indications annexées ;
- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux ci-après :

SERVICE ORDINAIRE
MODIFICATION N° 99
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES
Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Initial	155.719.051,14	142.060.569,70	13.658.481,44
Augmentation des crédits		5.229.853,00	- 5.229.853,00
Diminution des crédits			
Résultat	155.719.051,14	147.290.422,70	8.428.628,44

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Begroting 2023 - Wijziging 99 - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de initiële begroting voor het dienstjaar 2023 alsook de aangebrachte wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Gelet op de omzendbrief van 09/02/2024 betreffende de afsluitingen van de gemeenterekeningen voor het dienstjaar 2023;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST:

- de begroting van het dienstjaar 2023 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabellen:

GEWONE DIENST
WIJZIGING NR. 99
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
Volgens deze beslissing

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting	155.719.051,14	142.060.569,70	13.658.481,44
Verhoging van de kredieten		5.229.853,00	- 5.229.853,00
Vermindering van de kredieten			
Resultaat	155.719.051,14	147.290.422,70	8.428.628,44

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden

Budget 2023 - Service ordinaire - MB99.pdf, Begroting 2023 - Gewone dienst - BW99.pdf

43 Comptes communaux 2023 - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment le titre VI – Du budget et des comptes ;

Vu l'arrêté royal portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment le chapitre IV – Des comptes annuels ;

Vu le compte budgétaire 2023, le compte comptable 2023, le compte de résultats 2023 et le bilan arrêtés au 31/12/2023 ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en séance du 13/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE d'approuver le compte budgétaire 2023, le compte comptable 2023, le compte de résultats 2023 et le bilan arrêtés au 31/12/2023 dressés par le receveur communal.

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région

bruxelloise.

Gemeenterekeningen 2023 - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid titel VI - Begroting en rekeningen;

Gelet op het koninklijk besluit houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid hoofdstuk IV - De jaarrekeningen;

Gelet op de begrotingsrekening 2023, de boekhoudkundige rekening 2023, de resultatenrekening 2023 en de balans afgesloten op 31/12/2023;

Overwegende dat deze documenten aan het College van burgemeester en schepenen op 13/06/2024 voorgelegd werden;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST de begrotingsrekening 2023, de boekhoudkundige rekening 2023, de resultatenrekening 2023 en de balans afgesloten op 31/12/2023 opgemaakt door de gemeenteontvanger goed te keuren.

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

Begrotingsrekening 2023 - gewone dienst.pdf, Rekening 2023 - Analyse.pdf, Begrotingsrekening 2023 - buitengewone dienst.pdf, Compte budgétaire 2023 - service extraordinaire.pdf, Begrotingsrekening 2023 - gewone dienst - detail.pdf, Compte 2023 - Analyse.pdf, Comptabilité générale 2023 - situation patrimoniale.pdf, Compte budgétaire 2023 - service ordinaire - detail.pdf, Compte budgétaire 2023 - service ordinaire.pdf, Algemene boekhouding 2023 - patrimonium.pdf

44 Budget 2024 - Modifications 1 et 2 - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le budget initial de l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une révision de certaines allocations ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- le budget de l'exercice 2024 est modifié conformément aux indications annexées ;
- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux ci-après :

SERVICE ORDINAIRE
MODIFICATION N° 1
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES
Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Initial	155.029.550,67	140.187.202,40	14.842.348,27
Augmentation des crédits	7.853.965,82	2.235.696,00	5.618.269,82
Diminution des crédits	1.036.000,00	40.860,00	- 995.140,00
Résultat	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09

SERVICE EXTRAORDINAIRE
MODIFICATION N° 2
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES
Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Initial	22.686.040,28	22.500.653,00	185.387,28
Augmentation des crédits	29.903.828,00	29.906.142,75	- 2.314,75
Diminution des crédits	251.387,28	148.500,00	- 102.887,28
Résultat	52.338.481,00	52.258.295,75	80.185,25

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Begroting 2024 - Wijzigingen 1 en 2 - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de initiële begroting voor het dienstjaar 2024;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST:

- de begroting van het dienstjaar 2024 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabellen:

GEWONE DIENST
WIJZIGING NR. 1
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

Volgens deze beslissing

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting	155.029.550,67	140.187.202,40	14.842.348,27
Verhoging van de kredieten	7.853.965,82	2.235.696,00	5.618.269,82
Vermindering van de kredieten	1.036.000,00	40.860,00	- 995.140,00
Resultaat	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09

BUITENGEWONE DIENST
WIJZIGING NR. 2
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

Volgens deze beslissing

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting	22.686.040,28	22.500.653,00	185.387,28
Verhoging van de kredieten	29.903.828,00	29.906.142,75	- 2.314,75
Vermindering van de kredieten	251.387,28	148.500,00	- 102.887,28
Resultaat	52.338.481,00	52.258.295,75	80.185,25

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden

*Budget 2024 - service extraordinaire - MB2.pdf, Begroting 2024 - buitengewone dienst - BW2.pdf,
Budget 2024 - service ordinaire - MB1.pdf, Begroting 2024 - gewone dienst - BW1.pdf*

45 **Budget 2024 - Modification 51 - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2024, ainsi que la modification 1 qui a été apportée au service ordinaire;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20/10/2005 modifiant les articles 10, 14, 19, 21, 23 et 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'arrêté ministériel du 20/10/2005 modifiant l'arrêté ministériel du 30/10/1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'il s'impose de modifier certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à une même fonction et à un même groupe économique ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 13/06/2024 ;

DECIDE :

le budget ordinaire de 2024 est modifié conformément aux indications annexées et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

MODIFICATION N° 51
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES
Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Initial / M.B. précédente	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09
Augmentation		200.301,00	- 200.301,00
Diminution		200.301,00	200.301,00
Résultat	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Begroting 2024 - Wijziging 51 - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2024 alsook de wijziging nr. 1 die werd aangebracht aan de gewone dienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20/10/2005 tot wijziging van de artikelen 10, 14, 19, 21, 23 en 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het ministerieel besluit van 20/10/2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30/10/1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functie en een zelfde economische groep, te herzien ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 13/06/2024;

BESLIST :

de gewone begroting van 2024 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage en het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel :

WIJZIGING NR 51
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
Volgens deze beslissing

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting / vorige B.W.	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09
Verhoging		200.301,00	- 200.301,00
Vermindering		200.301,00	200.301,00
Resultaat	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr. Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Budget 2024 - service ordinaire - MB51.pdf, Begroting 2024 - gewone dienst - BW51.pdf

Tutelle sur le CPAS - Voogdij over het OCMW

46 CPAS - Compte 2023 - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu l'article 89 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale ;

Vu le compte pour l'exercice 2023 arrêté par le Conseil de l'Action sociale le 04/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024;

DECIDE d'approuver le compte du Centre Public d'Action Sociale pour l'exercice 2023 qui se présente comme suit :

1. SERVICE D'EXPLOITATION

1.1. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets

non-valeurs/irrécouvrables déduits

67.152.724,87 EUR

Dépenses engagées nettes

- 66.971.573,84 EUR

Résultat 181.151,03 EUR

1.2. RESULTAT FINANCIER

Recettes réalisées 54.499.704,23 EUR

Paiements effectués - 63.377.325,11 EUR

Résultat - 8.877.620,88 EUR

2. SERVICE D'INVESTISSEMENTS

2.1. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets 5.984.843,09 EUR

Dépenses engagées nettes - 5.868.071,61 EUR

Résultat 116.771,48 EUR

2.2. RESULTAT FINANCIER

Recettes réalisées 3.565.489,53 EUR

Paiements effectués - 4.172.257,17 EUR

Résultat - 606.767,64 EUR

3. TABLEAU CORRECTIF DU BUDGET 2024

Provision pour créances aléatoires - Augmentation 220.491,81 EUR

Dotation communale - Diminution 77.430,70 EUR

4. BILAN ET COMPTE DE RESULTATS

Total du bilan au 31/12/2023	51.669.450,44 EUR
Compte de résultats	
- Boni courant	1.782.985,55 EUR
- Mali dû aux variations des valeurs patrimoniales	- 1.968.708,71 EUR
- Boni exceptionnel	52.945,28 EUR

Résultat global	- 132.777,88 EUR
	=====

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

OCMW - Rekening 2023 - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op artikel 89 van de wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2023 vastgesteld door de Raad van Maatschappelijk Welzijn op 04/06/2024;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST de rekening van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2023 goed te keuren, die de volgende resultaten weergeeft:

1. EXPLOITATIEDIENST

1.1. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT

Netto vastgestelde rechten, met aftrek van kwade posten/oninbare	67.152.724,87 EUR
Netto vastgestelde uitgaven	- 66.971.573,84 EUR

Resultaat	181.151,03 EUR
	=====

1.2. FINANCIEEL RESULTAAT

Geïnde ontvangsten	54.499.704,23 EUR
Gedane uitgaven	- 63.377.325,11 EUR

Resultaat	- 8.877.620,88 EUR
	=====

2. INVESTERINGSDIENST

2.1. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT

Netto vastgestelde rechten	5.984.843,09 EUR
Netto vastgestelde uitgaven	- 5.868.071,61 EUR

Resultaat	116.771,48 EUR
	=====

2.2. FINANCIEEL RESULTAAT

Geïnde ontvangsten	3.565.489,53 EUR
Gedane uitgaven	- 4.172.257,17 EUR

Resultaat	- 606.767,64 EUR

3. VERBETERENDE TABEL VAN DE BEGROTING 2024

Voozeningen voor onzekere vorderingen - Verhoging	220.491,81 EUR
Gemeentelijke dotatie - Verlaging	77.430,70 EUR

4. BALANS EN RESULTATENREKENING

Totaal van de balans op 31/12/2023	51.669.450,44 EUR
Resultatenrekening	
- Courant boni	1.782.985,55 EUR
- Mali tengevolge van de wijzigingen van de waarden van de vaste activa	- 1.968.708,71
- Uitzonderlijk boni	52.945,28 EUR

Globaal resultaat	- 132.777,88 EUR
	=====

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

CPAS - Compte 2023 - Rapport FR.pdf, CPAS - Compte 2023 - Rapport NL.pdf, CPAS - Compte 2023 - Annexes circulaire.pdf, CPAS - Compte 2023 - Annexes pégase.pdf, CPAS - Compte 2023 - Présentation.pdf, CPAS - Compte 2023 - Transmis.pdf, CPAS - Compte 2023 - Part 3.pdf, CPAS - Compte 2023 - Délibérations.pdf, CPAS - Compte 2023 - Part 2.pdf, CPAS - Compte 2023 - Part 1.pdf

INFORMATIQUE - INFORMATICA

Informatique - Informatica

- 47 **Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Acquisition d'un pare-feu - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ANS COMPUTER - Dépense : 2.173,64 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un pare-feu pour l'école supérieure des Arts de l'image LE 75 afin de remplacer l'ancien système obsolète et de renforcer la sécurité informatique ;

Vu l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un pare-feu pour l'école supérieure des Arts de l'image LE 75 afin de remplacer l'ancien système obsolète et de renforcer la sécurité informatique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que trois opérateurs économiques ont été consultés :

LDLC - Rue des Érables 2 à 69760 Limonest - France : Prix total = 3.346,94 EUR TVAC ;

ANS Computer - Chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur : Prix total = 2.173,64 EUR TVAC ;

Senetic - Rue du Quatre Septembre 9 à 75002 Paris (France) : Prix total = 2.295,78 EUR TVAC ;

Considérant que la firme ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 74160/742-53/7111 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 2.173,64 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat d'un pare-feu Fortigate 60F pour un montant de 2.173,64 EUR TVAC auprès de la firme ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur ;
- d'approuver la dépense de 2.173,64 EUR TVAC, inscrite à l'article 74160/742-53/7111 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Aankoop van een firewall - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ANS Computer - Uitgave: 2.173,64 EUR incl. btw - Informatie.

ANS Computer.pdf, LDLC.pdf, Senetic.pdf

48 **Service Population - Acquisition d'un kit mobile de capture d'identité - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : CIVADIS - Dépense : 9.886,90 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un kit Mobio afin de pouvoir relever les données d'identité (empruntes, signatures, etc.) des personnes qui ne peuvent pas se déplacer ;

Vu l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

"LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un kit Mobio afin de pouvoir relever les données d'identité (empreintes, signature, etc) des personnes qui ne peuvent pas se déplacer ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que deux distributeurs proposent ce produit :

la firme CIVADIS, rue de Néverlée 12 à 5020 Namur ;

la firme CEVI, Bisdomplein 3 à 9000 Gent ;

Considérant que ces firmes appartiennent toutes deux au même groupe (NRB Group), que CEVI s'adresse aux pouvoirs publics locaux en Flandre et que, par conséquent, ce marché ne peut pas être confié à un autre prestataire que CIVADIS ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 13900/742-53/6704/120 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 9.886,90 EUR TVAC ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat d'un kit Mobio pour un montant de 9.886,90 EUR TVAC auprès de la firme CIVADIS, rue de Néverlée, 12 à 5020 Namur ;
- d'approuver la dépense de 9.886,90 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/6704 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance."

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Dienst Bevolking - Aankoop van een kit voor het vastleggen van identiteit - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: CIVADIS - Uitgave: 9 886,90 EUR incl. btw - Informatie.

CalculPrix.pdf, KitMobio_offreCIVADIS.pdf

CULTURE - CULTUUR

Lecture publique NL - Openbaar leetuur NL

49 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek - Geïntegreerd voortgangsrapport 2023 - Goedkeuring.**

"Gemeentelijke Openbare Bibliotheek" - Rapport d'activité 2023 - Approbation.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16/12/2019 waarbij het bibliotheekbeleidsplan van de Nederlandstalige Sint-Lambrechtsbibliotheek werd goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15/12/2014 waarbij goedkeuring werd gegeven voor de oprichting van een beheersorgaan voor de Nederlandstalige Sint-Lambrechtsbibliotheek conform de bepaling van artikel 9, c) van het decreet van 28/01/1974 betreffende het cultuurpact;

Overwegende dat de Bibraad werd opgericht als beheersorgaan met inspraak- en adviesrecht over alle aspecten van het beheer van de openbare bibliotheek en in het bijzonder over de beleidsplanning met betrekking tot de bibliotheek;

Gelet op de vergadering van 26 februari 2024 waar de ambities en acties van het geïntegreerd voortgangsrapport werden geanalyseerd en goedgekeurd;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 23/05/2024

BESLIST:

Het geïntegreerd voortgangsrapport 2023 goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Voortgangsrapport 2023 - Sint-Lambrechts-Woluwe.pdf, Getekend Verslag Bibraad 2024.pdf

GESTION URBANISME ET PERMIS ENVIRONNEMENT - BEHEER STEDENBOUW EN MILIEUVERGUNNINGEN

Urbanisme - Stedenbouw

50 **Abrogation totale du plan particulier d'affectation du sol n° 4bis « Quartier rue et place Saint-Lambert » du 31/05/1985 (article 50 du CoBAT) - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9/4/2004 et modifié à plusieurs reprises, en particulier les articles 43 à 63 ;

Vu l'article 325 §1er du CoBAT modifiant la dénomination PPA (Plan Particulier d'Aménagement) en PPAS (Plan Particulier d'Aménagement du Sol) ;

Vu le plan régional d'affectation du sol (PRAS) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/05/2001 et modifié à plusieurs reprises ;

Vu le plan régional de développement (PRD) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12/09/2002 ;

Vu le plan régional de développement durable (PRDD) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12/07/2018 ;

Vu le plan communal de développement (PCD), adopté par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 02/04/2015 ;

Vu le règlement régional d'urbanisme (RRU) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21/11/2006 et modifié à plusieurs reprises ;

Vu le règlement communal sur les bâtisses (RCU) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12/11/1956 et modifié à plusieurs reprises ;

Vu le plan particulier d'affectation du sol n° 4bis « Quartier rue et place Saint-Lambert » adopté le 31/05/1985 et ayant fait l'objet d'une abrogation partielle le 27/05/2010 ;

Vu que le PPAS n°4bis doit être abrogé en ce qu'il présente des incohérences avec les prescriptions du plan régional d'affectation du sol et en ce que ce plan ne traduit plus des objectifs communaux actuels ;

Vu la nécessité de solliciter les avis de Bruxelles Environnement et de Perspective préalablement à la procédure d'abrogation du PPAS n°4bis conformément à l'article 44 du CoBAT ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 d'approuver le rapport réalisé par le bureau d'études ARIES concernant l'abrogation totale du PPAS n°4bis ;

Vu les avis rendus par Perspective et par Bruxelles Environnement conformément à l'article 44 du CoBAT ;

Vu l'avis émis par Perspective le 28/06/2023 se positionnant favorablement quant à l'opportunité d'abroger totalement le PPAS n°4bis sous réserve de certains compléments d'informations à apporter au dossier ;

Vu l'avis émis par Bruxelles Environnement le 29/06/2023 concluant que les incidences négatives induites par l'abrogation du PPAS n°4bis sont limitées et que dès lors un rapport sur les incidences environnementales ne s'avère pas nécessaire ;

Considérant que conformément à l'article 48 du CoBAT, le projet d'abrogation totale du PPAS n°4bis, le rapport justifiant celle-ci, le rapport relatif à l'absence d'incidence notable sur l'environnement du projet, les avis des instances et la décision du Conseil communal du 18/12/2023 ont fait l'objet d'une enquête publique du 03/04/2024 au 02/05/2024 ; qu'aucune

remarque n'a été introduite ;

Vu l'avis favorable unanime émis par la commission de concertation du 17/05/2024 en présence d'un représentant de Urban - Direction de l'Urbanisme sur le projet d'abrogation totale du PPAS n°4bis en application de l'article 49 du CoBAT ;

Considérant que le périmètre du PPAS n°4bis adopté le 31/05/1985 couvre une superficie de 3 ha et est délimité par le boulevard de la Woluwe à l'est et la rue Voot au sud ;

Considérant qu'il comprend le tronçon sud de la rue Saint-Lambert mais exclut de son périmètre la place Saint-Lambert ;

Considérant en effet que le PPAS n°4bis a été partiellement abrogé le 27/05/2010 en enlevant la Place Saint-Lambert de son périmètre ;

Considérant que la politique urbanistique menée dans le cadre de ce PPAS consistait à mettre en place les conditions favorables aux développements économique, social et culturel sur le territoire délimité ;

Considérant que ce plan avait pour objectif d'encadrer le développement de constructions le long d'une partie du boulevard de la Woluwe et la construction d'une grande partie de terrains agricoles ainsi que le développement autour de la place Saint-Lambert ;

Considérant que l'urbanisation au sein du périmètre visé a été en grande partie effectuée ;

Considérant que le PCD du 02/04/2015 indiquait que certains PPAS ont rempli leurs objectifs ou se trouvent aujourd'hui obsolètes ;

Considérant que selon la carte d'affectation du sol du PRAS, le site du PPAS n°4bis est inclus dans plusieurs zones d'affectation : « zone d'habitation », « zone administrative » et « zone de parc », il est aussi partiellement en « ZICHEE » et inclut un « liseré commercial » ;

Considérant que, suite à l'adoption du PRAS en 2001, certaines des limitations des affectations définies par le PPAS n°4bis en 1985 ont été abrogées de manière implicite (les contraintes du PRAS étant plus strictes pour les activités productives, les commerces, les commerces de gros et les hôtels pour les « zones de bâtisses de types A, B, D et E ») ;

Considérant que, par contre, le PPAS n°4bis présente une contrainte plus stricte par rapport au PRAS vis-à-vis de certaines fonctions, ces limitations sont actuellement en vigueur ;

Considérant que cette situation implique que l'abrogation du PPAS n°4bis entraînera par rapport au PRAS :

- pour les « zones de bâtisse de types A, B, C et D » : l'admission (limitée) d'une nouvelle fonction : des bureaux ;
- pour la « zone de bâtisse de type C », l'admission de 4 nouvelles fonctions : des activités productives, des bureaux, des commerces (dont les grands commerces spécialisés) et des hôtels ;
- pour les « zones de bâtisses de type F, H et I », l'admission de 3 nouvelles fonctions : des logements, des commerces (dont les grands commerces spécialisés) et des hôtels ;

Considérant que l'abrogation du plan n'aura aucune incidence sur les « zones de parc public », ces zones étant déjà comprises en « zones de parc » au PRAS ;

Considérant que l'abrogation du plan permettra une certaine augmentation des surfaces

destinées à d'autres fonctions et que cette augmentation pourra potentiellement favoriser le développement économique au droit du périmètre ;

Considérant que certaines caractéristiques physiques du bâti du PPAS n°4bis sont plus précises ou plus particulières dans leur énoncé que les réglementations urbanistiques existantes du RRU ;

Considérant dès lors que, dans certains cas, l'abrogation du PPAS n°4bis donnera lieu à davantage d'options concernant l'emprise au sol, la profondeur ou encore la hauteur des constructions ;

Considérant cependant que l'abrogation du PPAS n°4bis permettra de clarifier la non conformité actuelle de 2 immeubles de logements construits récemment le long du Boulevard de la Woluwe ;

Considérant qu'en ce qui concerne les possibilités d'imperméabilisation du terrain, les obligations seront moins strictes pour les actuelles « zones de jardin sans sous-sol » du PPAS n°4bis ;

Considérant que le RRU restera le cadre en matière d'implantation et de gabarit après l'abrogation projetée ;

Considérant que l'abrogation du PPAS n°4bis entraînera l'application de certaines prescriptions du RCU affectant l'aménagement des parcelles et les constructions secondaires, mais qui n'auront pas d'impact significatif par rapport à la situation actuelle ;

Considérant que le projet d'abrogation du PPAS n°4bis n'entraînera pas d'impact vis-à-vis des objectifs fixés par le PRDD vu que ce PPAS n'est pas affecté directement par les divers territoires concernant des projets de développement urbain prévus au PRDD ;

Considérant que l'abrogation du plan permettra d'assurer l'évolution du périmètre en parfaite cohérence avec la vision urbanistique et les objectifs de développement visé par les plans réglementaires et stratégiques en vigueur et ne s'oppose nullement aux objectifs environnementaux actuels ;

Considérant que le l'ensemble du site reste par ailleurs soumis aux différentes législations environnementales en vigueur dont l'évolution permanente vise à promouvoir un développement durable ;

Considérant que le rapport rédigé par le bureau ARIES démontre que l'abrogation du PPAS n°6bis n'aura pas d'incidence négative notable sur l'environnement ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- d'abroger totalement le PPAS n°4bis du 31/05/1985 pour les considérations énoncées ci-avant ;
- de charger le Collège des bourgmestre et échevins de l'accomplissement des formalités légales ;
- de transmettre le dossier au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour approbation.

La présente délibération sera transmise pour disposition à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

Totale herroeping van bijzonder bestemmingsplan nr. 4bis "Wijk Sint-Lambertusplein en -straat" van 31/05/1985 (artikel 50 van de BWRO) - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/04/2004 en meermaals gewijzigd, en meer bepaald artikelen 43 t/m 63;

Gelet op artikel 325 §1 van het BWRO tot wijziging van de benaming BPA (Bijzonder Plan van Aanleg) in BBP (Bijzonder Bestemmingsplan);

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan (GBP) dat werd goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/05/2001 en meermaals gewijzigd;

Gelet op het Gewestelijk Ontwikkelingsplan (GewOP) dat werd goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12/09/2002;

Gelet op het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (GewDO) dat werd goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12/07/2018;

Gelet op het Gemeentelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (GOP) dat werd goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 02/04/2015;

Gelet op de gewestelijke stedenbouwkundige verordening (GSV) goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21/11/2006 en meermaals gewijzigd;

Gelet op het gemeentelijk bouwreglement (GBR) goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12/11/1956;

Gelet op het bijzondere bestemmingsplan nr. 4bis "Wijk Sint-Lambertusstraat en -plein", goedgekeurd op 31/05/1985 en gedeeltelijk ingetrokken op 27/05/2010;

Gelet op het BBP nr. 4bis moet worden ingetrokken voor zover het niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gewestelijk bestemmingsplan en voor zover dit plan niet langer de huidige gemeentelijke doelstellingen weerspiegelt;

Gelet op de noodzaak om het advies van Leefmilieu Brussel en Perspectief in te winnen voorafgaand aan de procedure tot intrekking van het BBP nr. 4bis overeenkomstig artikel 44 van het BWRO;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 11/05/2023 om het verslag van het studiebureau ARIES over de totale intrekking van het BPAS nr. 4bis goed te keuren;

Gelet op de adviezen afgegeven door Perspectief en door Leefmilieu Brussel overeenkomstig artikel 44 van het BWRO;

Gelet op het advies dat Perspectief op 28/06/2023 heeft uitgebracht, waarin het zich positief uitsprekt over de wenselijkheid om het BBP nr. 4bis in zijn geheel in te trekken, op

voorwaarde dat bepaalde aanvullende informatie aan het dossier wordt toegevoegd;

Gelet op het advies van Leefmilieu Brussel van 29/06/2023 waarin wordt geconcludeerd dat de negatieve gevolgen van de intrekking van het BBP nr. 4bis beperkt zijn en dat een milieueffectrapport bijgevolg niet nodig is;

Overwegende dat, in overeenkomstig met artikel 48 van het BWRO, het project voor de totale herroeping van het BBP nr. 4bis, het verslag dat dit rechtvaardigt, het verslag over de afwezigheid van aanzienlijke milieueffecten van, het project, de adviezen van de autoriteiten en de beslissing van de Gemeenteraad van 18/12/2023, het voorwerp uitmaakten van een openbaar onderzoek van 03/04/2024 tot 02/05/2024 ; dat er geen opmerkingen werden ingediend ;

Gelet op het unaniem gunstig advies van de overlegcommissie van 17/05/2024 in aanwezigheid van een vertegenwoordiger van Urban - directie stedenbouw over de voorgestelde volledig intrekking van BBP nr. 4bis in toepassing van artikel 49 van het BWRO;

Overwegende dat de perimeter van het op 31/05/1985 goedgekeurde BBP nr. 4bis een oppervlakte van 3 ha beslaat en begrensd wordt door Woluwedal in het oosten en de Vootstraat in het zuiden

Overwegende dat de perimeter het zuidelijke deel van de Sint-Lambertusstraat omvat, maar niet het Sint-Lambertusplein;

Overwegende dat het BBP nr. 4bis op 27/05/2010 gedeeltelijk werd ingetrokken, waarbij het Sint-Lambertusplein uit de perimeter werd geschrapt;

Overwegende dat het stedenbouwkundig beleid dat in het kader van dit BBP werd gevoerd, bestond uit het scheppen van gunstige voorwaarden voor de economische, sociale en culturele ontwikkeling van het afgebakende gebied;

Overwegende dat dit plan tot doel had de ontwikkeling van gebouwen langs een deel van Woluwedal en de constructie van een groot deel van de landbouwgronden, alsook de ontwikkeling rond het Sint-Lambertusplein te beheersen;

Overwegende dat de verstedelijking binnen de betrokken perimeter voor een groot deel voltrokken is;

Overwegende dat in het gemeentelijk plan voor Duurzame Ontwikkeling van 02/04/2015 is aangegeven dat sommige BBP's hun doelstellingen hebben bereikt of nu verouderd zijn;

Overwegende dat volgens de bestemmingskaart van het GBP, de site van het BBP nr. 4bis opgenomen is in meerdere bestemmingsgebieden: "woongebied", "administratief gebied" en "parkgebied" en de site ligt ook gedeeltelijk in een "GCHEW" en omvat een "lint van handelskernen";

Overwegende dat, na de goedkeuring van het GBP in 2001, enkele van de beperkingen op de bestemmingen die in 1985 door het BBP nr. 4bis werden gedefinieerd, impliciet werden ingetrokken (de beperkingen van het GBP zijn strenger voor productieve activiteiten, winkels, groothandelaars en hotels in "bouwgebieden van het type A, B, D en E");

Overwegende dat het BBP nr. 4bis daarentegen restrictiever is dan het GBP met betrekking tot bepaalde functies, en dat deze beperkingen momenteel van kracht zijn;

Overwegende dat deze situatie betekent dat de intrekking van het BBP nr. 4bis zal resulteren in het volgende met betrekking tot het GBP:

- voor "bouwgebieden van type A, B, C en D": het (beperkt) toelaten van een nieuwe functie: kantoren;
- voor "bouwgebied van type C": 4 nieuwe functies worden toegestaan: productieve activiteiten, kantoren, winkels (inclusief grote speciaalzaken) en hotels;
- voor "bouwgebieden van type F, H en I", de toelating van 3 nieuwe functies worden toegestaan: woningen, winkels (inclusief grote speciaalzaken) en hotels;

Overwegende dat de intrekking van het plan geen gevolgen zal hebben voor "openbare parkgebieden", aangezien deze gebieden reeds als "parkgebieden" in het GBP zijn opgenomen;

Overwegende dat de intrekking van het plan een zekere toename van de oppervlakte bestemd voor andere functies mogelijk zal maken en dat deze toename de economische ontwikkeling binnen de perimeter zou kunnen bevorderen

Overwegende dat bepaalde fysieke kenmerken van de gebouwen in het BBP nr. 4bis nauwkeuriger of specifieker zijn geformuleerd dan de bestaande stedenbouwkundige voorschriften in de GSV;

Overwegende dat de intrekking van het BBP nr. 4bis in bepaalde gevallen zal leiden tot meer opties met betrekking tot de grondinname, diepte en hoogte van gebouwen;

Overwegende echter dat de intrekking van het BBP nr. 4bis het mogelijk zal maken om de huidige non-conformiteit van 2 flatgebouwen die recent gebouwd werden langs Woluwedal te verduidelijken;

Overwegende dat, met betrekking tot de mogelijkheid om de grond waterdicht te maken, de verplichtingen minder streng zullen zijn voor de huidige "tuingebieden zonder kelder" van het BBP nr. 4bis;

Overwegende dat na voorgestelde herroeping de GewSV het kader blijft betreffende de inplanting en het volume;

Overwegende dat de intrekking van het BBP nr. 4bis zal resulteren in de toepassing van sommige bepalingen van het GBR die gevolgen hebben voor de ontwikkeling van percelen en bijgebouwen, maar geen significante gevolgen zullen hebben in vergelijking met de huidige situatie;

Overwegende dat de voorgestelde intrekking van het BBP nr. 4bis geen gevolgen zal hebben voor de doelstellingen van het GPDO, aangezien dit BBP niet rechtstreeks wordt beïnvloed door de verschillende gebieden betreffende stadsontwikkelingsprojecten die in het GPDO zijn vastgesteld;

Overwegende dat de intrekking van het plan het mogelijk zal maken om de ontwikkeling van de perimeter te garanderen in perfecte samenhang met de stedenbouwkundige visie en de ontwikkelingsdoelstellingen die worden beoogd door de geldende regelgevende en strategische plannen en op geen enkele wijze in strijd is met de huidige milieudoelstellingen;

Overwegende dat het hele gebied onderworpen blijft aan de verschillende geldende milieuwetten, die voortdurend evolueren om duurzame ontwikkeling te bevorderen;

Overwegende dat het verslag van het studie bureau ARIES aantoont dat de herroeping van het BBP nr. 6bis geen zichtbare negatieve invloed op het milieu zal hebben;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST

- het BBP nr. 4 bis van 31/05/1985 volledig in te trekken op grond van de hierboven uiteengezette overwegingen;
- het College van burgemeester en schepenen te belasten met het vervullen van de wettelijke formaliteiten;
- het dossier ter goedkeuring door te sturen naar de Brusselse Regering;

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan de heer Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

BBP 4bis Gedeeltelijk herroeping . besluit en plannen.pdf, avis CC fra.pdf, affiche - FRA.pdf, annexe1formulaire_contenu_ppas_FRA.pdf, advies LB - BBP 4bis.pdf, WSL - Abrogation PPAS 4bis - Carto - FRA.pdf, Collège - FRA.pdf, advies Perspective - BBP 4bis.pdf, bijlage1formulaire_inhoud_bbp_NDL.pdf, Conseil communal - FRA.pdf, PPAS 4bis Abrogation partielle . arrêté et plan.pdf, WSL - Abrogation PPAS 4bis - Note - FRA.pdf, PPAS 4 Bis_Plans et prescriptions.pdf, PPAS 4 Bis_Suite plans.pdf, WSL - Abrogation PPAS 4bis - Annexe D - FRA.pdf, BBP 4 Bis_Bijkomende plannen.pdf, avis BE - PPAS 4bis.pdf, SLW - Herroeping BBP 4bis - Nota - NL.pdf, Gemeenteraad - NDL.pdf, College - NDL.pdf, BBP 4 Bis_Plannen en voorschriften.pdf, SLW - Herroeping BBP 4bis - Annexe D - NL.pdf, avis CC ndl.pdf, SLW - Herroeping BBP 4bis - Carto - NL.pdf, affiche - NDL.pdf, avis Perspective - PPAS 4bis.pdf

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

51 **Le parking vélo sécurisé dans notre commune - Etat des lieux. (Mme BORDES CASTELLS)**

Beveiligde fietsparking in onze gemeente - Stand van zaken. (Mw. BORDES CASTELLS)

INTERPEL. BORDES NURIA - PARKING VELO SECURISE.pdf